

## **Les Jeunes Caton**

**L'agonie du « nouvel ordre mondial »... et la poussée du suivant.**

L'essentiel pour comprendre  
le grand bouleversement actuel du monde

## Avertissement du rédacteur

Les Jeunes Caton forment un groupe de réflexion informel constitué de membres d'autres centres de réflexion de divers horizons et professions, qui travaillent ensemble pour partager entre eux des éléments essentiels des différents travaux réalisés chez les uns et les autres, essentiellement sur des problèmes de géopolitique. Les membres de ce groupe se communiquent régulièrement des articles et de la documentation de manière très libre.

Le présent ouvrage est un concentré d'un certain nombre de ces articles, qui ont dû être considérablement modifiés afin de les faire rentrer dans le cadre d'un ouvrage unique. Par principe, a été éliminé tout le lest technique ou universitaire de nombre d'entre eux, pour n'en retenir que la substantifique moelle, ainsi que les notes et références trop nombreuses qui l'auraient étouffé ; il a fallu également résumer énormément, et couper pour éviter les répétitions, le but étant de produire un ouvrage court, facile à lire, synthétique, et qui permette de faire le tour d'horizon de l'ensemble des plus graves problèmes de géopolitique qui se posent aujourd'hui dans le monde, en les replaçant tout d'abord dans l'historique qui les a créés. Le défi à relever consistait à concentrer une documentation de milliers de pages en moins de deux-cents.

Il a fallu également, et c'est plus délicat, raboter les aspérités formées par certaines divergences d'opinion et de point de vue entre les différents auteurs ; le lecteur remarquera peut-être en passant quelques variations d'un chapitre à l'autre qui demeurent, mais nous avons fait le maximum pour accorder au mieux les violons.

La gravité des problèmes qui se posent aujourd'hui au monde d'une part, mais surtout d'autre part l'in vraisemblable légèreté avec laquelle ils sont aujourd'hui présentés au public, à travers des médias dont on ne saurait dire s'ils sont effectivement très stupides, ou s'ils ont plutôt l'ordre d'aveugler les populations pour qu'elles ne puissent intervenir dans des affaires qui les concernent au premier chef, puisqu'il y va tout de même de leur survie, a exigé la conception de cet ouvrage pour que chacun puisse se faire une idée assez exacte de l'essentiel des bouleversements auxquels le monde va devoir faire face dans un avenir très proche.

## Introduction

Depuis la chute de l'URSS, les États-Unis sont devenus la seule superpuissance de la planète, et assument désormais le rôle de gendarmes du monde. Lorsque débute la crise du Golfe en 1990, la défunte Union Soviétique n'a plus d'autre possibilité que d'observer de loin le déploiement de la puissance américaine au cœur même du monde arabe. Un « nouvel ordre mondial » est en train de se mettre en place.

Dans son discours au Congrès le 11 septembre 1990, le président américain George H. W. Bush déclara :

« Nous nous trouvons aujourd'hui à un moment exceptionnel et extraordinaire. La crise dans le Golfe Persique, malgré sa gravité, offre une occasion rare pour s'orienter vers une période historique de coopération. De cette période difficile, notre cinquième objectif, un nouvel ordre mondial, peut voir le jour : une nouvelle ère, moins menacée par la terreur, plus forte dans la recherche de la justice et plus sûre dans la quête de la paix. »

Pour l'ensemble des observateurs, occidentaux en particulier, ce triomphe américain marque essentiellement la victoire du système économique libéral face au communisme qui vient de s'écrouler. Cette analyse n'est pas absolument fausse, mais elle demeure assez superficielle, et occulte l'essentiel : en fait, la puissance américaine s'est construite à travers les siècles selon une logique totalement indépendante de sa rivalité avec l'Union Soviétique, et même si le communisme n'avait jamais existé, le triomphe des États-Unis sur le reste du monde n'en aurait pas été moins total pour autant. La preuve en est que cette hégémonie américaine se fait sentir aujourd'hui de manière bien plus forte sur les États occidentaux qui n'ont jamais été communistes, comme les pays d'Europe de l'Ouest, que sur la Russie ou la Chine contemporaine.

La véritable cause du triomphe américain se trouve dans le fait que la quasi-totalité des autres États de la planète, communistes ou libéraux, n'ont cessé au cours des

siècles passés de vouloir bâtir leur puissance sur des principes de politiques partisans, nationalistes, religieuses ou culturelles, alors que les Américains ont construit la leur sur des principes de géopolitique scientifiquement beaucoup plus solides. La suprématie américaine n'est pas seulement due à la plus grande efficacité économique du libéralisme sur le communisme, elle est surtout due à la supériorité de la géopolitique sur la politique. En d'autres termes, les Américains ont inventé le bon logiciel pour gouverner le monde, et ils s'en servent.

Le « nouvel ordre mondial » annoncé par George Bush s'impose donc à la planète depuis une trentaine d'années, et certains vivent dans l'illusion que cet ordre serait définitif ; nous verrions s'approcher cette fameuse « fin de l'Histoire », selon l'expression de Hegel, et l'empire américain serait le dernier, celui qui ne tombera pas. Il s'inspire de cette devise qui se trouve sur le sceau des États-Unis depuis leur fondation : *Novus Ordo Seclorum*, le « nouvel ordre du siècle ».

Or c'est loin d'être sûr : depuis l'abandon des théories marxistes, Russes et Chinois se sont mis à l'école de la première puissance du monde, pour percer les secrets de sa réussite, et ils ont fini par comprendre. Ils sont à l'heure actuelle en train de construire leur propre logiciel de géopolitique, dans le but affiché de supplanter les États-Unis, et d'imposer à leur tour leur « nouvel ordre mondial » à la planète.

En conséquence, les discours guerriers fleurissent aujourd'hui dans la bouche des dirigeants du monde entier de manière particulièrement inquiétante ; il semblerait que la troisième guerre mondiale se rapproche. Dans un discours prononcé devant les diplômés de l'académie militaire de West Point, le 31 mai 2019, le vice-président américain Mike Pence a promis que chacun d'entre eux participerait à une guerre. Parmi les pays où ils pourraient être envoyés figurent l'Afghanistan, l'Irak, la Corée du Nord, la Chine, la Russie...

« Certains d'entre vous rejoindront la lutte contre les terroristes islamistes radicaux en Afghanistan et en Irak. Certains d'entre vous rejoindront le combat dans la péninsule coréenne et dans l'Indopacifique, où la Corée du Nord continue de menacer la paix, et où une Chine de plus en plus militarisée défie notre présence dans la région. Certains d'entre vous rejoindront le combat en Europe,

où une Russie agressive cherche à redéfinir les frontières internationales par la force. Et certains d'entre vous peuvent même être appelés à servir dans cet hémisphère. Et ce jour-là, je sais que vous entendrez le son des fusils et que vous ferez votre devoir, vous vous battrez et vous gagnerez. »

Alors qu'il y a seulement trente ans le « nouvel ordre mondial » semblait établi pour très longtemps sinon pour toujours, il est aujourd'hui menacé dans son existence même, déjà le dos au mur, contraint d'envisager de se défendre par les armes, et le monde est menacé d'un de ces bouleversements gigantesques comme l'Histoire en a rarement vu.

Pourquoi et comment en est-on arrivé là ?

Expliquer comment s'est constituée la puissance des États-Unis à travers les siècles, comment aujourd'hui la Russie et la Chine peuvent espérer prendre à leur tour le leadership du monde économique, et pourquoi cela risquerait de plonger le monde occidental dans le chaos, tel sera l'objet de ce présent ouvrage.

## Géographie et politique

Mais avant toute chose, il nous faut répondre clairement à cette question : qu'est-ce que la géopolitique ? Le terme, très à la mode, est souvent utilisé aujourd'hui en Occident à la légère, et du fait de la variété des écoles, on y voit à peu près tout et n'importe quoi. On se doute bien qu'il s'agit d'une forme de politique qui doit avoir un lien avec la géographie, mais en général on n'en comprend pas l'essence. De fait, la géopolitique n'est pas une nouvelle forme de politique, bien au contraire. La géopolitique est à la politique ce que la connaissance de la mer est à l'art de la navigation, ou ce que l'observation du vent et de la forme des vagues est à la conduite de l'équipage. Le géopoliticien ne fait pas de politique, il s'en méfie comme le scientifique se méfie des religions ou des superstitions ; et lorsqu'il voit que certaines puissances

rivales font de la politique, il s'en sert pour les manipuler, comme un dresseur d'animaux se sert de leur besoin de nourriture pour leur faire faire tous les tours qu'il veut<sup>1</sup>.

Le politicien cherche à savoir quelle serait la meilleure constitution de l'État, quelles seraient les meilleures lois, quels seraient les droits et les devoirs de chacun, ce qui serait tolérable à l'intérieur de l'État ou ce qui ne le serait pas ; il se demande également si ses voisins lui ressemblent ou non, et s'il vaut mieux entrer en conflit avec eux ou au contraire nouer des alliances. Le géopoliticien ne s'intéresse à rien de tout cela : quant à lui, il regarde les cartes de géographie, les continents, les mers et les océans, il observe les plaines, les montagnes, les fleuves, et particulièrement les moyens de communication, il note où se trouvent les richesses et les hommes, mesure les flux, et pense à les organiser et à les contrôler au mieux de ses intérêts. Les seules données qui l'intéressent sont fondamentalement scientifiques et ne dépendent en rien des opinions des hommes. Les opinions politiques sont changeantes, variables, instables, elles ne permettent pas de construire une stratégie étatique sur des siècles. À l'inverse, les données de la géopolitique sont aussi stables que la place des océans, et sont absolument immuables. Les opinions politiques ont surtout pour conséquences d'entretenir l'instabilité, voire de générer des conflits ; la géopolitique sert à maîtriser le monde.

La géographie a été, dès l'origine des civilisations, la science la plus utile aux gouvernements, sans que ceux-ci n'aient réellement conscience du meilleur usage qu'ils pouvaient en faire. En réalité, les chefs d'État ne s'en sont guère servi consciemment que pour deux grands usages : la conquête et l'aménagement des territoires. Quand Jules César débarque dans la Province romaine, son premier souci consiste à se doter de la représentation géographique la plus exacte possible de sa future conquête, dont il trace les lignes dès le premier chapitre de ses *Commentaires*. Son deuxième souci consiste à se renseigner sur les rivalités politiques et les conflits entre les différentes tribus gauloises, pour pouvoir les utiliser à son profit. Si la pensée de César et l'Histoire de l'empire romain ont particulièrement inspiré les maîtres de l'empire américain, comme nous le verrons plus en détail dans la suite, le conquérant de la Gaule n'est pourtant pas encore un véritable géopoliticien. Il étudie la géographie, mais il n'a pas encore compris tout le

---

<sup>1</sup>Nous posons ici par principe que la seule science qui mérite réellement le nom de géopolitique est celle qui a été élaborée par les Américains ; l'usage de ce terme par les Allemands est totalement étranger à notre propos, et ne sert qu'à créer de la confusion. De même, l'école française de géopolitique entretient une confusion complète entre les questions politiques et les problèmes de géopolitique, de sorte que ses travaux n'ont plus rien de scientifique ; ils relèvent du militantisme.

parti qu'il pourrait en tirer. Jusqu'aux premiers balbutiements de la géopolitique anglo-américaine au XVI<sup>e</sup> siècle, ce que les chefs d'État ont cherché à voir dans les cartes ce sont surtout les étendues et les reliefs, et bien sûr les routes ; mais il leur aura manqué de comprendre ce dont les Anglais auront les premiers véritablement conscience, à savoir que l'essentiel ne se trouve pas dans les éléments fixes, mais dans les flux.

L'archéologie nous apprend que les toutes premières cités de l'histoire se sont bâties sur les gués des fleuves, là où les caravanes étaient obligées de passer, et pouvaient être facilement rançonnées. Les premiers bâtiments publics fixes et construits en dur ont été des casernes, des entrepôts, et des hôtelleries, tout ce qui était nécessaire pour assurer la sécurité du commerce et des échanges. Historiquement, les premiers impôts ont probablement été les taxes prélevées sur les foires pour assurer l'entretien de ces toutes premières villes. Les premiers dirigeants qui ont compris qu'ils s'enrichiraient d'autant plus que les caravanes seraient nombreuses et le commerce prospère sont les vrais fondateurs des sociétés civiles. Ceux qui rançonnaient abusivement les caravanes les ont fait fuir, ceux qui les ont taxées modérément en échange d'un véritable service ont prospéré.

Ainsi, les premières cités se sont créées sur les gués, les premiers grands royaumes se sont développés sur le cours des fleuves, l'empire romain s'est bâti autour de cette véritable mer intérieure qu'est la Méditerranée, et l'empire américain s'est assuré la maîtrise du monde par celle des océans qui encerclent la vaste île-continent que forment l'ensemble eurasiatique et l'Afrique. À chaque fois, c'est le contrôle et la maîtrise des flux qui a créé la puissance, bien plus que la production de la richesse elle-même.

Mais n'anticipons pas trop, et revenons à la création des premiers grands États. Ceux-ci se sont systématiquement constitués le long de grands fleuves, le Yang-Tse-Kiang, le Gange, le Tigre et l'Euphrate, le Nil. Les cours d'eau ont facilité la circulation à la fois des hommes et des marchandises, et assuré le développement économique et la prospérité des populations riveraines. Mais à soi seul cela n'aurait pas permis la constitution de grandes entités politiques. Ce qui a permis d'unifier des populations éloignées parfois de deux ou trois mille kilomètres, c'est une nouvelle invention qui a permis cette fois le contrôle des communications, à savoir l'écriture. C'est grâce à elle que s'est constituée une parole officielle, celle de la loi, dont les dirigeants se sont



attribué le monopole, et que ceux-ci ont pu contrôler non seulement le flux des marchandises mais surtout celui des idées et des modes de représentation. Un État peut donc se définir comme une entité capable de maîtriser à la fois les flux des marchandises, des hommes, et des idées. Nous voyons d'ailleurs de plus en plus clairement aujourd'hui, (notamment avec les débats autour de la 5G), à quel point la maîtrise des moyens d'information, les médias et Internet, est un élément fondamental des stratégies géopolitiques des États.

Dès l'Antiquité, la puissance relative des différents États démontre clairement l'importance primordiale de la géographie : les empires riches et puissants sont ceux qui se sont constitués au bord de fleuves géants, l'Égypte et la Mésopotamie ; tandis que les cités grecques, éparpillées sans liens au milieu des terres, s'épuisent éternellement dans des rivalités destructrices, qui ne prennent fin que par une conquête militaire et brutale. L'unité culturelle, religieuse, et linguistique de la Grèce n'aura pas permis de réaliser ce qu'a fait le Nil.

Cependant, le premier empire géant de l'histoire a fait magistralement la preuve de ce « pouvoir de la mer », le *seapower* qui sera le maître mot de la géopolitique anglo-américaine. Cet empire ne s'est pas constitué de manière consciente et réfléchi, selon une stratégie définie à l'avance, mais de façon opportuniste et pragmatique. Les Romains sont animés par quelques principes très simples qu'ils ont observés rigoureusement durant toute la période de leur extension :

- La justification de la guerre est la conquête, l'extension du domaine patriotique ; toute conquête est donc définitive.
- Les cités et les peuples conquis sont destinés à être intégrés et à prospérer à l'intérieur de l'empire.
- Rome organise la prospérité générale, construit les routes, assure la sécurité, et tire sa puissance et sa richesse du commerce international qu'elle favorise autant qu'elle peut.

Contrairement aux Grecs et particulièrement aux Athéniens, les Romains ne se sont jamais posé sérieusement la question du meilleur régime politique ; ils cultivent leurs valeurs traditionnelles, et lorsque cela devient nécessaire du fait de la pression populaire, ils adaptent leurs institutions. La « droite conservatrice », à savoir le parti aristocratique, sait lâcher du lest quand le besoin s'en fait sentir. La politique intérieure

est pour eux bien moins importante que l'extension du domaine impérial, et c'est à cela qu'ils consacrent toutes leurs forces. Le meilleur moyen de faire carrière à Rome est précisément d'avoir travaillé à « augmenter » la taille de l'empire : le titre honorifique le plus important qu'ils aient inventé, celui d'« Auguste », n'a pas d'autre signification.

En économie, ce sont des libéraux ; ils le sont de manière spontanée, sans que cela fasse débat, et encore moins chez eux qu'aux États-Unis aujourd'hui. S'il y a bien un parti populaire à Rome qui défend les droits de la plèbe, aucune forme de pensée socialiste n'existe. Les Romains ont presque tout inventé du système capitaliste : les sociétés par actions, le système bancaire, les assurances ; ils défendent la liberté des prix, la loi du marché, la libre circulation des marchandises ; il n'y a que la Bourse qu'ils n'aient pas inventée. Rome se prolétarise au fur et à mesure qu'elle s'enrichit, et elle n'est pas en elle-même une grande puissance productrice de richesses ; les sans-emploi sont légion, de même que les grandes fortunes ; en fait, la capitale jouit essentiellement de sa position de centre de décision, et elle draine les bénéfices réalisés dans l'ensemble de l'empire par ses grandes compagnies. Le coût de la main-d'œuvre du citoyen romain est bien trop élevé, et ne peut supporter la concurrence de l'esclavage très largement pratiqué dans toutes les provinces ; mais les caisses des *imperators* se remplissent assez vite pour qu'ils puissent distribuer de l'argent au peuple, avec une libéralité aussi politique qu'ostentatoire. La foule romaine accepte volontiers d'être domptée, du moment qu'elle a « du pain et des jeux ». L'industrie du loisir comme « opium du peuple » atteint déjà des dimensions hollywoodiennes.

L'empire romain présente déjà nombre des caractéristiques de l'empire américain du XX<sup>e</sup> siècle, parce qu'il maîtrise la mer, comme les Anglais d'abord, les Américains ensuite, maîtriseront les océans.

## La géopolitique et la puissance américaine

### À l'origine, la guerre de 100 ans

Pour comprendre comment on en est arrivé à fonder la géopolitique à la fin du XIXe siècle, il faut remonter en réalité à la guerre de Cent Ans. Cette guerre fut particulièrement longue et complexe : il s'y mêle des questions de droit et de succession, de stratégie, de tactique militaire avec l'invention de nouvelles armes et de nouvelles formes de bataille, des questions évidemment politiques et diplomatiques avec des renversements réguliers d'alliance, et même toute une mythologie psychologique autour du personnage fabuleux de Jeanne d'Arc. Pour qui s'y intéresse, la diversité des problèmes qui s'entremêlent dans ce conflit est d'une complexité prodigieuse. Pourtant, après des décennies de conflits interminables, la solution finale qui se dessine est d'une simplicité enfantine : les Anglais dans leur île, les Français sur le continent, et la Manche au milieu. Ce ne sont ni les uns ni les autres qui ont gagné, mais la géographie. Le dessin des mers et des continents à imposer sa loi. Il était donc inutile d'établir des stratégies aussi complexes, de dépenser autant d'énergie, et de se battre aussi longtemps : pour connaître le résultat final, il n'y avait qu'à regarder la carte.

Napoléon, en son temps, s'est trouvé confronté à la même problématique : en Russie, ce n'est ni sa stratégie ni celle de Koutouzov qui ont gagné, mais l'espace et le climat ; l'empereur en tirera, mais un peu tard, la leçon suivante : « tout État a la politique de sa géographie », formule célèbre qui deviendra ensuite la devise de la géopolitique, sous cette forme : « la géographie commande à l'Histoire. »

Avec le temps, Anglais et Français tireront de la guerre de Cent Ans chacun pour eux des leçons assez différentes. Pour les Français, l'obsession sera de se doter de frontières naturelles, et de fondre l'ensemble des « nations » qui composaient alors la France en une seule entité qui ne se définirait pas selon des critères politiques, culturels, ou religieux, mais par le simple fait d'habiter un espace géographique délimité par l'Atlantique, les Pyrénées, la Méditerranée, les Alpes, et le Rhin. La compréhension de la suprématie de ce facteur géographique va permettre à la France de devenir la première puissance continentale dès le XVIIe siècle, et elle le restera jusqu'au début du XXe.

Quant aux Anglais, s'étant vu chassés du continent par les Français, ils vont se tourner résolument vers l'océan et le grand large dont ils vont s'attacher à définir les contours. Mais avant qu'ils ne découvrent véritablement leur vocation historique, d'autres événements capitaux pour l'histoire du monde vont venir bouleverser l'histoire du continent.

### Les grands découvertes et les débuts de la mondialisation

Depuis le néolithique, les hommes et les marchandises circulaient à peu près librement d'un bord à l'autre du continent eurasiatique, très lentement il est vrai, et sans véritable organisation, en passant de proche en proche d'une région à l'autre. Les fameuses « routes de la soie », selon l'expression inventée par l'Allemand Ferdinand von Richthofen au XIXe siècle, permettaient de fournir les marchés européens en soie, en porcelaine, ainsi qu'en épices, en provenance des Indes et de Chine. Il ne s'agissait pas vraiment d'un commerce organisé de manière consciente sur un plan international par des compagnies qui auraient maîtrisé l'ensemble du système, mais plutôt d'une longue chaîne de commerces de « proximité », entre peuples voisins. Cela n'en était pas moins efficace, et chacun des États qui se trouvait sur ces routes en tirait de substantiels profits ; Gengis Khan eut grand soin de protéger ce commerce qui lui rapportait énormément, et le long duquel il avait fondé son empire. Les choses se dégradèrent nettement avec les conquêtes de Tamerlan et le développement des rivalités turco-mongols ; bien que le maître de Samarcande ait considérablement embelli sa cité en y investissant entre autres les bénéfices que rapportait la route, sa manie de se livrer à des massacres de population, et les guerres continuelles qu'il mena, contribuèrent à les rendre beaucoup moins sûres ; la prise de Constantinople en 1453 acheva de couper le cordon commercial entre l'Europe et l'Asie. Au milieu du XV<sup>e</sup> Siècle, il ne fonctionne plus.

Il s'agit là d'un événement capital pour l'Histoire du monde, et la domination progressive de l'Occident sur le reste de la planète y trouve sa source, car c'est pour retrouver les richesses de l'Asie, en particulier les fameuses épices, que les Européens de l'Ouest vont développer des efforts considérables pour trouver les voies maritimes leur permettant de renouer le commerce avec l'autre bout du continent, commerce qui

restait monopolisé par les marchands Juifs, Arabes, Syriens, Musulmans ou Vénitiens. L'Inde est alors le centre du commerce mondial, et les petits États européens sont de pauvres marginaux un peu arriérés en comparaison avec les grandes puissances asiatiques, bien plus développées à tous les niveaux. L'Italien Marco Polo avait réussi à rejoindre la Chine par la route et à en revenir par la voie maritime, et son récit de voyage, le *Devisement du monde*, ou *Livre des Merveilles*, avait frappé l'Europe entière, et l'avait laissée rêveuse : l'Asie était pour tous les esprits un monde fabuleux, d'une richesse époustouflante.

Mais si le commerce avec la Chine n'était plus possible par la route terrestre, les voies maritimes, elles, demeuraient ouvertes ; il ne restait plus qu'à les trouver. C'est donc par la mer que vont se fonder les puissances occidentales, portugaise et espagnole d'abord, française et anglaise ensuite, puissances qui seront essentiellement maritimes pendant des siècles. L'ordre mondial va ainsi se construire pendant cinq siècles sur la domination des mers par les Occidentaux ; or cet ordre n'avait de raison d'exister que parce que les routes terrestres, à l'intérieur du continent eurasiatique, étaient coupées. Que ces routes se rétablissent, et les puissances maritimes seraient condamnées à s'écrouler. Personne ne s'en rendit compte jusqu'au XIXe siècle, mais au début du XXe les Américains en prirent pleinement conscience, et veillèrent en permanence à ce que le continent eurasiatique demeure bien morcelé, et que ses différentes parties demeurent le plus éloignées possible les unes des autres. Et puis au début du XXIe siècle, Russes et Chinois se sont mis à leur tour à étudier la géopolitique, ils ont compris sur quels principes était fondée la puissance occidentale, et ils ont établi leur propre plan, dont les « nouvelles routes de la soie » constituent l'épine dorsale, comme nous le verrons par la suite. Mais n'anticipons pas trop, et revenons aux débuts de la mondialisation.

En 1492, cherchant la route des Indes, Christophe Colomb eut la chance inespérée d'ouvrir la voie aux Européens vers un continent complètement nouveau pour eux, dont ils n'avaient jamais entendu parler, et dont ils n'imaginèrent pas d'abord qu'il puisse être autre chose que l'Inde elle-même. Il y fleurissait des civilisations étonnamment avancées, en particulier en architecture et en astronomie, mais qui avaient la faiblesse de tout ignorer des armes à feu. Quelques tribus plus primitives peuplaient les îles de la Jamaïque, et les Espagnols eurent vite fait de les subjuguier ; à leur retour, leurs récits

démontrèrent que la conquête de ces régions serait pour les Européens extrêmement facile.

Il faut faire remonter l'origine de la mondialisation à l'aventure d'Hernan Cortés. Par « mondialisation », on entend souvent tout et n'importe quoi. Si on veut parler de la circulation des hommes à travers les continents, le phénomène remonte à plusieurs centaines de milliers d'années, et le concept est sans intérêt pour nous ; si l'on veut parler de la circulation des marchandises d'un bout à l'autre du continent eurasiatique, celle-ci se pratique depuis des dizaines de milliers d'années, et là aussi le concept n'est guère opérant ; mais ce que va réussir Cortes est véritablement révolutionnaire et constitue le véritable cœur original de ce phénomène qui domine aujourd'hui toute la planète.

Il faut d'abord avoir en tête que la conquête du Mexique par Cortés est une entreprise privée : celui-ci n'est absolument pas mandaté par les autorités espagnoles, bien au contraire ; son entreprise est parfaitement illégale ; il a monté sa flotte et sa petite armée sur ses propres fonds, et s'en est allé au Mexique de sa propre initiative, sachant pertinemment que les Amérindiens ne possédaient ni poudre ni canons. Le gouverneur de Cuba, Diego Velázquez de Cuéllar, dépêcha même des troupes pour l'arrêter, mais Cortés sortit vainqueur de la bataille, et imposa de fait par la force sa conquête au roi d'Espagne.

Son but était très simple, le pillage des matières premières, essentiellement l'or et l'argent, et sa méthode également, la mise en esclavage des populations locales. Cette question, et la manière dont elle fut traitée, a été particulièrement importante pour le développement de l'économie occidentale. L'esclavage était par définition interdit à toutes les populations chrétiennes par l'Eglise catholique, et Cortés n'avait pas le droit d'en avoir en tant que tel. Le roi Charles Quint dans un premier temps adopta la position de l'Eglise, et interdit à ses sujets d'avoir des esclaves. Mais Cortés sut argumenter, en expliquant que l'esclavage existait déjà chez les Aztèques et les populations amérindiennes, et qu'en conséquence c'était le droit local qui devait s'appliquer. Il obtint donc que les esclaves de droit autochtone puissent être utilisés comme tels par les colons espagnols. Ce fut le point de départ d'abus monstrueux et monumentaux, l'asservissement de peuplades entières au profit de l'avidité financière des conquistadors.

Or la monarchie espagnole ne condamna pas Cortés pour avoir agi quasiment en état de rébellion, ni pour les crimes monstrueux dont il se rendit coupable auprès des nations amérindiennes. Le succès de son entreprise, l'étendue et la richesse de ses conquêtes, suffirent à lui faire obtenir satisfaction, et il devint marquis. Sa réussite financière suffit à justifier les moyens qu'il avait pris.

Le conquistador venait ainsi de créer un précédent monstrueux mais qui allait inspirer tous les Occidentaux avides de faire fortune : il devenait possible d'échapper aux lois de son pays en développant son activité économique ailleurs dans le monde, de produire là où l'esclavage était légal pour vendre en Europe avec des profits gigantesques. On voit donc tout ce que l'activité de Cortés avait déjà de commun avec celles de nos multinationales modernes :

- une entreprise privée
- qui exploite des richesses naturelles
- qui exploite une main-d'œuvre étrangère presque gratuite
- qui réalise ses bénéfices en Occident
- qui joue sur les différences de législation entre les États pour faire ce qu'elle veut là où c'est possible
- et qui échappe ainsi à la législation de son pays d'origine

Or c'est bien cette possibilité d'échapper aux lois européennes pour réaliser des profits gigantesques qui va être le principal moteur de la mondialisation depuis le XVIe siècle jusqu'à nos jours. Il est toujours parfaitement légal de produire dans des pays où la main-d'œuvre ne coûte pas plus d'un dollar par jour pour vendre ensuite dans les pays développés à fort pouvoir d'achat, ce qui n'est rien d'autre qu'une forme moderne, déguisée, et légale, d'esclavage. Ce principe qui affirme qu'il est possible à n'importe quel citoyen de n'importe quel pays de n'avoir à se soumettre qu'aux législations locales des pays où il travaille ne connaît qu'une exception : l'exploitation sexuelle des enfants, interdite à l'ensemble des citoyens européens, quel que soit le pays où ils s'y livreraient ; mais les condamnations dans ce domaine demeurent toujours rarissimes.

Évidemment, Cortés n'avait pas conscience d'inventer un nouveau modèle de développement économique, et ce n'était pas son souci ; il se contentait de faire ce qui était désormais possible, pour son seul profit, et sans réfléchir à la suite de l'histoire.

Mais il ne faudra que quelques années pour que l'ensemble des financiers occidentaux comprennent l'immense parti qu'ils pouvaient tirer de son exemple.

La première étape de la libération des entreprises de la tutelle de l'État étant acquise, le système va se développer ensuite durant cinq siècles selon la progression suivante :

- possibilité d'échapper aux lois de son pays en s'installant ailleurs
- placement des capitaux et des bénéficiaires dans les États offrant les meilleurs avantages
- mise en concurrence des différents États qui auront envie de voir les entreprises s'installer chez eux
- réduction des États à des prestataires de services auprès des entreprises privées
- établissement de législations supranationales contraignantes pour les États
- accaparement par les entreprises privées de fonctions régaliennes telles que la justice pour régler leurs conflits avec les États

Ainsi, nous en arrivons aujourd'hui à ce que ce ne sont plus les États qui imposent leurs lois aux entreprises, mais les entreprises qui leur imposent les leurs. C'est cela le vrai principe et le fondement de la mondialisation.

En dehors de ces questions économiques, se développe en parallèle toute une problématique qui intéresse à la fois la morale, la politique, la religion, mais surtout les formes de discours. L'esclavage était considéré depuis longtemps comme une forme d'exploitation humaine absolument inadmissible au regard des valeurs chrétiennes, et strictement prohibé par l'Église catholique, qui en interdisait la pratique à tout chrétien, où qu'il se trouve dans le monde. Dès lors, le problème se posait ainsi aux conquistadors : comment être esclavagiste en Amérique, et passer tout de même pour un bon chrétien quand on retournait en Europe ? C'est l'Église elle-même qui va fournir la solution, à travers la question essentielle pour elle de la propagation de la foi, qui va fournir les bases de la « propagande » des esclavagistes.

L'Église catholique s'était effectivement donnée pour mission, depuis son origine, de répandre la foi, de la « propager » dans le monde entier. Le terme même de



« catholique » signifie « universel ». Le message de l'Église s'adresse par définition à tout être humain quelle que soit son origine. Christophe Colomb s'était très habilement servi de cet argument pour obtenir le financement de ses expéditions, en persuadant la reine Isabelle qu'il était absolument nécessaire d'aller convertir les populations du bout du monde. Officiellement donc, il ne partit pas à la recherche de l'or, mais dans le but de sauver des âmes. C'est sur cette ambiguïté que se sont construites toutes les expéditions des Espagnols au-delà des océans. Très habilement, les conquistadors vont récupérer le désir des missionnaires de « propager » la foi pour le transformer en un discours de « propagande » à l'usage des autorités civiles et religieuses en Europe.

Ce discours va prendre deux directions : premièrement, une diabolisation des peuples autochtones, accusés d'être anthropophages et de pratiquer des sacrifices humains, - même si ces pratiques sont attestées, elles ont été présentées en dehors de tout cadre culturel permettant de les apprécier pour ce qu'elles étaient en réalité -, et d'autre part une auto-sanctification des conquistadors se présentant comme les auxiliaires indispensables de l'Église pour la conversion de ces malheureux, qui auraient été évidemment condamnés à l'enfer sans le secours du baptême. Or, si la propagation de la foi devait par principe s'adresser aux Amérindiens, à rebours, la propagande des conquistadors s'adressait, elle, aux autorités et à l'opinion publique européennes pour justifier la soumission de ces peuples aux conquérants occidentaux. C'est exactement ce même schéma qui sera repris au temps de la colonisation au XVIIIe et au XIXe siècles, quand les Européens prétendront apporter leur belle civilisation à des peuples supposés arriérés. Et c'est encore le même schéma que nous entendons aujourd'hui quand il s'agit prétendument d'apporter la démocratie à des peuples qui ne nous ont rien demandé, et que nous écrasons sous les bombes. Mais nous y reviendrons plus tard. L'essentiel est de bien comprendre que dès le XVIe siècle, dès les tout premiers débuts de la mondialisation, les conquérants occidentaux se sont retrouvés dans la nécessité de justifier leurs entreprises auprès de leurs opinions publiques par des discours politiques et moralisateurs, qui présentaient sous des jours très flatteurs ce que dans notre droit moderne nous ne pouvons désigner autrement que comme des crimes de guerre, voire des crimes contre l'humanité.

## Le développement de la puissance financière anglaise

Si ce sont Colomb, Cortés et les Espagnols qui ont ouvert la voie à la mondialisation, ce sont les Anglais qui à leur suite vont véritablement construire le modèle économique et financier qui va en permettre le parfait développement, et qui va leur assurer la première place dans le monde pendant un certain temps. Les Espagnols conservaient des mentalités traditionnelles : ils désiraient posséder les terres et les richesses, ils agissaient de manière individuelle ou en tous petits groupes, ils cherchaient à obtenir des titres de noblesse, tels que marquis ou vice-roi, ils rêvaient de créer des empires ; mais ils n'ont pas cherché à organiser leur économie de manière rationnelle et nationale, en se dotant d'outils financiers réellement efficaces.

On peut noter en passant que les Anglais n'ont inventé aucune des pièces détachées de la formidable machine financière qui va faire leur puissance. La première société par actions apparaît à Toulouse à la fin du XIIe siècle ; il s'agit de la Société des moulins de Bazacle, qui va déjà se doter d'un conseil d'administration, et dont les actions peuvent être vendues dans ce qu'on peut bien appeler la première Bourse du monde. D'autres entreprises du même genre vont se développer notamment à Gêne et à Venise, où les boursicoteurs se réuniront sur le pont du Rialto ; à Paris, ils se réuniront sur le pont-aux-changes. Dès le XIIIe siècle, les usuriers d'Arras ont développé une activité bancaire d'une importance européenne, ils ont inventé le chèque bancaire, investi leurs bénéfices dans l'industrie de la tapisserie, et jeté les bases de l'ordre bourgeois qui ne s'imposera ensuite en Europe qu'à partir du XIXe siècle ; leur mode d'organisation a servi de modèle aux banquiers Lombards qui se sont répandus dans toute l'Europe dès la fin du Moyen Âge, et ont été d'une utilité fondamentale dans le développement de la Renaissance italienne. C'est à Bruges qu'apparaît la première Bourse où sont cotées les matières premières, devant la maison de Monsieur Van der Buerse, un italien d'origine dont le nom était en réalité Monsieur Della Borsa, un nom véritablement prédestiné. Les grands emprunts publics d'État, à l'origine de ces fabuleuses dettes dont nos États modernes sont accablés, vont trouver à se vendre en premier à la Bourse de Lyon dès la fin du XVIe siècle. Quant à la pratique des assurances, elle apparaît en Lombardie dès la fin du XIIe siècle, et se développe aussi bien en Italie que dans les Flandres jusqu'au XVIe

siècle. En 1668, Colbert crée la chambre générale des assurances pour assurer le commerce maritime.

On voit donc que tous les outils qui vont servir de base à la révolution financière anglaise ont été inventés au cours du Moyen Âge, essentiellement en France, en Flandre, et en Italie. Mais le génie des Anglais va consister à comprendre quelle extraordinaire machine on peut construire en utilisant tous ces instruments en synergie : les sociétés par actions, la bourse, la banque, les emprunts d'État, et les assurances, tout cela en lien avec le commerce international. En 1694, la banque d'Angleterre devient la première grande banque d'émission, qui va de plus pratiquer l'escompte à grande échelle et de manière systématique, de manière à fournir en liquidités les sociétés par actions.

L'autre coup de génie des Anglais va être de comprendre qu'il est bien moins important de posséder des richesses que d'en maîtriser les flux. À leur manière, ils vont retrouver la logique des premiers fondateurs de cité : ceux qui se contentaient de prélever des taxes sur les marchandises qui traversaient les gués qu'ils contrôlaient. Tout repose sur l'idée que ce n'est pas l'argent en soi qui constitue la richesse, mais la vitesse à laquelle il circule. Cette question a été particulièrement bien étudiée par Karl Marx dans *Le Capital*, et elle est assez simple à expliquer : si quelqu'un a un billet de 100 \$ dans sa poche et qu'il n'en fait rien, ces 100 \$ ne servent à rien. Mais s'il va le matin s'acheter une paire de chaussures, que le marchand lui-même se sert immédiatement de cet argent pour aller faire ses courses chez l'épicier, lequel ensuite va se faire faire une veste chez le tailleur, qui lui-même en profite pour aller consulter son médecin, lequel enfin s'offre un bon repas au restaurant avec ses amis, ce même billet de 100 € a travaillé cinq fois, il a généré pour 500 € d'activité économique. Ce qui compte, ce n'est donc pas la masse d'argent qui existe dans une ville ou dans un pays, mais la vitesse à laquelle cet argent circule. Si tout le monde a beaucoup d'or, mais que personne ne dépense, il ne se passe rien ; à l'inverse, si les gens ont peu d'argent mais qu'ils le dépensent tous très vite, ils entraînent une activité formidable. C'est cela qui va faire la différence entre les Espagnols, gavés par l'or du Pérou, et les Anglais pauvres mais industriels. Maintenant, s'il y a quelqu'un qui maîtrise la circulation de cet argent, et qui, en échange de la garantie que cet échange sera sécurisé, en profite pour prélever un faible pourcentage, celui-là va réaliser une fortune gigantesque ; c'est ce principe que comprennent les financiers Anglais dès la fin du XVIIe siècle, et que des entreprises

américaines aujourd'hui comme Visa ou MasterCard, ainsi que les GAFa, maîtrisent à la perfection. Les matières premières sont une vraie richesse, la production industrielle c'est encore mieux, mais la plus rentable de toutes les activités c'est la maîtrise des flux.

La grande révolution financière britannique commence en 1694 avec la fondation de la banque d'Angleterre, dont il faut préciser qu'elle est une entreprise privée à l'origine ; elle ne sera nationalisée qu'en 1946. Elle n'est pas absolument la première du genre, mais sera très vite et de loin la plus puissante. C'est elle qui, sous le contrôle du département d'État, va émettre des emprunts d'État qui vont permettre de créer la flotte britannique. Une de ses plus impressionnantes opérations sera le lancement des *Navy bills*, qui financeront la création de la *Royal Navy*.

L'artisan du développement de cette superpuissance navale fut Edmund Dummer, qui visita les plus grands ports de Méditerranée, en particulier l'arsenal de Venise, et qui eut l'excellente idée d'imposer des normes standards pour l'ensemble des pièces détachées des navires, de manière à faciliter au maximum la production de ces pièces à grande échelle, ainsi que la réparation des navires endommagés. La standardisation des normes constitue encore aujourd'hui un des piliers de l'armement de l'OTAN.

Sous sa direction, le nombre des navires de guerre va connaître une croissance prodigieuse, de 154 à la fin du XVIIe siècle, il passera les 1500 au milieu du XVIIIe siècle. Pourquoi une telle flotte ? Encore une fois, pour contrôler les flux, et en l'occurrence, le commerce mondial. En parallèle à la flotte de guerre, la flotte marchande se développe également de manière prodigieuse, au point qu'à la fin du XVIIIe siècle les Anglais possèdent 80 % des navires de commerce du monde, et c'est la *Royal Navy* qui assure leur sécurité sur tous les océans du globe.

Parallèlement à la banque d'Angleterre qui apporte les capitaux nécessaires à la construction des deux marines militaires et marchandes, les Anglais développent également l'activité des assurances : Edward Lloyd commence son activité dans un café en 1691, où il réunit les marchands en quête d'assurances ; son entreprise deviendra l'une des plus importantes du monde.

L'ensemble du système est parfaitement complet et cohérent, et il permet le développement formidable d'une machine commerciale qui va dominer la planète et

donner naissance à l'empire britannique, le plus puissant qui ait jamais existé, puisqu'à son apogée il atteindra près de 30 millions de kilomètres carrés, et réunira quasiment le quart de l'humanité.

Comprendre comment un État aussi petit, aussi pauvre, et aussi peu peuplé que l'Angleterre du XVIIe siècle ait pu parvenir à un tel sommet de puissance et à dominer ainsi l'ensemble du globe jusqu'au début du XXe siècle sera l'objet des études assidues des Américains qui théoriseront cette nouvelle science : la géopolitique.

Pour bien comprendre les secrets de cette réussite exceptionnelle, - qui est due à des entrepreneurs privés bien plus qu'à la volonté des souverains qui se sont contentés de les soutenir -, il faut se rendre compte que les Anglais ont su tirer les leçons de leurs devanciers historiques : ils ont d'abord retenu les exemples des conquistadors espagnols, de Cortés en particulier ; ils ont également appris tout le savoir-faire des financiers italiens et flamands ; et à tout cela ils ont ajouté leur propre expérience, tirée de l'histoire de leur île, et surtout de la guerre de Cent Ans : ils savent mieux que personne que dans l'Histoire ce n'est pas la politique mais la géographie qui commande ; ils sont les seuls à comprendre le « pouvoir de la mer ».

Leur conception de l'empire et de la domination est très différente de celles des Portugais, des Espagnols, ou des Français ; pour ces peuples continentaux, il est nécessaire de contrôler politiquement et militairement les terres conquises ; les Européens tiennent à soumettre aussi bien les peuples que les autorités locales ; ils veulent occuper la terre. Les Anglais ont compris que c'était totalement inutile, et qu'il suffisait largement de contrôler le commerce et les échanges, les ports, les voies de navigation, et éventuellement les océans tout entiers. Le grand navigateur anglais, Sir Walter Raleigh, formula ce principe de manière très claire dès le début du XVIIe siècle : « Qui tient la mer tient le commerce du monde ; qui tient le commerce tient la richesse ; qui tient la richesse du monde tient le monde lui-même ». C'est ce principe qui a gouverné toute l'action des navigateurs, explorateurs, commerçants, et marins anglais pendant quatre siècles, et qui leur a assuré la domination du monde.

Faisant donc de la géopolitique avant même que le terme n'existe, ils ont été les premiers à parfaitement saisir l'importance essentielle de la géographie ; leurs grands explorateurs sont avant tout des cartographes. La découverte successive de Tahiti par

James Cook et Bougainville est particulièrement révélatrice des mentalités qui opposent alors les Anglais aux Français ; c'est Cook qui découvre l'île le premier, mais lorsqu'il rentre à Londres, l'amirauté lui interdit strictement de publier sa découverte et lui confisque d'ailleurs tous ses journaux de bord ; une telle connaissance est d'une importance stratégique capitale et doit rester secrète, afin que seule la marine anglaise puisse en profiter ; Bougainville aborde l'île à son tour quelques mois plus tard, et, lorsqu'il rentre en France, il se précipite pour publier un récit complet de son voyage, en s'appropriant au passage la primauté de cette découverte. On voit bien par là que les Français étaient très loin de comprendre aussi bien que les Anglais l'importance stratégique capitale des connaissances géographiques.

Une autre grande différence essentielle entre les deux pays, et qu'en Angleterre le gouvernement et l'Amirauté se sont mis au service des entreprises privées, dont les capacités d'invention, d'innovation, d'initiative, étaient très supérieures à ce qu'on aurait pu imaginer de la part d'un gouvernement. En France, au contraire, le pouvoir central a toujours tenu à garder la main haute sur ce qui se passait dans les colonies, et ce dirigisme a considérablement nuit à l'initiative des Français ; il n'y a qu'à imaginer ce qu'aurait pu devenir l'entreprise de Cavelier de La Salle aux Amériques si la monarchie française lui avait accordé les mêmes droits et pouvoirs que l'Angleterre offrait aux personnes de sa trempe ; les USA seraient peut-être aujourd'hui des départements français. On voit encore actuellement, avec l'aventure d'Elon Musk, de quelle manière le gouvernement américain sait tirer profit des talents exceptionnels qui se présentent, et on ne peut se demander sans frémir ce qu'elle serait devenue si celui-ci avait dû rendre compte de ses travaux à des énarques.

Particulièrement intéressante se révèle l'étude des méthodes utilisées par les Britanniques pour dominer le continent indien : comment un aussi petit pays a-t-il pu en dominer un aussi grand ? On estime que la part du PNB de l'Inde dans celui de la planète se montait à plus de 20 % avant l'arrivée des Anglais, contre 2 % aujourd'hui. C'était donc un continent extrêmement riche pour l'époque, bien plus que la petite Angleterre.

Premier point essentiel, ce n'est pas la couronne anglaise qui a pris en charge cette conquête, mais une entreprise privée par actions, la Compagnie Britannique des

Indes Orientales, qui à l'origine n'a pas d'autre ambition que de faire du commerce, et qui se présente bien ainsi auprès des autorités indiennes, en l'occurrence le grand Moghol. Cette compagnie ne demande rien d'autre que le droit d'ouvrir des comptoirs, d'acheter et de vendre des marchandises. Mais en parallèle, la *Royal Navy* s'occupe de dégager la concurrence, essentiellement portugaise et hollandaise. Avec le temps, la compagnie fait d'excellentes affaires, s'enrichit, et s'insinue partout, aussi bien dans les Indes que dans les sphères du pouvoir à Londres. En 1670, le roi Charles II lui accorde des privilèges régaliens : le droit de frapper monnaie, d'avoir des troupes armées, de conquérir des territoires, d'exercer la justice sur ceux qu'elle contrôle, et même d'entretenir des relations diplomatiques. On le voit : la compagnie est devenue un véritable État dans l'État. Mais ce que le lecteur non anglo-saxon doit bien retenir de ce premier point, c'est que le droit pour une compagnie privée d'exercer des privilèges régaliens est un principe acquis en Angleterre dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. C'est ce qu'il faut avoir en tête quand on observe aujourd'hui la conduite des multinationales américaines dans le monde.

Deuxième point, la compagnie va jouer sur les divisions entre les différentes principautés qui composent le continent, et en particulier sur les rivalités entre hindouistes et musulmans, qu'elle va attiser au maximum afin de pouvoir ensuite proposer son aide et ses services à un parti contre l'autre, de manière à rendre son appui politique et sa présence militaire indispensables. « Diviser pour régner » sera sa devise. En cela, la compagnie n'invente pas grand-chose, et reprend exactement la même politique que Jules César à l'époque de la conquête des Gaules. De la sorte, les troupes anglaises n'ont pas réellement besoin de faire la conquête du pays, elles y entrent et s'installent, invitées tantôt par les uns, tantôt par les autres.

Troisième point, la compagnie ne cherche pas à se mêler réellement des politiques locales, et laisse aux maharadjahs ou aux nababs une très grande autonomie dans la gestion de leurs affaires, du moment qu'elle peut maîtriser le commerce et les affaires extérieures. Les débats politiques internes des États occupés n'ont pas besoin d'être réglés, bien au contraire, il faut en tirer le plus grand parti possible. Mais lorsque ses intérêts financiers sont en jeu, la *Royal Navy* vient régler le problème, ce qu'elle fera par exemple avec une grande efficacité contre les intérêts de sa sœur jumelle française,

la Compagnie Française des Indes Orientales, notamment par la destruction de Pondichéry en 1761.

D'où le quatrième point fondamental : le seul point essentiel dont on s'occupe réellement c'est le contrôle des flux financiers et commerciaux. Ce sera en particulier le cas avec le trafic d'opium : pour payer toutes les marchandises que la compagnie importait des Indes, elle se décida à aller vendre de l'opium en Chine, où le produit était interdit. Les autorités chinoises mettant les moyens pour mettre fin à ce trafic, la marine anglaise intervint pour protéger le commerce de la drogue, et ce furent les fameuses « guerres de l'opium ». On voit donc illustrer ici clairement un principe essentiel dans la conduite de l'empire britannique : l'Angleterre ne s'intéresse que peu à la vie politique de ses dominions ou de ses protectorats, mais son armée est au service des compagnies privées.

Résumons donc ces quatre points fondamentaux qui seront repris tels quels par les Américains au XXe siècle : la conquête du monde se fait par des entreprises privées commerciales ou financières, on impose sa présence en attisant au maximum les rivalités locales, les problèmes politiques n'ont pas besoin d'être résolus mais doivent au contraire être attisés, la seule question importante est de conserver le contrôle des flux, parce que c'est cela qui procure richesse et pouvoir.

C'est l'application rigoureuse de ces principes qui a permis à l'Angleterre de supplanter tous ses concurrents. Portugais, Espagnols, Français, ont une conception romaine de l'empire ; ils sont persuadés qu'il faut occuper les terres, les coloniser, leur imposer un ordre politique, les enrôler d'une certaine manière sous leur drapeau, et ils y gaspillent une énergie considérable. Les Espagnols, aveuglés par l'or du Pérou, n'ont de foi que dans les richesses sonnantes et trébuchantes ; les Portugais ont trop de confiance dans les forces militaires, et les Hollandais en manquent terriblement ; quant aux Français, n'ayant qu'une façade atlantique et étant tournés d'autre part vers l'intérieur du continent, ils ont dispersé leurs forces tous azimuts, et les ont épuisés dans des guerres continentales perdues d'avance. Seuls les commerçants et financiers anglais ont fait preuve de lucidité, de constance, de réalisme, et ils ont été les seuls à pouvoir construire une stratégie dans la durée et le temps long.



La lutte entre les modèles de domination français et anglais prend une tournure particulièrement révélatrice à l'époque de Napoléon. Les succès militaires fulgurants de Bonaparte dès les premières années de sa carrière, ainsi que sa politique d'extension impérialiste ont de quoi inquiéter fortement les Anglais. L'empereur se montre capable d'unifier l'essentiel du continent européen sous son autorité unique, et par là même de créer une superpuissance continentale. Plus grave encore : l'attitude franchement francophile du tsar de Russie Paul Ier. Une alliance franco-russe serait à même de maîtriser l'ensemble des relations commerciales d'un bout à l'autre du continent eurasiatique, réduisant ainsi à l'inutilité complète et à l'impuissance l'empire anglais avec toute sa flotte. Face au « pouvoir de la mer » exploité à fond par les Britanniques, se dresse le danger de voir s'ériger un « pouvoir de la terre » concurrent et incontrôlable, qui marginaliserait totalement l'empire britannique et le réduirait à la ruine.

La première mesure prise par les Anglais, et qui s'est révélée décisive, fut de monter un complot pour assassiner Paul Ier, de manière à ce que lui succède son fils Alexandre Ier, qui était nettement plus anglophile et n'appréciait pas du tout Napoléon. De la sorte, fut écarté le danger d'une alliance qui aurait largement dominé l'ensemble du continent ; « diviser pour régner », ce fut le principe de base de la politique anglaise qui lui permit de maintenir sa puissance.

Ayant clairement identifié l'Angleterre comme son principal ennemi, Napoléon, pour étouffer son économie, décréta le blocus continental, qui interdisait l'accès des navires anglais à tous les ports européens. Les Anglais à leur tour répliquèrent par un blocus maritime qui interdisait à tous les navires européens de s'aventurer en Atlantique, - stratégie qui n'est pas sans annoncer les sanctions économiques appliquées aujourd'hui à la Russie de Poutine, sous l'impulsion des Anglo-Américains. Mais alors que ce blocus maritime était assez facile à imposer pour la *Royal Navy*, le blocus continental exigea de Napoléon qu'il se lançât dans des guerres de conquête extrêmement coûteuses à tous points de vue pour arriver à le faire respecter. La terre se révéla infiniment plus difficile à dominer que la mer. La guerre d'Espagne fut déjà un désastre, mais cela ne fut rien en comparaison de la tentative de conquête de la Russie, qui se solda par la destruction quasi complète du potentiel militaire français. En 1814, les alliés occupaient Paris, et le modèle anglais triomphait : il est bien plus facile de

dominer le monde par la mer que par la terre. Et les Anglais purent chanter à juste titre :  
« *Rule, Britannia! Britannia, rule the waves* ».

### La puissance américaine : le pouvoir de la mer

Venons-en maintenant au développement de la puissance américaine. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, Français et Anglais se partagent le nord du nouveau continent, et sont régulièrement en guerre aussi bien au Canada que sur le futur territoire des États-Unis. Les 13 colonies britanniques parcouraient la façade atlantique du nord au sud, tandis que les Français occupaient le centre du continent, du Canada jusqu'à la Louisiane en descendant le Mississippi ; ils encerclaient en quelque sorte les Anglais, leur fermant la route vers l'Ouest qui était le domaine des Espagnols. Dans ces conditions, la guerre était inévitable et elle se termina par la victoire des Anglais, Louis XV se révélant absolument incapable de gérer proprement l'affaire. Mais en 1776 les Américains proclament leur indépendance, et entrent en guerre contre leur puissance tutélaire ; les Français se précipitent évidemment pour les soutenir, se vengeant ainsi en quelque sorte de la défaite qui leur avait été infligée.

Cette nouvelle petite puissance était née en quelque sorte de deux mères, l'anglaise qui l'avait fondée, et la française qui l'avait libérée ; Barack Obama les appellera plus tard ses « deux filles », montrant ainsi à quel point le rapport de sujétion s'était inversé avec les siècles ; mais les rapports entre les trois puissances devaient rester pour toujours une question de famille, pas toujours très unie il est vrai. Dans les premières décennies de l'histoire des États-Unis, les Américains sont franchement francophiles et anti-anglais ; si Washington s'était très clairement inspiré des idées de Rousseau pour fonder la démocratie américaine, la Révolution française, en proclamant à son tour la république, se plaçait dans les pas de la jeune Amérique. Sous Napoléon, les Américains prennent le parti de la France, et se retrouvent de nouveau en guerre avec l'Angleterre ; mais la chute de l'empire les oblige à concilier avec leurs anciens maîtres.

La tentative d'invasion de la Russie n'a pas été seulement la plus grande faute de l'empereur, elle a contraint la France à renoncé à toute ambition continentale de façon définitive, et c'est ce qui l'a poussé à se tourner de nouveau vers le grand large pour se

tailler un nouvel empire, à la mode des Anglais. Y consacrant désormais l'essentiel de ses forces, la France se donne le deuxième plus grand empire colonial du monde, en Afrique du Nord, en Afrique Noire, en Asie du Sud-est, et dans le Pacifique. France et Angleterre deviennent en quelque sorte deux sœurs jumelles et rivales, qui s'observent et s'imitent, se côtoient toujours, s'entendent souvent, et se frictionnent aussi régulièrement. Leur fille américaine entretient avec les deux les rapports les plus courtois du monde, étant entendu qu'elle n'a pas les moyens quant à elle de jouer dans la même cour que ses deux mamans.

Pendant tout le XIXe siècle, les Américains ne cessent d'accroître leur puissance sans que personne ne s'en rende compte réellement en Europe, où on les prend toujours pour des bandes de cow-boys perdus dans le Far-West. La doctrine Monroe, énoncée en 1823, se fonde sur des bases strictement géographiques : les Européens n'ont plus rien à faire en Amérique, les Américains eux-mêmes ne se mêleront pas des affaires européennes, mais protégeront militairement leurs intérêts sur l'ensemble de leur continent, du nord au sud, îles comprises. Leurs compagnies commerciales s'implantent durablement dans l'ensemble des pays d'Amérique latine, enfin d'en exploiter les richesses naturelles, et ils n'ont de cesse de provoquer des troubles politiques à l'intérieur de ces États, afin de les déstabiliser, pour pouvoir y régner en maître, en suivant exactement la même stratégie que celle des Anglais dans les Indes. Ils y provoquent en permanence des « révolutions », qui ne sont que des coups d'État déguisés, afin d'affaiblir au maximum les autorités locales, et de contrôler l'économie au mieux de leurs intérêts. Ils ont d'ailleurs poursuivi cette stratégie jusqu'au XXIe siècle, et la promesse de Barack Obama de ne plus tenter d'organiser de coups d'État dans ces pays s'est récemment heurtée à la défense des intérêts US au Venezuela, par exemple. À ce propos, le Major General Smedley Butler, le militaire le plus titré de toute l'Histoire des États-Unis, qui avait servi dans les Marines, en particulier au Mexique, à Haïti, et à Cuba, avait déclaré que toute son action n'était finalement qu'une forme de racket qui servait à remplir les caisses des grandes compagnies américaines et de Wall Street.

« J'ai passé trente-trois ans et quatre mois de ma vie en service actif en tant que membre de la force armée la plus performante de notre pays — l'U.S. Marine Corps. Je suis passé par tous les grades d'officier, depuis celui de sous-lieutenant à celui de général de division. Et, au cours de cette période, j'ai passé le plus clair

de mon temps comme homme de main de haut niveau au service du grand capital, de Wall Street et des banquiers. Bref, j'ai été un racketteur à la solde du capitalisme. »

Il expliquait qu'Al Capone, comparé à lui, n'était qu'un petit gangster local qui n'avait sévi que dans quelques districts, alors que lui-même avait agi sur trois continents. Il nous a laissé de son expérience de la guerre un ouvrage court, mais capital, *War Is A Racket*.

Comment donc les Américains en sont-ils venus à étendre leur domination sur l'ensemble du globe ? Historiquement, leur processus d'expansion, qui doit quasiment tout au modèle anglais, s'est déroulé selon un schéma totalement différent. Les Anglais s'étaient lancés sur les mers poussés par la nécessité et les hasards de l'Histoire : la défaite de la guerre de Cent Ans les avait exclus des affaires du continent, alors que les grandes découvertes leur offraient soudainement des opportunités fabuleuses à saisir le plus vite possible. Ils ont élaboré leur stratégie au fur et à mesure de leur progression, de manière totalement pragmatique, en cumulant les expériences des Espagnols et des Portugais, des Italiens et des Flamands, et la leur propre. En partant à l'exploration des océans, ils n'avaient pas *a priori* l'idée du pouvoir que cela allait leur donner ; ils s'en sont rendu compte petit à petit, et ont ensuite poussé le plus loin possible les avantages qu'ils acquéraient. La connaissance des principes fondamentaux de la géopolitique relevait chez eux de la pratique et de l'expérience, et non d'une science élaborée. Pour les Américains, ce sera le contraire.

Au XIXe siècle, tout en développant leur propre puissance industrielle à l'abri des grandes rivalités internationales, ils n'en observent pas moins avec le plus grand intérêt la concurrence que se livrent les grands empires, les deux maritimes, anglais et français, et le terrien, le russe. Si les deux premiers se disputent l'Afrique et le Pacifique en passant par les océans, les Russes sont partis de leur côté à la conquête de l'Asie centrale sur leur flanc sud et ont avancé au point qu'il n'y a plus que l'Afghanistan qui les sépare de l'océan Indien. Les Anglais redoutent qu'ils cherchent ainsi à s'ouvrir une voie vers les Indes pour en faire la conquête. La rivalité russo-anglaise en Afghanistan va occuper les deux puissances pendant presque un siècle, et prendra le nom de *Great Game*. La véritable guerre que se livrent aujourd'hui les anglo-saxons et les Russes est en réalité

une nouvelle phase de cette rivalité entre puissance maritime et empire terrien pour le contrôle de l'Asie centrale, comme nous le montrerons dans la suite.

Tout en reproduisant donc en Amérique latine la stratégie adoptée par les Anglais aux Indes, les militaires américains étudient de près l'histoire de la création et de l'expansion de l'empire britannique à travers le monde, pour en comprendre les mécanismes, le fonctionnement, et éventuellement se mettre à même de le reproduire. Deux hommes en particulier, par leurs travaux, vont marquer de manière décisive la pensée, la politique, la stratégie des États-Unis pour tout ce qui concerne leur place et leur rôle dans le monde.

Le premier est l'amiral Alfred Thayer Mahan (1840 – 1914), président de l'école de guerre navale de Newport, qu'on doit considérer comme le premier véritable géopoliticien de l'histoire. Dans un ouvrage extrêmement fouillé et érudit publié en 1890, *L'influence du pouvoir maritime sur l'histoire, 1660- 1783 (The influence of seapower upon history)*, il dissèque véritablement l'histoire des empires anglais et français au cours des dix-septième et dix-huitième siècles, et démontre clairement pourquoi la stratégie des premiers est la bonne. Mais il ne se contente pas de faire un travail d'historien : il fixe le cap de ce que devra être la politique militaire des États-Unis pour le siècle à venir.

Il a posé très clairement les éléments fondamentaux de la puissance anglaise :

- des possessions ou des comptoirs qui ceinturent complètement le continent eurasiatique, d'où on puisse tirer toutes les richesses naturelles
- une maîtrise complète des flux commerciaux et financiers
- des entreprises privées extrêmement solides sur le plan financier
- une marine de guerre extrêmement puissante qui assure la sécurité de ces flux aussi bien que le monopole britannique, et qui sert les intérêts des entreprises privées
- une politique de l'entretien des conflits locaux, de manière à rendre sa présence indispensable, sans avoir à supporter le coût d'une véritable conquête et d'une occupation complète

Ce qu'il propose donc aux États-Unis est de suivre ce modèle, et de commencer par construire immédiatement une flotte militaire capable de rivaliser avec la *Royal Navy*. Et il a été parfaitement entendu par les plus hautes autorités de l'État ; en

particulier, Theodore Roosevelt, qui fut *Assistant Secretary* de la marine en 1897, adopta totalement ses vues, et les États-Unis se lancèrent très vite dans la construction navale, au point qu'en moins de 20 ans de travaux ils possédaient déjà la deuxième flotte du monde.

Ce qui est donc particulièrement remarquable dans la création puis l'expansion de l'hégémonie américaine dans le monde, c'est qu'elle n'est pas venue d'elle-même, naturellement, par la force des événements, mais qu'elle est le fruit d'une stratégie consciente, d'une politique volontaire, qu'elle est fondée sur une véritable science, la géopolitique, que les Américains ont élaboré tout simplement en étudiant l'Histoire. Contrairement aux Anglais qui ont dû tout inventer au fur et à mesure du développement de leur empire, les Américains savaient déjà très clairement à l'avance ce qu'ils avaient à faire avant même que l'Histoire leur offre la possibilité de créer le leur.

Le deuxième grand maître de la géopolitique américaine, considéré d'ailleurs par beaucoup comme le premier, est un universitaire, Halford John Mackinder, auteur de la théorie du *Heartland*. Il est d'abord l'auteur d'une carte particulièrement célèbre dans laquelle le plus remarquable n'est pas ce qui est indiqué, mais au contraire, ce qu'il a éliminé, à savoir les frontières, les noms de pays, et tout ce qui touchait à la politique. Il est le premier à avoir réellement compris ce qu'est l'essence de la géopolitique : une science qui étudie d'abord les données matérielles, essentiellement géographiques, qui conditionnent nécessairement toute action politique, en dehors précisément de toute considération politique. L'immense danger de la réflexion politique est de tomber dans l'idéologie en ignorant les lois de la nécessité ; la géopolitique est là pour les rappeler, et éventuellement permettre de les utiliser à son profit. On a souvent reproché à cette science d'être une forme de déterminisme dépourvu de tout idéal, et soutenu par une forme de cynisme dépouillé d'humanité ; ce n'est pas absolument faux, mais c'est complètement déplacé ; quels que soient les sentiments humanistes dont on soit animé, il n'est pas permis d'ignorer que la terre est ronde, et que les océans entourent les continents, et toutes les philosophies du monde n'y changeront rien. La géopolitique ne s'intéresse ni à la philosophie, ni à la politique, ni aux sentiments, elle est une science au même titre que la physique, et il ne faut pas lui demander autre chose que de fournir des

données exactes. L'utilisation que le politicien en fera est une autre question. Mackinder pose ainsi très clairement le rôle de la géopolitique face à la politique et à l'Histoire :

*« Man and not nature initiates, but nature in large measure controls. My concern is with the general physical control, rather than the causes of universal history. »* (L'homme et non la nature initie, mais la nature contrôle dans une large mesure. Je m'intéresse au contrôle physique général plutôt qu'aux causes de l'histoire universelle.)

Mackinder est à la fois l'héritier et le contradicteur de Mahan, et la théorie qu'il va élaborer va constituer le pendant et le miroir de celle de l'amiral. Il est le premier à se rappeler de l'existence des routes de la soie et de l'épopée de Gengis Khan. Il se rappelle que les routes en question avaient très bien fonctionné depuis l'Antiquité (en réalité depuis le néolithique) jusqu'au XVe siècle, que l'empereur mongol s'en était servi pour asseoir sa puissance depuis la Chine jusqu'à l'Europe, et que l'empire qu'il avait ainsi fondé avait été de loin le plus puissant du monde, s'étendant sur plus de 30 millions de kilomètres carrés, et maîtrisant tout le commerce entre l'Europe, l'Inde, et la Chine. Il était donc possible de maîtriser l'ensemble du continent eurasiatique par la terre, avec même davantage d'efficacité que l'empire britannique ne l'avait fait par la mer.

Mackinder relit donc la carte du monde en effaçant toutes les frontières politiques, pour ne retenir que les données géographiques, pour comprendre à quel point elles conditionnent le potentiel des États. Il distingue donc d'une part une île continent formée par le continent eurasiatique, à laquelle s'adjoint, comme un énorme appendice, le continent africain, qu'il est nécessaire de contourner pour joindre les deux extrêmes de l'Europe de l'Ouest et de l'Extrême-Orient, ce qui complique énormément les relations Est-Ouest par la voie maritime. Celle-ci, de fait, n'a été la plus rentable que parce que les routes de la soie fonctionnaient plus, du fait du désordre qui régnait au cœur du continent eurasiatique. Mais Mackinder remarque que s'il arrivait qu'une puissance politique soit capable de rétablir l'ordre à cet endroit-là, alors les flux commerciaux entre l'Europe et l'Asie reprendraient la voie la plus courte, la plus simple, c'est-à-dire la voie terrestre. La maîtrise des flux appartiendrait alors à cette puissance centrale, qu'il va appeler le « pivot » du continent eurasiatique. Il a résumé le problème en une formule très simple :

« Qui tient l'Europe orientale tient le *Heartland*, qui tient le *Heartland* domine l'île mondiale, qui domine l'île mondiale domine le monde ». (*The Geographical Pivot of History*, 1904).

Or la puissance qui tient ce pivot, géographiquement, c'est l'empire russe. Conséquence : si les Russes avaient conscience de leur position centrale et étaient capables de l'exploiter, ils pourraient dominer l'économie mondiale à la place de l'Angleterre.

Mackinder fait très intelligemment remarquer que ce contrôle de l'Eurasie avait été très difficile jusque-là ; Gengis Khan y était arrivé, mais après l'écroulement de son empire plus personne n'y était parvenu, et Tamerlan, bien qu'il sût tout ce que cela pouvait lui rapporter, n'avait pas maîtrisé la situation. La terre présente bien des inconvénients par rapport à la mer : les déplacements y sont bien plus difficiles, et les obstacles géographiques comme les fleuves, les montagnes, les marais, les hivers et la boue au temps du dégel, sans parler des frontières entre les États, font du transport terrestre un parcours du combattant, à côté duquel les transports maritimes font figure de loisirs, malgré tous les dangers de la mer. Mais le progrès technique apporte peu à peu des réponses à tous ces problèmes : le développement du chemin de fer, et plus tard l'invention de l'avion, et surtout la construction des pipelines, facilitent énormément le transport des marchandises comme des hommes. Mackinder le comprend et le prévoit : il sera bientôt, au cours du XXe siècle, bien plus facile pour les puissances terrestres de maîtriser leur espace que cela n'avait été possible jusque-là.

Par chance pour les Anglo-Saxons, les tsars de Russie étaient d'une incompetence, - pour ne pas dire d'une imbécillité -, d'un tel degré, qu'ils n'ont pas eu la plus petite idée de ce que leur position centrale leur offrait comme opportunité. Il en sera de même ensuite pour les dirigeants communistes de l'URSS, qui demeureront en permanence aveuglés par l'idéologie marxiste, qui leur interdira absolument de rien comprendre à la stratégie des Américains. Pour eux, les problèmes étaient politiques, et ils se refusaient à rien comprendre à la géopolitique, ce qui les mènera à la défaite complète.

Mais revenons pour l'instant à l'entrée en scène des Américains dans la politique européenne en 1917. La représentation qu'en donnent depuis cette époque les manuels



d'Histoire à l'usage de nos jeunes lycéens est extrêmement trompeuse. Nos amis d'outre-Atlantique seraient intervenus tout naturellement aux côtés des Anglais et des Français, leurs deux vieilles mamans, pour les sauver des griffes germaniques, et suivant des raisons aussi bien sentimentales que culturelles. Cela paraît parfaitement logique, mais en réalité il n'en est rien. Les Américains attendaient tout simplement de savoir de quel côté la balance de la guerre allait pencher pour intervenir de la manière qui serait la plus favorable à leurs propres intérêts. Ils n'avaient absolument aucune intention de servir les intérêts des Anglais : depuis la publication des thèses de Mahan, ils s'étaient doté d'une flotte militaire destinée à supplanter la *Royal Navy* ; l'Angleterre leur offrait, certes, un modèle de développement qu'ils cherchaient à imiter, mais pour leur seul profit ; d'autre part, sur le plan culturel comme politique, les élites étaient très francophiles, mais la population avait aussi des liens très forts avec l'Allemagne, les immigrés d'origine allemande en représentant une part essentielle, et la communauté germanophone était bien plus puissante que la francophone.

De fait, les dirigeants américains attendaient de voir dans quel sens le vent de la guerre allait tourner, et les Allemands étant vainqueurs sur le front russe, ils se décidèrent à prendre le parti des Français pour éviter que l'Allemagne ne gagnât sur tous les fronts, s'imposât ensuite comme une puissance centrale capable d'organiser sous sa conduite les relations eurasiatiques, et ne dominât ainsi l'ensemble du continent. Mais si les Russes avaient gagné contre l'Allemagne, ils seraient alors entrés en guerre du côté de celle-ci pour éviter qu'elle ne soit écrasée, et que ne se crée un axe franco-russe qui l'aurait également dominé. Leur politique a consisté à maintenir un équilibre des puissances en Europe, de manière à ce qu'aucune d'elle ne maîtrise le continent par la terre, pour qu'eux-mêmes conservent l'opportunité de la maîtriser par la mer, exactement de la même manière que l'avaient fait les Anglais au temps de Napoléon.

D'ailleurs, la France ayant gagné avec leur aide, ils travailleront ensuite à ce que celle-ci n'écrase pas l'Allemagne sous le poids des indemnités de guerre ; ils ne voulaient absolument pas qu'elle devienne à son tour une puissance dominante sur le continent, et ils ont protégé l'Allemagne contre sa rivale, toujours pour maintenir un équilibre des puissances à l'intérieur de l'Europe, sous leur arbitrage évidemment.

A la fin de la guerre, à l'époque de l'élaboration du traité de Versailles, Mackinder a livré une analyse qui a pesé lourd dans les décisions qui ont été prises. Il a fait

remarquer que si les Allemands avaient perdu la guerre, cela avait été de justesse, et qu'ils auraient très bien pu la gagner. Dans ce cas, ils auraient pu ensuite contrôler le *Heartland*, avec toutes ses richesses naturelles, ainsi que les voies de communication à l'intérieur de l'île-monde. L'Allemagne aurait ainsi pu devenir une puissance considérable, capable de dominer les démocraties de l'Ouest. Il jugea qu'il était impératif pour les Occidentaux d'établir une barrière très forte entre l'Allemagne et la Russie, pour que la première ne puisse pas bénéficier des ressources naturelles de la deuxième. Georges Friedmann a d'ailleurs rappelé que « Pour les États-Unis, la peur primordiale est la technologie allemande et le capital allemand avec les ressources naturelles russes et la main-d'œuvre russe comme la seule combinaison qui a fait très peur aux USA pendant des siècles. » Or, heureux hasard, les Polonais réclamaient le rétablissement de leur pays ; la reconstitution de la Pologne, parfaitement justifiée en soi du point de vue du droit, venait à point pour servir les intérêts géopolitiques des Américains.

Cette volonté des Anglo-Saxons de couper l'Allemagne des ressources de la Russie, de manière à garder le contrôle sur elle, se retrouve intacte aujourd'hui à travers la politique des sanctions prises en principe contre la Russie, mais qui ont pour première conséquence de maintenir l'Allemagne à distance de celle-ci, tout en la maintenant sous la dépendance des États-Unis, comme nous le verrons plus en détail un peu plus loin. Mais nous pouvons déjà remarquer que les décisions qui ont été prises aujourd'hui s'inscrivent à l'intérieur d'une stratégie géopolitique de contrôle de la planète par les États-Unis, dont les fondements ont été posés il y a plus d'un siècle, et qui n'a absolument aucun rapport avec les problèmes politiques actuels, qui ne servent que d'écran de fumée pour masquer les véritables causes de l'action actuelle des USA.

Quand, en 1945, Churchill déclara : « nous avons tiré un rideau de fer sur l'Europe », la plupart des commentateurs prirent cela comme l'aveu d'un échec tragique, ou tout au moins le constat d'une situation désolante. En réalité, c'était tout le contraire, il s'agissait d'un cri de triomphe, de la joie du travail accompli. Le rideau de fer en question coupait définitivement les communications entre le pivot continental et l'Europe de l'Ouest, contraignant cette dernière à se tourner résolument vers l'Atlantique, complètement contrôlé par les Anglo-Saxons. Le rideau de fer s'inscrivait parfaitement dans la continuité de la politique préconisée par Mackinder dès 1917, et qui est reprise aujourd'hui.

1917 marque la première intervention américaine sur le sol européen, qui sera de courte durée, puisque les troupes US repartiront rapidement, non sans avoir permis à leur gouvernement d'imposer ses vues dans la rédaction du traité de Versailles. Même si les USA sont d'ores et déjà à cette époque la première puissance économique du monde, ils ne dominent pas encore la planète, dont l'essentiel se trouve toujours sous la coupe des deux plus grandes puissances coloniales. Il leur faudra encore attendre la fin de la deuxième guerre mondiale et la chute des empires européens pour qu'ils puissent bâtir le leur selon leur propre modèle d'organisation.

Les quatre piliers de la puissance : armée, finances, technologie, culture

Depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, la puissance des pays occidentaux s'est développée selon une spirale vertueuse - vertueuse pour eux seuls bien sûr - fondée au départ sur la seule puissance des armes ; la poudre et le canon, qui venaient de Chine, étaient inconnus en Amérique et en Afrique subsaharienne ; la supériorité des Européens sur les peuples de ces deux continents se limitait à peu près à ce seul domaine des armes à feu, mais cela a suffi largement pour les dominer complètement. L'exploitation des ressources naturelles de ces régions a provoqué un enrichissement considérable des Européens, qui ont ensuite investi dans la recherche et la technologie, laquelle a ensuite servi à développer de nouvelles armes encore plus perfectionnées, lesquelles à leur tour ont permis de subjuguier les puissances asiatiques qui connaissaient déjà la poudre, ce qui a permis de s'enrichir encore plus. Pour résumer, les armes ont développé la richesse, la richesse a développé la technologie, la technologie a développé les armes, et ainsi de suite pendant des siècles.

De la sorte, l'écart de développement entre les pays occidentaux et le reste du monde s'est creusé de manière considérable, et d'autant plus que la colonisation, loin de permettre à ces autres pays de se développer, en cassant leurs propres structures sociales, et en pillant leurs richesses, les a enfermés dans leur retard, les a fait reculer même, jusqu'à ce que certains tombent carrément dans le sous-développement, lequel va devenir un phénomène véritablement massif au cours du XX<sup>e</sup> siècle. À cela s'est

ajouté le fait que, sous prétexte de leur apporter leur civilisation, les Occidentaux ont imposé aux autres peuples leur modèle de société et leur culture, dont ils étaient évidemment les seuls à posséder les codes, de sorte que les populations ainsi soumises se sont retrouvées quasiment dans la situation d'étrangers dans leur propre pays.

Mais revenons à la puissance américaine. Leur premier souci, on l'a vu, a été de se doter d'une flotte puissante. Le second, durant la deuxième guerre mondiale, a été de développer une industrie d'armement d'une puissance inégalable : en 1944, celle-ci est capable de produire 97 000 avions de combat, contre 38 000 pour l'Allemagne, la flotte américaine représente 70 % du tonnage de l'ensemble des flottes militaires de la planète, et elle compte 95 porte-avions. Le troisième axe porte sur la recherche scientifique, et vise à doter les États-Unis de l'arme nucléaire, de manière à lui donner une forme de suprématie absolue sur les autres armées ; le projet Manhattan qui y travaille emploie plus de 130 000 personnes, et la bombe atomique sera mise au point en juillet 1945.

Si le Japon était évidemment le premier visé, il y avait un autre pays qui pouvait se sentir directement menacé, à savoir l'URSS de Staline. Le message était très clair : au cas où ce dernier aurait eu envie de prolonger la guerre en Europe, les USA avaient de quoi répondre. Sans doute les Américains ont-ils cru qu'ils avaient ainsi acquis une avance technologique essentielle sur tous leurs concurrents potentiels, et que cette bombe leur donnerait la suprématie militaire dans le monde pour longtemps. Malheureusement, le résultat a été tout autre : il n'a fallu que très peu de temps aux Soviétiques pour rattraper leur retard, et les deux rivaux se sont lancés dans une course aux armements épouvantablement ruineuse, alors même que le retour de la paix aurait dû réorienter les économies occidentales vers des activités plus pacifiques et plus utiles. Le fait que les Américains aient effectivement utilisé la bombe contre les Japonais a terrorisé le reste du monde, mais n'a calmé personne, bien au contraire, et les industries d'armement sont devenues prioritaires dans quantité de pays.

Face à la menace soviétique, le complexe militaro-industriel américain créé à cette époque est devenu un véritable monstre, un État dans l'État, une puissance politique à lui tout seul. Avec l'armée et le Congrès, ils forment un « triangle de fer », à l'intérieur duquel le cartel des industries d'armement développe un lobbying puissamment actif, qui fait pression sur le Congrès par tous les moyens –

(essentiellement la corruption) - pour que celui-ci vote des budgets militaires et des commandes d'armement franchement excessives par rapport aux véritables besoins du pays. Le danger pour les USA et le monde que pouvait représenter ce complexe effraya rapidement le président Eisenhower ; dans son discours d'adieu à la nation, en 1961, il déclara :

« Dans les assemblées du gouvernement, nous devons donc nous garder de toute influence injustifiée, qu'elle ait ou non été sollicitée, exercée par le complexe militaro-industriel. Le risque potentiel d'une désastreuse ascension d'un pouvoir illégitime existe et persistera. Nous ne devons jamais laisser le poids de cette combinaison mettre en danger nos libertés et nos processus démocratiques. Nous ne devrions jamais rien prendre pour argent comptant. Seule une communauté de citoyens prompts à la réaction et bien informés pourra imposer un véritable entrelacement de l'énorme machinerie industrielle et militaire de la défense avec nos méthodes et nos buts pacifiques, de telle sorte que sécurité et liberté puissent prospérer ensemble. »

Le danger principal pour le monde était, bien sûr, que ce « triangle de fer » ne lance les États-Unis dans des guerres parfaitement injustifiées sans autre raison que d'enrichir ses membres. Nous y reviendrons plus tard.

D'autre part, les défaites successives de l'Allemagne et du Japon ont permis à l'armée américaine d'assurer sa présence pour longtemps dans ces deux pays ; à la suite de quoi, et profitant toujours soit des conflits existants, soit des menaces de conflits, elle s'est installée un peu partout dans le monde, au point de compter aujourd'hui environ 800 bases sur l'ensemble de la planète. Ce dispositif a fait d'elle réellement le gendarme du monde.

Il ne restait donc plus qu'à laisser ou à faire s'écrouler les deux vieux empires coloniaux français et anglais pour régner sans partage. Ce sera vite fait : ruinée par la guerre, l'Angleterre abandonne rapidement l'ensemble de ses possessions ; les choses traînent plus longuement avec la France qui s'accroche désespérément à son empire, et le voit partir par pièces au cours de guerres coloniales aussi cruelles qu'inutiles. Elle doit d'ailleurs faire face à l'hostilité des deux superpuissances de l'époque, l'URSS et les États-Unis s'entendant au moins sur un point, leur hostilité face aux empires coloniaux.

Des armes soviétiques parvenaient aux Vietnamiens, et plus tard la CIA a fourni la résistance algérienne.

De plus, les USA n'ont pas été ruinés par la guerre mondiale, loin de là : leur PNB a doublé pendant cette période, si bien qu'à la fin de la guerre il représente la moitié de celui de la planète. À partir des accords de Bretton-Woods, le dollar devient la monnaie de référence pour le monde entier, ce qui permet aux USA de contrôler l'ensemble du système monétaire et financier, à travers leur propre monnaie, mais également à travers la banque mondiale et le FMI.

Enfin, et ce n'est pas rien, les USA se font les champions des pays libres face aux dictatures communistes, soviétique et chinoise. L'extension permanente du communisme à travers la planète de 1945 à 1989 effraie le reste de la planète, en particulier l'Europe de l'Ouest, qui place tous ses espoirs dans la protection offerte par l'oncle Sam. Le monde aime et admire les États-Unis ; leur culture, véhiculée par le cinéma et la chanson, s'impose à une grande partie du monde. Le politologue américain d'origine polonaise Zbigniew Brzezinski, dont la pensée a influencé très largement la politique étrangère américaine a ainsi écrit, dans *Le Grand Échiquier* :

« Aucune puissance ne peut prétendre rivaliser [avec les USA] dans les quatre domaines clés - militaire, économique, technologique et culturelle - qui font une puissance globale. »(Page 42)

De fait, les USA se sont mis à dominer le monde presque complètement parce qu'ils en ont contrôlé l'ensemble des flux : les mers, le commerce, les idées, et surtout la finance.

Le besoin de protection de nombreux États dans le monde les a poussés à se ranger sous la bannière américaine, mais, pour paraphraser Tocqueville, ils n'ont pas bien évalué le fait que sous le protecteur pouvait se cacher le maître. C'est ainsi que les USA domine le monde dans tous les domaines essentiels, au point qu'on peut véritablement parler d'un empire américain qui s'étend sur une très large partie du monde.

## La véritable structure de l'empire

Voyons maintenant comment il est véritablement organisé.

En premier lieu, il y a le petit cercle des satellites naturels : Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, d'anciennes pièces de l'empire britannique récupérées par les États-Unis, qui sont aujourd'hui des États indépendants sur le papier, mais totalement intégrés dans l'empire, ce qui est assez naturel étant donné leur histoire, leur langue, leur culture. Ils ont l'air de pouvoir décider par eux-mêmes de leurs politiques, mais en réalité ils sont pieds et poings liés au grand frère américain, ne serait-ce que par leurs services secrets, qui sont totalement intégrés à l'intérieur de la CIA ; avec cette dernière et le MI6 britannique, ils forment les « *fives eyes* », les « cinq yeux », une forme de dieu Argos qui surveille l'ensemble de la planète. Avoir des services secrets intégrés totalement à l'intérieur de celui d'une autre puissance n'est pas anodin : cela signifie concrètement que toute leur politique étrangère et leur stratégie militaire sera strictement conforme aux volontés des États-Unis.

Si l'on veut se faire une idée claire de ce que cela leur coûte, alors que, vu de l'extérieur, on pourrait avoir l'impression que leur relation avec l'oncle Sam n'est qu'une pure amitié, on peut examiner par exemple la dernière affaire des fameux sous-marins que l'Australie devait acheter à la France. Si on lit la presse, on a l'impression que c'est seulement la France qui est le dindon de la farce, puisqu'elle aurait perdu le « contrat du siècle » au profit des États-Unis. En réalité, la victime, c'est bien l'Australie elle-même. Le contrat avec la France était très avantageux pour elle : les deux tiers des sommes dépensées devaient l'être sur le sol australien, ce pays achetait non seulement le matériel mais également la technologie dont il devenait maître, et les sous-marins diesel en question, n'ayant qu'une autonomie relative, ne pouvait avoir de fonction que défensive, et ne menaçait donc en rien la Chine. Le contrat passé avec les Américains est totalement différent : beaucoup plus cher, à hauteur de 50 milliards au lieu de 35, il concerne des sous-marins entièrement fabriqués aux États-Unis, et donc la totalité de cette somme part à l'étranger, et il n'en reste rien sur le sol australien ; la technologie n'est pas acquise, pire que ça : les officiers australiens ne seront pas formés pour les

diriger, et ce sont donc des officiers américains qui resteront aux commandes. Résultat : les Australiens déboursent 50 milliards pour offrir aux Américains des sous-marins dont ils resteront effectivement les maîtres. Mais cela va beaucoup plus loin : les sous-marins nucléaires américains à long rayon d'action sont susceptibles de menacer la Chine ; ce sont des armes offensives, alors que les sous-marins français ne pouvaient avoir d'utilité que défensive ; de ce fait, les Américains s'octroient la possibilité d'engager la marine australienne dans une action offensive contre la Chine sans lui demander son avis ; voilà ce que coûtent en réalité l'alliance et l'amitié avec les États-Unis. Cerise sur le gâteau : les Australiens ont dû indemniser la France pour la rupture du contrat.

En deuxième lieu, il y a deux États, l'Angleterre et la France, les deux mères de l'Amérique dont, rappelons-le, Barack Obama a dit qu'elles étaient ses « filles », qui constituent en quelque sorte les deux « vassaux nobles », puisqu'ils ont eux-mêmes le droit d'avoir des vassaux, auxquels les États-Unis accordent le droit d'exercer toujours une forte influence sur une certaine partie de leurs ex-empires coloniaux, et qui de la sorte contrôlent l'essentiel de l'Afrique, avec ses matières premières. Ce privilège accordé à ces deux vassaux nobles constitue évidemment un avantage de taille, mais également est de fait la chaîne avec laquelle ils sont attachés, du fait qu'ils dépendent pour leurs approvisionnements en matières premières de leurs propres satellites, dont Washington pourrait les priver facilement. D'une part, ces deux États vassaux bénéficient évidemment d'une certaine prospérité grâce à l'exploitation des richesses africaines ; la France par exemple exploite l'uranium du Mali avec la bénédiction américaine, uranium indispensable au bon fonctionnement du parc nucléaire. Mais si celle-ci ne se montrait plus une alliée fidèle, les États-Unis pourraient très facilement lui faire perdre cet avantage très simplement en armant les rebelles locaux. De fait, Washington prend bien soin de se réserver le droit de garder les moyens de punir la France, au cas où elle imaginerait de changer son alliance, en lui faisant perdre telle ou telle partie des territoires sur lesquelles elle exerce son influence dans le monde. On peut en donner pour exemple la Polynésie : celle-ci demeure française, alors qu'elle occupe une position stratégique fondamentale au beau milieu du Pacifique ; Tahiti reste française aussi longtemps que la France est un allié militaire fiable des États-Unis ; mais si la France décidait un jour de préférer l'alliance sino-russe à l'américaine, il ne faudrait



que quelques jours aux États-Unis pour la récupérer. De fait, par leur action à l'ONU, ils entretiennent très consciemment le parti indépendantiste polynésien qui, fort de ce soutien, demeure toujours une force incontournable dans l'archipel. De plus, la fondation Soros est assez active, et grâce à elle, la CIA connaît parfaitement chacun des acteurs des mouvements nationalistes, elle dispose d'agents hawaïens infiltrés dans l'archipel sous couvert d'échanges culturels, et se réserve les moyens de déclencher un incident semblable à celui de la grotte d'Ouvéa en Nouvelle-Calédonie, qui permettrait de chasser la France de ce pays en quelques jours, et autoriserait aussitôt les États-Unis à le coloniser. La Polynésie demeure française aussi longtemps que la France est un vassal des États-Unis, mais passerait immédiatement sous contrôle américain si la France tentait sérieusement de prendre son indépendance.

Une autre preuve du degré invraisemblable de soumission des États européens aux États-Unis a été fournie par le fameux scandale des écoutes, qui a démontré que la CIA piratait constamment les téléphones des chefs d'États européens ; Jacques Chirac, François Hollande, Angela Merkel, étaient espionnés en permanence, et il n'y a aucune raison de penser que cela se soit arrêté aujourd'hui. Le plus révélateur dans cette affaire fut l'attitude d'Angela Merkel, qui a à peine réagi, comme si elle le savait de toute manière depuis longtemps, et l'acceptait sans discuter. Écouter n'est pas anodin : cela permet de vérifier qu'aucun chef d'État ne tente jamais aucune manœuvre pour s'écarter de la voie tracée par les États-Unis, voire de le sanctionner si jamais il essayait.

François Mitterrand décrivait ainsi la situation d'alliance/dépendance de la France à l'égard des États-Unis :

« La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre avec l'Amérique. Oui, une guerre permanente, une guerre vitale, une guerre économique, une guerre sans mort apparemment. Oui, ils sont très durs les Américains, ils sont voraces, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde. C'est une guerre inconnue, une guerre permanente, sans mort apparemment et pourtant une guerre à mort. »

(François Mitterrand, cité par Georges-Marc Benhamou.)

Du point de vue américain cependant, - et c'est là le grand non-dit des relations transatlantiques -, les États Européens sont les plus dangereux du monde, du fait de leur propension naturelle à l'hégémonie et à la puissance des nationalismes de leurs

populations. Il ne faut pas perdre de vue que ce sont les Européens qui ont colonisé l'ensemble de la planète par des conquêtes militaires particulièrement sanglantes, et que les USA eux-mêmes n'ont accédé à l'indépendance qu'à la suite de la toute première grande guerre de décolonisation menée par une population qui devait rester soumise à sa métropole. Depuis l'origine, les USA ont toujours défendu tous les mouvements de décolonisation sur terre, non sans arrière-pensées évidemment. De plus, les deux guerres mondiales ont été déclenchées à la suite des rivalités nationalistes entre Européens, et deux fois les USA ont dû débarquer sur les côtes françaises pour mettre fin aux conflits. Depuis 1945, les dirigeants américains considèrent comme absolument nécessaire la mise sous tutelle militaire de l'Europe de l'Ouest, malgré tout le respect qu'ils peuvent avoir pour ses peuples. Pour les Américains, les nationalismes des Européens sont un des plus grands dangers du monde, et leur présence militaire en Europe de l'Ouest, présentée pour les besoins de la communication comme nécessaire pour la défense du continent, se justifie aussi et surtout par la crainte de voir les Européens remettre la planète à feu et à sang, comme en 14 ou en 40, à cause de leurs éternelles rivalités. L'Union Européenne, voulue surtout par les Américains, est avant le tout le fruit de l'échec du traité de Versailles, et du genre de diplomatie qui prévalait alors. Depuis 1945, les USA considèrent que leur premier devoir est d'assurer la paix en Europe, tout autant avec que contre ses populations.

L'Arabie Saoudite est plus ou moins en train de rejoindre le groupe des nations intégrées dans l'empire, mais l'attitude qu'elle vient d'adopter à l'égard des USA va sans doute remettre cela en question. Les dirigeants de ce pays sont désormais totalement intégrés à l'intérieur du système capitaliste américain ; leurs immenses fortunes sont investies pour l'essentiel aux États-Unis, ils sont eux-mêmes actionnaires de compagnies américaines, et consacrent l'essentiel du budget de leur pays à acheter des armes américaines, à hauteur de dizaines de milliards de dollars régulièrement, faisant ainsi fonctionner le lobby de l'armement US, dont ils sont d'ailleurs également actionnaires. De la sorte, l'essentiel des sommes que les Occidentaux dépensent en achetant du pétrole arabe retourne d'une manière ou d'une autre aux États-Unis. Ayant totalement confiance désormais dans ses dirigeants, l'empire autorise l'Arabie Saoudite à tenter d'étendre son influence au maximum dans l'ensemble du monde arabe, en usant aussi bien des prêcheurs fondamentalistes, que de la distribution d'armes, que du terrorisme. Si ce n'est pas encore le cas, ce pays se prépare tout de même à s'entourer de vassaux

avec la bénédiction des États-Unis. C'est ainsi qu'ils étendent leur influence dans l'ensemble du monde arabe, en Irak, en Égypte, d'où les militaires les ont chassés, et qu'ils ont tenté de s'emparer de la Syrie, en instrumentalisant de prétendus « islamistes modérés ».

Troisièmement, il y a les vassaux exploités, essentiellement l'ensemble de l'Amérique latine, depuis le Mexique jusqu'à la Terre de feu. Il s'agit là d'États qui sont souvent riches en matières premières, lesquelles ont toujours été, pour l'essentiel, exploitées par les grandes compagnies US. Les États-Unis ont contrôlé l'Amérique latine de trois manières différentes selon les époques. Dans un premier temps, on suscita en permanence un grand désordre politique, – la Colombie, par exemple, a connu plus de 120 coups d'État au cours de son histoire –, et cette instabilité a totalement paralysé le développement des économies nationales, laissant le champ libre aux toutes-puissantes compagnies étatsuniennes. Dans un deuxième temps, les États-Unis ont favorisé des dictatures militaires, qui, tout en apportant une certaine stabilité politique, ont également freiné terriblement les capacités d'initiative des populations locales. Dans une troisième période, la période actuelle, les États-Unis ont préféré lâcher les dictatures, qui n'étaient vraiment plus à la mode après la guerre froide, au profit de démocraties de façade, qu'ils laissent vivre aussi longtemps qu'elles ne posent pas de problème, et à l'intérieur de laquelle ils interviennent très facilement si tôt qu'un gouvernement prétend changer son fusil d'épaule. Le cas le plus flagrant est celui du Venezuela, dont les dirigeants ont nationalisé les compagnies pétrolières, au grand dam des compagnies américaines ; ils ont également commis le sacrilège de faire appel à des fonds chinois et à des techniciens russes pour tenter de faire fonctionner leurs entreprises. Les sanctions économiques prises par les Américains ont été les plus fortes de l'Histoire : l'interdiction d'utiliser le Bolivar dans les échanges internationaux a complètement ruiné les finances et l'économie du pays, qui aujourd'hui est à genoux. Autre exemple, celui du Brésil, qui a vu arriver un gouvernement de gauche, lequel a procédé à des partages de richesses entre les grandes compagnies et la population, et qui a commis de plus le sacrilège de s'allier avec la Russie et la Chine au sein des BRICS. Mal lui en a pris : le malheureux Lula s'est retrouvé en prison sous des accusations fallacieuses de corruption, portées par des juges à la solde des intérêts US, et les médias, également à leur solde, ont porté au pouvoir Bolsonaro, un incapable patenté, sans le moindre charisme, qui avoue lui-même n'avoir absolument aucune connaissance en économie, qui regrette le temps de la

dictature militaire, et qui a confié la direction de l'économie du pays à un économiste de l'école de Chicago. Une de ses premières mesures a été d'évincer les compagnies chinoises des travaux d'infrastructure du pays.

Quatrièmement, il y a les vaincus vassalisés de la deuxième guerre mondiale, l'Allemagne et le Japon, que les États-Unis favorisent sur le plan économique et financier parce que ce sont précisément eux qu'ils contrôlent le plus militairement. L'Europe par exemple n'est pas dominée économiquement ni par la France ni par l'Angleterre, dont les États-Unis ne favorisent pas spécialement les exportations ; ces deux États bénéficiant déjà du statut de vassaux nobles, il ne faudrait pas qu'ils deviennent en plus de grandes puissances économiques, ce qui leur donnerait la possibilité de s'émanciper de la tutelle américaine. Les États-Unis préfèrent que l'Europe de l'Ouest soit financièrement dominée par l'Allemagne parce qu'elle n'est plus et ne peut plus être une puissance politique ou géopolitique. De la même manière, en Asie, les USA laissent le Japon dominer financièrement la région parce qu'ils contrôlent totalement ce pays du point de vue militaire et géopolitique. La manière très brutale dont les Anglo-Américains viennent de faire sauter le gazoduc Nord-Stream2, pour limiter l'approvisionnement énergétique de ce pays, démontre clairement qu'ils considèrent toujours, et très fermement, que l'Allemagne demeure à leurs yeux un pays qui a perdu la guerre, qu'ils occupent désormais, et qu'il n'est pas question qu'elle cherche à s'émanciper de leur tutelle. L'ambassadeur des USA à Berlin ne s'y conduit pas du tout en diplomate, mais bien en gouverneur qui est là pour transmettre les ordres de Washington.

D'autre part, l'Allemagne et le Japon, de par leur position géographique, constituent les bases avancées de l'armée américaine dans la perspective d'un conflit avec la Russie. Les USA continuent de les occuper depuis 1945, mais de la manière la plus aimable possible : Allemands et Japonais bénéficient de ce fait d'une défense efficace qu'ils n'ont pas à payer, bien au contraire ; ce sont les Américains qui, très honnêtement, assument le coût de leur présence, et ces deux pays en tirent même des dividendes non négligeables ; les bases américaines, avec leur personnel bien rémunéré et dépensier, prodiguent des revenus confortables aux villes où elles sont installées. Au lieu de devoir payer pour leur défense, ces deux pays sont rémunérés par l'occupant ; on ne peut rêver d'un vainqueur plus affable. Tout est fait donc pour que la population non seulement supporte la présence US, mais tienne même à la retenir : et effectivement, les

USA tiennent à y rester... pour toujours. L'inconvénient, que ne voient peut-être pas tous les habitants, c'est que les Américains se réservent la possibilité de déclencher une guerre contre la Russie à partir du sol de ces pays, qui deviendraient du coup le champ de bataille.

Cinquièmement, il y a les pays de l'Est de l'Europe, anciennement contrôlés par l'Union soviétique, qu'on peut assimiler à des vaincus de la guerre froide, dont les États-Unis se sont emparés comme de trophées, et qu'ils contrôlent désormais via leur adhésion à l'OTAN et à la communauté européenne, dont les subventions sont indispensables à leur reconstruction. Grâce à l'influence américaine, l'Allemagne investit massivement dans ces pays, et les subventions européennes leur permettent d'acheter des armes américaines.

Au total, les États-Unis, leurs vassaux, et les vassaux des vassaux, forment un ensemble totalement contrôlé par Washington qui compte donc la totalité des deux Amériques, la quasi-totalité de l'Europe à l'exclusion de la Russie, l'entièreté de l'Afrique et du monde arabe, ainsi que toute une ceinture qui entoure le continent asiatique.

Des représentants des principaux pays de l'empire se retrouvent dans la Commission Trilatérale, fondée en 1973 à l'initiative en particulier de David Rockefeller, de membres du groupe Bilderberg, d'Henri Kissinger, et de Zbigniew Brzezinski. Les membres de la commission sont répartis sur trois zones, Amérique du Nord, Europe de l'Ouest, et Pacifique. Sa fonction essentielle est d'aider les gouvernements à prendre des décisions, et à donner des conseils sur l'organisation du capitalisme mondial. Elle définit elle-même son projet ainsi : « Défendre un engagement envers l'État de droit, les économies et les sociétés ouvertes, et les principes démocratiques. » Ce serait une erreur d'y voir une forme de gouvernement mondial, ce dont l'accuse ses détracteurs. Il s'agit plutôt d'une sorte de sénat consultatif de l'empire, où l'ensemble des pays participant peuvent donner leur point de vue et faire part de leurs préoccupations, tandis que les États-Unis s'en servent pour faire passer leurs consignes.

Quant au groupe Bilderberg, qui réunit une fois par an un aréopage d'autorités planétaires, et dont les travaux demeurent strictement secrets, son but, d'après les propos de David Rockefeller, l'un des personnages-clés du groupe, serait l'établissement d'un gouvernement mondial composé « d'une élite intellectuelle et de banquiers »

système « préférable au principe d'autodétermination nationale des peuples pratiquée tout au long de ces derniers siècles. » (Discours à la Commission trilatérale, 1991)

Il existe ensuite une zone neutre, que les États-Unis ne contrôlent pas réellement, mais cela ne les dérange pas, parce que ces pays d'une part sont pauvres, et d'autre part ne possèdent pas de matières premières en quantités. Il s'agit pour l'essentiel de l'Inde et de la myriade des petits pays d'Asie du Sud-Est, qui sont suffisamment pauvres et faibles militairement pour n'avoir pas besoin d'être contrôlés.

Enfin, et c'est là la source essentielle des problèmes US, il reste deux pays, la Russie et la Chine, que l'empire ne contrôle pas, malgré tous ses efforts, qui sont redevenus des puissances militaires de premier plan, et qui tous deux possèdent des richesses naturelles indispensables au reste de la planète, et qu'on ne peut donc écarter du jeu. La Russie possède des richesses naturelles gigantesques et extrêmement variées qui pourraient lui permettre de vivre et de se développer en totale autarcie si besoin était ; quant à la Chine, elle détient et exporte 90 % des terres rares, absolument indispensables au fonctionnement des grandes entreprises américaines. Ce sont donc les deux seules puissances, mais elles sont de taille, qui ont les moyens non seulement de ne pas obéir à l'empire, mais qui peuvent surtout se permettre d'avoir l'ambition de lui disputer le leadership planétaire.

Aussi longtemps que l'URSS était debout, elle constituait certes un concurrent pour les USA, puisque des pays, notamment en Amérique latine et en Afrique, risquaient de passer dans sa zone d'influence ; mais c'est aussi le rejet dont faisait l'objet cette dictature qui assurait aux USA un soutien très fort dans le monde dit « libre » ; d'une certaine manière, cette concurrence soviétique avait aussi son utilité pour l'empire. L'existence de l'OTAN en particulier se justifiait pleinement, la menace soviétique étant bien réelle pour l'Europe occidentale. La présence de cet ennemi était donc un élément structurant de l'empire, un de ceux qui en justifiait l'existence. Or, avec la chute de l'URSS, la nécessité de l'OTAN, et donc la mainmise américaine sur les armées d'Europe occidentale, n'était plus aussi claire. Un conseiller diplomatique de Gorbatchev, Alexandre Arbatov, déclara aux Américains en 1989 : « Nous allons vous faire le pire des cadeaux : nous allons vous priver d'ennemi ! » Depuis, les USA n'ont eu de cesse de le reconstituer.

Avec la Chine, le problème a été assez différent. Aussi longtemps que se maintenait un régime communiste pur et dur, le pays restait dans la misère, et ne présentait donc aucun danger. Puis, avec la politique d'ouverture aux entreprises capitalistes menée par Deng Xiaoping, celles-ci se sont jetées sur le pays et y ont investi massivement, en profitant d'une main d'œuvre très bon marché et particulièrement docile. Sans doute les Occidentaux ont-ils cru que ce système qui leur permettait de réaliser des profits faramineux allait durer longtemps. Ils n'ont pas tous bien vu au départ qu'ils allaient provoquer ce fameux « réveil de la Chine » annoncé depuis longtemps par Napoléon. Le manque de culture générale des entrepreneurs allait avoir des conséquences gigantesques sur l'Histoire du monde. Mais en attendant, les dirigeants de l'empire n'ont vu dans la Chine rien d'autre que leur « atelier ».

#### La question des ressources naturelles

Nous avons vu qu'un des points fondamentaux de la mondialisation était la recherche par les Occidentaux de ressources naturelles dont ils ne disposaient pas chez eux. À partir du XXe siècle, il y en a une qui va prendre une importance absolument capitale : le pétrole. La première « ruée vers l'or noir » a eu lieu en Pennsylvanie en 1859 ; le pétrole ne servait alors qu'à l'éclairage. Avec l'invention de l'automobile et du moteur à explosion, il prend beaucoup plus d'importance. La révolution industrielle qui a commencé en Angleterre à la fin du XVIIIe siècle, pour s'étendre ensuite sur l'ensemble du continent européen et atteindre la Russie à la fin du XIXe siècle, s'alimentait surtout en charbon, denrée relativement abondante sur le continent. Mais avec la guerre mondiale et les premiers développements de l'aviation et des chars d'assaut, le pétrole prend une importance stratégique : il devient impossible de faire la guerre sans lui. Énorme problème pour les Européens : ils n'en ont pas sur leur sol.

Les réserves les plus importantes et les plus proches se trouvaient dans le monde arabe, qui faisait partie de l'empire turc jusqu'à la première guerre mondiale. Or la Turquie, ayant choisi de s'allier avec l'Allemagne, connut une suite de revers militaires, et dut faire face à partir de 1916 à la révolte arabe menée par Hussein ben Ali, chérif de

la Mecque, dont le but était de créer un grand État arabe unifié, qui aurait réuni, *grosso modo*, l'Irak, la Syrie, ainsi que l'ensemble de la péninsule arabique. Anglais et Français font plus ou moins semblant de le soutenir, mais ce n'est que pour mieux le manipuler, et en réalité les deux alliés se mettent d'accord pour se partager le Proche-Orient, avec ses réserves de pétrole. Les accords Sykes-Picot, conclus secrètement à Londres en 1916, prévoient que la France s'adjugera le Liban et la Syrie, tandis que l'Angleterre récupérera l'Irak, tout en concédant à peu près le quart de la production pétrolière de cette région à la France. Le fils de Hussein, Fayçal ibn Hussein, sera proclamé successivement roi de Syrie en 1920 et ensuite roi d'Iraq, mais ces deux pays resteront en réalité colonisés par les deux puissances européennes.

De fait, à partir de cette époque, le mouvement panarabe, dont on attribue la paternité à Hussein ben Ali, va devenir une vraie bête noire pour les Occidentaux. Ce mouvement rêve de réunir l'ensemble du monde arabe dans un seul grand empire, tel qu'il avait existé au huitième siècle, sous la dynastie des Omeyyades. Une telle réunification, en dehors de son caractère un peu utopique du fait des profondes divisions qui existent entre les différentes branches de l'Islam, présenterait tout de même un danger vital pour les Occidentaux. En effet, il monopoliserait une part gigantesque des ressources pétrolières de la planète, ce qui placerait l'Europe dans une situation extrêmement faible face à lui, mais surtout cet empire en tirerait des revenus considérables, qui lui permettraient de s'industrialiser rapidement ; la conséquence serait alors qu'il consommerait lui-même sa production pétrolière, et ne vendrait plus rien aux Européens, qui se verraient alors contraints de retourner au Moyen Âge. Pour les Occidentaux, c'est donc LE cauchemar.

« Diviser pour régner » est donc depuis un siècle le maître mot de la politique occidentale à l'égard des pays arabes, comme ce fut le cas déjà avec les Indes au temps de la colonisation anglaise, et comme cela l'a toujours été dans tous les empires coloniaux. Après la deuxième guerre mondiale, comme il n'était plus possible à la France et à l'Angleterre de coloniser le Proche-Orient, les deux puissances se sont arrangées pour morceler au maximum le monde arabe, en particulier la péninsule arabique, et à profiter du désert pour couper les ressources des populations. C'est ainsi que les ressources pétrolières se trouvent aux mains de pays désertiques fort peu peuplés, comme l'Arabie Saoudite avec ses 35 millions d'habitants, les Émirats Arabes Unis qui en



comptent 10 millions, le Koweït qui n'en a même pas 3 ;l'Irak en possède 39 millions, la Syrie 20 millions, et l'Égypte en face qui n'a presque rien en matière de ressources doit tout de même nourrir 102 millions d'habitants. L'argent demeure là où il n'y a presque personne, tandis que les populations, elles, doivent faire avec la misère. On imagine aisément ce que serait par contre la puissance d'un État arabe fédéral qui réunirait l'ensemble de ces pays, avec plus de 200 millions d'habitants et de telles ressources, mais aussi ce qu'ils consommeraient eux-mêmes comme pétrole s'ils atteignaient le même niveau de développement industriel que les États occidentaux.

Cela a donc été une constante dans la politique de l'Occident de tout faire pour maintenir ces divisions, et surtout de couper immédiatement toute tête qui serait susceptible de mener une tentative de fédéralisation, ou qui donnerait l'exemple d'une industrialisation réussie. Parmi les victimes les plus connues de cette politique on peut signaler d'abord l'Iranien Mohammad Mossadegh, qui commit le sacrilège de nationaliser les réserves pétrolières du pays, et qui fut chassé du pouvoir par un coup d'État organisé par la CIA ; ensuite le shah d'Iran en personne, Mohammad Reza Pahlavi, renversé par la même CIA - sous prétexte qu'il était un dictateur impopulaire - parce qu'en fait, avec sa « révolution blanche », il conduisait son pays vers une industrialisation rapide ; il fut remplacé, avec le concours de la France, par l'ayatollah Khomeiny, qui n'était évidemment pas plus démocrate que le shah, mais qui présentait de très fortes garanties d'incompétence en matière d'économie, et ne se préoccupait que de questions religieuses.

Le voisin, Saddam Hussein, autre « dictateur » qui réussissait tout de même à mener son pays sur la voie de l'industrialisation, et qui était partisan du panarabisme, fut fortement encouragé à faire la guerre à l'Iran par les Occidentaux, sous prétexte de combattre un fanatique religieux qu'ils avaient eux-mêmes porté au pouvoir. De leur côté, les USA fournirent des armes aux deux camps, de manière à faire durer la guerre le plus longtemps possible et qu'elle soit la plus destructrice possible ; au bout de huit ans les deux États furent complètement épuisés, et ne pourront s'en relever avant longtemps. Le but des Américains était définitivement atteint après la guerre d'Irak, déclenchée sous les motifs parmi les plus mensongers de l'histoire, et qui laisse le pays en ruines.

Une autre victime des plus célèbres est le libyen Mouammar Kadhafi, autre dictateur, mais surtout partisan du panarabisme et du panafricanisme ; il n'avait jamais été inquiété sérieusement jusque-là, même lorsqu'on l'accusait de financer des organisations terroristes qui auraient abattu des avions occidentaux. Mais il s'était mis à développer le projet d'une monnaie unique arabo-africaine, le dinar-or, dont le cours aurait été indexé sur l'or, et garanti par les réserves de la Libye, 143 tonnes à l'époque, et d'autres États ; les États arabes et africains n'auraient plus accepté que de l'or ou des dinars-or en échange de leur pétrole et autres matières premières, et auraient refusé d'être payés en dollars. S'il avait vu le jour, ce projet aurait été extrêmement avantageux pour les pays concernés ; ils auraient pu gagner bien plus d'argent, et seraient devenus indépendants sur le plan monétaire. D'autre part, le dollar y aurait perdu énormément de sa puissance, les Américains auraient perdu tout contrôle sur les échanges monétaires de ces pays, et les banques occidentales y auraient laissé des fonds énormes. C'était un cauchemar pour Wall-Street, et Hillary Clinton a immédiatement organisé le coup d'État, en forme de révolution populaire, qui l'a renversé. La France y a apporté un très fort soutien, du fait qu'elle avait elle-même beaucoup à perdre dans l'affaire, puisqu'avec le franc CFA elle contrôle une grande partie des finances de l'Afrique. Le dinar-or lui aurait fait perdre totalement ce contrôle.

Dans la foulée, la CIA a également organisé l'ensemble des « printemps arabes », dont le but évident était de porter un coup très fort aux capacités de développement de ces pays, en les plongeant pour longtemps dans une forme d'anarchie, toujours sous prétexte bien sûr de lutter contre les dictatures et la corruption. La Tunisie a toujours beaucoup de mal à s'en remettre, et la Libye a sombré dans la guerre civile ; l'Égypte a réussi à se rétablir relativement bien, mais la Syrie a plongé dans une guerre civile épouvantable qui a ravagé et détruit la moitié du pays. Bachar el-Assad n'a réussi à se maintenir au pouvoir qu'avec le soutien de la Russie, mais le pays ne s'en remettra pas avant des décennies. Nous reviendrons sur l'intervention russe plus loin.

Ce même principe du « diviser pour régner » a également présidé à la décolonisation des pays d'Afrique Noire. Le principe adopté par les puissances colonisatrices, France et Angleterre pour l'essentiel, a été d'accorder leur indépendance aux pays africains à l'intérieur des frontières créées par la colonisation ; or ces frontières ne correspondaient à rien, ni sur le plan historique, ni sur le plan ethnique, ni sur le plan

religieux ; elles ne devaient leur existence qu'à l'histoire des conquêtes de l'Afrique par les puissances européennes ; les populations qui étaient rassemblées à l'intérieur de ces frontières, d'ethnies et de religions différentes, se sont retrouvées très rapidement en conflit, lesquels ont donné naissance à des guerres civiles interminables, qui ne cessent de se rallumer régulièrement, interdisant toute politique de développement sérieuse, et autorisant l'intervention régulière des ex-puissances colonisatrices, qui trouvent dans ces guerres civiles un excellent prétexte pour s'ingérer régulièrement dans les affaires, et imposer des chefs d'État à leur solde. Nombre de pays africains s'enferment ainsi dans la pauvreté, voire la misère, et sont contraints de laisser les multinationales occidentales exploiter leurs richesses naturelles, qui ne leur rapportent de ce fait que très peu, tandis que les marchands d'armes y font des fortunes, et laissent aussi des dettes colossales aux pays qui achètent leurs marchandises.

Le problème des matières premières se pose d'ailleurs aujourd'hui de manière particulièrement cruciale, du fait de l'explosion démographique de l'humanité au cours du XXe siècle. La population mondiale n'a atteint son premier milliard qu'au début du XIXe siècle ; le deuxième milliard a été atteint vers 1930 ; en 1950 nous ne sommes encore que 2,5 milliards d'êtres humains sur terre, et tout irait sans doute beaucoup mieux si nous en étions restés là ; Mais en 70 ans, ce chiffre a plus que triplé, et nous sommes aujourd'hui 8 milliards d'hommes sur la planète. Or si l'on regarde le PIB par habitant dans les différents pays du monde, force est de constater qu'il n'y a à peu près que 1,5 milliard d'individus qui peuvent bénéficier effectivement du développement industriel, soit à peine un cinquième de la population, qui consomme l'essentiel des ressources naturelles. Le constat est clair et tragique : nos ressources sont très insuffisantes pour nos populations, et les quatre cinquièmes d'entre nous sont condamnés à la pauvreté, voire à la misère.

Devant ce constat, la première tâche des gouvernements des pays développés est de veiller à assurer à leurs populations l'accès à ces ressources, et donc à en priver tous les autres. C'est ce qui constitue le fondement de la géopolitique des États occidentaux aujourd'hui : il leur faut non seulement préserver leur accès à des ressources naturelles qu'ils ne possèdent pas sur leur sol, mais en plus il leur faut veiller à ce que les autres ne puissent pas les avoir. Tous les discours politiques sur la prétendue lutte des démocraties contre les dictatures ne sont que de l'enfumage : l'Occident soutient autant

qu'il peut le régime saoudien qui est peut-être la dictature la plus moyenâgeuse et la plus sinistre de la planète, en même temps que la plus corrompue, du moment que sa population est extrêmement faible, que ses dirigeants sont incapables de développer une véritable industrialisation de leur pays, qu'ils ne cherchent surtout pas à encourager un mouvement panarabe qui les obligerait à partager leurs richesses, et qu'ils réinvestissent tous leurs bénéfices dans l'économie américaine. Ce ne sont pas les dictatures que l'Occident combat, mais seulement celles qui cherchent à industrialiser leur nation.

L'explosion démographique a encore aggravé la situation en lui donnant une dimension supplémentaire. On ne peut évidemment faire aucun reproche à toutes les armées de médecins qui se sont donné pour tâche de vacciner les enfants des populations des pays pauvres, mais ils n'ont pas vu les conséquences géopolitiques de l'explosion démographique qu'ils allaient provoquer. Vacciner les enfants relève d'une mission dont la dimension humanitaire est absolument incontestable, mais cela aurait dû s'accompagner impérativement de mesures de contrôle des naissances ; la Chine, parce qu'elle est une dictature, a réussi à imposer ce contrôle ; l'Inde, plus libérale, n'y est pas parvenue ; et quantité d'autres pays, comme le Bangladesh, n'ont même pas essayé. Or, vacciner tous les enfants, dans une population où, pour des raisons traditionnelles, les femmes en ont facilement huit à dix, provoque immédiatement une explosion démographique incontrôlable, place les couples dans l'impossibilité pratique non seulement d'éduquer correctement, mais même de nourrir leur progéniture, et provoque donc une misère aussi exponentielle que la démographie. La population du Bangladesh par exemple est passée de 38 millions d'habitants en 1950 à 167 millions aujourd'hui ; le PIB n'y atteint pas 320 \$ par an et par habitant ; à rebours, le PIB par habitant de la Chine est quatre fois supérieur à celui de l'Inde. Dans les États qui sont dans cette situation catastrophique, et ils sont nombreux sur terre, l'économie traditionnelle se trouve dans l'impossibilité absolue de nourrir autant de personnes, et les gens se trouvent contraints d'accepter des salaires de misère. Les multinationales en ont profité pour s'y implanter, produire à très bas coûts, et vendre à très bon marché dans les pays développés, tout en réalisant d'énormes bénéfices. Une grande partie du pouvoir d'achat des Occidentaux provient de l'exploitation éhontée de ces populations. Le système capitaliste entier repose aujourd'hui sur cette forme d'exploitation, qui n'est en réalité qu'une forme d'esclavage légal qui ne dit pas son nom. Pour perdurer, le

système est aujourd'hui dans la nécessité de maintenir cette situation. Il est devenu nécessaire pour le système capitaliste de disposer de centaines de millions de travailleurs avec des salaires de misère, sans lesquels il ferait faillite. La tâche essentielle de l'ensemble des responsables du système, qu'ils soient hommes politiques, dirigeants d'entreprises, ou responsables des services secrets, est de faire en sorte qu'il dure le plus longtemps possible.

### La démocratie libérale : mythes et réalités

Venons-en maintenant à la question de la démocratie occidentale qui serait le phare de l'humanité, et dont la mission essentielle serait de lutter contre toutes les dictatures qui opprimeraient leurs propres populations. Le discours dominant laisse entendre que les dirigeants des États seraient susceptibles de choisir la forme de leur gouvernement, et d'être démocrates ou dictateurs selon leur bonne volonté ; la politique serait un peu comme un restaurant : on choisirait sur la carte son plat préféré, et il ne tiendrait qu'aux dirigeants, ou aux peuples, de passer de tel à tel autre régime au gré de l'humeur du jour. Le camp des démocraties serait évidemment le camp du Bien, qui ne pourrait que gagner, et celui des dictatures celui du Mal, qui serait bien sûr historiquement condamné à perdre ; l'ignoble épopée hitlérienne serait le parangon de cette lutte, et il suffirait de repérer telle ou telle analogie entre un régime actuel et celui d'Hitler pour savoir avec certitude à quoi on a affaire. La référence à Hitler constitue aujourd'hui le fameux point Godwin de tout débat politique. On est de fait ici en pleine mythologie, et la dictature hitlérienne constitue, fort heureusement, un événement unique dans l'histoire, qui n'a pas de précédent, et qui n'a selon toute vraisemblance aucune chance de se reproduire un jour. Il est vrai que par l'étendue de ces horreurs ce régime a traumatisé l'humanité pour longtemps, mais la référence permanente à celui-ci paralyse toute véritable réflexion politique sur la nature des régimes d'aujourd'hui.

En réalité, la part de responsabilité des peuples comme des dirigeants dans la forme de leur régime politique est assez limitée, celle-ci étant la conséquence de

l'histoire pluriséculaire des nations, laquelle est très largement conditionnée par la géographie des pays. Rappelons ce que disait Napoléon : « tout État a la politique de sa géographie », et c'est ce que nous allons voir maintenant.

La première question essentielle qui conditionne la forme d'un État est tout simplement de savoir s'il est un pays de plaines, de montagnes, ou essentiellement tourné vers la mer. Nous avons déjà souligné l'importance des voies de navigation dans la constitution des premiers empires. C'est le Nil qui a fait l'Égypte, pas le contraire. Regardez maintenant un planisphère, et, sachant l'importance primordiale de la navigation dans le développement des échanges, cherchez quels lieux seraient parmi les plus propices à la création d'un grand empire multiétatique ; la Méditerranée saute aux yeux. Observez maintenant cette mer, et demandez-vous quelle région est la mieux placée pour la dominer ; avec sa double face maritime et sa position centrale, l'Italie s'impose. Observez maintenant une carte de l'Europe, et demandez-vous quelle est la région qui est la mieux placée pour se détourner des problèmes continentaux et consacrer toutes ses forces au commerce maritime ; encore une fois, la réponse est évidente, c'est la plus grande île, donc l'Angleterre.

Qu'est-ce que cela change maintenant d'être un pays de montagnes ou de plaines ? Une région très montagneuse est difficilement accessible pour un envahisseur, les habitants sont naturellement bien protégés contre d'éventuels ennemis, et ils peuvent consacrer leurs forces à leur organisation interne ; cela donnera naissance à une nation où les populations vivront relativement en paix, chacun dans sa vallée, ce qui facilitera soit l'émergence d'un régime démocratique, soit d'une organisation tribale, comme en Suisse ou en Afghanistan par exemple. Prenez maintenant un pays de très vastes plaines sans aucune défense naturelle, et ouvert de toutes parts aux envahisseurs ; il faudra alors un pouvoir central très fort pour en maintenir l'unité, et hyper militarisé pour en assurer la défense ; c'est le cas de la Russie qui s'est étendue sous la nécessité d'envahir et de dominer tous les envahisseurs potentiels qui l'entouraient. Ce ne sont pas les Suisses qui ont créé leurs cantons, mais les Alpes ; ce ne sont pas les Russes qui ont créé cet immense empire, mais cette gigantesque plaine du Nord qui s'étend de l'Europe jusqu'au Pacifique. Si on demande à un historien qui a créé la France, il aura peut-être tendance à répondre que ce sont les rois ; une réponse bien plus objective serait de dire que ce sont l'Atlantique, les Pyrénées, la Méditerranée, les

Alpes, et le Rhin ; les rois n'ont fait que ce qu'ils ont pu à l'intérieur de l'espace où ils se trouvaient. Le véritable fondateur de la Russie moderne est Ivan le terrible, parce qu'il est le premier à avoir compris la primauté de l'espace sur le politique, et il n'a eu de cesse d'unifier, par la force si nécessaire, l'ensemble des populations éparpillées dans cet immense espace, et de les contraindre à ne faire qu'une seule armée pour lutter tous ensemble contre tout envahisseur potentiel, car aucune nation ne peut se développer si elle n'est pas maîtresse de son territoire. Si les cantons suisses ont développé un modèle davantage démocratique, c'est parce qu'ils sont constitués de petites populations bien à l'abri dans de hautes montagnes ; si la Russie a, depuis Ivan le terrible, un gouvernement autoritaire s'appuyant sur des forces armées conséquentes, c'est parce qu'il est impossible autrement de défendre un aussi grand espace, aussi peu peuplé, et aussi largement ouvert aux envahisseurs aussi bien européens qu'asiatiques. Les peuples ne choisissent guère plus la forme de leur gouvernement que la géographie de leur pays, ils doivent seulement s'organiser au mieux face à la nécessité.

Venons-en maintenant à la naissance de ce que nous appelons nos « démocraties » occidentales. De fait, nos régimes ne sont que très relativement des démocraties, il y a là une forme de publicité mensongère ; on peut davantage parler de république, et nous employons d'ailleurs conjointement les deux termes comme s'ils étaient synonymes, or c'est très loin d'être le cas. Le modèle de la démocratie nous a été laissé par l'Athènes du cinquième siècle, et ce régime en réalité était loin d'être aussi idéal que ça : les femmes n'avaient pas le droit de vote, et les esclaves, fort nombreux, étaient évidemment écartés du pouvoir. Mais laissons de côté ces questions ; l'essentiel était que chaque citoyen avait à peu près les prérogatives de nos députés actuels, c'est-à-dire le droit de proposer des lois, le droit de les discuter, et bien sûr le droit de les voter. La participation à l'assemblée était obligatoire. Les citoyens décidaient de tout : du budget de l'État, de la forme du gouvernement, de la guerre et de la paix, etc. Nous sommes très loin aujourd'hui de ce modèle, et chez nous le citoyen de base est tout juste consulté tous les quatre ou cinq ans pour conserver ou non l'équipe au pouvoir, et choisir entre quelques candidats lesquels exerceront effectivement le pouvoir en leur nom pendant les années à venir. C'est ce que nous appelons la « représentation », mais il faut bien comprendre que cette expression de « démocratie représentative » est en réalité un oxymore : les députés comme le chef de l'État représentent surtout en réalité le groupe de pression (politique, financier, militaire, policier...) qui les a fait élire. Nos

régimes ressemblent donc beaucoup plus à la République romaine, qui était de fait une oligarchie ploutocratique ; les sénateurs étaient les chefs des grandes familles de propriétaires terriens ; ils décidaient à peu près de tout et il était finalement assez rare qu'on en vienne à consulter le peuple ; les magistrats élus, les consuls en particulier, ne rendaient de compte qu'au Sénat. Il est vrai que, comme chez nous, la pression de l'opinion populaire jouait son rôle, et les dirigeants, qui craignaient les colères du peuple, en tenaient compte ; il fallait, certes, que ce dernier ne soit pas trop mécontent, mais en général, on ne lui demandait pas son avis.

Ce que nous appelons aujourd'hui la démocratisation de nos régimes politiques est en fait historiquement une prise de pouvoir par la bourgeoisie d'affaires, qui a imposé ses volontés aux monarchies héritées du Moyen Âge. Le phénomène apparaît en Angleterre au XVIII<sup>e</sup> siècle, avec le développement de cette fameuse compagnie des Indes dont nous avons déjà parlé. Sa puissance vient en grande partie du fait qu'elle réalise l'essentiel de ses activités en dehors du territoire anglais, dans des colonies où elle est libre de faire ce qu'elle veut, et elle ramène tellement d'argent en Angleterre que c'est le gouvernement et l'amirauté qui se mettent à son service, à tel point que c'est elle qui dicte finalement les lois dont elle a besoin. À Londres, elle est quasiment plus puissante que l'État lui-même. Nous assistons donc à une prise de pouvoir d'une puissance financière privée au détriment de l'autorité politique, qui affaiblit considérablement cette dernière, ce qui passe pour un processus de démocratisation, alors qu'en réalité il ne s'agit jamais que d'une libéralisation des règles du jeu économique au profit des actionnaires. Par la suite, confondre libéralisation économique avec démocratisation de la société sera un des leitmotivs du discours de l'oligarchie dominante.

C'est à un phénomène équivalent, bien que très différent dans sa forme, auquel nous assistons en France sous la Révolution, qui tient absolument à se présenter comme un phénomène populaire qui intéresse l'ensemble des citoyens, comme le proclame la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, mais qui en réalité consiste fondamentalement en un transfert du pouvoir de la monarchie à la bourgeoisie d'affaires. Quant aux États-Unis, s'ils adoptent le régime républicain dès leur fondation, c'est bien plus parce que cela arrange les milieux d'affaires, qui tiennent à protéger leur liberté d'agir sur les trois continents, en particulier par la traite des esclaves, que par



idéal politique. Les droits de l'Homme, dans leur version américaine, ne s'étendent pas jusqu'aux Africains.

Au cours du XIXe siècle, ces trois pays présentent quelques caractéristiques communes essentielles : ils commencent tous les trois leur révolution industrielle, ils sont partisans de la liberté d'expression et de la liberté de la presse, ainsi que de celle de l'entreprise, l'essentiel du pouvoir a été transféré aux milieux d'affaires. Ceux-ci vont comprendre très vite l'intérêt qu'il y a pour eux à entretenir au moins un semblant de démocratie représentative à travers un jeu d'élections qui fera très bien leurs affaires, et qu'ils vont apprendre à contrôler parfaitement.

Les régimes dits démocratiques, dont les dirigeants doivent se soumettre à une élection au suffrage universel sont de fait bien plus faibles que les régimes dits autoritaires, voire dictatoriaux, et même si on peut penser que cela est bien mieux, il n'y a pas que des avantages, loin de là. Pour se faire élire, il faut d'abord faire des promesses, et ensuite essayer de les tenir si possible ; le chef d'État élu demeure en permanence sur le qui-vive sachant qu'il risque sa place ; il lui est nécessaire d'obtenir des résultats qui, pour la plupart du temps, ne dépendent pas de lui mais de la bonne santé de l'économie, et pour que celle-ci tourne bien, sachant qu'elle est aux mains des entreprises privées, il lui faut mener une politique qui soit essentiellement favorable aux intérêts de ces dernières. Il se retrouve donc pour l'essentiel à leur service, pris entre le marteau des grandes compagnies et l'enclume du peuple. De ce fait, les dirigeants des grandes entreprises sont en position de force par rapport aux politiques, puisqu'eux n'ont pas besoin d'être élus, et n'ont pas à se soumettre à la bonne volonté du peuple. Au lieu donc de pouvoir ordonner aux entreprises une conduite qui satisfasse aux intérêts généraux de la nation, ce qui semblerait être le principe même de la démocratie, le pouvoir politique se retrouve de fait soumis à l'économique qui n'a rien de démocratique. De ce fait, les dirigeants d'entreprise et les masses populaires se retrouvent très souvent en conflits, lesquels sont menés par les syndicats et par la grève. Au mieux, l'État parviendra à jouer le rôle d'arbitre en réunissant autour de la table les différents protagonistes.

De plus, l'élection exige du candidat qu'il puisse toucher des masses populaires qui comptent des dizaines de millions d'hommes, ce qu'il ne peut faire que par l'intermédiaire de la presse et des médias. Voilà notre candidat à la merci des directeurs

de rédaction, qui ont tout loisir de lui donner la parole ou non, et de le présenter sous le jour qui leur plaît. Au XIXe siècle, les journaux deviennent de véritables puissances politiques, et font la pluie ou le beau temps pendant les élections. Pendant tout ce siècle, les grands organes de presse se contentent de fait de défendre leurs intérêts privés en soutenant les candidats qui leur conviennent. Mais au tournant du XXe siècle, on va voir se développer, avec une puissance gigantesque, des formes de propagande et de manipulation des masses qui ont bouleversé la vie politique de tous les régimes, quels qu'ils soient.

À l'origine, le terme de propagande est essentiellement utilisé par l'Eglise catholique, et ne désigne rien d'autre que le fait de propager la foi à travers le monde. Jésus ayant donné l'ordre à tous ses disciples de convertir tous les autres peuples, ceux-ci, pendant les siècles suivants, n'ont eu de cesse de vouloir répandre la foi catholique à travers le monde. C'est là évidemment une grande nouveauté sur la planète : jusque-là, tous les peuples admettaient que leur religion était à leur propre usage, et qu'il était parfaitement normal que chacun ait la sienne. En affirmant que sa religion est universelle, Jésus est en quelque sorte l'inventeur de ce qu'on pourrait appeler aujourd'hui la « pensée unique », dont le principe fondamental est qu'il n'y a qu'une seule vérité (religieuse, philosophique, politique, comme on voudra), et qu'en conséquence tout le monde doit l'adopter. La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme s'inscrit déjà dans ce courant. Mais au XIXe siècle, c'est essentiellement la pensée communiste qui cherche à s'imposer comme une vérité universelle, qui devrait s'imposer à tous les peuples du monde. Ses militants vont se livrer à une propagande acharnée partout où ils le pourront. Le terme de propagande commence alors à prendre un sens péjoratif, et à désigner un discours mensonger que l'on cherche à répandre par tous les moyens. De fait, au temps de l'URSS comme de la Chine de Mao, ou sous d'autres régimes apparentés, les autorités politiques se livraient à un véritable matraquage des cerveaux pour faire adhérer les populations à leur théorie, en utilisant tous les moyens possibles : journaux, télévision, radiodiffusion dans la rue, etc., tant et si bien qu'aujourd'hui le terme de propagande colle à tout discours émanant d'une autorité étatique qui cherche à tromper sa population volontairement. On en déduit bien entendu, par effet de miroir, que, dans les démocraties libérales, l'État ne ferait pas de propagande, et la presse libre rapporterait des informations fiables.

Or c'est complètement faux. Dans nos prétendues démocraties, comme on l'a vu, ce sont en fait les grands groupes économiques et financiers qui ont le véritable pouvoir, et le capitalisme américain a développé des formes de propagande autrement plus subtiles que celles des dictatures, parce qu'elles sont totalement invisibles, que la population est dans l'incapacité de les identifier comme telles, et qu'on appelle des « techniques de manipulation des masses ».

Le grand précurseur de ces techniques fut l'Américain William Randolph Hearst, qui a inspiré à Orson Welles son fameux *Citizen Kane*. Propriétaire de journaux, son obsession est beaucoup moins de délivrer des informations de qualité que de vendre en très grande quantité. Il est le premier à introduire les bandes dessinées dans ses publications. Son groupe de presse est en concurrence avec celui de Pulitzer, au moment où se développent à Cuba les événements qui vont conduire à la guerre hispano-américaine. Il a racheté le *New York Morning Journal*, qui se porte mal, et il est bien décidé et en faire le premier journal de la ville. Voulant exciter ses lecteurs avec la situation à Cuba, il y envoie son photographe, Frédéric Remington, en lui demandant de rapporter des photos présentant une véritable situation de guerre dans l'île ; or, de guerre, il n'en est pas encore question. Le photographe en fait part à son patron qui aurait répondu cette phrase devenue particulièrement célèbre : « vous fournissez les photos, et je fournirai la guerre ». De fait, en donnant à des photos relativement anodines des commentaires et des explications outrancières et tragiques, Hearst a bouleversé son lectorat, contribué fortement à l'intervention américaine, mais surtout accru considérablement les ventes de son journal, qui est devenu alors une affaire extrêmement rentable.

On voit la perversité particulière et redoutablement efficace de ce genre de propagande : les Américains ont cru sincèrement qu'ils devaient voler au secours des malheureux Cubains opprimés par les Espagnols, alors qu'à la base il s'agissait essentiellement de vendre des journaux. Les lecteurs de l'époque étaient dans l'incapacité absolue de démonter le mécanisme en question, et de distinguer ici ce qui relevait de la politique et des intérêts privés. Hearst venait de donner un exemple magistral de ce que devait être les principes fondamentaux d'une bonne propagande dans une économie libérale : 1/ brouiller totalement les cartes de manière à ce que le public ne comprenne pas qu'il a affaire à de la propagande ; 2/ cacher les intérêts privés

derrière les intérêts publics ; 3/ jouer sur les émotions et les sentiments pour que les citoyens ne regardent pas à la dépense ; 4/ faire passer le marketing pour la défense d'un idéal.

Celui qui va véritablement théoriser l'ensemble du système est un autre Américain, d'origine autrichienne et neveu de Freud, Edward Bernays. En 1917, il fait partie du *Committee on Public Information*, dont le but est de mettre en place toute la propagande qui doit faire accepter aux Américains leur entrée en guerre sur le continent européen. Il en ressort persuadé qu'on peut jeter les bases d'une véritable science de la propagande. C'est lui qui invente l'expression de « conseiller en relations publiques », pour éviter celui de propagandiste, jugé trop péjoratif. Son premier grand tour de force est d'avoir réussi à imposer aux Américains ce petit-déjeuner à base d'œufs brouillés et de bacon. Lui-même employé par une entreprise d'agroalimentaire, il crée tout un réseau de médecins, qu'il va utiliser à peu près de la même manière que nos influenceurs modernes, pour appuyer sa campagne publicitaire, et en quelques années il fait de ce petit-déjeuner le symbole de *l'American Way of Life*.

Mais son chef-d'œuvre est certainement la campagne qu'il va réaliser pour *l'American Tobacco Compagnie*. Dans les années 20, aux États-Unis, en général, les femmes ne fumaient pas, c'était une pratique réservée aux hommes, surtout en public. Évidemment, pour l'industrie du tabac, cela correspondait à la perte de la moitié du marché potentiel. Profitant du dimanche de Pâques, en 1929, il fit fumer tout un groupe de jeunes femmes dans la rue, et publia leurs photos, en associant la cigarette avec la revendication de l'égalité des droits entre femmes et hommes, et désigna les cigarettes en question comme « les torches de la liberté ». Il entraîna ainsi toutes les féministes à fumer en public, transformant le produit qu'il voulait vendre en symbole politique, et réussit à faire exploser la consommation de tabac chez les femmes. On retrouve ici exactement la même stratégie que celle utilisée par Hearst quelques années plus tôt. Évidemment, aucune des femmes américaines ayant participé à l'opération n'avait connaissance du véritable objectif. Elles avaient été totalement manipulées.

Ce que Bernays avait compris mieux que tout le monde, c'est la psychologie des foules, et la manière dont on peut les entraîner sans qu'elles s'en rendent compte, en jouant sur les désirs inconscients, les émotions, et la libido. La suite de son œuvre est particulièrement remarquable, puisque c'est lui qui a réussi à associer inconsciemment

dans tous les cerveaux occidentaux l'équivalence entre capitalisme et démocratie. Les deux n'ont évidemment a priori absolument aucun rapport : il n'y a pas besoin d'avoir des représentants élus pour avoir des sociétés par actions qui produisent des objets de consommation, - le capitalisme s'est d'ailleurs développé sous la monarchie anglaise -, et on peut très bien imaginer qu'une société communiste soit parfaitement démocratique, même si cela n'a jamais été le cas dans l'Histoire. Mais en 1939, il est chargé de la promotion de l'exposition universelle de New York, et il l'intitule : « Démocratie », confondant habilement la liberté du consommateur de choisir ses produits avec celle du citoyen ; il est vrai que les techniques du marketing commercial vont totalement se confondre avec celles du marketing politique.

Tout le monde s'est inspiré de ses travaux, et dans tous les camps. Joseph Goebbels a soigneusement étudié son œuvre. Le métier de *spin doctor*, ou façonneur d'images (le *spin doctor* est celui qui fait tourner la tête du public dans n'importe quel sens), en découle, et des gens aussi différents que François Mitterrand, Boris Eltsine, Vladimir Poutine, ou Barack Obama ont eu très largement recours à leurs services. Les gens qui aujourd'hui admirent le président russe en voyant en lui l'homme fort et le super-héros qui sauve la Russie, comme ceux qui le détestent en voyant en lui un monstre tyrannique avec les mains pleines de sang, doivent savoir qu'ils sont également manipulés par ces mêmes *spin doctor*, qui emploient exactement les mêmes techniques de communication et de manipulation des masses, et qui travaillent d'ailleurs pour les mêmes agences : ceux qui ont fait les campagnes de Boris Eltsine ainsi que de Vladimir Poutine venaient tous des États-Unis.

La propagande occidentale peut donc faire passer une publicité pour un discours militant, mais il est surtout très fort pour faire l'inverse, et faire passer un discours politique à l'intérieur d'une publicité, de sorte que personne n'arrive à l'identifier. Or, toute publicité, par définition, est un acte de propagande en faveur du système capitaliste libéral, et de la libre concurrence ; toutes les publicités contiennent exactement ce message : pour être heureux, vous devez être un consommateur, vous devez acheter les produits de l'industrie, et de préférence ceux des multinationales qui ont les plus gros budgets publicitaires ; et comme vous devez avoir le droit de choisir, il est nécessaire de les maintenir toutes en concurrence. Le communisme est une idéologie qui se présente bien comme telle ; le capitalisme est également une idéologie mais qui se

présente tantôt sous l'aspect d'une voiture, tantôt sous celui d'un yaourt, tantôt sous celui d'une paire de baskets. D'après certains calculs, un adulte moyen serait aujourd'hui exposé environ 5000 fois par jour au nom ou au logo d'une marque ; ce n'est plus de la simple propagande, c'est un véritable lavage de cerveau auquel absolument personne ne peut échapper. Et les conséquences sont catastrophiques : un jeune qui s'achète une paire de baskets ne pense qu'au sport, ce qui est en soi une excellente chose ; il ne sait pas qu'il vient peut-être de subventionner le droit des multinationales à employer des gens à l'autre bout du monde en les payant un dollar par jour. Dans une société d'économie libérale comme la nôtre, le citoyen donne son avis sur la conduite de la politique tous les deux ou trois ans, mais il renforce la puissance de telle ou telle multinationale à chaque fois qu'il achète un de ses produits.

La différence donc entre la propagande dite « douce » qui caractérise les soi-disant démocraties, et la « dure » qui caractérise les dictatures est que la première est bien plus dangereuse, parce que le public ne peut pas l'identifier comme telle, il se laisse très facilement abusé ; il ne sait pas d'où elle vient, il ne sait pas où elle va ; alors que dans les dictatures, l'origine de la propagande est évidente pour tout le monde, elle vient du pouvoir, elle passe par les organes officiels, et elle divulgue un discours immédiatement reconnaissable qui correspond à l'idéologie en place ; il est donc bien plus facile pour le public de savoir quoi en penser.

Un autre facteur qui a particulièrement contribué à la prise de pouvoir aux États-Unis par les entreprises privées est l'influence du libertarisme. Ce courant politique, propre aux États-Unis, ne doit être ni caricaturé, ni sous-estimé, ni ignoré. Les libertariens ont été la plupart du temps des gens de grande valeur, et ont souvent fait office de conscience morale de l'Amérique. Leur pensée ne peut pas se comprendre dans une opposition gauche / droite. À l'origine, le libertarisme est né d'une révolte contre la violence de l'État américain, coupable d'une part du massacre des Indiens, ensuite de l'esclavage des Noirs, enfin de la guerre contre le voisin mexicain. Beaucoup d'Américains ne pouvaient se reconnaître dans un appareil d'État qui leur semblait aussi monstrueux ; leur pays devait être celui de la liberté, non celui de l'oppression, du massacre, et de la guerre. Le bon américain était pour eux celui qui travaillait, investissait, créait des entreprises, de l'emploi et des richesses disponibles pour tous. Dans leur vision des choses, l'Amérique utile était celle de la libre entreprise, conduite

par des particuliers, alors que l'essentiel de l'action de l'État leur paraissait particulièrement négative, puisque pour eux elle se réduisait essentiellement à la conduite de la guerre, et qu'il n'était même pas capable d'interdire l'esclavage. Leur devise était que le meilleur des gouvernements serait celui qui gouvernerait le moins, et, dans l'idéal, pas du tout. Pour eux, moins d'État signifiait plus de liberté et de droits ; s'ils ont formé et forment toujours des milices armées, c'est parce qu'ils redoutent avant toute chose la dictature ; celles-ci ne sont pas destinées par principe à combattre des particuliers ou des minorités, mais à garantir les citoyens contre toute tentative de coup de force du gouvernement, contre lequel ils nourrissent la plus grande méfiance.

Mais que l'État autorise l'esclavage pour répondre à une demande des « entrepreneurs », ou que ceux-ci puissent se lancer dans la fabrication des armes et poussent à leur tour l'État à faire la guerre, cela échappait complètement à leur vision des choses ; par définition, seul un État fort pouvait se rendre coupable des pires crimes contre la population ; les entreprises privées, elles, ne pouvaient se rendre coupables que de crimes mineurs. Or, les exemples historiques donnés par les dictatures du XXe siècle ne leur ont pas donné tort sur ce point, bien au contraire. De là l'idée bien ancrée dans les sphères dirigeantes étatsuniennes : seuls les États forts sont réellement dangereux ; inversement, plus les particuliers sont forts, plus la liberté et le respect des droits peuvent être garantis ; or, dans le monde capitaliste, les seuls particuliers vraiment forts ne peuvent être que les patrons des multinationales. De là cette double équation : libre = privé, étatique = oppression ; par exemple, tout organe de presse contrôlé par l'État sera considéré comme faisant de la propagande, tandis que seuls les médias privés seraient censés délivrer une information objective.

Voilà donc l'essentiel de ce qu'il faut bien avoir en tête quand on entend parler de « démocraties libérales » : il s'agit en réalité de ploutocraties capitalistes, qui ont réussi à phagocytter le suffrage universel, et à faire passer l'économie de marché pour l'essence de la démocratie. En réalité, parler de démocratie pour les États occidentaux relève actuellement, purement et simplement, de la publicité mensongère. Comme le disait Tocqueville : « je n'ai aucunement peur de la démocratie, les gens voteront comme on le leur dira. » Dans les démocraties modernes, dont les États comptent des millions d'habitants, maîtrise l'élection celui qui maîtrise les médias. Nos démocraties sont en

réalité des médiacraties. Il est impossible de se faire élire sans le soutien de la presse et de la télévision ; or, les médias sont aux mains de la ploutocratie, qui fait la pluie et le beau temps. Pour être élu, il faut et il suffit que le candidat soit honorablement connu, et présenté comme telle à l'ensemble des électeurs par les médias.

La liberté de la presse est un mythe : dans nos économies libérales, le seul qui soit vraiment libre dans la presse, c'est le propriétaire du média, pas les journalistes, et encore moins les lecteurs. Plus grave, la liberté du propriétaire ne garantit en rien la fiabilité de l'information, bien au contraire : tout organe de presse est fondé pour défendre les intérêts personnels et privés de son propriétaire, éventuellement l'idéologie politique à laquelle il adhère, en aucun cas pour rendre effectivement service aux lecteurs en leur fournissant une information objective. Dès l'origine, dès la première gazette au XVIIe siècle, celle-ci est contrôlée par le pouvoir royal, et fonctionne de fait comme un organe officiel ; lorsque la presse est libérée sous la Révolution, la totalité des journaux qui sont fondés sont destinés à défendre les opinions politiques de leur fondateur. Jusqu'à une période récente, les journaux se distinguaient essentiellement par leur parti pris politique, et ils étaient identifiés comme tels par les lecteurs ; en France, *Le Figaro* était le principal organe de la droite, *Libération* de la gauche, *Le Monde* du centre-gauche, *L'Humanité* était très officiellement l'organe du Parti Communiste Français. Mais avec le temps, et en particulier depuis le quinquennat de François Hollande, nous avons assisté au rachat général des plus grands titres de la presse par des représentants éminents de la ploutocratie franco-américaine ; la banque Rothschild d'abord, la banque Lazard ensuite, se sont introduites dans le capital de *Libération*, provoquant la fuite des principales plumes. Le milliardaire Patrick Drahi, soutenu par la banque Lazard, s'est introduit dans le capital de quantité de médias français de premier plan ; *Le Monde* est aujourd'hui contrôlé par Xavier Niel, qui a fait fortune dans le Minitel rose et les sex-shops, et qui doit se soucier de l'objectivité de l'information comme du premier godemiché qu'il a vendu. On lui prête cette phrase : « Quand les journalistes m'emmerdent, je prends une participation dans leur canard, et ensuite ils me foutent la paix » ; et c'est bien ainsi effectivement que fonctionnent les rapports entre l'oligarchie financière et la presse. Aujourd'hui, la quasi-totalité des grands titres français sont aux mains d'une dizaine de grands patrons du CAC 40, tous milliardaires, et donc tous dévoués aux intérêts globaux de la ploutocratie dont ils font partie. La concentration des médias aux États-Unis est particulièrement impressionnante : 90 % d'entre eux



appartiennent à six groupes seulement, Disney, Viacom, Time Warner, News Corp, Bertelsmann, et la Comcast.

À cela il faut rajouter le fait que tous les organes de presse en France sont aujourd'hui déficitaires, et ne sauraient vivre sans les subventions d'État, qui se chiffrent en millions d'euros. Cette aide n'est évidemment pas gratuite : en contrepartie, tous ceux qui en bénéficient se font un devoir de recopier les dépêches AFP sans rien y changer, et surtout sans les discuter, lorsqu'il s'agit des intérêts stratégiques du gouvernement. Chacun peut s'amuser à faire l'expérience très facilement, en copiant dans un moteur de recherche une phrase prise dans un quotidien extrait d'une dépêche, pour voir combien d'autres quotidiens l'ont recopiée absolument telle quelle, sans rien y changer. La pluralité de l'information aujourd'hui n'est plus que de façade, et le contrôle de la CIA sur la presse française devient évident si tôt qu'on examine les articles consacrés à des sujets qui touchent à la politique étrangère américaine.

La soumission de la presse aux intérêts financiers du capital a été obtenue par une stratégie savamment élaborée par la CIA. Jusque dans les années 70, les journaux connaissent de forts tirages, et n'ont besoin que de leurs lecteurs pour vivre confortablement. Partout en Europe, nombreux sont ceux qui osent s'en prendre à l'hégémonie américaine, et n'hésitent pas à défendre l'URSS, quels que soient les aspects les plus négatifs de celle-ci, du fait qu'elle est considérée comme le seul contrepoids possible au capitalisme américain. Comment mettre un terme aux agissements de cette presse indépendante qui ose s'en prendre à l'Oncle Sam ? La tactique qui a été choisie a été d'affaiblir considérablement la presse écrite en contribuant discrètement à la diffusion de ces fameux « gratuits », en particulier le fameux groupe Métro, ces journaux de petit format, qui ne contenaient qu'un minimum d'informations sans aucune réflexion politique, mais qui pouvaient sembler suffisants auprès de nombre de lecteurs, qui n'avaient pas beaucoup de temps pour lire. Ils étaient censés arrivés à vivre uniquement de la publicité et des petites annonces ; en réalité, ils bénéficiaient de financements occultes en provenance des USA. La diffusion des grands journaux a aussitôt chuté, sans les tuer certes, mais en les plaçant dans de grandes difficultés financières, qui les ont mis au bord de la faillite. Ils se sont alors trouvés contraints de faire appel à des groupes financiers pour les sauver.

La part de ce que pèsent les lecteurs dans le budget d'un organe de presse est de plus en plus faible ; l'essentiel provient désormais des publicités, c'est-à-dire des entreprises qui peuvent les payer, et celles-ci ne sont pas prêtes à subventionner des journaux qui défendraient des idées allant contre leurs intérêts. Le quotidien *Libération* en a donné une comique et magistrale démonstration, le jour où il a tenté de s'en prendre à Bernard Arnault, le patron de LVMH ; les journalistes ont dû rétropédaler à toute vitesse quand ils se sont rendu compte qu'ils avaient affaire à un de leurs principaux annonceurs. Ce ne sont plus les idées politiques qui gouvernent aujourd'hui la ligne éditoriale d'un média, mais les intérêts des annonceurs et des actionnaires. Or, aujourd'hui, pour toutes les multinationales occidentales, le premier marché est de très loin l'Américain ; c'est celui dont il ne faut pas se faire éjecter. *Libération* pourrait à la limite se permettre de critiquer Bernard Arnault personnellement, les représailles seraient sans doute faibles et passagères ; mais si ce même quotidien s'en prenait aux intérêts stratégiques des États-Unis, il verrait fuir immédiatement la plupart de ses annonceurs, auxquels la CIA, par des circuits détournés, ferait comprendre qu'il ne faut pas faire des choses pareilles.

Le cas de Julian Assange est particulièrement grave. Le fondateur de Wikileaks s'est donné en particulier pour mission de dénoncer « l'asymétrie d'information » entre les pouvoirs et le peuple. Pour lui, les guerres sont essentiellement dues au fait que les gouvernements maîtrisent l'information, et s'en servent pour faire approuver par les peuples des guerres dont ils ne voudraient pas s'ils étaient complètement informés. Il est donc nécessaire de récolter et de publier le plus largement possible les informations secrètes ou confidentielles sur les véritables activités des gouvernements. Parvenant à obtenir des documents ultrasecrets, en particulier à l'aide de militaires américains eux-mêmes scandalisés par la conduite de leur propre armée, Chelsea Manning plus précisément, il a pu dénoncer des crimes de guerre commis par les Anglo-Américains en Irak ainsi qu'en Afghanistan. Parmi ceux-là, figurait l'assassinat de journalistes de l'agence Reuters qui enquêtaient eux-mêmes en Irak sur les crimes en question. Ils ont été abattus froidement par un tir de drone commandé par des militaires parfaitement conscients de leur acte. Or, ce ne sont pas les militaires en question qui ont été sanctionnés, bien au contraire : c'est Assange qui fait depuis lors l'objet de poursuites incessantes de la part des Américains et des Anglais, qui lui infligent une véritable torture aussi bien physique que psychologique, qui le tue lentement et à petit feu, de

manière à le faire souffrir le plus longtemps et le plus possible. Le message est clair, et il s'adresse à tous les journalistes du monde qu'il s'agit de terroriser : d'une part l'armée américaine a le droit d'abattre des journalistes en toute impunité, et d'autre part ceux qui tenteraient de le dénoncer subiront le sort d'Assange.

On peut estimer que la complète soumission des grands organes de presse occidentaux est acquise à la CIA et aux intérêts américains à partir de la guerre du Koweït. L'opinion publique occidentale à accepter l'intervention américaine dans ce pays à la suite d'une campagne menée de main de maître par l'agence Hill & Knowlton, qui a reçu 10 millions de dollars pour cela, et par l'ancien directeur de cabinet de George Bush, Craig L. Fuller ; une jeune fille, Nayirah, se présentant comme une infirmière Koweïtienne revenant juste de ce pays, affirma, devant le congrès américain, que les soldats irakiens avaient sorti les bébés des couveuses dans un hôpital, et les avaient laissés mourir sur le sol. Elle était en réalité la fille de l'ambassadeur du Koweït, et son témoignage était une pure fiction. Personne ne semble s'être étonné que les militaires irakiens n'aient pas trouvé d'opposants plus farouches que des bébés dans des couveuses, le côté film d'horreur hollywoodien de l'affaire n'a frappé personne, et le fait que cette jeune fille ait eu l'opportunité de s'adresser officiellement devant l'ensemble du congrès ne fait rien soupçonner. On retrouve bien sûr dans cette affaire quelques caractéristiques des techniques de manipulation des masses : brouiller les pistes en confondant une question humanitaire avec une affaire d'État, jouer sur les sentiments et les émotions, faire en sorte que le public ne puisse pas identifier la source de la fausse information en question, diaboliser l'adversaire de manière monstrueuse.

Mais le plus intéressant est en réalité la complicité générale de la presse dans cette affaire ; il est assez difficile d'imaginer que cette demoiselle, fille d'un ambassadeur, vivant à New York, allant régulièrement à l'école, n'ait été reconnue par personne dans le landerneau diplomatique et médiatique de l'ONU et de Washington, et que la vérité sur son identité n'ait pas circulé au moins auprès des gens habituellement « bien informés ». Or aucun organe de presse ne l'a révélée, bien au contraire, tous ont fait très attention qu'aucun journaliste n'aille mener la moindre enquête, ne cherche à rencontrer personnellement la pseudo-infirmière, ni n'essaye de remonter l'information ; on a même eu droit à des « confirmations » venant soi-disant de sources sur place, qui ont été elles-mêmes relayées sans la moindre vérification. Or, devant une

telle accusation, si lourde de conséquences pour elles, les autorités irakiennes n'auraient sûrement pas refusé à un journaliste occidental de vérifier par lui-même que les hôpitaux de Koweït City fonctionnaient parfaitement, et que les couveuses étaient bien en service. La grossièreté de la ficelle a dû sauter aux yeux de tous les journalistes de profession, mais aucune rédaction n'a osé prendre le risque d'attaquer frontalement Washington et la CIA. Tout le monde avait compris, et tout le monde s'est tu.

Le même genre de mensonge d'État est reproduit dix ans plus tard, pour provoquer la guerre d'Irak et faire tomber Saddam Hussein. Cette fois, le scénario est un peu moins hollywoodien, et un peu plus guerrier : il s'agit de faire croire et de prendre pour prétexte l'idée que le dictateur aurait développé un programme d'armes de destruction massive, armes chimiques ou nucléaires, cela n'avait guère d'importance, et qu'il aurait été à même de détruire éventuellement un État comme Israël sous quelques mois, voire quelques semaines. Il y avait donc urgence. Sous la menace, l'Irakien accepte de voir des patrouilles d'experts fouiller toutes les installations du pays de fond en comble, jusqu'à aller vérifier s'il n'y avait pas des armes atomiques sous son lit ! Il accepte également de détruire les quelques malheureux missiles qu'il possède, et qui ne présentent aucun danger pour une armée moderne. Il espère ainsi sauver son régime, après avoir fait acte de soumission complète. Grave faute : désormais absolument certains qu'ils ne courent vraiment aucun danger, les militaires américains se lancent à l'assaut du pays, finissent par déterrer le dictateur, et le pendent, après un simulacre de procès.

Mais là aussi, un des points essentiels de toute l'affaire est qu'absolument personne, ni parmi les chefs d'État, ni parmi les organes de presse importants, n'a osé dénoncer l'évidence, à savoir que cette histoire d'armes de destruction massive était une pure fable, inventée de toutes pièces pour justifier une guerre particulièrement meurtrière, sans avoir à en donner la vraie raison : casser définitivement les prétentions au développement de ce pays producteur de pétrole, et dont le chef soutenait les thèses panarabes. Mais heureusement, son titre de dictateur suffisait largement pour rendre crédibles toutes les accusations contre lui, et raser son pays.

La question de ces deux mensonges d'État a beaucoup inquiété tout de même les autorités américaines qui ont dû à chaque fois trouver des subterfuges pour éviter les poursuites. Dans le premier cas, celui des bébés couveuses, les koweïtiens ont été jugés

les seuls coupables, et il a été admis, contre l'évidence même, que George Bush et les autorités américaines n'étaient coupables en rien, et avaient été abusés.

Mais pour l'affaire des armes de destruction massive possédées par l'Irak, le problème était bien plus complexe, car, même si on pouvait susciter quantité d'études et de témoignages plus ou moins bidons, il y avait une énorme difficulté : le rapport de la CIA, classé secret, mais qui disait clairement qu'il n'y avait pratiquement aucun danger de ce côté-là ; on le sait aujourd'hui parce qu'il a été déclassifié en 2014. Partir en guerre quand même aurait engagé la responsabilité personnelle de George Bush fils, et les conséquences juridiques pouvaient être extrêmement graves. On eut alors l'idée de recourir à un « expert indépendant ». Certains firent adroitement remarquer que, si le Président se contentait des rapports officiels de la CIA pour prendre sa décision, cela revenait en fait à ce que l'État s'informe lui-même, et cela manquerait donc d'une certaine objectivité. On décida alors qu'il serait désormais nécessaire de nommer un « expert indépendant », qui lirait les rapports de la CIA, et en donnerait sa propre interprétation, afin d'éclairer le gouvernement « en toute objectivité ». Cela revenait de fait à contourner les services de l'État, et à externaliser la responsabilité de la décision politique. L'expert indépendant en question fut Paul Wolfowitz, membre de l'équipe Bush, qui a participé à nombre de cabinets ministériels pendant 30 ans, et qui est le grand théoricien de la nécessité d'éliminer au plus tôt les « compétiteurs émergents », à savoir toutes les petites puissances qui seraient susceptibles de prendre de l'importance dans leur région et de perturber ainsi l'ordre établi par les USA sur l'échiquier mondial. Wolfowitz lut donc le rapport de la CIA, et en rédigea un autre, pour lequel il empocha la modique somme de 5 millions, dans lequel il expliquait que, selon lui, il fallait bien interpréter le rapport et comprendre que, malgré toutes les réserves, le danger irakien était imminent. De la sorte, le Président et le gouvernement se trouvaient à l'abri des poursuites, puisqu'ils n'avaient fait que suivre les recommandations de l'expert, lequel n'avait aucun compte à rendre juridiquement de son interprétation, puisqu'il s'exprimait en son âme et conscience, et n'était pas responsable de la décision.

Quelques années plus tard, la déclassification du rapport de la CIA mit en évidence l'extrême supercherie de ce montage. Pour la suite, la CIA se chargea de mettre en place une structure parallèle, externe à ses propres services, et dont la tâche serait de

prendre en charge la responsabilité de tous les mensonges d'État dont Washington prévoyait la nécessité, comme nous allons le voir un peu plus loin.

Ce qui donne l'impression à la population que nous vivons dans un monde libre, c'est qu'il y a effectivement une chose qui est libre, et une seule, à savoir l'activité économique. Chacun est libre de créer des entreprises, de produire des biens, et la prétendue liberté de la presse rentre d'ailleurs dans ce cadre. Chacun est libre d'écrire, de publier, du moment que cela génère une activité économique, celle de la presse. On a parfaitement le droit de critiquer le pouvoir, du moment que cela fait vendre. Mais de pouvoir de décision, il n'en est pas question. Il n'y a pas de démocratie, parce qu'il n'y a pas de pouvoir de décision du peuple. La démocratie, ce n'est pas la liberté d'expression, c'est le pouvoir de décision, or ce pouvoir est entièrement aux mains de la ploutocratie. Les hommes politiques sont aujourd'hui leurs employés, et ils ne restent en place qu'aussi longtemps qu'ils appliquent scrupuleusement les politiques voulues par les grandes entreprises privées. On le voit particulièrement à travers les accords de libre-échange, comme l'accord entre l'Europe et le Canada, qui ne présente d'intérêt que pour les entreprises, en permettant de multiplier les échanges, en renforçant la concurrence, et en faisant en sorte que le seul droit qui existe soit celui de celui qui produit le moins cher possible. La croissance que produit cet accord est une croissance des échanges, c'est-à-dire du transport de marchandises d'un continent vers l'autre, un accroissement de la pollution, un accroissement du chiffre d'affaires des entreprises fabriquant des OGM, mais l'accord en question ne présente absolument aucun intérêt ni pour les agriculteurs ni pour les consommateurs européens.

L'institution de tribunaux d'arbitrage vise à faire des États de simples particuliers ayant des comptes à rendre sur leur politique aux entreprises privées. Le fait que l'Australie par exemple ait dû verser des indemnités aux cigarettiers, ou que l'Allemagne ait dû verser des indemnités aux producteurs d'énergie nucléaire démontre que les États ne sont plus maîtres de leur politique, et ne sont eux-mêmes plus rien d'autre que des prestataires de services, auprès des grands groupes internationaux et des multinationales. On comprend donc ce qui est devenu le leitmotiv des gouvernements aujourd'hui : « rendre le pays attractif » ; attractif, pour qui ? Nécessairement pour les multinationales ; et comment peut-on être attractif ? Évidemment en proposant la

fiscalité la plus avantageuse, c'est-à-dire la possibilité de payer le moins d'impôts possible.

Les traités européens ont d'ailleurs été rédigés dans ce sens, puisqu'ils autorisent une multinationale à installer son siège social dans le pays de son choix, tout en travaillant dans l'ensemble de la communauté ; de la sorte, elle peut mettre les États en concurrence, et ne pose évidemment son siège que là où elle va payer le moins d'impôts. On voit clairement que de telles dispositions n'ont pu être rédigées que par des politiciens à la solde de ces multinationales : aucun chef d'État réellement soucieux de l'intérêt et de l'indépendance de son pays n'aurait pu accepter de mettre ainsi la fiscalité de son pays en concurrence avec celles de ses voisins, dispositif qui ne peut que mettre très à mal les finances de l'État, et le réduit à n'être finalement qu'une entreprise fournissant des services à qui daignera les choisir.

La conséquence est évidente : les multinationales ne payent pratiquement aucun impôt, et ce en toute légalité, et tout le poids de la fiscalité retombe donc sur les particuliers et les PME qui n'ont pas les moyens humains de s'offrir un siège à l'étranger. Une autre conséquence est encore plus grave : les rentrées fiscales devenant clairement insuffisantes, les États se trouvent dans l'obligation d'emprunter pour boucler leurs budgets, ils accumulent les dettes, et se placent ainsi entre les griffes des organismes financiers susceptibles de prêter. Avec le temps, la dette fait boule de neige, les déficits budgétaires se creusent, et les États sont réduits à l'impuissance, voire à la mendicité comme cela a été le cas de la Grèce en particulier.

Les dernières élections en Italie viennent de mettre en lumière une fois de plus cette problématique : voilà une coalition d'extrême-droite qui arrive au pouvoir, portée par des électeurs lassés de la toute-puissance de Bruxelles et des financiers qui sont derrière, et qui de plus n'acceptent pas que leur économie soit mise en danger par les sanctions imposées contre la Russie. Mais sitôt élue Giorgia Meloni fait acte d'allégeance à Bruxelles et à l'Otan, alors même que Berlusconi n'hésite pas à afficher son amitié avec Poutine ; pourquoi ? Parce que l'Italie croule sous les dettes, et qu'elle serait immédiatement étouffée si les maîtres de la finance décidaient de ne plus répondre à ses demandes de prêts. Les électeurs peuvent bien porter au pouvoir qui ils veulent, ce sont nécessairement les financiers qui ont le dernier mot.

L'État fédéral américain n'est d'ailleurs pas lui-même épargné par ce jeu, la dette des États-Unis battant chaque année de nouveaux records ; elle dépasse aujourd'hui 30 000 milliards de dollars, environ 150 % du PNB ; dans une telle situation, le gouvernement fédéral n'a pas d'autre solution que de mettre en œuvre les politiques exigées par les grands organismes financiers. Même à Washington, le Président n'est qu'un pantin. Bush fils était un inculte accompli, un échappé de l'alcoolisme, dont les inepties remplissaient des volumes entiers, publiées en France sous le titre de « Busheries » ; John Kerry avait résumé la question ainsi : « Il y a deux choses que l'on voit de l'espace. L'Himalaya, et le déficit mental de George Bush » ; mais cela n'avait aucune importance, puisque c'était les multinationales et la CIA qui dirigeait ; l'important était seulement qu'il fasse partie du clan, de la famille, et qu'il fasse ce qu'on lui dictait. Trump a inquiété parce qu'il n'en faisait pas partie, mais il s'est dépêché de faire allégeance à la CIA en augmentant immédiatement son budget de 10 milliards, et en renonçant à garder comme secrétaire d'État le général Flynn, dont la CIA ne voulait pas. Celui-ci, ex-directeur du renseignement militaire, était révolté par les méthodes utilisées par l'agence ; il avait déclaré publiquement : « Si le peuple américain savait ce que nous avons fait en son nom, il serait fou de rage ! ». On comprend pourquoi l'agence l'a fait dégager très vite.

Franck Zappa a décrit la réalité de la situation par cette formule lapidaire : « La politique, c'est le département divertissement du complexe militaro-industriel. »

Petit à petit, les États sont dépouillés de leurs prérogatives régaliennes, la première étant la justice, la deuxième, encore plus importante, sera celle de la monnaie. Lorsque les cryptomonnaies se seront imposées sur l'ensemble des marchés, les entreprises qui les gèrent deviendront les rivales des États constitués. Les libertariens américains y verraient sans doute une excellente chose, et, après tout, l'affaiblissement des États, dont l'activité essentielle à travers l'histoire a été la guerre, n'est peut-être pas une catastrophe historique. Mais sur le plan démocratique, on atteint le zéro absolu. Le patron de Bitcoin n'est élu par personne. Le monde libertarien qui est en train de se construire va peut-être permettre d'abolir ces monarchies constitutionnelles que sont nos pseudo-démocraties modernes, mais ce ne sera pas au profit du peuple : ce qui est en train de se mettre en place c'est une nouvelle féodalité, les patrons d'entreprises étant les nouveaux barons, les multinationales deviennent des baronnies, libres de se



livrer entre elles à des guerres économiques qui seront peut-être aussi sanglantes que celles du Moyen Âge. Les peuples et nations ne seront plus rien d'autre que des cohortes d'employés, soumis au règlement de leur entreprise, et à la concurrence internationale. Ils seront les petits soldats de cette nouvelle féodalité.

L'autorité de la ploutocratie américaine dans le monde s'est considérablement renforcée ces 20 dernières années avec la montée en puissance de fonds d'investissement qui brassent aujourd'hui des dizaines de milliards de dollars. Les deux plus gros d'entre eux sont d'abord BlackRock, qui gérerait aujourd'hui dans les 10 000 milliards d'actifs, et en contrôlerait 18 000 milliards à travers son logiciel de gestion des risques Aladdin, « un système d'exploitation de pointe permettant aux professionnels de l'investissement de visualiser l'ensemble de leur portefeuille, de comprendre l'exposition au risque et d'agir avec précision » ; le deuxième est actuellement le groupe Vanguard, qui gérerait plus de 7300 milliards de fonds pour le compte de plus de 30 millions de clients. BlackRock est aujourd'hui présent au conseil d'administration de 170 000 sociétés dans le monde ; c'est dire l'influence considérable qu'il exerce sur l'ensemble de l'économie. Son patron, Larry Fink, est surnommé « le boss des boss ». Il envoie chaque année sa lettre à l'ensemble des PDG de la planète, qui contient ses « recommandations » concernant la marche de l'économie, et elle est généralement lue avec la plus grande attention. Financièrement, le groupe pèse aussi lourd que les USA tout entier, avec cet avantage que lui-même n'a pas de dettes. Il n'est pas une banque, et ne prête pas d'argent, mais il choisit soigneusement les secteurs, les Bourses, et surtout les pays où il investit les sommes colossales confiées par ses clients.

De fait, tout le monde a besoin de Larry Fink aujourd'hui, et il est très difficile à un État de ne pas suivre ses recommandations en ce qui concerne par exemple les régimes de retraite, ou les privatisations des ressources naturelles. Il attribue des notes à chaque pays concernant son attractivité ; la France de Macron a reçu par exemple la note de 8/10, avec pour mention sur le bulletin : « continuez comme ça ». Autre exemple de son influence : au Mexique, en 2018, Andrés Manuel López Obrador pose sa candidature à la présidence de la république ; homme de gauche, il estime nécessaire de nationaliser les ressources énergétiques du pays ; durant la campagne, il reçoit une visite assez discrète de Larry Fink, dont il ne transparaît quasiment rien dans la presse ;

il faut dire que l'Américain a beaucoup investi au Mexique ; mais une fois élu, le président a complètement oublié ses projets de nationalisation.

On a là un excellent exemple du fonctionnement réel de ce que nous appelons nos « démocraties » : Obrador a le droit de se présenter à la présidence ; il a le droit de proposer la nationalisation des ressources énergétiques ; les Mexicains ont le droit de voter pour lui ; il peut véritablement devenir président ; mais quel que soit le résultat des élections, c'est la politique économique préconisée par Larry Fink qui sera appliquée.

### L'hégémonie américaine et la CIA

Venons-en maintenant à l'action de la CIA dans le monde. Ses missions vont bien au-delà du simple renseignement extérieur et du contre-espionnage. La CIA, dans son genre, est un véritable monstre, un État dans l'État. Avec l'ensemble des divers services qu'elle chapeaute, et si on y ajoute les petits satellites qui gravitent autour et qui en sont de fait des succursales, à savoir les services secrets britanniques, canadiens, australiens, néo-zélandais, allemands, et japonais, son budget avoisine les 90 milliards de dollars, c'est-à-dire 100 fois plus que les services secrets français. On a tendance à la comparer au KGB soviétique, devenu aujourd'hui le FSB, dont le budget est un secret d'État, mais qui, étant donné le budget de l'État russe aujourd'hui, aurait certainement du mal à atteindre les deux ou trois milliards. Entre le FSB et la CIA il y a la même différence de taille qu'entre un chat et un lion. De fait, la CIA est aujourd'hui une structure unique au monde et dans l'Histoire. Sa mission fondamentale, la vraie, celle qui n'apparaît pas dans les documents officiels, est de maintenir l'emprise des États-Unis sur l'ensemble de son empire, et d'étendre celui-ci sur l'ensemble des continents, par tous les moyens, depuis l'infiltration des élites politiques jusqu'au coup d'État, voire jusqu'au déclenchement de la guerre.

Comme dans tous les services secrets, ses agents n'ont qu'un seul interdit : se faire prendre. La première caractéristique de l'agence est donc évidemment de brouiller les pistes, est de se rendre la moins visible possible, ce qui, vu sa taille, n'est pas chose aisée ; la première signature que laissent ses actions tient évidemment aux dimensions

de celles-ci, et les traces de son passage sont à peu près aussi évidentes que celles d'un éléphant dans un bosquet. Renverser Mohammad Mossadegh, préparer le débarquement de la baie des cochons, ou lancer cette opération folle de l'Iran-Contra ne sont à la portée que d'une seule organisation suffisamment puissante dans le monde ; il n'y a pas d'autre suspect possible. La deuxième caractéristique tient évidemment que son action s'inscrit dans une stratégie à long terme de service des intérêts des USA, et procède d'un *modus operandi* dont les caractéristiques à la longue sont devenues facilement reconnaissables par les observateurs ; l'habitude par exemple de donner des noms de couleurs ou des appellations poétiques aux diverses « révolutions » qu'elle a organisées dans le monde est un marqueur régulier de la propagande qu'elle organise systématiquement autour de ses actions, de manière à essayer de masquer sa présence, mais cela ne trompe personne : la « révolution des œillets », la « révolution orange », les « printemps arabes » sont autant d'appellations stylisées qui indiquent qu'on a toujours affaire à la même agence de communication qui les couvre. C'est sans doute cela qui lui a valu le surnom de « service le moins secret ».

Mais on aurait tort, au vu de quelques-uns de ses échecs les plus flagrants, de s'imaginer avec le président Richard Nixon que les agents de la CIA n'auraient été rien d'autre que « des clowns lisant des journaux ». En réalité, celle-ci a fait preuve d'une redoutable efficacité depuis plus de 70 ans qu'elle existe, et la visibilité de quelques-uns de ses échecs ne doit pas faire ignorer la remarquable réussite de toutes les opérations qu'elle a menées sans que personne ne les repère, car c'est par définition lorsque personne n'a rien vu qu'une opération des services secrets est parfaitement réussie. Les États-Unis lui doivent la victoire contre le communisme, le contrôle, presque total jusqu'à il y a quelques années, de l'Amérique du Sud, du monde arabe avec ses ressources pétrolières, d'une grande partie de l'Asie, et bien évidemment de l'ensemble de l'Europe. De fait, à Washington, c'est bien la CIA qui contrôle la politique étrangère des États-Unis, et absolument pas le gouvernement élu, lequel est aux ordres de l'agence ; c'est elle qui, forte d'une tradition géopolitique pluriséculaire qu'elle a héritée de l'empire anglais, assure la cohérence et le développement de l'empire, en suivant des principes et des règles qu'aucun président élu pour quatre ans ne pourrait se permettre de remettre en question. Il est bien clair, pour tout observateur attentif, que la politique étrangère des États-Unis a toujours suivi un cours régulier extrêmement précis, obéissant à des règles intangibles, quel que soit le président en fonction ou son parti. Ni

Carter, ni aucun des deux Bush, ni Obama, ni Trump, ni Biden n'ont influé en quoi que ce soit ni sur l'action de l'agence, ni sur la manière de conduire l'empire. Les discours et les styles ont varié autant qu'on a voulu, mais la stratégie n'a jamais varié d'un iota. On en donnera pour exemple la constance avec laquelle, depuis 70 ans, les chefs d'États qui ont nationalisé leurs ressources pétrolières en évinçant les compagnies américaines se sont vus renversés par des « révolutions populaires », voire plus franchement par l'armée américaine elle-même. Autre exemple particulièrement frappant de l'impuissance des présidents américains face à la CIA : l'incapacité d'Obama à imposer la fermeture de la prison de Guantanamo à Cuba ; il a fait remarquer à juste titre que l'existence même de cette prison était le meilleur argument des groupes terroristes islamistes à travers le monde, et il s'était engagé à la faire fermer ; et il n'est même pas arrivé à cela ; Guantanamo fonctionne toujours, avec très peu de prisonniers il est vrai aujourd'hui, mais la CIA refuse absolument de se séparer de cet instrument qui pourrait servir de nouveau très activement dans l'avenir.

La CIA proprement dite chapeaute en fait l'*Intelligence Community*, la « communauté de l'intelligence », qui regroupe 17 agences différentes, dont la plus célèbre est la NSA, chargée d'écouter toute la planète en général, et les chefs d'État en particulier ; on y trouve également le renseignement militaire, et quantité d'autres offices, qui vont de la surveillance des côtes à la lutte contre la drogue. Ses agents se retrouvent aussi bien dans l'armée, que dans la police et le FBI, que dans les services diplomatiques, ou dans des entreprises privées.

Autour d'elle gravite toute une myriade d'organisations soi-disant non-gouvernementales, dont les liens avec l'État sont plus ou moins avoués comme la NED, la *National endowment for Democracy*, fondée en 1983, qui, en façade, est une association privée à but non lucratif, et qui, de ce fait, accomplit quantité de tâches dévolues auparavant à la CIA ; elle sert de fait de couverture à celle-ci partout où elle agit ; sa mission essentielle est officiellement de promouvoir la démocratie dans le monde, c'est-à-dire de favoriser l'arrivée au pouvoir de gouvernements favorables aux intérêts américains. Dans un autre genre, on trouve les fondations de George Soros pour une société ouverte, les *Open Society Foundations*, dont le but affiché est également de défendre la démocratie, les droits de l'homme, le droit à la culture et à l'éducation pour tous dans le monde, ce qu'elles font aussi bien sûr, à l'occasion ; en réalité, elles sont

surtout très active dans les pays de l'Est, où elles contribuent efficacement à y accroître l'influence américaine dans les milieux politiques. Il existe de fait des centaines d'ONG de ce type ou beaucoup plus modestes, qui s'occupent de tous les domaines, santé, recherche scientifique, culture, droit, information, défense des langues locales, etc., dont l'utilité fondamentale est en réalité d'infiltrer absolument tous les milieux sociaux, d'y recueillir des renseignements sur la population, d'établir des contacts avec toutes les personnes susceptibles d'être utiles un jour, et de créer des réseaux structurés, le plus souvent de manière assez informelle, mais capables cependant, le moment venu, de lancer et de soutenir des actions politiques. D'ailleurs, la plupart des gens qui travaillent avec ces associations sont des militants bénévoles, qui n'ont pour la plupart d'entre eux absolument aucune conscience de la présence d'agents de la CIA dans leurs troupes, ni du rôle que celle-ci pourrait leur faire jouer.

Dans la galaxie de la CIA, on trouve encore un certain nombre de *Think Tank*, ou groupes de réflexion, dont les fonctions peuvent être très variées. Tous ces groupes n'ont pas de contact avec l'agence, loin de là ; il en existe plus de 6000 dans le monde, aux USA, en Europe, en Chine, en Afrique, etc. Leur fonction fondamentale est de réunir des gens de compétences élevées et d'horizons variés, des chercheurs, des économistes, des chefs d'entreprise, des politiciens professionnels, et d'élaborer des conseils en stratégie à l'usage des entreprises et des gouvernements ; ils s'occupent essentiellement de politique économique et financière, de politique étrangère, ou de politique sociale. En général ce sont des organismes indépendants financièrement, même si beaucoup touchent des subventions d'État, et la plupart d'entre eux sont capables de produire des travaux du plus haut intérêt.

Mais tout n'est pas absolument rose dans ce monde-là. Une des caractéristiques qu'on retrouve souvent dans ces *Think Tank*, c'est l'opacité de leur financement : ils affichent souvent des chiffres d'affaires assez impressionnants, et ces « universités sans étudiant », comme on les appelle parfois, jouissent de budgets souvent plus importants que de véritables universités. L'argent provient en général de divers horizons : entreprises privées, banques, partis politiques, et généreux donateurs dont l'identité n'est pas toujours connue. Si, par définition, leur mission est de réaliser des analyses parfaitement objectives, et d'apporter des conseils totalement indépendants *d'a priori* politiques, - aux États-Unis il arrive souvent qu'ils réunissent des républicains et des

démocrates -, certains d'entre eux sont tout de même affiliés plus ou moins officiellement à tel ou tel parti, et de fait leur fonction devient davantage de promouvoir les idées de celui-ci que de l'éclairer de manière scientifique. D'autres, du fait de leurs sources de financement, n'ont pas d'autres fonctions, sous couvert d'analyse scientifique, de défendre les intérêts financiers de telle ou telle entreprise ; les activités de beaucoup d'entre eux sont d'ailleurs classées clairement dans le lobbying.

Un troisième point essentiel du fonctionnement de ces groupes, encore plus délicat, est qu'ils réunissent des personnalités issues aussi bien des rangs des grandes entreprises que du monde politique, et ils contribuent donc au brassage et au mélange de ces populations : les membres d'un *Think Tank* influant issus du secteur privé sont assez susceptibles de devenir un jour ministre, et réciproquement, les ministres ayant accordé une oreille attentive aux recommandations de tel de ces groupes a des chances ensuite de trouver un poste confortable dans une grande entreprise privée. Il est rare qu'une frontière bien claire se maintienne entre les experts d'un côté et les hommes politiques de l'autre, et lorsqu'il s'agit en particulier de conseil économique et financier, entre les entreprises privées et le pouvoir. En réalité, bien souvent, ces groupes de réflexion constituent une courroie de transmission entre l'oligarchie financière et les élus de la république. On n'y vient pas pour exposer des idées originales, mais simplement pour faire la démonstration de sa capacité à défendre les intérêts de tel ou tel groupe industriel ou financier.

Et c'est ainsi donc, quatrième point, qu'ils peuvent contribuer très fortement à la corruption des élites politiques qui veulent bien se mettre au service de la ploutocratie. Une des techniques de corruption les plus visibles et les plus connues, qui ne pose pas de problème parce qu'elle est parfaitement légale, consiste en ces fameuses « conférences », que des personnalités politiques sont invitées à prononcer devant des aéroplanes de chefs d'entreprise et de banquiers, et qui leur sont rémunérés de manière impressionnante, de cinq ou 10 000 \$ pour les plus modestes, jusqu'à 250 000 \$ pour le couple le plus célèbre dans ce domaine, les époux Clinton. En quelques années, l'ex-président et la future candidate ont amassé une fortune de plusieurs dizaines de millions de dollars grâce à ce jeu-là ; chacun comprend bien que la somme en question n'est pas justifiée par la somme de travail que peut donner une conférence d'une heure, ni par l'intérêt d'entendre ce qui de toute manière se trouve dans tous les journaux ; en réalité,

l'oligarchie financière récompense le premier et encourage la deuxième, pour les bons services qu'ils lui ont déjà rendu, et lui rendront peut-être encore. Cela n'a d'ailleurs certainement pas joué pour peu dans la défaite d'Hillary face à Donald Trump : se faire rémunérer 250 000 \$ par des banquiers pour une conférence, pourquoi pas ? Mais aller ensuite solliciter les voix des électeurs de gauche, c'est un peu acrobatique. Ce même système de « conférences » fonctionne aussi pour les patrons de presse ou les journalistes les plus en vue.

Revenons maintenant aux rapports entre ces organisations et la CIA. La plupart d'entre elles n'en n'ont aucun, mais ce n'est pas le cas pour certaines des plus importantes. L'une des plus célèbres, la *Rand Corporation*, travaille beaucoup pour l'agence, et son rapport sur la stratégie à adopter pour contenir la Russie d'aujourd'hui est très éclairant pour comprendre l'attitude du gouvernement américain actuellement face à sa rivale géopolitique. L'*Atlantic Council*, quant à lui, n'est rien d'autre qu'une antenne de la CIA. Fondé en 1961, il réunit en particulier des militaires et des hommes politiques, mais aussi des gens d'horizons beaucoup plus variés comme des journalistes, et n'a pas d'autre fonction que de diffuser la Doxa américaine et défendre l'OTAN ; on n'y participe pas pour apporter des idées, mais pour démontrer sa capacité à ingurgiter et à répandre ensuite telle quelle la propagande de l'empire. Moyennant quoi, on a de sérieuses chances de voir sa carrière professionnelle vigoureusement boostée. Ce conseil atlantique s'en occupe d'ailleurs avec soin : une de ses principales activités consiste à repérer et à former les « leaders du futur », c'est-à-dire des jeunes gens particulièrement doués et dynamiques, dévoués à la cause atlantiste, afin de les propulser aux meilleurs postes, et qu'ils y servent au mieux les intérêts de l'oncle Sam. Des rangs des *young leaders* français sont sortis en particulier François Hollande, Emmanuel Macron, Édouard Philippe. Dans la même optique, un programme de l'université de Yale, les *Yale World Fellows*, vise à promouvoir la carrière de personnalités dévouées davantage à la cause américaine qu'à celle de leur propre pays ; parmi ceux qui sont passés dans ses rangs, un des plus célèbres est l'opposant russe Alexeï Navalny. La puissance de ces *Think Tank* est devenue telle que Noam Chomsky n'a pas hésité à les accuser d'avoir tué la démocratie.

Les capacités de surveillance de la population de la NSA et de la CIA se sont considérablement accrues ces dernières années avec l'extension de l'informatique, des

paiements par carte bancaire, de la géolocalisation, et des réseaux sociaux, les fameux GAFa offrant des outils d'écoute et de surveillance d'une puissance inimaginable. Il est extrêmement facile aujourd'hui à la NSA, non seulement d'écouter un téléphone portable, mais aussi de fouiller l'entièreté de la boîte mail d'un particulier, d'éplucher la totalité de ses SMS, de surveiller complètement ses déplacements, d'avoir un descriptif complet de toutes ses dépenses ; la version de Windows 10 a été offerte gratuitement à tous les usagers, et elle est imposée maintenant sur la quasi-totalité des ordinateurs, parce qu'elle permet de contrôler à distance chacune des touches sur lesquelles appuie l'utilisateur. Dernier progrès spectaculaire : l'enceinte connectée, qui permet d'écouter en permanence ce qu'il se dit dans une pièce. *Big Brother* est totalement ringardisé par Amazon ; le dictateur stalinien d'Orwell ignorait tout du potentiel du capitalisme libéral, système dans lequel c'est l'individu lui-même qui achète et qui paye les instruments avec lesquels on va pouvoir le surveiller en permanence ; ce qui ressemblait à un cauchemar en 1950 est aujourd'hui un objet de consommation courante, un vrai jouet, dont plus personne ne saurait se passer. Il a suffi de faire passer l'espion pour une esclave à la voix sensuelle qui obéit au doigt et à l'œil, et le consommateur s'est jeté dessus.

La lutte contre le terrorisme sert de prétexte pour autoriser légalement l'écoute généralisée de l'ensemble de la planète ; de ce point de vue, la NSA doit une fière chandelle à Ben Laden. Évidemment, il n'y a pas un fonctionnaire de l'agence derrière chaque citoyen, mais les progrès de l'intelligence artificielle lui permettent d'utiliser des ordinateurs pour analyser la masse fantastique des données à traiter, et repérer au plus vite tout ce qui peut être intéressant pour elle, qu'il s'agisse bien sûr de terrorisme, mais aussi de toute forme de contestation politique.

Le contrôle des réseaux sociaux par les Américains constitue la forme moderne de la censure, mais une censure devenue incroyablement plus subtile et intelligente ; par principe, ces réseaux autorisent l'expression individuelle de manière totalement libre ; on y voit s'exprimer toutes les opinions, même les plus monstrueuses, avec une telle facilité qu'il semble évident aux yeux de toute la population qu'il n'y a désormais plus aucune limite à la liberté d'expression. Et dans un sens, ce n'est pas faux. Les réseaux sociaux américains, suivant les consignes données par la CIA, ne coupent pratiquement jamais la parole à qui que ce soit, sauf bien sûr dans des cas extrêmement graves, comme des réseaux terroristes avérés – ou l'ex-président Trump ! - mais ils se contentent de



réguler le flux de circulation, en boostant fortement tel courant d'expression, ou en ralentissant au contraire tel autre. Le principe n'est pas de faire taire qui que ce soit, mais de noyer les réseaux soit avec des contenus parfaitement stupides, - il est inutile de donner des exemples -, soit avec des contenus particulièrement favorables aux intérêts américains, de sorte à marginaliser les autres complètement. C'est cela qui autorise la liberté d'information et d'expression, bien plus qu'un idéal de liberté et de respect de la pensée de l'autre.

Un des éléments fondamentaux de la propagande répandue par ces *Think Tank*, en particulier l'*Atlantic Council*, est qu'Américains et Européens partageraient les mêmes valeurs, et qu'il serait donc nécessaire qu'ils les défendent ensemble ; l'oncle Sam serait le chef d'équipe naturel de toute une communauté de civilisation, où tout le monde partagerait le même amour pour la liberté, et le respect des droits de l'Homme. C'est tellement beau, que cela paraît vrai.

Une des grandes « valeurs » américaines les plus remarquables, qui s'exprime à travers la formule « America First » entre autres, est celle de la « nation exceptionnelle » ; il s'agit d'une forme de messianisme, la croyance que les États-Unis ont été fondés par Dieu pour veiller sur le monde. En 1917, le président Woodrow Wilson déclarait : « Je crois que Dieu a présidé à la naissance de cette nation (...) et que nous sommes choisis pour montrer la voie aux nations du monde dans leur marche sur les sentiers de la liberté. » Ce leitmotiv revient constamment dans la politique américaine ; lors de sa campagne présidentielle, Hillary Clinton déclara : « S'il y a une croyance fondamentale qui m'a guidée et m'a inspirée à chaque étape de mon chemin, c'est que les États-Unis sont une nation exceptionnelle. Je crois que nous sommes encore « le meilleur espoir de la terre », de Lincoln ; « la ville luisant sur la colline », de Reagan ; « le grand pays désintéressé et compatissant », de Robert Kennedy ». C'est là le fondement de la « bonne foi » américaine quand elle intervient partout dans le monde, pour défendre la démocratie et les droits de l'Homme en principe, et pour protéger les intérêts de son empire en réalité.

De ce point de vue, Hitler et Staline ont rendu un grand service aux USA dans la constitution de leur empire. A partir de la deuxième guerre mondiale, et jusqu'à la fin de la guerre froide avec l'écroulement de l'URSS, les Européens ont effectivement eu un grand besoin de l'aide et de la protection américaine, sans laquelle ils ne seraient pas

demeurés sous la férule nazie comme on le dit souvent, mais seraient passés sous celle du communisme soviétique. Quant à la générosité américaine, elle a été absolument indéniable ; l'Europe eût été bien incapable de se reconstruire toute seule sans le plan Marshall. L'existence de l'OTAN s'est pleinement justifiée jusqu'à la dissolution du pacte de Varsovie, et elle assurait effectivement la protection de l'Europe de l'Ouest comme une menace soviétique bien réelle. Mais après l'écroulement de l'URSS, son existence ne se justifiait plus guère, la Russie ne demandant rien d'autre que de rejoindre le camp occidental, ce dont elle avait un immense besoin. C'est alors qu'est apparue clairement la deuxième fonction de l'OTAN : maintenir l'ensemble de l'Europe dans la dépendance, et même la soumission, à l'égard des USA. Le général Vincent Desportes, ex directeur de l'école de guerre, a dénoncé publiquement l'« otanisation » des esprits dans les armées française et européennes ; il faut comprendre par là que l'organisation a également pour fonction de maintenir chez les militaires européens l'esprit de la guerre froide : la Russie serait toujours l'Ennemi, et l'Oncle Sam le gentil protecteur qui se dévoue pour protéger les malheureux petits États européens en passe d'être bientôt dévorés par l'Ours sibérien.

En maintenant l'Europe dans cette alliance militaire, les USA peuvent lui imposer d'abord des normes techniques qui la contraignent à acheter prioritairement du matériel américain, à entretenir ainsi leur complexe militaro-industriel au détriment du sien, et, ce qui est bien plus grave, ils peuvent lui imposer de participer à toutes les guerres qu'ils désirent entreprendre ; on l'a bien vu avec les deux conflits contre l'Irak, et on le voit aujourd'hui de manière bien plus dangereuse pour elle, avec le conflit mené en Ukraine contre la Russie. Richard Sakwa, professeur à l'université de Kent, a dit : « L'Otan existe pour gérer les risques créés par sa propre existence ». On peut sans doute aller plus loin aujourd'hui : la Finlande devrait adhérer sous peu à l'organisation, en l'autorisant à déployer sur son territoire des missiles nucléaires, en principe pour dissuader la Russie de l'envahir ; c'est un aspect des choses, mais assez trompeur ; en réalité, une telle disposition ferait au contraire de la Finlande une cible prioritaire pour l'armée russe en cas de déclenchement d'un conflit atomique. Loin de la protéger, la présence de ces missiles risquerait de provoquer sa vitrification en toute priorité. La Finlande servira alors de paratonnerre aux Américains, avec pour charge d'attirer en premier les foudres de l'Armageddon, de manière à ce qu'on ait le temps de voir venir

les choses de l'autre côté de l'atlantique. Les USA aiment de plus en plus les guerres qu'ils font faire par les autres, les « proxy », en argot stratégique.

En réalité, nous l'avons vu, ce qui a lié historiquement l'Angleterre, la France, et les États-Unis, c'est leur hégémonie sur la planète, leur intérêt commun à exploiter les richesses naturelles des autres pays pour nourrir leur propre économie ; dans ce sens, l'alliance atlantique se révèle toujours assez efficace, voire absolument indispensable.

Maintenant, en ce qui concerne les valeurs, le problème est un peu différent. On oublie trop souvent que la valeur essentielle du capitalisme américain ce n'est ni l'entraide, ni la charité, ni la solidarité, mais la concurrence. La compétition entre les individus, entre les entreprises, et entre les États est au cœur du système. D'un point de vue strictement économique, l'alliance entre les petits États européens et la grande Amérique ressemble fort à une ligue de souris sous la direction d'un gros chat. On comprend l'intérêt de celui-ci à leur expliquer qu'ils partagent « les mêmes valeurs », et qu'ils doivent jouer ensemble selon les mêmes règles.

La concurrence étant la valeur essentielle de la société américaine, il n'est pas étonnant qu'elle développe un degré de violence interne invraisemblable dans un pays en paix. Le commerce des armes y est particulièrement florissant, les fusils d'assaut y sont en vente libre, les fusillades sont quotidiennes ; on arrive à une moyenne de 35 000 à 40 000 morts par balles chaque année - contre un à quatre au Japon -, ce qui correspond normalement à un état de guerre. Les attentats du 11 septembre, qui ont traumatisé l'Amérique, ne représentent en réalité qu'une augmentation d'à peine 10 % du nombre de morts violentes sur une année. Le cinéma joue d'ailleurs un grand rôle dans ce culte de la violence : nombre de films d'Hollywood sont tournés avec le concours de l'armée américaine, et sont destinés à faire accepter par l'opinion publique les différentes guerres menées par le gouvernement à travers le monde. Sur la plupart des affiches de films on trouve des hommes et des femmes avec des armes à feu à la main ; peu de gens savent que ces affiches sont subventionnées par la NRA, la *National Rifle Association*, association toute-puissante qui milite pour la liberté de ce commerce. En réalité, la plupart des affiches de films sont avant toute chose des publicités pour les armes à feu. Quantité d'États à l'intérieur des USA donnent d'ailleurs eux-mêmes un bel

exemple de justification de la violence par l'exécution souvent injustifiée de la peine de mort, dont tous les pays européens sont bien d'accord pour reconnaître la nature foncièrement barbare.

Corollaire de cette violence, le racisme gangrène toujours de façon épouvantable la société américaine, au point que la notion de « racisme institutionnel » peut être jugée pertinente pour décrire la situation. Le mouvement « woke », mouvement de l'éveil, qui fleurit depuis quelques années aux États-Unis, malgré certaines outrances et certains dérapages qu'on peut lui reprocher, montre bien à quel point les « valeurs américaines » de droit et de liberté sont loin de coïncider avec la réalité de la vie quotidienne. Il serait effectivement grand temps que la majorité des Américains se réveillent, et regardent leur pays en face. De même, les Européens devraient se demander ce qu'ils ont effectivement de commun avec l'Amérique, et de quoi ils se rendent effectivement solidaires : de la lutte des Noirs pour l'émancipation, ou du Ku-Klux-Klan ? De la liberté des peuples, ou de l'hégémonie mondiale ? De la démocratie et des droits de l'homme, ou du pouvoir absolu des multinationales à exploiter la misère du monde sans limite ? Il y a deux Amérique, comme il y a deux France, ou deux Allemagne ; toute la propagande atlantiste vise à nous faire croire que nous sommes le camp du Bien, en lutte contre le camp du Mal ; mais le reste du monde nous voit comme celui des exploiters et des accapareurs de richesses.

Revenons aux rapports entre les États-Unis et l'Europe, qui sont loin d'être aussi amicaux que l'*Atlantic Council* veut le faire croire. Leur oligarchie financière avait extrêmement peur du projet de construction européenne, dont un des objectifs avoués était d'organiser une « concurrence libre et non faussée » à l'intérieur de l'Europe, pour permettre aux entreprises de celle-ci de mieux lutter contre la concurrence effectivement faussée que leur livraient et leur livrent toujours les multinationales américaines. Il s'agissait de créer un espace économique intérieur en Europe pour lui permettre de se développer à l'abri des géants américains. Il n'en était évidemment pas question pour eux, et la CIA se chargea du problème. L'ancien Premier ministre Laurent Fabius ayant émis des réserves sur ce projet, malgré l'engagement de tout son parti, de tous ses amis, et de tous ses alliés politiques, l'agence se chargea de promouvoir ses objections partout dans la presse, et ce de manière remarquable ; usant à fond des

techniques de manipulation des masses, nombre de rédacteurs furent chargés d'abord de présenter Fabius comme un sphinx, ensuite de laisser entendre que peut-être il y avait là dessous une forme de complot des puissants contre les peuples, dont l'ancien Premier ministre serait probablement conscient ; on fabriqua ensuite un mythe absolument remarquable, celui du « plombier polonais », qui viendrait voler l'emploi des Français, et on mena dans la foulée toute une campagne autour de la fameuse « directive Bolkestein », en jouant sur la paronymie de ce nom avec celui de Frankenstein, pour créer de toute pièce un mouvement de peur et de panique irraisonnée, qui, en quelques semaines, fit chuter drastiquement l'enthousiasme des Français et aboutit à ce que le traité soit rejeté par la majorité. Il avait fallu plus de 10 ans pour rédiger ce texte qui faisait l'unanimité des gouvernements, des partis politiques, et des syndicats dans les 25 pays de l'union, et il n'a pas fallu six semaines à la CIA pour l'expédier définitivement dans la poubelle de l'Histoire. Porté essentiellement par la France, dont c'était le grand projet politique depuis un demi-siècle, et rejeté par référendum par le même peuple français, il n'a plus aucune chance aujourd'hui de renaître, et son échec explique clairement que plus personne aujourd'hui, en particulier en Allemagne, ne croit à la capacité de la France de reconstruire une Europe indépendante. L'Europe reste « unie dans la diversité », comme le dit sa devise, mais surtout dans la division, et dans la soumission. Comme l'écrivait déjà Brzezinski en 1997 dans *Le Grand Echiquier* :

« Pour le dire sans détour, l'Europe de l'Ouest reste dans une large mesure un protectorat américain et ses États rappellent ce qu'étaient jadis les vassaux et tributaires des anciens empires. », (page 81).

Il faut d'ailleurs garder en tête qu'après la deuxième guerre mondiale, du point de vue américain, et malgré toute la sympathie qu'ils éprouvent pour eux, ce sont les Européens qui sont particulièrement dangereux pour la sécurité de la planète. Ceux-ci, avec leurs éternelles rivalités nationalistes, sont effectivement les seuls responsables des deux guerres mondiales ; de plus, ils ont depuis le XVI<sup>e</sup> siècle une fâcheuse tendance à l'hégémonie, et ont créé des empires coloniaux gigantesques ; en tant qu'ancienne colonie elle-même, l'Amérique a toujours vu cela d'un très mauvais œil. Vu donc de l'autre côté de l'Atlantique, c'est l'Europe en général qu'il faut garder sous une étroite surveillance, et aussi longtemps que des nationalismes pourraient se développer. Pour la

CIA, laisser les Européens libres de faire ce qu'ils veulent risquerait de déclencher un nouveau conflit mondial ; d'où la nécessité pour les USA de maintenir leur autorité militaire sur l'ensemble du continent. Leur méfiance à l'égard de l'Allemagne est d'ailleurs extrêmement forte depuis la première guerre, et ils ont toujours travaillé à limiter le plus possible les liens entre l'Allemagne et la Russie, parce que les richesses naturelles de celle-ci pourraient permettre à la première de développer une industrie surpuissante. On voit d'ailleurs aujourd'hui, avec la destruction du Nord-Stream2, juste après que l'Allemagne ait affiché son ambition de redevenir une puissance militaire de premier plan, à quel point cette question est toujours d'actualité. Les Américains aiment beaucoup les Allemands, mais ils s'en méfient toujours autant, et n'ont pas l'intention de leur permettre de reprendre un jour leur indépendance politique et militaire.

Pourquoi donc les États-Unis tiennent-ils tant à répandre la « démocratie » dans le monde ? Leur propagande affirme qu'il ne s'agit là que de la défense des valeurs, et de l'intérêt des peuples. Il en va en réalité tout autrement. Les démocraties, nous l'avons vu, ne sont démocratiques que de façade ; elles sont en réalité des ploutocraties médiatiques. Qui gouverne les médias, gouverne et contrôle le vote. Or, dans un pays où la presse est censée être « libre », les grands médias sont des entreprises privées dont les actions sont sur le marché ; ces actions peuvent donc être achetées et le capital des médias peut être contrôlé. Or la puissance financière des États-Unis est très supérieure à celle de n'importe quel autre pays. Le seul budget de la CIA se monte aujourd'hui à 86 milliards de dollars. Il faut comparer ce chiffre aux 500 millions de chiffres d'affaires d'un journal comme *Le Monde*, aux 50 millions d'un journal comme *Libération*. Si on se rappelle que la quasi-totalité de nos médias aujourd'hui seraient dans l'impossibilité de vivre sans des subventions d'État qui se montent pour chacun d'entre eux à plusieurs millions, on voit avec quelle facilité un organisme qui dispose de dizaines de milliards de budgets peut venir s'ingérer dans les affaires d'un média étranger, et en contrôler facilement la ligne politique. Si la CIA ne consacre qu'un seul milliard au contrôle de la presse étrangère, ce milliard représente 100 fois les subventions dont un journal comme *Le Monde* a besoin pour boucler ses comptes annuels. Avec un seul milliard, la CIA peut contrôler ou tout au moins orienter très fortement la ligne politique des 100 plus grands médias occidentaux. À partir de là, il devient extrêmement facile de s'ingérer discrètement dans les élections. Pour la CIA, la démocratie c'est surtout bon pour les États-Unis.

Pourquoi la NED soutient-elle la « démocratie » partout dans le monde ? Parce que les gouvernements démocratiques sont bien plus faibles que les gouvernements autoritaires, du fait qu'ils doivent sans cesse satisfaire une opinion publique capricieuse, et facilement manipulable. Or, qui maîtrise la presse, maîtrise l'opinion publique, et qui maîtrise l'opinion publique tient le gouvernement à la gorge. Ce n'est pas pour le bien des peuples que les États-Unis cherchent à mettre en place des gouvernements démocratiques partout où ils le peuvent, c'est parce que c'est cela qui va permettre à leurs multinationales d'y faire la loi. De là toute leur propagande, véhiculée en particulier par la fondation Soros, en faveur d'une société « ouverte » ; le slogan est très sympathique et qui n'y fait pas attention s' imagine qu'il s'agit de cultiver l'amour entre les peuples ; il y a un peu de ça aussi, bien sûr ; mais l'essentiel est que la société soit ouverte économiquement, c'est-à-dire aux multinationales, à l'influence des O.N.G. et des *Think Tank* américains, ainsi qu'à celle de leurs réseaux sociaux et de leurs médias.

Il est d'ailleurs particulièrement notable que la réciproque est bien sûre strictement exclue : depuis 1938, le *Foreign Agents Registration Act (FARA)* interdit strictement à tout étranger de se mêler en rien de la vie politique américaine, sous peine de lourdes sanctions. Que les médias américains se répandent dans le monde entier, que leurs banques ou leurs entreprises puissent prendre des parts de capital dans ceux des autres pays, cela relève évidemment de la liberté d'expression et de la nécessaire pluralité de l'information ; mais qu'un étranger tente de faire cela chez eux, alors c'est là un dangereux crime contre la sûreté de l'État. On a vu récemment la Pologne décider que la presse du pays devait rester dans les mains de ses citoyens ; cela a suscité un tollé dans tous les médias sous influence américaine : c'était là une mesure liberticide, un véritable crime contre la liberté d'informer ; mais en quoi cela relève-t-il de la liberté des Polonais de voir leurs journaux contrôlés par une puissance étrangère ? De même, il y a quelques années, la Russie de Poutine a adopté une loi sur la presse qui est l'exacte traduction du FARA ; tout le monde occidental a hurlé au scandale, et toute la presse a dénoncé cette loi comme une mesure dictatoriale. Ce qui est démocratique aux USA devient tyrannique de l'autre côté de l'Atlantique.

La propagande occidentale cherche à vendre le modèle démocratique aux autres pays de la planète en le présentant comme une sorte d'idéal, vertueux évidemment, qui

serait fondé sur des valeurs morales - la démocratie, le respect des droits de l'Homme, la liberté d'entreprendre - qui seraient à l'origine de notre prospérité, et qu'il suffirait d'imiter pour parvenir à notre niveau de développement. Parce que nous aurions été vertueux, nous aurions réussi, et il suffirait aux autres peuples d'adopter nos valeurs pour en faire autant. Mais tout cela n'est qu'une chimère, une illusion à l'état pur. La supériorité occidentale sur le reste du monde s'est d'abord affirmée par la force des canons et l'efficacité de la poudre, bien avant l'invention de la démocratie, et sous la conduite de régimes monarchiques : ce sont nos armes qui nous ont permis de massacrer les Indiens d'Amérique, et de nous emparer de l'or du Pérou ; ensuite des richesses de l'Afrique et l'Asie, et de réduire en esclavage les populations africaines pour les faire travailler en Amérique. L'exercice de la force militaire brutale nous a permis de nous enrichir, et de développer notre économie ; à la suite de quoi, la révolution industrielle nous a donné les moyens d'investir lourdement à la fois dans la formation et dans le développement technologique et industriel, ce qui nous a permis de prendre une très confortable avance scientifique et technologique. Le développement de ce que nous appelons la démocratie ne constitue que la dernière étape, elle est la conséquence ultime du développement économique, elle n'en est absolument pas le moteur. Elle est le fruit de la prospérité, et de la supériorité de l'ensemble de l'empire sur le reste du monde. La puissance américaine a d'abord dû sa prospérité à l'esclavage, à l'exploitation des bagnards, et au pillage des ressources naturelles du continent. Elle la doit aujourd'hui à ses compagnies multinationales qui exploitent de manière scandaleuse les masses asiatiques qui ont été réduites à une situation proche de l'esclavage. Il est donc clair que ce modèle ne saurait être imité par les pays pauvres, parce qu'il est fondé précisément sur leur exploitation. Raconter que les États africains devraient devenir démocratiques pour accéder à la prospérité est un mensonge aussi gros que celui qui consisterait à dire à un esclave qu'il lui suffirait de répéter les discours de son maître pour devenir aussi riche que lui. Pour qu'ils deviennent riches, il faudrait d'abord qu'ils retrouvent la propriété de leur sol et de leur sous-sol. Pour les pays en voie de développement, intégrer le monde de la démocratie occidentale revient en réalité à intégrer l'ensemble des circuits contrôlés par les États-Unis, qu'ils soient économiques, financiers, culturels, militaires, de communication, ou d'information, c'est-à-dire à offrir aux multinationales toutes les facilités pour les piller sans vergogne.



Un dernier point à observer dans la propagande de l'empire américain pour se poser comme le « camp du Bien » concerne le militantisme LGBT, la lutte contre le racisme, le sexisme, l'homophobie, qui sont généreusement favorisés par Washington parce que ces actions ne dérangent en rien le gouvernement, au contraire : ces causes leur servent à se placer eux-mêmes dans le « camp du Bien », sans que cela leur coûte autre chose que quelques déclarations de bonnes intentions ; Il suffit à Joe Biden d'expliquer qu'il a autorisé les femmes transgenres à concourir dans les compétitions pour femmes pour se poser en phare du progressisme ; comme s'il n'y avait de problème plus grave aux USA. Les militants de ces causes ne dérangent que des particuliers, pas les États, et encore moins les multinationales. Les causes les plus graves dans le monde sont le trafic d'armes, le pillage des richesses, la pollution qui détruit la planète, et la surexploitation des masses laborieuses, particulièrement en Afrique et en Asie ; en conséquence, plus il y aura de militants pour les causes LGBT et autres, moins il y en aura pour les autres. Ce sont en soi d'excellentes causes, mais qui ont surtout la vertu, aux yeux des gouvernements et des multinationales, de ne pas les déranger. Les maîtres de l'empire sont bien conscients des dégâts immenses qu'ils causent dans l'ensemble du monde, des révoltes que cela pourrait provoquer ; il existe nombre d'Occidentaux que le système n'arrive pas à réduire à leur seul rôle de consommateurs passifs et béats, et celui-ci rencontre des masses d'opposants qui dénoncent le fonctionnement du système ; comment les réduire au silence quand on prétend être l'empire de la libre parole ? La réponse est simple et astucieuse ; elle consiste à ne pas lutter contre la contestation, mais bien au contraire à ouvrir un maximum de fronts de contestation de manière à disperser au maximum la masse des militants ; un front uni serait dangereux, trente-six fronts éparpillés ne pèsent plus rien.

On inviterait volontiers les militants LGBT, s'ils veulent vraiment servir leur cause, à ne plus militer pour leurs propres droits, mais à s'engager contre le trafic d'armes, ou pour la protection des travailleurs du tiers-monde, les enfants en particulier ; ils y gagneraient énormément en sympathie auprès de l'opinion publique ; et il serait sans doute très intéressant de voir alors ce que serait la réaction du gouvernement américain.

## Les guerres de l'empire

L'empire américain a mené nombre de guerres dans le monde depuis 1945, certaines ayant des motivations essentiellement politiques comme la lutte contre le communisme, d'autres ayant des fondements économiques, en particulier la nécessité de contrôler le flux et l'accès aux ressources énergétiques, essentiellement le pétrole.

Nous avons déjà évoqué les guerres contre l'Irak et la Libye. Il nous faut revenir maintenant un peu plus à fond sur ces sujets, et en particulier sur la conception de la guerre qui est celle de l'empire depuis maintenant 70 ans. On a l'habitude de dire que les États-Unis auraient perdu toutes leurs guerres durant cette période : guerre de Corée, du Vietnam, d'Afghanistan... c'est assez inexact, et on se trompe parce qu'on connaît mal les objectifs de guerre des USA. On se fait souvent une conception de la guerre qui nous vient de l'empire romain et de l'ancien régime ; elle aurait pour but la conquête de territoires, et elle serait gagnée à partir du moment où le vainqueur pourrait soit occuper au moins une partie du territoire du vaincu, soit lui imposer sa loi. Or la conquête n'a jamais été l'objectif des USA dans ces différents conflits. Il s'agissait juste pour eux de contrôler un certain nombre de cases sur l'échiquier mondial.

La France comme les États-Unis ont connu tour à tour leur guerre du Vietnam ; la France a perdu la sienne, c'est bien clair ; mais les USA pas vraiment. En effet, l'objectif de la France était de conserver l'Indochine dans son empire, de l'occuper, d'en tirer des ressources, d'y trouver des débouchés pour ses propres produits. Une Indochine détruite ne l'intéressait pas ; pour l'exploiter, il était nécessaire qu'elle bénéficie d'un minimum de prospérité et d'une paix certaine. La France a perdu la guerre militairement, et elle est rentrée chez elle sans insister davantage. Les États-Unis ont pris le relais, mais leur but n'était absolument pas de garder le Vietnam comme colonie ; il s'agissait juste pour eux de barrer la route à l'extension du communisme chinois qui arrivait par le nord. Cet objectif n'a effectivement pas été atteint, mais la guerre a laissé le Vietnam dans un tel état qu'il était totalement impossible d'y établir un régime communiste un tant soit peu prospère, et qui aurait pu s'étendre encore davantage vers le sud en direction de l'Indonésie. Cramer la case Vietnam était un objectif suffisant du

point de vue géopolitique. De ce point de vue, ils ont donc remporté une demie victoire, puisque si le Vietnam est devenu communiste, l'avancée de ce régime, dans sa conquête de l'Asie, s'est arrêtée là. Même chose pour la Corée : la guerre, toute perdue qu'elle puisse paraître, a tout de même permis de mettre une frontière à l'extension du communisme dans cette région.

Les USA n'ont pas réellement mené de guerre contre Cuba, mais ils ont au moins essayé ; la tentative avortée de débarquement dans la baie des cochons peut être vue comme un échec lamentable de la CIA. Mais ensuite, le blocus économique de l'île a plongé l'État cubain quasiment dans la misère, et l'a contraint à faire taire toute opposition par la violence - opposition qui a été constamment nourrie par la CIA elle-même. Au total, Cuba est restée pour des décennies comme une vitrine horrifiante du communisme aux yeux des Sud-américains et du monde occidental, et il a été très facile à la propagande US de rejeter sur le gouvernement de l'île la responsabilité de ses échecs, alors qu'ils étaient essentiellement dus à l'action des USA. C'est exactement la même tactique qui est utilisée actuellement à l'égard du Venezuela : asphyxier l'économie du pays sous des sanctions insupportables, et en faire porter la responsabilité au gouvernement local.

La question du bilan de la guerre en Afghanistan est tout aussi problématique ; on considère en général que les États-Unis ont perdu ; mais quel était réellement leur but ? Ce n'était évidemment pas de coloniser le pays et de s'y installer pour toujours ; ce n'était pas non plus d'y installer une démocratie à l'occidentale, comme une certaine propagande tendait à le faire croire ; l'ensemble de la société, de ses structures tribales, et la religion dominante s'y opposent fermement. Le premier but de guerre raisonnable n'était rien d'autre que de châtier de manière exemplaire un pays qui avait donné abri à Ben Laden, de manière à passer l'envie pour toujours, non seulement aux Talibans, mais aussi à tout autre pays, de protéger des ennemis déclarés des USA, susceptibles de porter la guerre sur son propre territoire. De ce point de vue, on peut considérer que la guerre a atteint son but, même si on peut juger d'autre part que le coût humain et financier est exorbitant : plus de 850 milliards de dollars, un minimum de 100 000 morts parmi les combattants des deux côtés, et des victimes civiles innombrables. Mais il faudra sans doute attendre encore longtemps avant qu'un autre pays ne se porte candidat pour servir de base arrière à une organisation telle que celle de Ben Laden.

Les autres guerres menées par les USA ou dans lesquelles ils sont intervenus ont essentiellement pour cause le contrôle des flux pétroliers. En géopolitique, un proverbe dit que pour comprendre l'origine des conflits il faut suivre les tuyaux. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la deuxième guerre de Tchétchénie. La première guerre avait été un conflit essentiellement russo-tchétchène, qui s'était terminé très mal pour tout le monde, mais on allait tout de même vers la paix. La deuxième est complètement différente et a été rallumée volontairement par la CIA. Le problème est venu du pétrole de la Caspienne. Pour acheminer ce pétrole vers l'Europe, il y avait un vieux pipeline soviétique en très mauvais état, qui passait par le territoire de la Russie, et en particulier par celui de la Tchétchénie. Les Russes se proposaient donc avec les Azéris de le remettre en état, pour leur permettre d'exporter leur pétrole, moyennant quelques droits de passage. Les compagnies pétrolières anglo-saxonnes ont vu cela d'un très mauvais œil, car elles comptaient bien entendu mettre le grappin sur les exploitations en question.

Il fut donc dépêché dans la petite république caucasienne un certain nombre de prêcheurs islamistes fondamentaux d'origine saoudienne, dont la mission fut de fanatiser un certain nombre de groupes tchétchènes, de manière à leur faire reprendre la guerre contre les Russes ; le but était de rendre la région invivable, de sorte que le pipeline ne puisse pas être remis en état, et qu'il devienne donc nécessaire, pour exporter le pétrole des Azéris, d'en construire un nouveau. La guerre en Tchétchénie reprend donc en 1999, et, la même année, sous la conduite de BP, est décidée la construction d'un nouveau tuyau, qui allait passer plus au sud, à travers la Géorgie et la Turquie. Les Russes remportent plus ou moins la guerre en 2000, mais la région reste encore extrêmement instable ; en 2005, l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan est inauguré, et les troubles en Tchétchénie cessent quelque temps après. Le pétrole de la Caspienne se trouve désormais sous le contrôle des multinationales occidentales.

De ce point de vue, la guerre en Afghanistan a donné également un gros avantage aux Américains. Ce pays possède la particularité d'avoir une frontière commune avec l'Iran et une autre avec la Chine ; s'il était stable, il pourrait permettre la construction d'un pipeline qui amènerait directement le pétrole iranien en Chine, ce qui fournirait d'importantes devises à Téhéran, et accroîtrait l'indépendance énergétique du géant asiatique, du fait en particulier que ce pipeline ne serait pas contrôlable par les USA,

contrairement à la route maritime qui emprunte le détroit de Malacca, que la marine américaine pourrait facilement bloquer. Mais dans l'état où se trouve l'Afghanistan aujourd'hui, un tel projet ne risque pas de voir le jour avant longtemps.

Pour des pays comme l'Iran, Irak, ou la Syrie, le problème est nettement plus complexe. L'influence de la religion est extrêmement forte, et l'Islam n'est pas par nature une religion démocratique, mais théocratique. C'est une donnée incontournable qu'on ne peut ignorer si on veut non seulement comprendre ce qu'il s'y passe, mais surtout contrôler la population. L'Islam, dans ses différentes versions plus ou moins radicales, pose par principe que c'est Dieu qui fait la loi ; en conséquence, cela ne peut pas être les hommes. Défendre le principe démocratique, qui consiste à dire que ce sont les assemblées qui peuvent décider de ce qui est bien ou mal et donc autorisé ou interdit, revient à ignorer la loi de Dieu ; de leur point de vue, la démocratie est un régime fondamentalement athée, et donc absolument inacceptable. Quand ils réclament la démocratie, les partis islamistes souhaitent une démocratie « à un coup », c'est-à-dire la possibilité de procéder une fois à une élection démocratique d'une assemblée dans laquelle ils auront la majorité absolue, ce qui leur permettra ensuite d'instaurer définitivement un régime théocratique. Dans les pays musulmans où l'autorité de la religion demeure très forte, l'instauration d'un régime un tant soit peu démocratique est par principe inenvisageable. La question n'est donc pas de savoir si on aura une dictature ou une démocratie, mais une dictature laïque ou une dictature religieuse.

Le problème, pour les pays occidentaux, c'est que, si les dictatures laïques sont plus proches d'eux par leur mentalité plus ouverte et leur esprit plus moderne, elles sont également partisans de la nationalisation des ressources pétrolières, avec lesquels elles cherchent à industrialiser leur pays, ce que les Occidentaux veulent éviter ; à l'inverse, les dictatures religieuses sont franchement anti-occidentales, mais présentent l'avantage d'être totalement incompétentes en matière d'économie et d'industrialisation, et s'intéressent essentiellement à des questions touchant au respect des pratiques religieuses, comme le port du voile, l'interdiction de l'alcool, la soumission des femmes, etc.

La CIA a très intelligemment réussi à jouer sur les deux tableaux : elle a soutenu les dictatures laïques quand cela l'arrangeait, en se justifiant par leur ouverture au monde occidental, et elle les a abattus quand elle l'a jugé nécessaire, en dénonçant leur

côté dictatorial. Elle a favorisé en sous-main pendant un certain temps Saddam Hussein et Hafez El-Assad, bien qu'ils aient été deux partisans du panarabisme et issus du parti Baas, parce qu'ils appartenaient à des minorités religieuses dans leur propre pays ; Saddam Hussein était un sunnite dans un pays à majorité chiite, et Hafez el-Assad était un alaouite dans un pays à majorité sunnite ; cela les affaiblissait considérablement sur le plan politique, en les obligeant à maintenir leur autorité par la dictature.

Parallèlement, elle a également participé à l'arrivée au pouvoir en Iran de l'ayatollah Khomeini, qui dirigeait sa révolution depuis Neauphle-le-Château en France, bien qu'il ait été lui aussi partisan d'une certaine forme d'union des musulmans, puisque son idée était d'exporter sa révolution islamique chiite en Irak, en Syrie, et dans tous les pays du Golfe. Or, précisément, c'est cela qui le rendait particulièrement dangereux pour tous ses voisins arabes sunnites : le mettre au pouvoir, c'était fracturer la belle entente des pays producteurs de pétrole du Golfe à laquelle le shah d'Iran travaillait.

Washington a donc poussé Saddam Hussein à mener la guerre contre l'Iran, en lui laissant miroiter qu'il ferait facilement la conquête de ce pays ; le malheureux a dû se rêver en Napoléon de l'Islam, et a pu croire qu'après s'être emparé de l'Iran il lui serait facile d'exploiter son succès auprès des foules arabes pour annexer la Syrie et la péninsule arabique, et fonder enfin cette superpuissance arabo-musulmane dont rêvent des dizaines de millions de gens. Il est tombé dans le piège et a attaqué son voisin, avec le soutien militaire des USA qui lui livraient des armes ; il ignorait que les Américains en faisaient également passer aux Iraniens secrètement, pour faire durer la guerre le plus longtemps possible, et affaiblir les deux ennemis le plus possible. Cela a donné le fameux scandale de l'Iran-Contra, ou *Irangate*. Mais il n'était évidemment pas question pour les Américains de laisser Saddam Hussein s'emparer de l'Iran ni d'aucun autre pays de la région. Il s'agissait juste de l'épuiser. Tout le temps donc qu'il a passé à faire la guerre à l'Iran, la propagande diffusée par la CIA mettait en avant son côté laïque, protecteur des minorités, proche des Occidentaux, qui combattait le fanatisme religieux. Jacques Chirac l'appelait son « ami personnel ». Ensuite, lorsqu'on n'a plus eu besoin de lui, on s'est alors rappelé qu'il était un affreux dictateur qui emprisonnait tous ses opposants. Il devenait donc nécessaire de l'abattre.

La CIA lui a fabriqué un deuxième piège encore plus astucieux que le premier. Durant la guerre entre l'Irak et l'Iran, il était entendu que les Irakiens protégeaient

l'ensemble des Arabes ; comme ceux-ci supportaient tout seuls le poids de la guerre, il fut convenu entre eux que les pays du Golfe apporteraient leur participation financière. Mais la guerre finie, lorsqu'il a fallu commencer à rembourser les crédits, le Koweït a déclaré qu'il ne paierait pas, sous le prétexte que les Irakiens n'avaient pas gagné la guerre. Washington l'y poussait, en lui garantissant sa protection. Saddam Hussein était légitimement furieux, et s'adressa aux Américains, qui lui répondirent que c'était une affaire entre Arabes, et que cela ne les concernait pas.

Il faut préciser que ce tout petit État du Koweït est devenu indépendant par la volonté des Anglo-Américains, à l'époque de la décolonisation. Historiquement, c'était une province qui dépendait de Bagdad. La seule raison de lui donner son indépendance se trouvait dans ses immenses réserves de pétrole ; en le détachant de l'Irak, les Anglo-Américains privaient la population de ce pays de la moitié de ses ressources, de manière à gêner considérablement ses capacités de développement. L'Irak n'a que très difficilement accepté cette division, et a toujours protesté contre l'indépendance de son ancienne province.

Devant donc le refus du Koweït de payer sa quote-part des frais de guerre d'une part, et d'autre part de l'indifférence apparente des Américains, le dictateur n'a pas hésité, et il a envahi son tout petit mais très riche voisin. C'est alors que Washington est monté au créneau, a fustigé l'horreur d'une pareille agression, a monté une coalition de tous les États occidentaux et arabes contre le monstre, et a repris le petit émirat. Certains, en Occident, n'avaient pas l'air de comprendre pourquoi les USA accordaient une telle importance à ce tout petit pays. En fait, l'objectif de guerre annoncé - faire justice aux koweïtiens - n'était évidemment pas le vrai ; il y en avait deux autres beaucoup plus sérieux : premièrement, affaiblir encore plus Saddam Hussein et l'Irak, et surtout, deuxièmement, obtenir le contrôle du Golfe et en particulier du détroit d'Ormuz par où transite un tiers du pétrole mondial. La guerre du Koweït leur en a donné l'occasion ; profitant de la nécessité de libérer l'émirat, ils ont installé leurs bases en Arabie Saoudite et dans le détroit, en promettant de ne pas rester plus de deux ans, juste le temps de finir la guerre ; et ils y sont toujours aujourd'hui, 30 ans après. C'est ainsi que toute la péninsule arabique est passée sous leur contrôle militaire, définitivement.

Évidemment, cela n'a pas plu à tous les Saoudiens ; Oussama Ben Laden, qui appartenait à la deuxième plus grande famille du royaume après la famille royale, a pris

la tête de l'opposition anti-américaine, et a fondé ce groupe terroriste connu d'abord sous le nom d'Al Qaïda, qui s'était donné pour mission de frapper les troupes occupantes jusqu'à les faire partir. Ils ont commis, en vain, un certain nombre d'attentats contre les intérêts américains, mais sans entamer la détermination de Washington à conserver le contrôle du Golfe. Leur coup le plus terrible fut l'attentat contre les deux tours jumelles de New York, qui portait la guerre sur le territoire même des États-Unis. Les attentats du 11 septembre ont eu lieu 10 ans jour pour jour après leur premier débarquement en Arabie Saoudite. Ben Laden s'imaginait peut-être qu'après cela les Américains allaient abandonner le Golfe ; la réaction fut exactement le contraire : cela a provoqué l'invasion de l'Afghanistan d'abord, et celle de l'Irak ensuite. Réciproquement, la violence de la réaction américaine a suscité la révolte dans les foules arabes, et a donné ensuite naissance à des groupes bien plus puissants, tels que Daech et ses diverses branches en Afrique.

La propagande de Washington vise à culpabiliser le fanatisme musulman et à faire du terrorisme une question de religion et de civilisation, alors que cela n'a rien à voir : les attentats organisés par Ben Laden visaient à faire partir les Américains d'Arabie Saoudite, et n'avaient absolument aucune motivation religieuse, sinon le fait que le territoire saoudien est considéré comme sacré, mais la question essentielle était l'occupation militaire. De même, les attentats commis par Daech dans certains pays européens comme la France ou l'Espagne étaient motivés par la participation de ces pays aux bombardements de la coalition en Syrie, et n'avaient aucun rapport avec des questions religieuses ou de civilisation, comme la presse n'a cessé de le répéter.

Le problème de la Syrie est encore plus complexe que celui de l'Irak. Bachar el-Assad, fils de Hafez el-Assad, a succédé à son père à la présidence de la Syrie avec la même légitimité qu'un fils de monarque. Ophtalmologiste ayant étudié en Angleterre, il a cru pouvoir moderniser son pays et l'ouvrir au style de vie occidental ; c'était compter sans les mentalités ancrées dans le pays profond. La majorité de la population, largement illettrée, se trouve de fait sous l'autorité des religieux sunnites qui prônent une application stricte de la charia. L'appareil d'État quant à lui est aux mains de civils et de militaires appartenant pour l'essentiel aux minorités religieuses. Il n'était pas question pour eux de perdre leur contrôle sur la masse de la population, et l'ouverture,



en particulier à la liberté d'expression sur Internet, voulue par Bachar, s'est heurtée à un mur. Après quelques temps de libéralisation, la politique de surveillance et de répression a repris le dessus. C'est cela qui va servir ensuite de prétexte à l'intervention occidentale, mais la véritable raison n'est pas là, car il s'agit en réalité encore une fois du contrôle des ressources énergétiques.

Le plus grand gisement de gaz naturel du monde se trouve dans une région du sous-sol du Golfe persique, à cheval entre les eaux territoriales du Qatar et celles de l'Iran, et peut être exploité par ces deux pays ; il représente environ 20 % des réserves de la planète. Il est nommé *North Dome* ou *North Field* du côté qatari, et *South Pars* du côté iranien. Pour l'exploiter au mieux et permettre de fournir le marché européen, deux projets de gazoduc ont vu le jour. Le premier, voulu par le Qatar, devait remonter à travers la Syrie jusqu'à la Turquie, où les clients européens seraient venus se servir. Les multinationales occidentales, en particulier Exxon et Total, ayant de gros intérêts du côté Qatar, étaient parties prenantes dans ce gazoduc. Washington a soutenu Bachar el-Assad aussi longtemps que lui-même soutenait ce projet, sans se préoccuper de savoir s'il était ou non un dictateur. Mais les Iraniens ont développé un deuxième projet, qui devait passer par l'Irak et la Syrie. Or les compagnies occidentales n'auraient pas eu leur part de gâteau dans cette affaire. D'autre part, les Russes voyaient le projet qatari d'un mauvais œil, puisqu'il allait contrarier fortement les leurs. Allié de la Russie, Bachar a changé de position, et a choisi le projet iranien. Du coup, les Occidentaux ont décidé qu'il devait partir.

On a vu alors surgir comme de dessous terre une « opposition démocratique », équipée d'armes lourdes - on apprendra ensuite qu'elles étaient fournies par la France -, et capable de défier l'armée régulière syrienne. Sans doute les Occidentaux ont-ils cru qu'il leur serait facile de faire tomber Bachar, comme ils avaient fait tomber Kadhafi. C'était une lourde erreur. La très forte minorité de la population, entre 35 et 40 pour cent, qui soutenait le président, était bien décidée à se battre jusqu'à la mort pour ne pas tomber sous l'autorité des Sunnites, qui auraient inévitablement pris le pouvoir dans le cas où Bachar aurait été battu. Voyant que celui-ci tenait le coup, les Occidentaux n'ont pas hésité à faire passer en Syrie les islamistes de Daech qu'ils combattaient en Irak, leur offrant ainsi la possibilité de créer un califat islamiste, qui a commis les pires atrocités contre les chrétiens et d'autres minorités. Ils espéraient que ceux-ci pourraient venir à

bout de l'armée régulière, en leur permettant de vendre du pétrole et en leur fournissant quantité d'armes. Les Kurdes ont également été sollicités. Avec l'appui des troupes apportées par une soixantaine de pays sous la direction des États-Unis, il était difficile d'imaginer que toutes ces oppositions conjuguées n'allaient pas faire tomber Bachar finalement. C'est alors que la Russie est intervenue militairement, à la surprise générale, et a réussi à imposer sa loi, et à sauver le président syrien.

De fait, c'est bien la Russie qui sort grande gagnante de cette guerre, puisqu'elle contrôle maintenant la case syrienne. D'abord, aucun des deux projets de gazoducs devant amener le gaz du Qatar ou de l'Iran vers l'Europe n'a pu voir le jour, et l'indépendance du vieux continent à l'égard de la Russie demeure entière ; ensuite, Qataris comme Iraniens sont bien conscients qu'à l'avenir, s'ils veulent construire un gazoduc vers l'Europe qui devra nécessairement passer par la Syrie, ils seront bien obligés de demander l'autorisation de la Russie ; en conséquence, ce ne seront plus Total ou Exxon les maîtres d'œuvre, mais Gazprom. La perte de la case syrienne, que les Français pensaient contrôler plus ou moins depuis 1918, constitue une lourde défaite pour le camp occidental, et la sécurité de ses approvisionnements énergétiques.

Cette guerre a posé des difficultés particulièrement graves pour les États-Unis. La question essentielle a été celle de l'intervention au sol des troupes américaines elles-mêmes. La CIA y était franchement favorable : ne pas intervenir physiquement, c'était laisser le champ libre aux islamistes - modérés ou non - soutenus par l'Arabie Saoudite, qui en aurait alors profité pour étendre son influence sur la totalité du monde arabe ; si elle réussissait à placer ses hommes à la tête de la Syrie, l'Irak ne serait plus pour elle qu'un fruit pourri qu'elle n'aurait eu qu'à ramasser par terre ; elle aurait alors constitué une puissance très forte, capable de transformer en satellites les autres pays arabes ; or la constitution d'une grande puissance arabe unifiée est un des principaux cauchemars des Anglo-Américains depuis 1918. D'autre part, la Russie possédait une vieille base navale en Syrie, qui lui était nécessaire pour pouvoir intervenir éventuellement en Méditerranée. Aux yeux de la CIA, il était donc vital de contrôler physiquement la case syrienne.

Or l'armée était opposée à une telle intervention. De fait, elle avait beaucoup trop souffert physiquement, moralement, et dans l'opinion publique, de la guerre d'Irak, et elle n'était pas prête à se lancer dans cette aventure qui risquait de se révéler encore

plus difficile et dangereuse que la précédente. Le moral des troupes était au plus bas ; après les atrocités dont les Marines avaient été témoins, voire coupables, le nombre des suicides parmi les vétérans atteignait des proportions apocalyptiques : 22 par jour en moyenne, 8000 par an ! Les troupes comme leurs familles et l'opinion publique étaient donc farouchement opposées à une nouvelle guerre en Syrie.

Coincé entre les deux, Barack Obama était en grande difficulté pour trancher le débat ; il décida donc de fixer la règle suivante : les États-Unis n'interviendraient pas, à moins que Bachar n'utilise des armes chimiques, et il fit de cette question une « ligne rouge ». Cette position pouvait sembler équilibrée, mais elle possédait le grave inconvénient de reposer essentiellement sur des questions humanitaires et de droit international, et non sur des considérations véritablement stratégiques, ce qui, à la guerre, est une lourde faute. Une telle règle pouvait effectivement dissuader Bachar d'utiliser des armes chimiques, mais de fait elle fournissait un excellent instrument aux partisans de l'intervention américaine pour contraindre Obama à envoyer l'armée.

Ceux-ci s'organisèrent de manière très efficace. Les Islamistes, qui avaient tout intérêt à voir arriver les Américains sur le terrain, bombardèrent à l'arme chimique des populations civiles qui se trouvaient exactement à mi-chemin entre leurs troupes et celles de Bachar, de manière à faire accuser celui-ci, étant plus ou moins entendu que lui seul aurait été capable de faire une chose pareille. La CIA passa à l'action de son côté. On se rappelle qu'il lui est strictement interdit de produire des rapports mensongers, et que ses dirigeants sont pénalement responsables des informations qu'ils transmettent au gouvernement. Il leur était donc impossible d'affirmer officiellement que c'était l'armée de Bachar qui avait utilisé des armes chimiques.

C'est alors qu'apparut comme par miracle le fameux Eliot Higgins, alias Brown Moses, alias Bellingcat. Celui-ci se présentait comme un jeune homme sans aucune formation scientifique, un jeune chômeur anglais qui, pour meubler son temps libre, se serait intéressé aux armes - domaine dans lequel il avoue qu'il ne connaissait rien - en se documentant sur Internet ; et de simple amateur des films de Rambo il serait devenu en quelques temps un spécialiste mondial absolument hors pair, capable rien qu'en visionnant des vidéos sur You Tube de faire des découvertes sur la guerre en Syrie qui auraient échappé aux plus fins limiers du renseignement militaire américain et de la CIA. La pertinence de ses conclusions aurait été tellement indiscutable que la presse anglo-

saxonne dans son ensemble se dépêcha de les publier sans avoir besoin de faire procéder à aucune vérification par un comité scientifique sérieux. En particulier, il prétendit être capable, simplement en étudiant des photos satellites disponibles sur Internet, de démontrer que c'était bien l'armée de Bachar qui avait utilisé des armes chimiques. Précisons qu'il est effectivement exact que l'étude des photos de l'impact des obus peut permettre de déterminer l'endroit d'où ils ont été tirés, mais cela exige des instruments de mesure extrêmement sophistiqués ainsi qu'une formation scientifique au minimum d'un niveau doctorat, de sorte que seuls quelques laboratoires dans le monde sont capables de réaliser de telles analyses, qui sont totalement hors de portée d'un amateur autodidacte ne disposant de rien d'autre que d'un simple PC. Le professeur Postol, directeur de recherche au Massachusetts Institute of Technology, dont la compétence scientifique est absolument indiscutable, et qu'on ne saurait soupçonner de sympathie particulière pour le régime de Bachar, a lui-même réalisé dans son laboratoire une analyse des photos des impacts des obus, et en a conclu objectivement qu'ils avaient été tirés par les islamistes, et non par l'armée syrienne. Il a pu discuter avec Eliot Higgins des prétendues recherches de ce dernier, et s'est rendu compte qu'il était d'une incompetence totale ; le petit génie autoproclamé en question ne connaissait même pas le vocabulaire de base de la science des impacts, il n'avait rien étudié sérieusement. Mais rien à faire : pour toute la presse anglo-saxonne d'abord, et occidentale ensuite, Eliot Higgins est passé pour une autorité incontestable, quelles que soient les critiques des scientifiques véritables et patentés, au point que chaque fois qu'il traite une question, le renseignement militaire américain et la CIA se dispensent d'avoir à produire eux-mêmes un rapport dont ils seraient responsables, et l'agence se contente de le citer, faisant comme si la réputation de ses travaux était telle que ceux-ci n'avaient plus besoin d'être vérifiés.

La conclusion s'impose : Eliot Higgins n'est rien d'autre qu'un sous-marin de la CIA et du MI6, les services secrets anglais. Il leur permet de répandre ainsi partout dans la presse et l'opinion publique des mensonges d'État dont personne n'oserait prendre la responsabilité devant la loi. L'astuce est d'autant mieux montée que, depuis l'histoire des armes de destruction massive qui n'ont jamais été trouvées en Irak, les opinions publiques occidentales ont une tendance très forte à ne plus croire grand-chose des affirmations de leur gouvernement dans ce genre de dossier ; à cette époque, ceux-ci ont menti avec une telle force, une telle puissance, et une telle obstination qu'ils se sont

décrédibilisés pour des décennies. Eliot Higgins se présente lui-même comme un simple particulier, un chercheur indépendant des institutions, un bénévole animé seulement du besoin de savoir et de l'amour de la vérité. Il faut rappeler qu'à l'époque de la guerre en Irak, nombreux étaient déjà les particuliers bien informés - ou réfléchissant davantage - qui affirmaient haut et fort que les gouvernements mentaient, exactement de la même manière qu'à l'époque de la destruction des couveuses par les troupes irakiennes, et que cette histoire d'armes de destruction massive détenues par Saddam Hussein n'était qu'une fable destinée à justifier une guerre dont personne ne voulait. Eliot Higgins se présente donc comme un de ces particuliers indépendants qui arrivent à savoir des vérités que les gouvernements ignoreraient. Petite particularité tout de même de ce chercheur indépendant de toute autorité : toutes ses prétendues découvertes vont exactement dans le sens de ce que souhaite la CIA.

Habilité suprême, Eliot Higgins est lui-même inattaquable en justice ; se présentant comme un amateur sans formation professionnelle et donc par définition incompetent, il n'offre absolument aucune garantie de la véracité de ses informations, bien au contraire ; de plus, il les divulgue gratuitement, et ne vole personne ; il ne prétend pas non plus être un journaliste professionnel, il n'est donc tenu par aucune charte de déontologie. Personne ne peut donc se plaindre en justice d'avoir été trompé par lui, puisqu'il précise bien qu'il ne s'y connaît pas plus en armes ni en rien d'autre que n'importe quel internaute. Son statut officiel d'amateur bénévole et autodidacte le met à l'abri des poursuites judiciaires. S'il y a des gens qui lui font plus confiance qu'aux scientifiques, il n'y est pour rien. Bien entendu, ce sont surtout les directeurs de la CIA qui se mettent ainsi à l'abri des foudres de la justice américaine, en faisant de lui l'auteur de pseudos informations dont ils ne voudraient pour rien au monde assumer la responsabilité. On l'a compris : Eliot Higgins n'est rien d'autre que le département fake-news de la CIA. Inutile de préciser qu'il bénéficie du soutien inconditionnel de l'*Atlantic Council*. L'intérêt cependant pour le public averti, c'est d'avoir la certitude que tout ce qu'il affirme est totalement faux, du fait même qu'aucun organisme officiel n'accepte d'assumer la responsabilité de ses pseudos découvertes. Cela permet également d'identifier tous les auteurs d'articles de presse qui se réfèrent à lui comme à une autorité indiscutable comme étant sous influence américaine.

Revenons donc maintenant à la guerre en Syrie : l'agence souhaitait forcer la main à Barack Obama, et l'obliger à y envoyer l'armée. Celui-ci s'y refusait. Il est bien évident que les prétendus travaux d'Eliot Higgins ne l'ont pas franchement impressionné ; il attendait un véritable rapport scientifique du renseignement militaire américain pour être convaincu de la culpabilité de Bachar, or le rapport en question n'est jamais venu, et l'armée savait parfaitement à quoi s'en tenir. Il était donc clair que le travail d'Higgins n'était qu'un coup monté ; la ficelle était vraiment trop grosse pour un président des États-Unis, informé de son côté par le renseignement militaire. La CIA n'en a pas moins mené une campagne impressionnante dans toute la presse américaine et occidentale, en faisant répéter partout qu'il était un président faible et inconsistant, qui ne tenait pas sa parole, qui ne savait pas vraiment ce qu'il disait, puisqu'il avait fait de l'utilisation des armes chimiques une ligne rouge, et que cette ligne fois franchie - évidemment par Bachar -, il ne bougeait pas quand même. Mais Obama a tenu bon, et n'a pas envoyé l'armée, qui s'y refusait de toute façon.

On peut évidemment se demander, vu la manière dont cette guerre s'est terminée par une victoire russe tout à fait inattendue, si, du point de vue strict des intérêts américains, Obama n'aurait pas mieux fait tout de même de céder à la CIA, et d'envoyer l'armée pour tenter de contrôler la Syrie. Mais on ne peut évidemment pas savoir comment la guerre aurait tourné dans ce cas-là, et il est impossible de refaire l'histoire.

Il reste encore un mot à dire sur la manière dont les USA gèrent le conflit israélo-palestinien pour bien comprendre la logique de leur diplomatie. Israël est officiellement en guerre depuis sa création, et depuis tout ce temps les gouvernements américains ont eu l'air de développer tous leurs efforts pour obtenir la paix au Proche-Orient. Il faut reconnaître que leur intervention a permis d'améliorer sérieusement la situation, en particulier après la signature des accords de camp David et de ceux d'Oslo. Israël vit depuis lors dans un climat de paix et de sécurité très relatif, mais qui vaut quand même beaucoup mieux qu'une véritable guerre. Le problème est que la situation des Palestiniens n'est toujours pas résolue de manière satisfaisante, et ce qui l'aggrave régulièrement est l'extension des colonies israéliennes en Palestine, dans les territoires occupés. Si l'ONU condamne régulièrement cette colonisation, on ne peut pas dire que Washington exerce une grande pression sur Israël à propos de cette question. Le conflit

demeure donc de manière permanente, les Juifs orthodoxes poussant de leur côté à la création d'un grand Israël qui engloberait totalement la Palestine, et des organisations telles que le Hamas ou le Hezbollah, soutenues par l'Iran, appellent à la destruction de l'État d'Israël.

Washington fait preuve d'une extrême prudence devant cette situation, et maintient un équilibre subtil de ses différents soutiens, de sorte que les oppositions demeurent sans jamais se résoudre. C'est ainsi que les Américains soutiennent à la fois Israël et l'Arabie Saoudite, laquelle soutient les Palestiniens financièrement et en prônant la diplomatie, tout en combattant l'Iran qui les soutient lui aussi, financièrement mais en prônant la lutte armée. La région est donc toujours une véritable poudrière qui pourrait facilement éclater, et que seuls les États-Unis peuvent tenir sous contrôle, selon un savant équilibre qui s'appelle la stratégie du « chaos contrôlé » ; il s'agit d'éviter deux choses : la paix comme la guerre ; dans le premier cas, on n'aurait plus besoin des USA, et ils devraient rentrer chez eux ; dans le deuxième, ils devraient intervenir sérieusement en faveur d'un camp contre l'autre en s'engageant militairement, ce qu'ils veulent absolument éviter ; en fin de compte, tout le monde a besoin des USA, ce qui justifie en permanence leur position d'arbitre au Proche-Orient, ainsi que la présence de la sixième flotte en Méditerranée. De la sorte, ils peuvent garder le contrôle de la région par la diplomatie et de loin, sans avoir besoin de la coloniser, tout en défendant facilement leurs intérêts stratégiques. Dans cette région, ce ne sont évidemment pas eux qui créent et entretiennent les divisions, lesquelles seraient bien plus fortes sans eux ; au contraire, leur présence est très apaisante, et ils n'ont qu'à se contenter de ce rôle pour demeurer les arbitres de toute la région.

## Conclusion

À voir donc l'état de l'empire tel qu'il apparaît depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, on pourrait légitimement estimer qu'il est établi au moins pour très longtemps, sinon pour toujours. Les États-Unis apparaissent comme la seule superpuissance du monde ; celle-ci est entourée d'un certain nombre de satellites suffisamment forts et prospères pour la soutenir efficacement, mais également assez faibles et désunis pour dépendre d'elle ; l'empire a les moyens d'accaparer l'essentiel des ressources naturelles et énergétiques de la planète ; le reste du monde reste loin en arrière en matière de développement, et les multinationales américaines dominent les économies des pays émergeant ; la finance mondiale est entièrement aux mains de l'empire, grâce au dollar qui demeure la principale monnaie d'échange, et au système bancaire qui contrôle la quasi-totalité des échanges ; nombre de pays extrêmement pauvres fournissent une main-d'œuvre très abondante et pratiquement gratuite, ce qui permet aux populations de l'empire de bénéficier d'un assez bon niveau de vie ; le contrôle complet des médias et des réseaux sociaux assurent la paix à l'intérieure, et la tranquillité pour les dirigeants ; enfin, une communauté d'intérêts et une parfaite coordination entre les multinationales - le pouvoir économique -, les gouvernements dont ils contrôlent l'élection - le pouvoir politique -, et les forces armées, en y comprenant les services spéciaux, assurent un haut degré de sécurité à tous les niveaux, et la certitude d'une très bonne gouvernance pour longtemps. Dans de telles conditions, il serait normal de penser qu'il ne peut plus rien lui arriver. Le « nouvel ordre mondial » pourrait passer pour définitif.

Et pourtant, en réalité, il est à l'agonie.



## L'agonie du « nouvel ordre » mondial

Il existe actuellement trois causes fondamentales qui vont provoquer la chute de l'empire ; la plus importante est interne, et les deux autres sont externes : 1/ la décadence des élites et du système américain, 2/ l'irrésistible montée en puissance de la Chine, 3/ le positionnement de la Russie en faveur de cette dernière. C'est une situation qui n'est pas sans rappeler la chute de l'empire romain. Celui-ci, dans ses dernières décennies, était rongé par des luttes intestines qui ne l'auraient pas abattu s'il ne s'était pas présenté aux frontières à la même époque de nouvelles « puissances émergentes », à savoir les Germains et les Huns. La conjonction de ces deux facteurs, pourrissement intérieur et extension des puissances extérieures, a été fatale.

### La décadence du système

Depuis l'origine, les États-Unis se sont développés sur une valeur quasi-unique : l'argent. Le fameux « rêve américain » n'a jamais été rien d'autre que le besoin de faire fortune, ou tout au moins d'arriver à un niveau de vie élevé. L'immigration massive dont les USA ont bénéficié au cours des siècles a toujours été portée par une forme ou une autre de « ruée vers l'or ». Le besoin de s'enrichir y a été élevé au rang de droit, lequel est au cœur du système capitaliste libéral. Cette course à la fortune a été évidemment un des moteurs essentiels de la croissance et de la puissance économique du pays, mais elle prend depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle une allure particulièrement inquiétante, avec un creusement des inégalités qui atteint aujourd'hui des proportions insoutenables. La prise du Capitole par certains partisans de Donald Trump vient de marquer un tournant dans l'Histoire. Loin de s'expliquer seulement par leur déception de ne pas voir leur candidat réélu et leur croyance dans le trucage des élections, elle est surtout le symptôme du rejet complet par toute une partie de la population d'un système politico-économique qui ne satisfait plus que les 1% les plus riches et oublie tous les autres. Les inégalités sont en train de faire exploser le système.

Elles se sont tellement creusées ces vingt dernières années, que certains n'hésitent pas à voir dans l'économie américaine actuelle des caractéristiques des pays sous-développés. Il a été calculé qu'elles étaient plus fortes aux USA actuellement que dans l'Angleterre du XVII<sup>e</sup> S. Depuis l'an 2000, la totalité des créations de richesses a été captée par les seuls 1% les plus riches de la population. On prête à Oscar Wilde (ainsi qu'à d'autres grands hommes) cette citation : « Les États-Unis d'Amérique forment un pays qui est passé directement de la barbarie à la décadence sans jamais avoir connu la civilisation. » Cette décadence s'est accélérée brutalement ces dernières années, au point de faire craindre le pire ; certains analystes n'hésitent pas à affirmer que les USA seraient au bord de la guerre civile.

Le système est en effet corrompu par nature, parce que sa valeur fondamentale est l'argent. Dans toute civilisation, celui-ci n'est rien d'autre qu'un moyen d'échange, un moyen financier au service d'un projet culturel ; dans la société américaine, il est la fin en soi, il n'est au service que de lui-même, il n'y a rien au-dessus. Aussi les inégalités qui vont détruire le système ne seront-elles pas ressenties comme telles tant que le système ne se sera pas écroulé, parce que précisément devenir millionnaire voire milliardaire constitue l'objectif essentiel dans la société. Ceux qui s'enrichissent même à outrance ont seulement réussi, et ceux qui sombrent dans la misère ont échoué ; ceux qui n'ont rien ne sont rien.

Quand on parle de corruption, il faut bien distinguer l'aspect moral de l'aspect légal de la chose. Dans tout État, il existe des formes de corruption sanctionnées par la loi, comme le fait de toucher des pots-de-vin pour des élus. Mais la corruption au sens moral, c'est-à-dire le fait de ne penser qu'à s'enrichir le plus possible au détriment des autres, peut être parfaitement légal et même très bien vu ; c'est le cas aux USA et dans la plupart des économies libérales, contrairement aux États plus ou moins socialistes, à l'Athènes antique, ou à l'Europe chrétienne du Moyen Âge. Ainsi, c'est le fonctionnement de la société américaine tout entière qui est orienté vers cette poursuite de la fortune individuelle. C'est pourquoi les observateurs ont pu parler de « corruption douce », de *soft-corruption* à l'anglo-saxonne. Les élites américaines, à l'origine, se sont organisées naturellement sur le modèle de l'aristocratie anglaise, qui n'avait rien de démocratique. Les règles de base sont classiques : solidarité de caste ; protection automatique des membres de la famille ou de la tribu, quel que soit leur comportement ; couverture des

scandales ; connivence entre les différentes couches sociales de ces élites : universités, directions d'entreprise, partis politiques, mass media. Les enfants de cette aristocratie fréquentent les meilleures universités dont les tarifs sont inaccessibles à la masse du peuple, ils y obtiennent effectivement leurs diplômes puisqu'ils les ont payés, cela leur donne droit d'accès aux postes les plus prestigieux, aussi bien dans les entreprises privées que dans l'administration, entre lesquelles ils naviguent aisément au gré des résultats des élections. Leur accession à la chambre des représentants et au Sénat leur permet de voter des lois favorables à la protection des intérêts de leur caste, et leur permet de rendre légale des pratiques financières qui partout ailleurs seraient évidemment interdites. L'exemple le plus probant qu'on puisse en donner est évidemment l'érection du Delaware en paradis fiscal ; une journaliste américaine a démontré un jour qu'il était plus facile d'y ouvrir un compte sous un nom parfaitement fictif (celui de son chat en l'occurrence) que de s'inscrire à un club de bridge ; les USA ont effectivement fait de gros efforts pour lutter contre les paradis fiscaux situés dans d'autres pays que le leur, comme la Suisse ou le Panama ; mais ce n'était pas par souci d'honnêteté, bien au contraire, il s'agissait seulement d'éliminer la concurrence, et de se réserver le privilège d'avoir le plus beau paradis fiscal du monde, et le plus sûr pour les grandes fortunes américaines. L'ex-président Donald Trump y a enregistré plus de deux-cents sociétés, et les Clinton ne sont pas en reste non plus sur ce chapitre. Ce petit État compte d'ailleurs plus de sièges de sociétés que d'habitants, et les faibles droits d'enregistrement qui y sont exigés constituent à eux seuls un tiers de ses revenus. Il serait faux de dire que la fraude fiscale est légale aux États-Unis, mais il faut bien voir qu'un certain nombre de lois font tout pour l'encourager et la protéger.

De la même façon, l'ensemble des législations concernant l'activité des multinationales ont été établies pour rendre le plus commode et le plus opaque possible toutes les opérations financières qu'elles peuvent réaliser d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre, de sorte qu'il devienne totalement impossible aux agents du fisc américain, quels que soient les moyens dont ils disposent, de démêler complètement l'écheveau inextricable des milliards d'opérations financières réalisées chaque jour à et autour de Wall Street, entre des dizaines de milliers d'entreprises installées dans des dizaines d'États différents, ayant tous des législations et des procédures particulières. Les grands acteurs et les principaux bénéficiaires de la mondialisation financière vivent désormais dans une bulle ultra protégée, à l'intérieur de laquelle ils bénéficient de la

protection non seulement des moyens que leur offre leur fortune, mais également de celle des lois qui protègent les intérêts privés, sans parler des amitiés qu'ils peuvent entretenir dans les milieux politiques et qu'ils peuvent avoir acquises aussi bien dans leur famille, que dans leur parcours universitaire, que dans les affaires. Le système a été construit par eux, et donc pour eux.

De ce point de vue, l'arrivée au pouvoir des Démocrates ne pose aucune difficulté à l'oligarchie financière. Ils n'ont rien à redouter de cette gauche américaine qui ne leur veut aucun mal, et qui jamais ne s'écriera que son ennemi est la finance. L'influence des penseurs apparentés au marxisme est à peu près nulle aux États-Unis. La guerre froide y a beaucoup aidé : l'URSS communiste étant l'ennemi à abattre, tout politicien suspecté de marxisme pouvait être considéré comme un traître potentiel ; le maccarthysme s'est révélé très utile pour la construction de l'idéologie de l'oligarchie financière. Il a permis de construire un système de « valeurs » proprement américaines qui se devait par principe se situer aux antipodes des communistes. Aussi n'ont-elles pas d'autres dimensions que politiques, et se font-elles un devoir d'éliminer les valeurs sociales. Elles se cantonnent dans la défense de la « démocratie » : la liberté d'expression, le droit de vote, etc., et elles ont surtout l'avantage de ne rien coûter à l'oligarchie. Les valeurs socialistes sont nettement plus concrètes : le droit au logement, le droit au travail et au salaire, le droit à l'éducation, etc., toutes valeurs qui ont un coût financier élevé. Mais la lutte contre les idées socialistes étant prioritaire, il n'est pas question de défendre ces dernières. Dans l'application concrète des principes politiques américains, la liberté d'expression illimitée est accordée en échange et à la place du droit au logement ou au travail.

Mais tout ceci a réussi à faire un large consensus dans la majorité de la population américaine jusqu'au début des années 2000. L'opinion publique a commencé à évoluer de plus en plus fortement au XXIe siècle, jusqu'à porter finalement au pouvoir un candidat totalement inattendu, et dont le mérite essentiel était d'apparaître comme antisystème. L'élection de Donald Trump constitue un événement majeur et un tournant dans l'Histoire des États-Unis, qui marque une rupture brutale entre une faible majorité des Américains et les élites au pouvoir. Pour comprendre les causes profondes de cet événement, il faut remonter plus de 40 ans en arrière.

Jusque dans les années 70, les États-Unis sont avant tout une grande puissance industrielle. Les entrepreneurs américains, travaillent, produisent, et vendent essentiellement sur leur propre territoire. Dans les années 50, le produit industriel américain représente la moitié de celui de la planète. L'industrie produit des voitures, des frigos, et des télévisions pour tout le monde, ou presque. Le développement de l'*American Way of Life* satisfait la population et séduit le reste du monde. Les inégalités sont évidemment très fortes, mais elles sont assez bien acceptées du fait que tout un chacun rêve de faire fortune lui aussi un jour, et elles n'entament pas la cohésion de l'ensemble de la société. L'exclusion des minorités noires, indiennes, ou autres ne perturbe que très peu les consciences. Le racisme comme le mépris des pauvres semblent aller de soi. Il faudra attendre longtemps avant que les luttes pour l'égalité des droits, menées en particulier par Martin Luther King, finissent par faire consensus, et pas dans toute la population, loin de là. La société de consommation suffit au bonheur et à la tranquillité des masses.

Mais le fonctionnement du capitalisme américain va faire un grand virage à partir de l'ouverture de la Chine et de la reconnaissance de la République Populaire par les États-Unis à l'époque de Nixon. Les choses vont aller assez doucement au départ, et vont se développer au cours des décennies sans que les masses populaires ne se rendent véritablement compte de ce qui arrive. De fait, la mondialisation, qui a commencé au XVIe siècle, va connaître brusquement une accélération formidable et bouleverser toute l'économie de la planète en moins de 40 ans.

Très rapidement, les unes après les autres, les entreprises américaines et occidentales sont allées s'installer en Chine, où elles ont pu profiter d'une main-d'œuvre non seulement à très bas coût, mais aussi très docile et disciplinée, fort peu encline à exiger des augmentations de salaires ou à se mettre en grève. Le mouvement est allé très vite en s'accélération : les premières étaient des pionnières, mais celles qui ne jouaient pas à ce jeu ont été rapidement contraintes de le faire pour ne pas être coulées par la concurrence. Investir dans les pays à très faible coût de main-d'œuvre est devenu une nécessité vitale. Du même coup, dans le monde occidental des usines se sont mises à fermer les unes après les autres, laissant derrière elles des déserts industriels, voire d'immenses cités fantômes, comme la ville de Détroit, autrefois capitale mondiale de l'automobile.

Le monde ouvrier aurait pu accepter cette situation s'il s'était agi effectivement d'une crise passagère destinée à être résolue un jour ; mais ce n'était pas le cas : la désindustrialisation des États-Unis, comme de la France ou de l'Angleterre, - mais pas de l'Allemagne -, est bien le résultat du fonctionnement normal du système capitaliste libéral dans la mondialisation, ce n'est pas une crise. Et tandis que les classes populaires se trouvent confrontées de plus en plus au chômage et à la misère, les 1 % les plus riches ont vu leur fortune croître de manière exponentielle, et ont accaparé à eux seuls la totalité absolue de la croissance depuis l'an 2000.

Désormais, aux États-Unis, dans des régions de plus en plus vastes, le travail ne paye plus suffisamment ; de plus en plus, des gens diplômés, ayant un emploi, se retrouvent contraints de vivre dans une caravane, voire dans leur voiture, parce qu'ils sont dans l'incapacité de payer un loyer ou un crédit. Pendant ce temps, à la Bourse de New York, les cours ont explosé. De juillet 2012 à novembre 2021, le Nasdaq passe de 2 811 pt à 16 212, soit une multiplication par 5.75 ; pendant ce temps, le PIB n'est passé que de 16 à 20 000 milliards, soit une augmentation de 25%. Le S&P 500 quant à lui est passé de 1329 points en juillet 2012 à 4819 en janvier 2022, soit une multiplication par 3.6. Si le travail ne paye plus, la finance, elle, rapporte énormément. Or, si pour travailler il suffit d'avoir une tête et deux bras, pour investir dans la finance, il faut d'abord en avoir les moyens. De la sorte, pour s'enrichir aujourd'hui, il faut d'abord être riche.

De là le sentiment d'abandon et de trahison que ressentent aujourd'hui les masses américaines à l'égard des élites. Celles-ci ont construit leur prospérité sur la misère du peuple. On a bien inventé, pour affirmer que tout irait bien quand même, cette fameuse théorie du « ruissellement » : les dépenses des riches fourniraient des emplois aux pauvres, et la circulation automatique de l'argent ferait qu'en fin de compte il y en aurait pour tout le monde. Or il est bien évident aujourd'hui, à voir la misère qui s'étend aux États-Unis, qu'il ne ruisselle guère que quelques gouttes ; les riches ont surtout tendance à accaparer, et à dépenser leur argent tout autour du monde, sans faire preuve du moindre sentiment patriotique.

C'est donc bien ce rejet global du système qui est à l'origine de l'élection de Donald Trump ; celui-ci a réussi l'exploit de se faire élire président alors que c'était sa première candidature à une élection, qu'il n'avait pas la moindre expérience de la gestion des affaires, et qu'il ne s'était jamais intéressé à la politique jusque-là. Il avait

contre lui non seulement le parti démocrate, mais même l'ensemble des cadres de son propre parti, qui ne supportaient pas l'arrivée de ce trublion au milieu de leurs affaires. Surtout, et c'est bien le plus remarquable, il a gagné contre quasiment toute la presse : 98 % des articles ou des émissions consacrées à l'élection lui étaient défavorables. Or c'est précisément cela qui lui a permis de vaincre : les gens ont voté pour lui parce que le système le méprisait, le haïssait, ce qui faisait de lui le digne représentant de ces masses qui se sentent elles-mêmes méprisées et haïes par les élites new-yorkaises. À cela s'ajoutait une défiance totale de la part des Américains à l'égard des organes d'information, dont il leur semblait qu'ils ne faisaient que défendre les intérêts des élites auxquelles ils appartiennent, au lieu de faire un travail d'information sérieux et objectif. Un autre point a sans doute pesé de manière importante, le fait que Trump ait fait fortune dans le bâtiment, c'est-à-dire sur le sol américain en faisant travailler des Américains (plus un certain nombre de travailleurs illégaux), et pas dans la finance ou en exploitant des travailleurs asiatiques. De ce point de vue, il a pu sembler plus patriote que ses concurrents présentés par les élites de la finance, comme Hillary Clinton.

Mais l'élection de Donald Trump, suivie quatre ans plus tard de la victoire de Joe Biden, laisse actuellement des traces dans l'opinion américaine qui sont particulièrement graves. Les électeurs démocrates n'ont jamais pu admettre que le premier arrive au pouvoir légalement, et les deux tiers d'entre eux pensent qu'il a réussi à truquer les élections ; réciproquement, les partisans de Trump n'ont pas accepté la défaite de leur champion, et ils sont autant à croire que ce sont cette fois les Démocrates qui ont triché. Au total, les deux tiers des Américains pensent aujourd'hui qu'au moins une des deux dernières élections a été truquée, et que le président élu n'était pas légitime. Peu importe de savoir à quel point ces théories sont infondées ; ce qui est extrêmement inquiétant, c'est qu'une majorité d'Américains n'a plus confiance non seulement dans les partis politiques, mais surtout dans les institutions. La prise du Capitole n'est pas un épisode anecdotique, mais la première manifestation particulièrement choquante d'une décomposition de la société américaine. Et la situation risque d'empirer fortement d'ici les prochaines élections. Que les poursuites judiciaires contre Trump aboutissent ou non, on peut fortement redouter qu'un des deux camps ne réagisse de manière violente ; ses partisans n'accepteront certainement pas qu'il ne puisse pas se représenter, mais ses adversaires n'admettront pas non plus

qu'il ne soit pas condamné. Dans les deux cas, c'est la République elle-même qui va souffrir terriblement.

Bien entendu, les quatre années de sa présidence n'ont permis en rien de changer ni d'améliorer le système, qui a continué sur sa lancée. Il faut le rappeler : dans le monde capitaliste libéral, ce sont les élites économiques et financières qui possèdent le réel pouvoir, parce que ce sont elles qui organisent le système ; le pouvoir des hommes politiques est très secondaire, même le président des États-Unis n'a pratiquement aucun moyen de réguler ou de contrôler la marche de la mondialisation. L'élection de Joe Biden n'y change rien non plus, et la situation ne cesse de s'aggraver à une vitesse impressionnante. Du fait de la mondialisation, la balance commerciale des États-Unis affiche désormais des résultats épouvantables, et ce malgré tous les efforts de Trump pour limiter les effets de la concurrence chinoise ; la prétendue « guerre commerciale » qu'il a lancée contre l'empire du milieu n'a eu aucun résultat ; pour l'année 2021, le déficit s'élève à plus de 850 milliards de dollars, un record historique et mondial qui atteint l'invraisemblable pour un pays qui était il n'y a pas si longtemps la première puissance industrielle du monde. Mais cela n'empêche pas l'élite de continuer à s'enrichir, et tandis que les profits financiers explosent, la courbe des « morts par désespoir » a connu ces dernières années une ascension fulgurante ; on désigne par là tous ceux dont les jours ont pris fin soit par suicide, soit par overdoses ou ingestion de produits toxiques, soit du fait de maladies qu'ils n'ont pu soigner faute d'argent, soit encore des conséquences de la misère ordinaire ; en 2018, 158 000 américains en sont morts. La crise des *opioïdes* fait des ravages dans les classes moyennes. La violence explose : dans la seule première moitié de 2022, on dénombre plus de 220 « massacres de masse », c'est-à-dire les tueries où l'on compte plus de quatre morts sans compter le tueur.

À cela s'ajoute un certain nombre de violences commises par certains policiers blancs contre des Noirs, qui sont allées jusqu'à la mort, comme dans l'affaire de George Floyd, qui est loin d'être un cas isolé. Les manifestations violentes qui s'ensuivent deviennent de plus en plus fréquentes. Le racisme gangrène toujours la société américaine, et il devient de plus en plus insupportable, non seulement pour ceux qui en sont les victimes, mais aussi pour nombre de Blancs. Le mouvement *Black Lives Matters* prend de plus en plus de place dans le paysage politique du pays. Dans la même



mouvance, le *Woke*, ou mouvement de l'éveil, qui se répand en particulier dans les universités, invite les Américains à regarder lucidement les véritables fondements de leur histoire et de leur société, qui s'est beaucoup moins construite sur l'amour de la liberté et le respect des droits de l'homme que sur l'esclavage, le racisme, et l'exploitation sous toutes ses formes. Tout ceci divise la société américaine de manière de plus en plus profonde, d'un côté ceux qui ne supportent pas que l'on touche au sacrosaint mythe américain, de l'autre ceux qui exigent que la société et les mentalités changent réellement et en profondeur, en passant par un examen critique de l'Histoire. Cette division se retrouve dans tous les milieux, et en particulier dans le parti démocrate ; le ticket formé par Joe Biden et Kamala Harris ressemble à cet égard au mariage de la carpe et du lapin : le premier est l'incarnation du vieux mal blanc traditionnel dans l'exercice de tous les privilèges de sa caste, tandis que la deuxième se présente davantage comme la porte-parole de ceux qui veulent renverser cet ordre. La formation d'un tel ticket était nécessaire pour rassembler derrière Joe Biden une part considérable des électeurs démocrates qui ne se reconnaissent pas plus dans les élites new-yorkaises que les électeurs de Trump. Mais combien de temps un tel attelage va-t-il pouvoir tenir ? Comment réagiraient le parti et le pays si Biden venait à disparaître, et qu'Harris devienne alors présidente ? Ne sera-t-elle d'ailleurs pas en droit de présenter sa candidature aux prochaines élections ? Les divisions à l'intérieur du parti risqueraient alors d'éclater, avec le risque de le faire voler en pièces. Le calme qui règne en apparence aujourd'hui ressemble fort à celui qui précède généralement les tempêtes.

Tout ceci suffirait largement sans doute à expliquer ce climat de guerre civile que certains ressentent aujourd'hui ; malheureusement, il y a encore pire.

Et le pire cancer qui ronge aujourd'hui la puissance américaine c'est son propre complexe militaro-industriel. Par cette expression, on ne désigne pas seulement l'industrie militaire, mais l'ensemble des liens qui relient entre eux le pouvoir politique, l'armée, et l'industrie. Celle-ci s'est d'abord développée de manière extrêmement rapide et puissante pendant la deuxième guerre mondiale ; en seulement deux ans, les Américains ont été capables de rassembler et concentrer tous les moyens nécessaires pour construire la première industrie militaire du monde ; alors qu'en 1940 ils sortent à peine plus de 2000 avions de combat, dès 1943 ils en produisent plus de 85 000. Le budget de la défense absorbe environ le tiers du PIB de la nation. Mais que faire de cette

industrie une fois la guerre terminée ? Elle était entièrement entre les mains d'entreprises privées qui avaient accumulé de formidables bénéfices et qui n'avaient aucune envie de disparaître. Dans le « triangle de fer » qui les liait d'un côté au pouvoir politique et d'un autre à l'armée, ce n'était pas elles en principe qui avaient le pouvoir ; mais c'était ses dirigeants qui disposaient des plus grandes masses de liquidités disponibles. L'argent a fait son travail, et c'est ainsi que ce sont les patrons de l'industrie qui se sont mis à faire la pluie et le beau temps à Washington comme au Pentagone. Le président Eisenhower en était parfaitement conscient ; rappelons cet avertissement qu'il lança dans son discours de fin de mandat prononcé le 17 janvier 1961 :

« Dans les conseils du gouvernement, nous devons prendre garde à l'acquisition d'une influence illégitime, qu'elle soit recherchée ou non, par le complexe militaro-industriel. Le risque d'un développement désastreux d'un pouvoir usurpé existe et persistera. »

C'était d'une lucidité prophétique. Le triangle s'est mis à fonctionner, et fonctionne toujours ainsi : les élus votent les guerres, les généraux adoptent des stratégies qui permettent de consommer la plus grande quantité possible de matériels et de munitions, l'industrie de l'armement accumule des bénéfices colossaux, qui lui permettent ensuite d'acheter la bonne volonté et des politiciens et des militaires. Les industriels de l'armement s'insinuent partout : dans les partis politiques où ils soutiennent les campagnes des candidats qui leur sont favorables, dans l'armée évidemment, mais aussi dans les médias dont ils possèdent toujours des parts notables du capital, afin que ceux-ci soutiennent régulièrement toutes les guerres qui sont entreprises, quels qu'en soient les motifs ; il est effectivement nécessaire, pour lancer une guerre, d'avoir l'opinion publique avec soi. Le New York Times, CBS, et le Washington Post ont compté au sein de leurs conseils d'administration d'anciens secrétaires à la Défense. Le complexe militaro-industriel est également un complexe militaro-médiatique.

C'est ce besoin de consommer des munitions en grandes quantités qui explique notamment ce choix permanent de la stratégie du « tapis de bombes » adoptée systématiquement par les généraux américains en Corée, au Vietnam, et sur tous les théâtres d'opération où ils sont intervenus. Celle-ci présente un énorme avantage, en dehors du fait d'économiser les vies des soldats américains : il est totalement impossible

de vérifier combien de munitions ont été effectivement consommées ; si un général a fait tirer 10 000 obus, il peut bien prétendre, en accord avec le fournisseur, en avoir tiré 12 000 ou 15 000, et faire payer le tarif correspondant au ministère ; l'énorme bénéfice réalisé sera partagé ensuite entre l'industriel, les chefs militaires, et le personnel politique et administratif concerné. L'argent partira sur un compte anonyme dans le Delaware, et celui qui paye, le contribuable, ne pourra rien vérifier. C'est ainsi que le budget des guerres explose régulièrement : le coût de celle du Koweït avait été chiffré, avant opération, à 80 milliards de dollars ; à la fin, c'était 800 milliards qui avaient été consommés. L'armée américaine prétendait déjà à cette époque utiliser essentiellement des missiles Tomahawk, engin dont le coût avoisine le million de dollars pièce ; on apprendra bien plus tard qu'en réalité seulement 1 % des missiles tirés était effectivement des engins de haute précision ; pour les autres, c'était des missiles ordinaires dont le coût est bien moindre. Combien de Tomahawk ont été effectivement facturés, et combien ont été effectivement tirés, c'est ce qu'on ne saura jamais.

Un cas assez précis permet de mettre assez bien en lumière ce genre d'opération, ce qui est rarissime. Lorsque Donald Trump, voulant prouver sa fermeté, a ordonné le bombardement d'une base aérienne en Syrie, les militaires américains ont assuré avoir tiré 49 missiles de haute précision. Les Syriens de leur côté n'ont relevé que 27 impacts. Où sont passés les 22 manquants ? La réponse du côté américain est simple : les Irakiens mentent. Une autre explication est possible : les militaires ont tiré 27 missiles, et en ont fait payer 49 à l'état ; l'industriel bénéficiaire de l'opération a eu de quoi remercier les militaires en question.

Jusqu'à la fin des années 80, la guerre froide a justifié largement les dépenses militaires les plus inconsidérées ; la stratégie politico-militaire qui a été adoptée était on ne peut plus favorable aux intérêts des industriels ; la course aux armements avait pour but officiel de mener l'URSS à la ruine financière en la contraignant, pour ne pas rester trop à la traîne des États-Unis, à se livrer à des dépenses militaires totalement insupportables pour l'économie soviétique. Cela a de fait été particulièrement efficace : l'effort de guerre fournie par celle-ci, tant en matériel, qu'en ressources naturelles, qu'en homme et en argent, l'a complètement ruinée ; il n'y en avait que pour l'armée ; l'entretien de millions d'hommes sous les drapeaux, d'un arsenal nucléaire qui a atteint les 10 000 têtes, d'un parc de chars d'assaut qui dépassait les 50 000 unités, tout cela

était absolument insupportable pour l'économie, qui a fini par s'effondrer complètement. Côté américain, à l'inverse, cette course aux armements a fait pendant des décennies la fortune des industriels, et a même contribué au soutien de l'économie en général.

En revanche, la fin de la guerre froide a failli sonner le glas de cette industrie. L'URSS s'étant écroulée, l'armée soviétique a réduit ses capacités de 90 % - laissant d'ailleurs sur le carreau des millions d'hommes qui ne connaissaient pas grand-chose en dehors des armes, et dont beaucoup ne trouveront pas d'autres compagnies pour se recaser que les mafias, qui se sont alors multipliées à travers tout le pays comme des mouches sur un cadavre. Aux États-Unis, les commandes de munitions ont brutalement chuté de 80 % ; les trois quarts des entreprises concernées soit ont fait faillite, soit se sont recyclées dans d'autres activités. Sur les 17 constructeurs de l'aéronautique militaire américaine, au début des années 2000 il n'en reste plus que trois grands : Boeing, Northrop Grumman, et Lockheed Martin.

À la fin des années 90, un rapport de la CIA expliquait qu'avec la chute de l'URSS et la disparition de la menace soviétique, non seulement la course aux armements n'avait plus de raison d'être, mais qu'il était même temps de démanteler l'essentiel de l'industrie d'armement : il n'y avait plus d'ennemis, on allait rentrer dans une longue période de paix, et la planète entière allait prospérer sous l'égide des grandes institutions internationales comme l'ONU ou l'OMC. Le rapport précisait tout de même – ce qui allait nourrir les théories complotistes -, que la seule chose qui pourrait éventuellement justifier le maintien d'un haut niveau d'armement serait le développement de groupes terroristes puissamment armés, et susceptibles de porter leurs coups à l'intérieur même des puissances occidentales. De fait, l'organisation de Ben Laden avait déjà commencé à frapper les intérêts américains au Proche-Orient.

À la suite des attentats du 11 septembre, le complexe militaro-industriel, qui pouvait craindre de disparaître avec le temps, s'est brutalement réveillé. C'est lui qui a imposé la guerre en Afghanistan. De fait, en dehors des considérations géopolitiques dont nous avons déjà parlé, cette expédition n'était absolument pas justifiée. Le sort de Ben Laden pouvait être réglé de manière infiniment plus simple avec l'aide des services secrets : il suffisait de quelques espions sur place pour localiser précisément sa maison, et ensuite un missile Tomahawk aurait scellé son sort. Rien ne justifiait d'envahir un

pays entier à cause d'un seul homme. L'invasion de l'Afghanistan n'a d'ailleurs absolument pas permis de l'attraper, puisqu'il s'est réfugié à temps au Pakistan, et c'est d'ailleurs un commando de l'armée qui, sous la conduite de la CIA, est parvenu à le liquider. Une opération de ce genre relève normalement des services secrets, pas de l'armée entière. Le résultat a d'ailleurs été politiquement désastreux : si les attentats avaient suscité un très vaste sentiment de sympathie à l'égard des États-Unis à travers le monde, la brutalité de l'invasion de l'Afghanistan, avec ses centaines de milliers de victimes civiles, a totalement retourné l'opinion publique contre eux, qui, de leur statut de victime, sont passés à celui de fléau international. La résistance des Talibans, à l'inverse, a suscité un large sentiment de sympathie à leur égard dans l'ensemble du monde musulman.

Cependant, le complexe militaro-industriel est parvenu à cette occasion à reprendre le pouvoir, et à partir de là, sous prétexte de lutte contre le terrorisme islamiste, les guerres vont s'enchaîner, ou plutôt se déchaîner contre les États arabes : Irak, Libye, Syrie seront tour à tour les victimes de la nécessité de faire tourner à plein régime les usines d'armement. Le tout pour un coût absolument dément eu égard à la dimension des objectifs : les États-Unis ont dépensé au bas mot 5 000 milliards de dollars dans les guerres qu'ils ont menées depuis les attentats du 11 septembre 2001, et ce chiffre ne tient compte que des sommes engagées directement pour la guerre.

« Certains chercheurs avancent des chiffres cumulés allant jusqu'à 12 000 milliards de dollars depuis 2001, en prenant en compte les fonds civils liés aux conflits, les pertes civiles et militaires, la gestion des vétérans, ou encore l'impact des guerres sur les intérêts de la dette, tous éléments mal évalués par le gouvernement ou le Congrès en dépit de nombreux rapports ».

« L'un des aspects les plus frappants de la puissance militaire américaine est de voir le peu d'attention portée à l'étude des éléments clés de son coût total, par guerre et par mission, et à celle du lien entre l'emploi des moyens et l'existence d'une stratégie efficace », a souligné ainsi Anthony Cordesman.

Tout cela pour quelques milliers d'individus sommairement armés ! À titre de comparaison, le coût des opérations extérieures de la France, qui s'attaquent en Afrique

à des ennemis d'importance à peu près équivalente, s'élève péniblement à 1 milliard par an. La conclusion s'impose : la lutte contre le terrorisme est avant tout autre chose un prétexte du complexe militaro-industriel pour piller le budget de l'État, dans des proportions catastrophiques.

À cela, il faut ajouter le budget non moins démentiel de l'armée américaine, qui atteint aujourd'hui la somme astronomique de 850 milliards de dollars. Cela représente un tiers des dépenses militaires de toute la planète. Si l'on considère que les États-Unis n'ont que deux frontières terrestres, l'une avec le Canada, l'autre avec le Mexique, qui ne risquent guère de les agresser, et que le reste de la planète serait à peu près en paix s'il n'y avait justement les guerres menées par les États-Unis, on ne peut justifier rationnellement une pareille dépense qui ruine le pays. D'autant plus que les résultats obtenus ne sont guère brillants : la Syrie a finalement été abandonnée aux Russes, et l'Afghanistan aux Talibans, après 20 ans d'une guerre qui aura coûté 20 milliards par an à elle seule. De pareilles dépenses pour de tels résultats, c'est complètement insensé.

Tout va d'ailleurs à ce rythme dans les dépenses militaires. L'avion de combat F 35 en donne un autre exemple hallucinant. Développé depuis 1996 par Lockheed Martin, en partenariat avec Northrop Grumman et BAE Systems, cet avion est devenu le projet le plus cher de l'histoire de l'armée américaine ; Il est surnommé aujourd'hui le *trillion dollars project*, du fait qu'il a déjà coûté plus de 1000 milliards de dollars ; le coût total lorsque le projet sera achevé est aujourd'hui estimé à 1 700 milliards, et ce chiffre a encore le temps de monter. À titre de comparaison, le développement du Rafale français, qui se comporte tout aussi bien en situation de combat que son collègue américain, a coûté 15 milliards.

Comment en est-on arrivé là ? Par un renversement complet de la procédure ordinaire dans les fournitures d'équipement, qu'ils soient militaires ou autres. En règle générale, l'avionneur construit lui-même son projet, il prend à sa charge tous les frais de développement, et lorsqu'il est arrivé à la construction d'un prototype qui fonctionne effectivement, il le propose alors à la vente, avec toutes ses caractéristiques et à un prix déterminé. Pour le F 35, Lockheed Martin a obtenu un contrat contraire à tous les usages, et surtout à toute logique financière. C'est le Pentagone qui a fixé les caractères que devait avoir l'avion, en particulier en termes de furtivité, d'utilisation sur des porte-avions, etc., à charge pour le constructeur de trouver les moyens de répondre aux

exigences de la commande, étant entendu que l'armée prendrait à sa charge tous les frais de recherche et de développement jusqu'à ce que l'avionneur parvienne effectivement à résoudre toutes les questions techniques. Il va de soi que dans ces conditions le constructeur avait tout intérêt à faire traîner le projet le plus longtemps possible, puisqu'il était payé aussi longtemps qu'il n'avait pas trouvé. Les exigences du Pentagone étaient d'ailleurs techniquement presque impossibles à exécuter : rendre un avion totalement indétectable par tous les radars quels qu'ils soient est un pari pratiquement intenable. C'est l'éternel problème de l'obus et de la cuirasse : plus la cuirasse est renforcée, plus les obus deviennent pénétrants ; de même, plus un avion est discret, plus les radars deviennent sensibles ; rendre un avion parfaitement furtif est un problème sans fin.

L'ironie de l'affaire est que le projet à l'origine avait été conçu pour faire des économies. Le Pentagone exigeait un avion unique qui soit capable d'accomplir toutes les missions et qui répondent aussi bien aux exigences de l'armée de l'air qu'à ceux de la marine, qui avait besoin de renouveler les escadrilles embarquées sur ses porte-avions. L'idée était qu'un avion unique coûterait moins cher à développer que trois avions différents. À l'arrivée, celui-ci a coûté 50 fois plus cher que le plus cher de ses concurrents.

Le résultat en plus est assez désastreux ; si le F 35 est un petit bijou de technologie, il n'en possède pas moins des défauts particulièrement graves : il nécessite par exemple 25 heures d'entretien pour une heure de vol ; ses moteurs s'usent prématurément ; les catapultes qui doivent le lancer depuis les porte-avions posent également de gros problème d'entretien ; et le prix unitaire s'élève à 100 millions ; tout cela fait du F 35 un excellent avion pour les salons d'aéronautique, mais qu'on ne saurait sérieusement engager dans une guerre contre un ennemi équipé lui-même d'avions de cinquième génération, comme la Russie ou la Chine.

Cela n'empêche d'ailleurs pas le gouvernement américain de l'imposer à tous ses alliés pour leur faire partager le coût de cette gabegie. Le directeur d'Air power Australia, Peter Goon, a déclaré :

« Ce programme a toutes les caractéristiques du système de Ponzi. Quand le produit ne fonctionne pas, recrutez autant de clients que vous pouvez, assurez la

promotion de ce dernier du mieux que vous le pourrez, amassez autant d'argent que possible tant que le marché ignore ses défaillances ».

On le voit clairement à travers cet exemple : l'industrie de l'armement, sous prétexte d'excellence, vise avant tout à produire des objets de très haute technologie, possédant tous les équipements les plus sophistiqués, et qui sont du coup les plus chers ; or la guerre exige du matériel rustique, résistant à toutes les épreuves, qui puisse être fabriqué rapidement et en très grande quantité ; à la fin de la dernière guerre mondiale, l'industrie américaine était capable de produire jusqu'à 100 000 avions de combat dans l'année ; c'est ce qu'exigerait aujourd'hui une guerre de haute intensité ; on comprend bien qu'un modèle tel que le F 35, aussi long et coûteux à fabriquer, aussi difficile à entretenir, ne saurait répondre aux exigences d'une guerre véritable et intensément destructrice. La seule objection qu'on puisse faire à cette remarque est que les ennemis potentiels ne sont pas non plus à même de produire leurs propres avions à une cadence supérieure, mais cela ne justifie pas de pareilles dépenses.

Au total, le complexe militaro-industriel américain ruine depuis 20 ans les finances de l'Union. La dette américaine s'élève aujourd'hui à plus de 30 000 milliards de dollars, presque une fois et demie le PIB ; or, si l'on compte les frais de guerre, les budgets de l'armée, les dépenses inconsidérées, on peut estimer, à la louche, que le tiers ou la moitié de cette dette lui sont imputables. Les finances de l'Union sont dans un état absolument lamentable, et la première puissance du monde rejoint sur ce chapitre les pays les plus pauvres du globe.

Cela est d'autant plus inquiétant que les États-Unis sont de moins en moins une puissance industrielle, et de plus en plus une puissance financière. Leur grande force, c'est le dollar, qui, depuis les accords de Bretton-Woods, sert de référence à toute la planète ; c'est toujours aujourd'hui la principale monnaie de réserve de la plupart des États. Mais que vaut-il réellement aujourd'hui ? Après la guerre, il valait de l'or ; mais aujourd'hui il n'est plus qu'adossé à la plus grande montagne de dettes qu'on ait jamais vue. Le déficit budgétaire est abyssal : il a dépassé les 3100 milliards de dollars en 2020, c'est presque le PIB de l'Allemagne. Il retombe aujourd'hui à peu près à la moitié de ce chiffre, ce qui demeure monstrueux. Ce déficit est financé d'une part par l'emprunt, et d'autre part par une politique de « *quantitative easing* », ou encore par la planche à billet ; très pratique sur le court terme, ces mesures ne peuvent avoir que des résultats



désastreux sur le long terme. La quantité de dollars en circulation est aujourd'hui beaucoup trop forte, et elle nourrit l'inflation. Tout le monde comprend bien d'autre part que les bons du Trésor américain ne représentent en réalité rien d'autre que des dettes. Ils n'ont de valeur qu'autant qu'on fait semblant d'y croire. Combien de temps cette monnaie, qui ne représente plus rien d'autre que des déficits et des dettes, pourra-t-elle demeurer la référence mondiale ? Il suffira qu'un jour à la Bourse quelqu'un fasse remarquer que le roi est nu et que ses coffres sont vides pour que le système s'écroule comme un château de cartes.

Et maintenant, disons depuis ces cinq dernières années, un nouveau cancer est en train de se développer au sein de la société américaine, en plus de celui du complexe militaro-industriel ; un nouveau « triangle de fer » se met en place, qui est peut-être la conséquence et la suite logique de la faillite financière qui se profile. Le premier et traditionnel « triangle de fer », rappelons-le, lie les milieux politiques (CIA comprise), le complexe militaro-industriel, et l'armée. Celui qui est en train de se développer lie la CIA avec le FBI, les milieux financiers, et ceux de la drogue, plus particulièrement les trafiquants de cocaïne. Précisons tout de suite que l'histoire de la formation de ce nouveau triangle est assez complexe, mais nous allons essayer de la rendre compréhensible.

D'une part, au début du développement d'internet tout autour du monde, la CIA a créé un internet complètement crypté, le Darknet, qui permet à des opposants politiques, dans des pays comme la Chine ou l'Iran, de communiquer avec elle en échappant complètement à la surveillance des autorités de leur pays. Une légende créée et répandue par la CIA elle-même raconte que ce réseau aurait été créé et serait entretenu par des bénévoles, mais c'est totalement faux. Ce système est devenu extrêmement populaire auprès de quantité d'organisations criminelles qui, se croyant à l'abri des regards de toute autorité, s'en sont servi pour développer leur activité sans vergogne, et surtout sans savoir à quel point il est facile à la CIA de les surveiller. C'est ce qui permet aujourd'hui régulièrement aux polices américaine et européennes de réaliser de magnifiques coups de filet dans les milieux pédophiles entre autres.

Et puis vers 2008 a commencé à se développer la première des crypto-monnaies, le Bitcoin. Cette monnaie était censée à l'origine être surtout utilisée pour des jeux vidéo, ce qui a bien été le cas, effectivement. Mais elle a surtout l'immense intérêt aux yeux de

la CIA de permettre de rétribuer les agents à l'étranger, ainsi que de financer leurs activités ; les agents en question sont noyés sur internet dans la masse gigantesque des joueurs en ligne, et peuvent justifier publiquement de leurs revenus par des gains à des jeux qui sont absolument impossibles à vérifier et à contrôler.

D'autre part, quantité de trafiquants d'armes et de drogues à travers la planète se sont servi rapidement de cette monnaie en se croyant à l'abri sur le Darknet, alors qu'ils sont directement sous les yeux de la CIA, ce qui permet là aussi de réaliser de magnifiques opérations de police.

Darknet et Bitcoin ensemble ont donc rendu d'immenses services à l'agence, puisqu'ils permettaient non seulement d'entretenir nombre de ses agents à l'étranger sans qu'ils puissent être ni découverts, ni même soupçonnés, mais ils ont en plus fourni un outil formidable à toutes les polices occidentales pour traquer les réseaux internationaux de crimes organisés. Tout aurait pu continuer ainsi dans le meilleur des mondes pendant longtemps, s'il n'y avait pas eu la crise financière de 2008. Mais pour comprendre ce qui s'est passé à ce moment-là, il faut remonter quelques années en arrière et passer par le Mexique.

La cocaïne est fabriquée pour l'essentielle en Colombie et dans les Andes, consommée aux USA, et y entre par le Mexique. Jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, ce trafic, tout criminel qu'il fût, demeurait dans des dimensions relativement modestes. C'est surtout à partir des années soixante-dix que le fléau des drogues s'est répandu aux États-Unis, et que le gouvernement, mesurant l'ampleur du danger, a décidé de leur faire la guerre, essentiellement par des mesures policières et la prévention auprès des jeunes. Peine perdue : la consommation ne cessait d'augmenter dans des proportions toujours plus inquiétantes, provoquant une violence de plus en plus insupportable. C'est alors que les USA ont véritablement déclenché une vraie guerre impliquant non seulement le FBI mais aussi l'armée, qui sont intervenus directement dans les régions de production, en particulier en Colombie, et également au Mexique. Malheureusement, les méthodes employées ont eu le résultat strictement inverse à celui qu'on recherchait. En particulier, des policiers mexicains, qui étaient fortement rémunérés par les Américains pour les aider dans cette guerre, comprenant que cette manne financière ne durerait qu'autant que le trafic se développerait, se sont mis à jouer un double jeu : combattre certains cartels pour mieux permettre à d'autres de se développer sous leur protection, et se

faire ainsi rémunérer à la fois par les Américains et les trafiquants. L'argent dépensé pour la lutte contre les cartels a de fait servi à alimenter les trafics qui ont explosé. L'argent gagné a servi à son tour à corrompre policiers et militaires, et la lutte contre la drogue est entrée dans un cercle vicieux : plus on mettait d'argent pour lutter contre les trafics, plus les trafics se développaient, et les parrains des cartels sont devenus milliardaires, entretenant de véritables armées parallèles pour défendre leurs territoires. A sa mort, Pablo Escobar possédait 30 milliards de dollars en argent liquide.

Or c'est précisément la question de ces liquidités qui est au cœur de notre problème. Les sommes gigantesques accumulées par les trafiquants étaient telles qu'il leur était presque impossible de les blanchir. Ils accumulaient les masses de dollars sans rien pouvoir en faire. Leur souhait était bien sûr de parvenir à les investir à la bourse, mais ce n'était guère facile. Escobar avait chez lui des masses de billets rongés par l'humidité, et dans les derniers jours de sa traque, il s'en servait pour se chauffer.

Et puis est arrivée la crise de 2008, et la Bourse de New-York a failli s'effondrer. Tout le monde manquait de liquidités à un point tragique. C'est alors que les parrains des cartels se sont présentés : des liquidités, ils en avaient à ne plus savoir qu'en faire ; il fallut bien passer l'éponge pour une fois, et l'argent de la cocaïne fit son entrée discrète à la Bourse de New-York qu'il sauva de la faillite.

C'est peu après qu'apparut le Bitcoin, comme par miracle. Il est censé avoir été créé par un japonais mythique que personne n'a jamais vu, Satoshi Nakamoto, qui ne s'exprime d'ailleurs jamais que dans un anglais impeccable. Au départ, seuls les petits trafiquants s'en sont servi, cette monnaie ne valant pas plus cher que des billets de Monopoly. Mais les gros trafiquants développant leurs liens avec Wall-Street, ils s'y sont mis aussi, et ont provoqué la hausse du cours, ce qui a du coup permis d'utiliser de plus en plus cette monnaie pour des trafics d'argent de plus en plus importants. Elle atteint les 1 000 dollars en 2014, les 10 000 en 2020, et elle explose à plus de 50 000 en 2021. Que s'est-il passé ? avec les années, et sous la pression des milieux financiers, FBI et CIA ont tout simplement renoncé à contrôler ces trafics, qui se développent librement aujourd'hui. Après la crise de la Covid en 2020 qui a fait plonger le PIB américain, le bitcoin a connu une ascension foudroyante ; explication : l'argent de la drogue a été admis sans limite à Wall Street, et il a sauvé la Bourse du Krach. Le dollar est adossé à l'économie américaine dont il tire sa puissance, l'Euro à l'économie européenne, et le

bitcoin à l'argent de la drogue ; son cours est le reflet de l'intensité avec laquelle celui-ci parvient à la Bourse pour y être blanchi.

Désormais, l'argent de la drogue fait la loi à Wall-Street ; il corrompt tout : police, milieux politiques, milieux financiers ; l'évasion fiscale se fait à grande échelle, et le bitcoin devient la monnaie reine de tous les trafics, supplantant complètement le dollar. Le contrôle de la circulation fiduciaire échappe désormais complètement à l'État, et se trouve aux mains du crime organisé.

Résumons la situation : une société divisée comme jamais, une population qui se sent trahie par les élites et les rejette, une méfiance généralisée à l'égard du système tout entier, une perte de confiance dans les institutions elles-mêmes, une industrie qui part en pièces détachées, des déficits colossaux, des dettes himalayennes, une corruption généralisée et institutionnalisée, une armée qui se passionne pour les bijoux technologiques mais ne veut plus se battre, un pouvoir politique totalement impuissant face à l'oligarchie financière, l'argent de la drogue qui fait la loi jusqu'à la Bourse, la violence qui explose avec la misère, voilà où en est arrivée l'Amérique depuis ces cinq dernières années.

Or c'est dans cette situation qu'elle va devoir affronter le plus grand défi que le monde anglo-américain ait connu depuis le XVIIe siècle, l'irrésistible montée en puissance de la première nation capable de lui disputer la suprématie mondiale, la Chine.

## Le développement de la puissance chinoise

Les Occidentaux ont pris une très mauvaise habitude à l'école : celle de lire leur propre Histoire comme si elle était celle du monde. On commence par l'Antiquité méditerranéenne, on poursuit par l'Histoire de l'Europe au Moyen Âge, on continue par l'extension des grands empires coloniaux tout autour du globe, et on en arrive ensuite à la révolution industrielle et aux temps modernes, jusqu'à l'époque contemporaine. De la sorte, il nous semble que les autres pays ne commencent à exister qu'à partir du moment où nous les avons « découverts ». On enseigne ainsi que Christophe Colomb a « découvert » l'Amérique, comme si les ancêtres des Indiens ne s'en étaient pas eux-mêmes chargés 15 ou 18 000 ans plus tôt – et peut-être même 30 000; les Anglais « découvrent » l'Australie, pourtant peuplée depuis 40 000 ans. Et comme les Occidentaux ont réussi plus ou moins à imposer leur modèle de civilisation tout autour de la planète, on en finit par croire que ce qui s'est passé avant leur arrivée n'avait pas d'importance ; jusque-là, les autres peuples auraient vécu dans une sorte de Moyen Âge perpétuel, d'où nous les aurions heureusement tirés. Ils ne seraient « entrés dans l'Histoire » qu'avec notre arrivée. Notre lecture de celle-ci est extrêmement Européo-centrée.

En réalité, jusqu'en 1800, l'histoire de l'humanité s'est essentiellement écrite en Asie. Jusqu'au début de la révolution industrielle, la Chine a toujours été la première puissance du monde ; en 1800, son PNB représente le tiers de celui de la planète, et celui des Indes en représente 20 %. Ce sont dans ces pays que le niveau de vie et d'éducation était le plus élevé, que les sciences et les technologies étaient les plus avancées. Les inventions qui nous ont été les plus utiles dans notre conquête du monde nous viennent de chez eux : ce sont les Indiens qui inventent les chiffres et fondent les mathématiques, - dont les Arabes nous fourniront les rudiments -, la poudre et le canon sont des inventions chinoises qui remontent au Xe siècle, et qui ont mis 500 ans à franchir la distance entre les bords du Pacifique et ceux de l'Atlantique ; dans l'immense continent eurasiatique, les Européens n'ont pas été les premiers à les connaître, mais les derniers. Même chose pour la marine : les Européens n'ont été capables de franchir l'Atlantique

qu'à partir de la fin du XVe siècle, alors que les Chinois du sud-est franchissaient le Pacifique et atteignaient la Polynésie 1200 ans avant J.-C. À une époque où nos navires se contentaient de faire du cabotage sur la côte atlantique ou en Méditerranée, les navires des marchands chinois rejoignaient l'Inde et l'Afrique.

L'Histoire a voulu que la révolution industrielle démarre en Angleterre, se répande ensuite en Europe et aux États-Unis, et que depuis cette époque l'Occident domine le monde militairement, scientifiquement, économiquement, et culturellement. Nous avons cru pendant longtemps que ce mouvement était naturel et irréversible, et que la domination occidentale était établie pour toujours. En réalité, il ne s'agit que d'une parenthèse dans l'Histoire, et elle est en train de se refermer. D'ici quelques décennies, la hiérarchie des nations va retrouver son ordre historique. Notre plus grande faute a été d'ailleurs de racialisier la question, de croire en la supériorité naturelle de l'intelligence des Blancs, et de regarder de haut les Asiatiques sous prétexte qu'à un moment donné de l'Histoire nous avons pris une forte avance technologique. Nous avons largement sous-estimé leurs capacités intellectuelles, et c'est en partie ce qui leur a permis de nous rattraper très vite.

De fait, lorsque les contacts entre les Occidentaux et la Chine deviennent vraiment sérieux, au XIXe siècle, la seule supériorité des premiers est purement militaire, elle tient dans le perfectionnement des armes, et en particulier de nos canons, dont la portée et la précision sont très supérieures à ceux des chinois. Ce sont les Anglais qui déclenchent la guerre, à cause de l'opium. Les produits chinois étaient extrêmement demandés en Europe, et assez chers, alors que les Européens n'avaient pas grand-chose de sérieux à proposer en échange. Le commerce se faisait quasiment à sens unique, et le déficit commercial de l'Angleterre avec la Chine était déjà très important. Pour le pallier, les Anglais se lancèrent dans le trafic d'opium qu'ils achetaient aux Indes pour le revendre sur les marchés chinois. La drogue fit évidemment des ravages dans la population, si bien que l'empereur Daoguang finit par en interdire totalement la vente. Les Anglais montèrent une armada, et l'armée chinoise fut mise à genoux en deux ans. Par le traité de Nankin, la Chine céda Hong Kong à l'Angleterre, et lui accordait quantité d'avantages commerciaux et financiers. Ce fut le premier des « traités inégaux » ; à la suite de l'Angleterre, Français, Allemands, Américains, Japonais, se jetèrent tour à tour

sur l'empire du milieu pour en arracher chacun un morceau, et se faire octroyer des comptoirs, des territoires, et des privilèges en tous genres.

Le prestige de la monarchie impériale s'effondra, des révoltes et des guerres civiles éclatèrent, dirigées tout autant contre le pouvoir que contre l'occupation des étrangers, et l'empire se désagrégea d'année en année, jusqu'au renversement du dernier empereur, Puyi, un enfant de 6 ans, et la proclamation de la république en 1912 par Sun Yat-sen.

Dans la première moitié du XXe siècle, l'histoire de la Chine devient véritablement chaotique, guerres civiles, dictatures, guerre avec le Japon, les désastres s'enchaînent, et le pays sombre dans une misère noire. Mao Tsé Toung aura finalement le mérite de réunifier le pays en mettant fin à la fois aux invasions et aux guerres civiles. Mais la dictature communiste qu'il instaure ne permet pas de sortir le pays de la misère, bien au contraire : les épurations politiques régulières, des mouvements aberrants comme la révolution culturelle ou le grand bond en avant, l'isolement total du pays, le régime de terreur, tout ce que Mao entreprend tourne à la catastrophe. À la fin des années 60, le pays qui compte 16 fois plus d'habitants que la France a un PIB 10 fois plus faible.

Le pays va commencer à s'en sortir peu à peu grâce au pragmatisme de Deng Xiaoping. Il a compris que la collectivisation totale imposée par l'idéologie communiste est incapable de rien produire, et qu'il faut autoriser la libre entreprise, et laisser se développer une économie de marché, qui seule peut répondre aux besoins réels de la population. Il expose sa pensée dans une formule demeurée célèbre : « qu'importe que le chat soit blanc ou noir, pourvu qu'il attrape les souris. » Sous sa direction, la Chine planifie le passage du communisme à l'économie de marché en 30 ans, en commençant par des Zones Économiques Spéciales, où les investisseurs étrangers disposeront d'avantages conséquents. Les entreprises américaines d'abord, européennes ensuite, s'y engouffrent. Elles y trouvent une main-d'œuvre extrêmement bon marché, et particulièrement disciplinée ; il n'y a pas de syndicats au pays de la dictature du prolétariat. Le gouvernement américain encourage ce mouvement pour des raisons géopolitiques : Nixon et Kissinger veulent absolument détacher l'Union soviétique de la Chine ; ils redoutent particulièrement leur alliance ; en effet, les deux dictatures communistes possèdent chacune ce qui manque à l'autre pour se développer et étendre

leur influence dans le monde ; l'Union soviétique dispose d'immenses ressources naturelles, de technologies extrêmement élaborées, en particulier dans les domaines de l'espace et de l'armement, mais elle manque terriblement d'hommes ; à l'inverse, la Chine manque de ressources énergétiques, elle est très en retard technologiquement, mais elle dispose de réserves humaines pléthoriques. Si ces deux là parvenaient à s'unir, le monde capitaliste aurait de quoi trembler. Pour les séparer, les Américains décident de s'allier avec l'une pour mieux pouvoir combattre l'autre ; le choix de la Chine s'impose parce qu'elle est beaucoup plus pauvre et nettement moins bien armée. Washington accepte donc de faire de très larges concessions à la Chine communiste pour la faire entrer dans son jeu, comme le fait de la reconnaître comme la seule Chine officielle, au détriment de Taiwan.

De part et d'autre, en fait, l'alliance est acceptée comme un jeu de dupes : chacun des deux pense qu'il va berner l'autre. Et malheureusement pour les Américains, ce sont les Chinois qui ont été les plus malins. Dans l'esprit des Américains, leurs entreprises allaient s'installer en Chine, elles y réaliseraient de confortables bénéfices, et comme elles vendraient aussi sur place, elles donneraient des habitudes de consommation à la population, qui se mettrait à rêver à l'*American Way of Life* ; petit à petit, à travers les objets de consommation, la culture occidentale s'instillerait dans le pays, les jeunes l'apprécieraient de plus en plus ; les entreprises privées deviendraient de plus en plus nombreuses, elles auraient de plus en plus de moyens financiers, et pèseraient de plus en plus lourd face au pouvoir ; il serait alors assez facile à la CIA de s'insinuer un peu partout, et de créer des mouvements en faveur de la liberté d'expression et de la démocratie ; le pouvoir reculerait petit à petit jusqu'à ce qu'il devienne assez faible pour être renversé. Avec la chute de la dictature communiste, l'anarchie se répandrait dans quantité de provinces, l'empire éclaterait, et les Américains deviendraient les maîtres du jeu.

Malheureusement pour eux, les communistes chinois les voyaient venir, et ils avaient eux-mêmes leur plan en tête. Ils avaient bien étudié le fonctionnement et la mentalité de l'oligarchie financière qui gouverne le monde capitaliste. Dans leur vision, qui s'est révélée assez juste, les entreprises occidentales joueraient chacune pour elle, sans aucun souci de l'intérêt global de leur camp. Ils avaient compris que les ploutocrates occidentaux sont des individualistes sans aucun sentiment patriotique, et



que seul l'argent les intéresse. Il leur serait donc facile de les mettre en concurrence - celle-ci étant un des grands principes fondamentaux du système -, pour arriver à leur soutirer ce que les Chinois désiraient le plus acquérir, leur technologie. Les Occidentaux n'avaient pas bien compris ce que voulait dire Deng Xiaoping avec ses souris ; pour eux, le président chinois parlait seulement de faire des affaires et du profit. En réalité, dans son esprit, les souris c'étaient les entreprises occidentales avec toutes leurs technologies ; et les ZES étaient des souricières.

Et c'est ce qui s'est passé ; en quelques années, en travaillant pour les Occidentaux, les Chinois ont rapidement tout appris : à faire des TGV, comme des ordinateurs, des voitures, ou des écrans plats ; à diriger des entreprises, à créer des banques et tous les organes financiers nécessaires ; et ils ont même appris la géopolitique, comme nous allons le voir. Quant aux tentatives américaines d'insuffler à la jeunesse le goût de la libre expression, elles ont trouvé une cruelle conclusion sur la place Tiananmen. Le pouvoir a tenu à faire une démonstration très claire et sans pitié que le simple fait de se laisser influencer par l'Occident était considéré comme un crime contre l'État.

Les Occidentaux avaient oublié que la Chine leur devait l'essentiel de ses malheurs depuis le XIXe siècle, et qu'elle considère, depuis longtemps et pour encore très longtemps, l'influence et la présence occidentale comme un poison violent. Ils se sont aussi complètement trompés eux-mêmes, lorsqu'ils se sont imaginés que le libéralisme économique, en se déployant en Chine, allait entraîner automatiquement une libéralisation et une démocratisation de la société. C'était ignorer les valeurs fondamentales de la culture chinoise, pour qui la solidarité est une valeur très supérieure à la réussite individuelle, et qui considère nos « droits de l'Homme » comme une exaltation de l'égoïsme, et une contre-valeur. L'État chinois a toujours conservé la mainmise sur l'économie, en s'adjudicant d'office plus de 50 % de toutes les actions des grandes entreprises, et il a fait en sorte que les politiques adoptées par ces grandes entreprises servent les intérêts de la Chine avant de servir les intérêts des particuliers. Le patriotisme est une valeur obligatoire, qui s'impose absolument à tous les niveaux, en particulier en matière d'économie. C'est ceci qui fait aujourd'hui toute la supériorité de ce pays. L'Occident a été beaucoup trop orgueilleux, il a cru au triomphe définitif de son système et de ses valeurs dans le monde et dans l'Histoire, sans voir que les valeurs de

solidarité portées en particulier par le communisme n'avaient pas dit tout à fait leur dernier mot.

La montée en puissance de l'économie chinoise est due essentiellement à l'individualisme forcené des oligarques américains qui est l'essence même de l'ultralibéralisme. Les entreprises, les unes après les autres, ont délocalisé leur production vers la Chine ou l'Asie du Sud-est, en agissant dans l'intérêt personnel de leurs actionnaires, et en négligeant totalement l'intérêt supérieur de leur pays. Ce sont elles qui ont créé la croissance chinoise, et vider les États-Unis et l'Europe de leurs emplois et de leurs capacités de production. C'est ce qu'espérait le gouvernement communiste, et ce qui s'est effectivement produit. Les oligarques occidentaux auraient dû prendre la peine de lire ce que celui-ci pensait d'eux.

Le système économique inventé par les dirigeants chinois s'inspire directement de cette critique. L'« économie socialiste de marché » est une sorte de juste milieu entre le socialisme et le capitalisme. Les dirigeants des économies libérales vivent depuis le XXe siècle sur une opposition binaire simpliste : il y aurait d'un côté l'économie socialiste qui ne fonctionnerait pas, et de l'autre l'économie libérale qui serait la bonne, et il n'y aurait pas de troisième voie possible. Les dirigeants chinois ont bien constaté effectivement que le communisme pur et dur à la Mao Tsé Toung ne fonctionnait que très mal. Pourtant, il y avait bien un élément qui s'était révélé assez efficace, c'est la planification. Grâce à elle, Staline avait réussi à mettre en place une industrie lourde capable de produire des quantités étonnantes d'acier de très haute qualité, ainsi qu'une énergie extrêmement abondante, lesquels ont permis le développement de cette impressionnante industrie d'armement qui a finalement écrasé l'Allemagne hitlérienne. Le système socialiste chinois est actuellement fondé sur trois piliers : 1/ une économie de marché où les entreprises sont libres et se développent en répondant à la demande des consommateurs ; 2/ une planification très stricte, organisée par le parti, dans certains domaines bien précis, comme l'énergie ou l'urbanisation, et qui soutient fortement le développement de l'économie de marché ; 3/ un contrôle permanent de l'État sur l'ensemble des entreprises et des acteurs financiers qui interdit absolument toute fraude fiscale, et qui contraint l'ensemble des acteurs économiques à travailler au service de l'État et de la collectivité, et non dans leurs propres intérêts, comme le fait

l'oligarchie occidentale ; le patriotisme économique y est une valeur absolument incontournable.

Ce mix économique entre socialisme planifié et libéralisme assure à la Chine une croissance économique entre 8 et 10 pour cent depuis maintenant 40 ans. C'est de très loin le système économique le plus efficace qu'on n'ait jamais vu dans l'Histoire. Il y a un demi-siècle, le PIB de la Chine représentait 1/10 de la France, aujourd'hui, il le fait 10 fois. La comparaison entre les deux pays a évolué dans un rapport d'un à cent. Bien entendu, il faut tenir compte aussi du fait que la Chine partait de beaucoup plus bas, et que son PNB par habitant ne représente encore que le tiers de celui des Français. Actuellement, au taux de change, le PIB de la Chine demeure un peu inférieur à celui des USA, mais en Parité de Pouvoir d'Achat (PPA), il est déjà supérieur ; et si on considère seulement le bloc industriel, la production chinoise représente le triple de celle des USA. Précisons que ces chiffres ne démontrent que l'efficacité de ce système pour la Chine pendant cette période historique donnée, ils ne démontrent pas que celui-ci pourrait être aujourd'hui adopté par les États occidentaux et leur donnerait les mêmes performances.

Une autre caractéristique très importante du système est que le parti communiste conserve tous les pouvoirs. On peut évidemment dénoncer l'aspect dictatorial de la chose, mais il ne faut pas perdre de vue non plus les quelques raisons qui le rendent nécessaire : nous avons déjà vu que dans un système ultralibéral c'est automatiquement l'oligarchie financière qui exerce le véritable pouvoir, l'autorité du politique étant reléguée au second plan ; dès lors, ce sont les intérêts individuels qui prennent le pas sur l'intérêt collectif. Les dirigeants communistes l'ont bien vu et bien compris, et s'ils acceptent qu'il y ait des milliardaires dans le pays, ils tiennent à garder la main haute sur eux ; le malheureux Jack Ma, ex-patron d'Alibaba, en a fait les frais récemment. Dans la Chine d'aujourd'hui, l'argent ne suffit toujours pas à faire des rois. Le parti veille férocement, et même brutalement, à ce que chacun serve le pays avant lui-même. Personne, depuis les enfants des écoles jusqu'aux chefs d'entreprises, ne saurait s'imaginer que le patriotisme pourrait être une option.

C'est ce qui explique la solidité du régime. Les commentateurs occidentaux, du fait de l'histoire du XXe siècle, ont une image diabolique des dictatures, quelles qu'elles soient ; c'est un réflexe presque pavlovien que d'associer ce type de régime à Hitler,

Staline, ou Pol Pot. Mais ces figures appartiennent au passé, elles n'ont plus rien d'actuel, et en être obsédé empêche de comprendre l'actualité. On suppose *a priori* qu'une dictature est nécessairement détestable, et qu'elle devrait inévitablement être renversée. La dictature chinoise ne rentre absolument pas dans ce cadre, du fait d'abord qu'elle obtient d'excellents résultats économiques, et que la situation de chacun s'améliore nettement d'année en année. Toutes les masses populaires seraient prêtes à échanger le droit de réclamer bruyamment des augmentations de salaires qui ne viennent jamais, contre le fait qu'elles viennent toutes seules, régulièrement, même si on n'a pas le droit de les exiger. D'autre part, la Chine est un vaste empire, qui réunit quantité d'ethnies différentes ; le risque d'éclatement est évident. On n'a jamais maintenu la cohésion d'un empire dans l'Histoire que par la force ; c'était vrai pour l'empire romain, comme pour tous les empires coloniaux, comme pour l'URSS ; le jour où la contrainte disparaît, l'empire éclate. Cependant, en Chine, les Hans, - l'ethnie dominante -, représentent plus de 90 % de la population, et ils n'ont aucune envie de voir l'empire se disloquer ; en conséquence, la répression des minorités turbulentes est approuvée par l'immense majorité des Chinois, qui soutiennent le gouvernement sur ce sujet. De plus, le patriotisme imposé par l'État est en parfait accord avec les valeurs traditionnelles du pays, selon lesquelles l'individu appartient d'abord à sa famille, puis à son pays, et en dernier à lui-même. D'autre part, les principes fondamentaux de la démocratie ne trouvent absolument aucun écho dans l'Histoire de la Chine, qui a toujours été un empire gouverné par une monarchie absolue. Il faut également noter que la démocratie est surtout promue par les gouvernements des États-Unis qui sont assez largement détestés. Enfin, atout loin d'être négligeable, la dictature qui ne tolère pas le changement de gouvernement a la possibilité de faire des projets à très long terme, sur des dizaines d'années, quand les gouvernements élus ont leur horizon limité à quatre ou cinq ans. Tout ceci contribue fortement à la stabilité et à la solidité du régime.

Il est donc tout à fait illusoire de s'imaginer que des mouvements intérieurs pourraient le déstabiliser ; les Américains caressent cet espoir, mais ils en seront pour leurs frais. La discipline historique des Asiatiques est beaucoup plus forte que celle des Occidentaux, et les foules chinoises aspirent surtout aujourd'hui à profiter de la croissance ; l'idée de renverser un système qui fonctionne si bien n'est pas près de séduire les foules. Grâce à lui, la Chine est devenue la première puissance économique du monde en 2014, si on calcule en parité de pouvoir d'achat, et elle le sera d'ici 10 ans

en calculant son PNB en valeur nominale. On comprend avec cela qu'elle n'est pas arrivée à la fin de ses ambitions.

Le plus important pour l'Occident n'est donc pas la situation de la Chine aujourd'hui, mais les projets qu'elle est en train de réaliser. Elle ne s'est pas contentée de rattraper son retard technologique, mais elle a surtout compris les fondements de la géopolitique. Jusqu'au début des années 2000, l'idéologie marxiste qui paralyse toute la pensée du parti communiste empêche ses membres de comprendre la structure profonde de l'empire américain, et ce qui fait réellement sa force. Mais depuis une quinzaine d'années, les dirigeants se sont mis à la lecture de Mckinder et Spykman, et ont parfaitement intégré ces grands principes :

1 - l'essentiel est de contrôler les flux, de matières premières, de marchandises, d'argent, et d'idées

2 - le contrôle de l'Île Monde peut se faire d'abord par la mer, et par la maîtrise des voies maritimes, si le désordre règne dans le *Heartland*

3 - celui qui peut contrôler le *Heartland* contrôle également l'Île Monde, et donc le monde

À partir de là ils ont élaboré le projet qu'ils ont présenté pour la première fois en 2013, désigné d'abord comme « les nouvelles routes de la soie », mais plus officiellement ensuite comme « la ceinture et la route ». Il s'agit du projet géopolitique le plus complet, le plus élaboré, le mieux maîtrisé de toute l'Histoire.

Le schéma directeur consiste à construire toutes les infrastructures nécessaires d'une part pour faire le tour complet de l'île monde par les mers, et d'autre part pour la traverser de part en part par la terre. La Chine achète des ports et les aménage en Asie du Sud-est, en Inde, au Proche-Orient, sur les côtes africaines, et jusqu'en Méditerranée, en particulier en Grèce et en Italie ; elle a mis en chantier cinq brise-glace de manière à maintenir ouverte la voie maritime au nord de la Russie jusqu'à l'Europe ; elle construit également des autoroutes et des voies de chemin de fer à travers la Chine, la Mongolie, le Kazakhstan, la Russie, mais aussi plus au sud à travers le Pakistan, et bientôt à travers

l'Iran et la Turquie ; elle s'intéresse tout particulièrement à l'Afrique. De la sorte, elle pourra maîtriser complètement les flux de matières premières et de marchandises entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique, aussi bien par la mer que par la terre.

Pour ce faire, elle mobilise non seulement ses propres moyens financiers, mais elle a également créé deux banques spécialement destinées à ce projet : la *Banque de développement de Chine* et la *Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures* (AIIB), dans laquelle ont investi la plupart des pays du monde, y compris l'Angleterre, malgré les objurgations véhémentes des États-Unis. Actuellement, elle dépense plus de 20 milliards par an dans ces infrastructures, mais ce n'est qu'un début, et le coût de l'ensemble pourrait se monter à plusieurs milliers de milliards de dollars. On comprend le ralliement enthousiaste de quantité de pays concernés, pour qui ces investissements seront comme une pluie de dollars qui va les arroser pendant des années. Soixante-six pays ont déjà adhéré, soit la quasi-totalité de l'Asie, de l'Afrique, et une part notable de l'Europe ; l'Amérique du Nord, l'Australie et le Japon restent dehors.

De plus, le gouvernement a créé un système de paiement international, le *China International Payments System* (CIPS), un équivalent du système Swift contrôlé par les Américains, de manière à s'assurer la maîtrise des flux financiers. La Chine a également beaucoup investi dans la 5G, et les recherches sur la 6G, ainsi que dans les satellites de communication, afin de maîtriser aussi celles-ci. Dans la même perspective, les entreprises chinoises sont de plus en plus présentes dans les réseaux sociaux, avec par exemple l'application Tik Tok.

D'autre part, sur le plan militaire, la Chine renforce considérablement sa flotte, au point qu'elle dispose aujourd'hui d'un plus grand nombre de bâtiments que la marine américaine elle-même. La progression est spectaculaire : les chantiers navals sortent tous les trois ans l'équivalent de la flotte française. Il s'agit d'abord d'assurer la sécurité de ces routes maritimes, et de prendre sur ce point une totale indépendance à l'égard des États-Unis, voire de les écarter. On voit donc clairement que ce projet de la ceinture et de la route n'est pas purement commercial, mais qu'il comprend aussi une dimension militaire. La Chine a d'ailleurs ouvert sa première base à l'étranger, à Djibouti, en 2017, une autre base serait en cours d'installation au Cambodge, au grand mécontentement des USA. Le but est évidemment de parvenir à contrôler l'Océan Indien.

La flotte de brise-glace qui est en cours de construction permettra également à la marine chinoise de se projeter très rapidement dans l'Atlantique en passant par le pôle sans avoir à contourner l'Afrique. L'amiral Vandier a ainsi décrit la situation :

« À l'heure actuelle, les Chinois construisent une flotte de cinq brise-glace pour s'offrir la possibilité de basculer leurs forces du Pacifique vers l'Atlantique, avec l'amitié des Russes (...) Bientôt, il ne sera pas nécessaire d'aller en mer de Chine pour trouver des forces militaires chinoises ».

Si nous considérons donc l'ensemble, il devient évident que ce que font les Chinois revient ni plus ni moins à cloner l'ensemble des outils qui permettent aux États-Unis aujourd'hui de contrôler la planète. Leur projet est tout simplement d'évincer ces derniers et de prendre leur place. On comprend que ceux-ci n'y soient pas favorables. Ainsi, A. Wess Mitchell, Assistant Secretary of State for European and Eurasian Affairs, a-t-il écrit ceci dans un rapport destiné au Sénat en 2018 :

« Contrairement aux hypothèses optimistes des administrations précédentes, la Russie et la Chine sont des concurrents sérieux qui construisent les moyens matériels et idéologiques pour contester la primauté et le leadership des États-Unis au 21<sup>e</sup> siècle. Empêcher la domination de la masse continentale eurasiennne par des puissances hostiles continue d'être l'un des principaux intérêts de sécurité nationale des États-Unis. L'objectif central de la politique étrangère de l'administration est de préparer notre nation à relever ce défi en renforçant systématiquement les fondements militaires, économiques et politiques de la puissance américaine. »<sup>2</sup>

Pour les États-Unis, il y a effectivement le feu à la maison. Si les Chinois parviennent à mener leur projet à terme, ce sont eux qui contrôleront à la fois commercialement, financièrement, et militairement le pourtour complet de l'île Monde,

---

<sup>2</sup>« Contrary to the hopeful assumptions of previous administrations, Russia and China are serious competitors that are building up the material and ideological wherewithal to contest U.S. primacy and leadership in the 21st Century. It continues to be among the foremost national security interests of the United States to prevent the domination of the Eurasian landmass by hostile powers. The central aim of the administration's foreign policy is to prepare our nation to confront this challenge by systematically strengthening the military, economic and political fundaments of American power. »

ainsi que les principales routes de commerce africaine. L'Amérique du Nord se trouvera complètement rejetée et isolée, coupée du commerce mondial ; ça en sera fini de sa domination. Voilà pourquoi les USA nomment la Chine et la Russie (nous verrons le cas de ce pays dans le chapitre suivant) des « puissances révisionnistes » : cela signifie très clairement qu'elles sont capables de mettre fin à la suprématie US, au « nouvel ordre mondial », pour y substituer le leur.

Leurs progrès en matière de dissuasion nucléaire ont été qualifiés de « fulgurants » par l'amiral américain Charles Richard, en charge du Commandement stratégique américain, qui supervise le programme d'armement nucléaire des États-Unis : « Si j'évalue notre niveau de dissuasion à l'égard de la Chine, le navire coule lentement. Il coule lentement, mais il coule, car fondamentalement, ils développent leurs capacités sur le terrain plus rapidement que nous ».

Or la question est absolument vitale pour les États-Unis. Au milieu du XXe siècle, ils vivaient surtout de leurs propres forces, ils se nourrissaient essentiellement de leur propre production, même s'ils exploitaient déjà très largement les richesses de l'Amérique du Sud. Mais avec le temps, leur économie a très fortement évolué ; comme on l'a vu, de puissance industrielle ils sont devenus une puissance essentiellement financière. Le pôle de création de biens et de richesses s'est déplacé vers l'Asie, et les USA ne font plus aujourd'hui que toucher les bénéfices ; ils sont au monde contemporain ce que les aristocraties anglaise ou française étaient à la paysannerie du XVIIIe siècle. Autant dire que, pour le reste du monde, ils sont surtout des parasites. Ils tirent une part très importante de leurs revenus précisément de l'exploitation de leur place de numéro un mondial. Le dollar en tire toute sa force. L'oligarchie financière doit ses immenses fortunes à des revenus qui viennent de partout dans le monde, alors que l'Union est elle-même dans une situation financière catastrophique. Une fois achevé le projet chinois, c'est bien évidemment le yuan qui deviendra la première monnaie d'échange et de réserve de la planète. La Chine contrôlera les flux financiers, et il ne sera plus possible à l'oligarchie américaine de continuer à fonctionner comme aujourd'hui. Les États-Unis se retrouveront complètement en faillite.

Ils sont aujourd'hui dans cette situation qui a été décrite comme « le piège de Thucydide » : la puissance dominante ne peut accepter la montée en puissance de sa rivale qui pourrait la supplanter. Il devient donc vital pour les États-Unis de casser la



montée en puissance de la Chine. Mais par quel moyen ? Donald Trump a déjà tenté une guerre commerciale, mais il n'est arrivé à rien. Il ne sert à rien d'augmenter aujourd'hui les taxes sur les produits chinois, parce que de toute manière le consommateur américain n'a pas le choix : dans quantité de domaines, en particulier l'électronique, tout vient d'Asie du Sud-est, rien n'est fabriqué aux États-Unis. Ils sont aujourd'hui essentiellement une puissance financière, et l'oligarchie américaine gagne de l'argent lorsque les entreprises réalisent d'énormes plus-values en faisant fabriquer en Asie et en vendant dans les États occidentaux. Or, avec ce mode de fonctionnement, tout l'argent nécessaire à la production part en Chine, avec la moitié des bénéfices. Seule l'autre moitié revient en Occident. Autrement dit, pour que les États-Unis gagnent un dollar, il faut au minimum qu'il y en ait deux ou trois qui partent en Chine.

Les experts se demandent ce qui pourrait arrêter la croissance chinoise, et formulent des théories particulièrement douteuses. On entend d'abord que la croissance chinoise pourrait ralentir toute seule, par le simple fait qu'une croissance aussi forte pendant des décennies ne s'est presque jamais vue dans l'histoire. Ce genre d'argument ne démontre rien, et en ce qui concerne la Chine aujourd'hui, elle a encore de très belles perspectives de croissance : ses entreprises dans l'avenir auront elle-même la possibilité d'exploiter la main-d'œuvre à très bas prix de l'intérieur du pays et du reste du continent asiatique, en particulier de l'Inde ; la pénétration de l'Afrique va lui apporter les matières premières en plus grande abondance, et l'écroulement programmé des puissances occidentales va lui ouvrir un nouveau champ de développement.

Or le contrôle des flux des matières premières par la Chine va poser aux pays occidentaux un problème extrêmement grave, qui est de fait au centre de leurs préoccupations, même si on en parle très peu. Les ressources de la nature ne sont pas illimitées, et la production de ces matières premières est très loin de pouvoir subvenir à la demande des 8 milliards d'hommes que nous sommes aujourd'hui. Actuellement, pour vivre selon les standards de l'occidental aisé, il n'y en a guère que pour 1 milliard. Les autres doivent se contenter de standards assez modestes, quand ils ne se trouvent pas dans la plus grande pauvreté : 70% des habitants de notre planète vivent avec moins de 5.5 \$ par jour. Or si on prend en compte par exemple la question des ressources énergétiques, les Chinois consomment aujourd'hui 23 % de la production mondiale, alors que le PNB par habitant atteint à peine le cinquième de celui des Américains ; c'est

dire que si la totalité des Chinois devaient un jour accéder à un niveau de développement proche de celui des Occidentaux, ils auraient besoin alors de la totalité des ressources de la planète. Prenons le cas encore plus difficile des terres rares ; la Chine à elle seule assure 90 % de la production mondiale. Aujourd'hui, elle répond sans rechigner à la demande américaine ; mais lorsque ses propres entreprises seront arrivées au stade de développement où elles auront besoin de toute cette production, elle n'exportera plus rien. Les entreprises occidentales qui en auront besoin pourront mettre la clé sous la porte. Freiner le développement de la Chine est donc aujourd'hui une question de survie pour le monde occidental. Mais existe-t-il un autre moyen que la guerre ?

Mais avant de répondre à cette question, il nous faut voir maintenant la position de la Russie dans ce nouveau jeu d'échec planétaire.

## La renaissance de la Russie

De par sa population, sa langue, sa culture, son Histoire, et surtout sa situation géographique, la Russie appartient à l'Europe ; la partie asiatique, la Sibérie, qui a toujours été quasiment désertique, et par laquelle elle est en contact avec la Mongolie et la Chine, relève de la conquête et de l'annexion. L'État russe apparaît dans l'histoire il y a un peu plus de 1000 ans, et il a été fondé par des scandinaves descendus jusqu'à la Mer Noire, où ils sont entrés en contact avec les Grecs orthodoxes, dont ils ont reçu leur religion avec l'écriture. Le peuple russe, à la base, est un mix ethnoculturel de Scandinaves, de Slaves, et de Grecs ; il n'a rien d'asiatique.

Dès l'origine, ce pays est trop immense, trop peu peuplé, et soumis à un climat trop difficile pour pouvoir être géré de manière centralisée ; il fonctionne dès le départ avec deux capitales : Kiev au sud, et Novgorod au nord. Pendant les premiers siècles de son existence, la Russ de Kiev, comme on l'appelle alors, constitue sans doute l'État le plus brillant de l'Europe de l'époque. Elle a la chance de vivre en paix, à l'écart des conflits entre Européens de l'Ouest. Mais à partir du XIII<sup>e</sup> siècle, les invasions étrangères vont se succéder à un rythme insupportable jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle. Les Mongols, les Tatars, les Turcs, les chevaliers teutoniques, les Polonais, les Suédois, les Prussiens, et même les Français ont tenté tour à tour d'en faire la conquête, plus de 100 fois en huit siècles. Tous en vain. Très facile à envahir, faute de défenses naturelles, la Russie a toujours réussi à repousser ses adversaires au-delà de ses frontières. Les Russes n'ont jamais eux-mêmes agressé aucun autre pays étranger, qui n'ait d'abord tenté de les envahir ; et quand il leur est arrivé, assez souvent d'ailleurs, d'être contraints d'envahir un envahisseur, ils l'ont souvent ensuite libéré volontairement pour retourner à l'intérieur de leurs propres frontières. Ce fut notamment le cas en 1989/1990, quand les troupes de l'URSS ont volontairement quitté non seulement la totalité des pays étrangers occupés depuis 1945, mais également des États membres de l'URSS auxquels l'indépendance a quasiment été imposée, abandonnant ainsi plus de 5 millions de kilomètres carrés. Si on fait la comparaison avec les empires coloniaux des Français, des Anglais, des Allemands, ou des Belges, les Russes sont absolument les seuls à avoir démantelé d'eux-mêmes, et sans aucun conflit, l'empire qu'ils avaient bâti, en occupant des pays qui leur avaient été précédemment hostiles, l'Allemagne en particulier. Il y a

d'ailleurs une raison très concrète à cela : les Russes ont toujours été trop peu nombreux pour occuper leur trop vaste pays, qu'ils n'arrivent déjà pas à exploiter eux-mêmes, ils n'ont pas les moyens d'aller occuper les autres. La faiblesse de la démographie a toujours été un des plus grands problèmes de la Russie.

Durant la période communiste, de 1917 à 1989, les rapports avec l'Occident ont généralement été très hostiles, pour des raisons évidentes : la confiscation par l'État russe de tous les biens appartenant à des Occidentaux, la désorganisation du régime provoquant des famines, la brutalité sans exemple de la terreur stalinienne, la volonté de conquête de l'Internationale communiste, l'instauration systématique de dictatures partout où son influence s'imposait, autant de très bonnes raisons pour que les Occidentaux regardent ce régime avec une certaine frayeur, et se sentent extrêmement soulagés lorsqu'il s'est écroulé.

Un premier très gros malentendu va naître dès la chute de l'URSS. Les Américains, qui avaient beaucoup travaillé à sa ruine, d'une part par des sanctions économiques extrêmement sévères, et d'autre part en provoquant et en entretenant des conflits sanglants à ses frontières, en particulier en Afghanistan, dans le but de l'épuiser, ont eu tendance à considérer qu'ils avaient « gagné » la guerre froide, de même qu'ils avaient gagné contre l'Allemagne ou le Japon, et que la Russie était désormais un État vaincu, qui n'avait plus d'autre choix que d'accepter d'être satellisé à l'intérieur du système américain. Le point de vue des Russes était très différent : ils considéraient d'abord, et à juste titre, que c'était eux qui avaient vaincu l'Allemagne nazie et avaient ainsi contribué à la libération de l'Europe entière, mais surtout ils n'estimaient absolument pas avoir perdu la guerre froide ; l'URSS n'avait été vaincue par personne ; elle s'était écroulée de l'intérieur, par la volonté de ses propres dirigeants, qui avaient d'eux-mêmes décidé d'abandonner le communisme, de rendre leur liberté aux pays d'Europe de l'Est qu'ils occupaient, et de rejoindre le camp occidental. Ce sont les Russes eux-mêmes qui ont vaincu le communisme, et s'en sont débarrassés, pas les Américains.

Un autre très gros malentendu vient de l'assimilation par les Occidentaux de la dictature communiste avec la culture et la mentalité russes ; or l'idéologie communiste est une invention allemande, qui trouve ses racines chez les socialistes français ; Lénine lui-même était interdit de séjour en Russie, et ce sont les services secrets allemands, en 1917, qui lui ont donné les moyens – des tonnes d'or -, de retourner en Russie pour y

faire la Révolution ; le communisme a été imposé à la Russie par les Allemands, pour la ruiner évidemment ; du temps de l'URSS, il n'y a jamais eu plus de 10% de la population qui adhéraient aux thèses communistes, bien moins que dans nombre de pays d'Europe de l'ouest. La chute de la dictature n'a été due qu'à la volonté des Russes eux-mêmes, et pas à l'influence étrangère.

Ils s'imaginaient donc qu'ils allaient naturellement fraterniser avec les Européens de l'Ouest, et construire avec eux une « maison commune », selon l'expression de M. Gorbatchev. C'est sans doute ainsi que les dirigeants européens de l'époque ont aussi vu les choses, mais c'était sans compter sans la rapacité des multinationales américaines, et sans les impératifs géopolitiques de la CIA. La Russie, même convertie à l'économie de marché, et délestée de son empire soviétique, possédait toujours néanmoins deux caractéristiques essentielles : l'arsenal nucléaire de l'Union soviétique, et les immenses richesses naturelles du sous-sol de la Sibérie, gaz, pétrole, or, diamants, métaux en tous genres, terres rares, *grosso modo* le tableau complet de Mendeleïev. La CIA et le Pentagone redoutaient terriblement le premier, et les multinationales louchaient sur les deuxièmes.

Ils avaient le choix entre deux attitudes possibles : la première, tenter d'intégrer loyalement la Russie dans le camp occidental, en l'aidant à se relever, pour s'en faire une alliée solide dans l'avenir ; la deuxième, profiter de l'état de ruines dans lequel elle était tombée pour la manger pièce par pièce. La politique qui fut suivie a consisté à adopter la deuxième solution tout en faisant semblant de prendre la première, pour faciliter les choses.

Le problème essentiel pour la Russie était de passer à l'économie de marché. Le gouvernement chinois, quant à lui, s'était lancé des années plus tôt dans un plan de trente ans, qui a parfaitement fonctionné. Cela semblait trop long au gouvernement d'Eltsine, le pays étant en train de sombrer complètement. Les « experts » américains lui proposèrent alors un plan parfaitement impossible à mettre en œuvre, un plan en 500 jours<sup>3</sup> ! C'était complètement ridicule, et il est difficile d'admettre que le gouvernement russe ait sérieusement pu croire à cette farce ; seule la perspective de réaliser

---

<sup>3</sup>Le professeur Jeffrey Sachs avait proposé un plan de redressement de l'économie polonaise au début des années 90, qui supposait l'aide des USA, qui a été accepté, et la Pologne s'en est sortie assez bien et relativement vite. Il avait proposé également un plan pour redresser la Russie, mais celui-ci a été refusé catégoriquement ; les USA voulaient couler l'économie russe, pas la sauver.

d'immenses profits sur le dos de l'État a pu les mener à l'accepter. Le plan en question prévoyait de privatiser la quasi-totalité des entreprises en un temps record. C'était bien sûr impossible, puisque, n'étant pas encore sorti du communisme, aucun citoyen russe ne disposait des capitaux nécessaires pour racheter ne serait-ce qu'une boulangerie. La solution proposée par les Américains consistait donc à distribuer gratuitement à la population les actions des entreprises à privatiser. Cela ne pouvait évidemment mener à rien d'autre qu'à l'anarchie la plus complète : les Russes n'avaient aucune expérience de l'actionnariat ; la plupart n'avait pas la moindre idée de ce qu'ils pouvaient faire de ces choses-là ; certains jetèrent tout simplement les documents qu'ils avaient reçus. Mais nombre de cadres du parti, de chefs d'entreprises, et de véritables escrocs comprirent le parti qu'ils pouvaient tirer de l'affaire, sans compter les dirigeants eux-mêmes. Ce fut la chasse aux actions distribuées au peuple : de véritables mafias se constituèrent pour les racheter – de gré, mais aussi de force à l'occasion – et à très bas prix. La criminalité explosa, tandis que les biens de l'État passaient très vite entre les mains de chefs de bandes, dont le seul but était de piller les entreprises comme des chiens à la curée. En quelques mois, des pans entiers de l'économie tombèrent au pouvoir de véritables criminels propulsés soudain au rang de chefs d'entreprises. Entre eux, ils se livrèrent à de véritables guerres ; on s'emparait des industries par l'assassinat. Le métier de tueur à gages devenait banal. Certains mafieux allèrent jusqu'à liquider les familles entières des concurrents qu'ils voulaient éliminer. Les vainqueurs de la compétition furent ceux qui tiraient les premiers. La Russie sombra dans une des périodes les plus noires de son Histoire.

Les multinationales américaines attendaient leur heure patiemment. Elles guettaient surtout les industries minières. Leur tactique consista à proposer d'abord leur expertise technique pour conseiller les nouveaux chefs d'entreprises, bien incapables de diriger quoi que ce soit dans ce nouveau monde capitaliste ; puis elles leur proposaient une formation de six mois aux États-Unis, durant lesquels ils n'apprenaient rien d'autre qu'à participer à des réunions parfaitement creuses, à traîner dans des soirées arrosées, et à profiter de l'*American Way of Life*. Rentrés chez eux, ils trouvaient leurs entreprises dans un état lamentable ; des Américains se présentaient alors, et proposaient de les racheter pour un dixième de leur prix. C'est ainsi qu'en quelques années une très grande part des ressources russes passèrent aux mains de compagnies étrangères.

Pendant ce temps, la popularité du président Eltsine chutait de manière catastrophique. Celui-ci, fortement poussé par son entourage, sombrait dans l'alcool. L'anarchie, baptisée pour l'occasion « démocratie », régnait dans tout le pays. L'anti-occidentalisme faisait des progrès gigantesques dans l'électorat, et le parti communiste, refondé par Guennadi Ziouganov, atteignait des records de popularité qu'il n'avait jamais connus durant la période soviétique. Il allait gagner les présidentiels. Pour les Américains, c'était un cauchemar ; l'outre Eltsine faisait un président si bien moulé à leurs intérêts.

La CIA prit l'affaire en charge. Des conseillers en communication, les « spin-doctors », se chargèrent de retourner complètement l'image d'Eltsine auprès du public ; Ziouganov fut l'objet d'une campagne de démolition sans précédent ; on le représenta comme l'émule de Staline : la dictature allait revenir avec toutes ses atrocités, les gens seraient déportés dans les camps de Sibérie en masse, la Russie retournerait aux pires années de son histoire ; seul Eltsine pouvait protéger la Sainte Russie contre ce retour du diable ; seize milliards de dollars furent dépensés dans cette campagne, et probablement aussi pour bourrer les urnes. Ziouganov n'obtint que 40 % des voix, et Eltsine passa au premier tour avec 52% des suffrages, du moins officiellement.

Les mafias en profitèrent pour consolider leur pouvoir. Sept « banquiers », les *Semibankirchtchina*, qui choisirent de se faire appeler « oligarques » plutôt que « mafieux », réussirent à concentrer entre leurs mains la moitié de l'économie russe ; il s'agissait de Boris Berezovski, patron de Sibneft ; Mikhaïl Khodorkovski, banque Menatep ; Mikhail Fridman, Alfa Group ; Vladimir Goussinski, Media-Most ; Vladimir Potanine, banque UNEXIM ; Alexandre Smolenski, banque Stolichny ; Vladimir Vinogradov, banque Inkombank. Ils s'entendirent pour former un gouvernement occulte, et diriger les affaires du pays pour leur plus grand profit, en profitant de l'incapacité absolue d'Eltsine, dont l'état de santé ne cessait de se dégrader. Quand le chat est ivre, les souris dansent.

Un des plus actifs d'entre eux, Khodorkovski, parvint à se faire vendre, en profitant des « privatisations », la principale compagnie de pétrole russe de l'époque, le géant Ioukos, dans le cadre

« de la tristement célèbre opération ‘prêts contre actions’, qui a permis à des magnats choisis par le pouvoir de prendre des participations dans douze grandes entreprises d’État, en échange de prêts destinés à consolider le budget fédéral. Le gouvernement a délibérément fait défaut sur ces prêts, permettant à ses créanciers - les futurs oligarques - d’acheter au rabais les participations dans de grandes sociétés telles que Ioukos, Lukoil et Norilsk Nickel. L’administration de Boris Eltsine, alors président, a ainsi enrichi un petit groupe de magnats en vendant les bijoux les plus précieux de l’économie soviétique, avec une forte décote. » (Stanislav Markus, University of South Carolina.)

Effectivement très forte : Khodorkovski s’empara de la majorité des actions de Ioukos pour la très modique somme de 350 millions de dollars, alors que l’entreprise valait plus de 25 milliards. Il semble qu’Exxon ait été derrière cette transaction, car l’oligarque avait projeté de la lui revendre pour 20 milliards, en 2003, ce qui expliquerait son arrestation brutale, bien plus que les questions de fraude fiscale évoquées officiellement. La vente de Ioukos à des entreprises étrangères était absolument intolérable pour le gouvernement russe : « Je suis convaincu qu’une vente de Ioukos à des étrangers est absolument irréaliste », avait averti Mikhail Fridman, le patron d’Alfa Group, le conglomérat russe qui s’était associé à BP. Khodorkovski aurait dû l’écouter.

La question des ressources énergétiques – et de leur propriété -, sera au cœur de la politique de Poutine dès son arrivée au pouvoir.

Vladimir Poutine est sans doute l’homme sur lequel on aura raconté le plus de sottises au XXI<sup>e</sup> siècle, que cela vienne de ses adversaires comme de ses partisans. Les uns le présentent comme un dictateur qui aurait « du sang sur les mains », un malade mentale mythomane qui serait prêt à faire la guerre au monde par ambition personnelle, les autres voient en lui le sauveur de la Russie, le modèle des chefs d’État, un saint laïque, un mélange de Ghandi et de Napoléon ; il ne fait guère de doute que l’Église russe le canonisera après sa mort. De même, dans le monde, les Occidentaux dans leur majorité le détestent, tandis qu’il connaît en Asie une popularité sans égale. En réalité,



c'est seulement un patriote qui aime son pays, et qui fait ce qu'il peut, avec plus ou moins de succès et d'échecs.

Adolescent, il rêvait d'être agent secret, un peu à la mode de James Bond ; admirateur de séries télévisées soviétiques, il voyait dans les agents du KGB les protecteurs et les sauveurs de la mère patrie contre les diables nazis. C'est bien plus le cinéma qui a guidé sa carrière que l'ambition personnelle : de toute sa vie, il n'en a jamais eu ; il n'a jamais milité dans un parti, n'a jamais été candidat à aucune élection jusqu'à la présidence de la République, où on l'a propulsé presque malgré lui.

Sa carrière est tout à fait étonnante, et il est arrivé au sommet de l'État quasiment en allant de demi-échec en demi-échec, sans jamais le chercher. Il rêvait d'être agent du KGB à l'étranger, comme le héros de la série « Dix-sept moments de printemps ». Il entreprit pour cela des études de droit ; bon étudiant mais sans plus, il obtint un master, mais ne put continuer en thèse, ce qui était nécessaire pour faire carrière au KGB. Il fut tout de même admis, mais à un poste sans intérêt ; il fut envoyé à Dresde, en Allemagne de l'Est, alors qu'il souhaitait travailler à l'Ouest, ce qui était cent fois plus intéressant ; en effet, à l'Est, la Stasi faisait très bien son travail, et n'avait pas besoin de collaborateurs russes. Son travail consistait à remplir des fiches sans intérêt sur les activités des Dresdois, qu'il envoyait à Moscou, où probablement personne ne les lisait. C'était un emploi de rond de cuir, qui devait l'ennuyer profondément ; il buvait et fumait modérément, faisait un peu de sport, et prenait un peu de ventre.

Quand l'URSS s'écroula, le KGB faillit disparaître tant ses moyens et ses effectifs furent réduits. Tous les cadres importants purent cependant se recaser dans la société civile à des postes intéressants, mais Poutine, qui n'avait pas avancé dans la carrière, resta sur le carreau. Rentré à Saint-Pétersbourg, sans emploi, il connut le chômage jusqu'à ce que son ancien professeur de droit, Anatoli Sobtchak, devenu maire de la ville, ne l'embauche comme responsable des relations extérieures de la mairie. Dans une ville minée par une corruption sans limite, il s'y fit, selon le témoignage de l'ancien consul des États-Unis, une réputation d'homme intègre refusant tout pot de vin, une véritable bizarrerie dans ce contexte. Il est travailleur, efficace, dévoué, discret, timide, sans ambition personnelle, et reste en-dehors de toutes les coteries. Heureusement - ou malheureusement - pour lui, son honnêteté l'empêche de s'enrichir, et quand Sobtchak perd les élections municipales en 1996, essentiellement sous le coup d'accusations de

corruption, il se retrouve de nouveau sur le carreau ; les autres cadres de la mairie, ceux qui ont fait l'objet d'accusations de corruption, sont partis pour la France, entre autres parce qu'ils en avaient les moyens. Poutine, lui, d'une part n'était pas attaqué, d'autre part n'avait de toute façon pas les moyens de s'en aller.

Pendant ce temps, la situation d'Eltsine à Moscou ne cessait de se dégrader ; sa popularité chutait dangereusement, et dans son entourage les gens commençaient à désertier. Il cherchait des collaborateurs, et avait de plus en plus de mal à recruter. Sobtchak lui proposa alors Poutine, qui était libre, discret, honnête, efficace, et ne pouvait pas être trop exigeant vu sa situation. C'est ainsi qu'il entra dans le premier cercle du pouvoir ; celui-ci se vidant comme un lavabo, il progressa rapidement. En juillet 98, le poste de patron du FSB, l'avatar du KGB, devint libre ; ce n'était en rien un poste prestigieux à cette époque, bien au contraire ; la société avait le KGB en horreur, celui-ci avait été privé de la plupart de ses moyens, et les oligarques qui exerçaient le pouvoir tenaient à mettre à sa tête quelqu'un qui surtout ne ferait rien ; si Poutine fut choisi, c'est parce qu'il passait pour un falot incapable.

Et la situation d'Eltsine continuait à empirer ; sa cote de popularité tomba à 1%. En 1998, l'État se retrouva en faillite : il fit défaut sur sa dette, les salaires ne furent plus versés aux fonctionnaires pendant des mois. Plus personne ne voulait être premier ministre, car cela signifiait rien d'autre que de se griller complètement auprès de l'opinion publique ; tour à tour se succédèrent Viktor Tchernomyrdine, Sergueï Kirienko, Ievgueni Primakov, Sergueï Stepachine, mais aucun ne put - ni ne voulut rester. Il fallait trouver quelqu'un de docile, sans ambition, et qui n'avait rien à perdre. On choisit Poutine parce qu'il ne restait plus que lui. Il faisait parfaitement l'affaire des sept banquiers, qui le prenaient pour un idiot parce qu'il ne s'était pas enrichi ; à leurs yeux, qui n'était pas milliardaire était un imbécile. Ils étaient persuadés qu'ils n'avaient rien à craindre de lui, parce qu'il n'avait ni fortune, ni réseau, ni réputation, ni popularité ; il semblait juste terne. Ils pensaient qu'ils pourraient le manipuler à leur guise, et qu'il serait un président marionnette dont ils pourraient faire ce qu'ils voulaient.

En quelques mois, les mêmes spin-docteurs qui avaient fait réélire Eltsine s'occupèrent de transformer le timide Poutine en véritable chef de guerre auprès de l'opinion ; le conflit en Tchétchénie et les attentats de Moscou furent exploités à fond ; la formule : « nous irons buter les Tchétchènes jusque dans les chiottes » fit florès. Sa cote

de popularité grimpa en flèche. Devant ce succès, les sept banquiers décidèrent de ne pas attendre ; ils poussèrent Eltsine à la démission, et on précipita les élections ; Poutine passa dès le premier tour, avec peut-être un petit coup de pouce dans les urnes.

Les oligarques crurent sans doute triompher, mais leur joie fut de courte durée : à peine élu, Vladimir Poutine montra soudainement, et à la surprise générale, qu'il avait véritablement l'étoffe d'un chef d'État. Quand et comment avait-il pu se transformer ainsi ? De fait, il appartient à cette race d'hommes faits pour commander, et dont le talent ne se révèle que lorsqu'ils en ont enfin l'occasion. Cependant, c'est au cours de la campagne menée par les spin-docteurs qui le manageaient qu'il apprit ce qu'il avait à faire. Jusque-là, il ne s'était en rien préparé à l'exercice du pouvoir ; mais en le contraignant à paraître tel que le peuple le voulait, les spin-docteur lui ont révélé quelles étaient les véritables aspirations des Russes : ils désiraient dans leur immense majorité voir arriver à la tête de l'État un homme à poigne qui mette fin au pouvoir des mafieux/oligarques et qui remettent en route la machine de l'État. Et c'est ce qu'il fit.

Lors d'une rencontre au Kremlin, le 28 juillet 2000, avec les 21 hommes d'affaires les plus puissants du pays, il leur déclara clairement qu'il fallait dorénavant « jouer selon les règles » et « arrêter de voler le pays ». C'était d'avantage un *ultimatum* qu'une déclaration de guerre. De fait, Poutine ne pouvait déjà plus se débarrasser complètement d'eux. La quasi-totalité de l'économie était alors entre leurs mains ; pour les « éliminer », il aurait fallu renationaliser l'ensemble des entreprises, et donc revenir au communisme ; c'était bien sûr le programme de Ziouganov, mais Poutine ne le voulait absolument pas ; il a toujours été convaincu que seule l'économie de marché est efficace. Cependant, maintenir en place les mafieux qui s'étaient emparé des entreprises durant les privatisations présentait de grands dangers : d'une part, c'était des gens très violents ; la plupart d'entre eux avaient commandité des assassinats ; d'autre part, ils étaient en général d'une incompétence totale pour diriger des entreprises dans une économie de marché ; ils étaient tout juste bons à parasiter leurs entreprises.

Poutine leur fit comprendre clairement qu'il userait avec eux de la manière forte : ou ils se soumettraient à l'autorité de l'État, paieraient leurs impôts, et feraient leur maximum pour devenir des chefs d'entreprise présentables, ou ils seraient expédiés en prison, voire en Sibérie. Tous ne comprirent pas immédiatement la leçon, et servirent d'exemple aux autres ; Berezovski s'écria : « il va tous nous tuer ! », et il s'enfuit à

Londres, suivi d'une grande quantité d'entre eux ; on chiffre aujourd'hui à 75 000 le nombre de ceux qui forment ce qu'il est convenu d'appeler *Londograd*. On ne saurait dire d'autre part combien furent victimes de la répression policière qui s'abattit sur les récalcitrants ; certains observateurs avancent le chiffre de 100 000 personnes.

Le plus célèbre d'entre eux fut Khodorkovski, l'ancien PDG de Ioukos, qui fut emprisonné en 2003 pour « escroquerie à grande échelle » et « évasion fiscale ». Durant les privatisations, il avait réussi, avec la complicité frauduleuse du président Eltsine, à prendre le contrôle du géant russe du pétrole pour la modique somme de 350 millions, alors que cette entreprise était estimée à 25 milliards à l'époque ; il s'apprêtait à revendre son entreprise à Exxon pour 20 milliards, comme nous l'avons déjà vu. Pour Poutine, il était inacceptable de voir ainsi le patrimoine du pays passer sous contrôle de l'étranger, et la compagnie pétrolière revint dans les mains de l'État.

La population, elle, ratifia totalement cette remise au pas des milieux affairistes, et Poutine surveillait attentivement le degré d'approbation de sa politique : « Je dois être tel que mon peuple l'attend », dira-t-il. De fait, les Occidentaux analysent très mal la nature du pouvoir de ce dernier ; on tient à y voir une « dictature », sous prétexte qu'il est réellement fort et autoritaire, comme si le peuple tenait toujours à avoir un pouvoir faible et mou ; or, en Russie, du fait de l'anarchie des années Eltsine, il se passait le contraire, et en restaurant un pouvoir fort, Poutine ne faisait que répondre démocratiquement à la demande du peuple.

Il a lui-même défini très clairement les principes fondateurs de sa conduite, avec ses trois « jamais » :

1/ jamais comme la révolution russe : la guerre civile et le chaos

2/ jamais comme Gorbatchev : l'archétype du faible

3/ jamais comme Boris Eltsine : la corruption incarnée

Et il s'est donné pour tâche à l'inverse, de défendre les « valeurs traditionnelles des Russes », telles qu'il les avait déjà définies en 1999 : le patriotisme, la puissance, l'étatisme, et la solidarité sociale.

Cependant, le maître mot de son action sera toujours le pragmatisme. Il n'y pas d'idéologie poutinienne ; il rejette le communisme, soutient l'économie de marché,

applique une politique sociale, notamment pour soutenir la démographie franchement défailante, et d'une manière générale il se contente d'écouter l'opinion publique, et d'aller dans son sens. Quand elle est conservatrice sur un sujet, comme l'homosexualité, il l'est aussi ; et quand elle est progressiste, comme sur la question de la procréation assistée, il l'est également. Il est nationaliste quand la majorité le veut, comme sur les questions de la Crimée et du Donbass, et ouvre le pays à l'étranger, comme avec la Chine, quand l'intérêt de l'économie l'exige.

Il a dit un jour : « Celui qui ne regrette pas l'URSS n'a pas de cœur, celui qui désire son retour n'a pas de tête. » On a glosé à l'infini sur cette phrase, en y cherchant la preuve de sa nostalgie de la grandeur soviétique, qu'il voudrait restaurer. En réalité, ce n'est qu'une formule politicienne, qui vise à faire plaisir à tout le monde, les partisans de l'URSS comme ses adversaires. Quant à sa volonté de rétablir la puissance russe, certains voudraient y voir la preuve d'une ambition démesurée, une forme de folie des grandeurs, en oubliant que la Russie n'a pas la taille d'une petite puissance, et qu'après tout il est payé pour ça.

De fait, ses rapports avec les Américains ont d'abord été excellents. Après les attentats du 11 septembre, il est le premier à appeler Bush au téléphone pour l'assurer de sa solidarité et de son soutien. Il lui apporte son aide dans la guerre contre l'Afghanistan en lui prêtant une base aérienne au Tadjikistan, qui a été plus qu'utile. Mais tandis qu'il fait tout pour s'allier à l'OTAN, celle-ci en profite pour manger l'ancien espace soviétique. Rappelons les grandes étapes de ces deux mouvements contradictoires :

#### **Le rapprochement, des années Eltsine à 2013 :**

- Adhésion au partenariat pour la paix de l'OTAN : 1994.
- Adhésion au conseil de l'Europe : 1996.
- Prêt d'une base militaire aux Américains au Tadjikistan : 2002.
- Défilé de troupes de l'OTAN sur la place rouge : 2010.

### **L'extension de l'OTAN de 1999 à 2009 :**

- Membres de plein droit de l'OTAN depuis le 12 mars 1999 :
- République tchèque, Hongrie, Pologne
- Depuis le 29 mars 2004 :
- Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie
- Slovaquie, Slovénie
- Depuis le 1er avril 2009 :
- Albanie, Croatie

La méfiance de la Russie à l'égard de l'Otan remonte en fait au bombardement de la Serbie en 1999. En théorie, l'Otan ne doit servir qu'à défendre ses pays membres s'ils sont agressés ; or dans ce cas, la Serbie n'agressait aucun pays européen membre de l'Otan, et son conflit avec les Albanais du Kosovo était une affaire intérieure de la Yougoslavie. Le parti pris de l'organisation en faveur des Albanais et contre les Serbes était de fait dirigé contre la Russie, dont il s'agissait de démontrer qu'elle était devenue un nain militaire, incapable de protéger un vieil allié. L'humiliation des Russes était porté à son comble.

A la suite de ce constat de l'impuissance, considérée comme définitivement acquise, de la Russie, Washington n'hésita pas à dénoncer unilatéralement le « Traité relatif à la limitation des systèmes contre les missiles balistiques » [ou ABM] en 2002 ; pourquoi en effet continuer à faire des concessions à une puissance qui n'existait plus ? Ce fut une grave erreur : la Russie trouva rapidement les moyens de reconstituer sa puissance nucléaire sans plus être elle-même liée par ce traité. L'installation plus tard, en 2010, de missiles Patriot en Pologne, destinés soi-disant à la protéger contre une menace iranienne, explication qui fit beaucoup rire Poutine – et il y a de quoi, a continué à accroître la méfiance, même si ce programme choisi par Obama était beaucoup plus réduit que celui que voulait mettre en place son prédécesseur George Bush.

Les rapports ont ensuite continué à se dégrader avec la guerre en Irak. Le prétexte évoqué, les armes de destruction massives que Saddam Hussein aurait

accumulées, ne pouvait abuser le maître du KGB ; les Russes, comme les Français ou les Allemands, savaient parfaitement quoi en penser. L'accusation de soutien au terrorisme et les prétendus liens des Irakiens avec Ben Laden étaient tout aussi grotesques. Sous la conduite de Jacques Chirac, il se forma alors un axe Paris-Berlin-Moscou qui fut le cauchemar des Américains : et si l'Europe s'unissait contre eux, pour former une ligue du droit international contre une Amérique guerrière à outrance, qui serait alors isolée du reste du monde, diplomatiquement ? Il y avait le feu dans l'empire. La stratégie de défense de Washington fut simple et efficace : punir Paris, cajoler Berlin, ignorer Moscou. La France fut ostracisée, des appels au boycott furent lancés contre tous ses produits, sa culture et son histoire furent tournés en dérision ; même les frites, appelées « french fries » aux USA, en firent les frais et furent rebaptisées « freedom fries ». Inversement, l'Allemagne fut l'objet de toutes les attentions, et son soutien à la guerre fut acheté par de gros avantages commerciaux. La résistance à la guerre fut ainsi vaincue, et tout le monde rentra dans le rang.

Mais non : pas tout le monde. Poutine, auquel personne ne demandait plus son avis, affirma que, quant à lui, la prochaine fois, il s'opposerait davantage à une pareille expédition. Il fit pire : à la conférence sur la sécurité de Munich en 2007, il prononça un discours demeuré célèbre, et qui marqua un tournant radical dans les relations USA-Russie ; non seulement il y dénonçait la responsabilité des États-Unis dans la guerre en Irak, mais surtout il remettait en cause le leadership américain dans le monde, et plus largement le droit même de l'empire à imposer sa volonté, et il se faisait l'avocat d'un monde multipolaire :

« Le monde unipolaire proposé après la guerre froide ne s'est pas non plus réalisé. (...) »

Qu'est-ce qu'un monde unipolaire ? Malgré toutes les tentatives d'embellir ce terme, il ne signifie en pratique qu'une seule chose : c'est un seul centre de pouvoir, un seul centre de force et un seul centre de décision.

C'est le monde d'un unique maître, d'un unique souverain. En fin de compte, cela est fatal à tous ceux qui se trouvent au sein de ce système aussi bien qu'au souverain lui-même, qui se détruira de l'intérieur.

Bien entendu, cela n'a rien à voir avec la démocratie, car la démocratie, c'est, comme on le sait, le pouvoir de la majorité qui prend en considération les intérêts et les opinions de la minorité.(...)

J'estime que le modèle unipolaire n'est pas seulement inadmissible pour le monde contemporain, mais qu'il est même tout à fait impossible. Non seulement parce que, dans les conditions d'un leader unique, le monde contemporain (je tiens à le souligner : contemporain) manquera de ressources militaro-politiques et économiques. Mais, et c'est encore plus important, ce modèle est inefficace, car il ne peut en aucun cas reposer sur la base morale et éthique de la civilisation contemporaine.

Cependant, tout ce qui se produit actuellement dans le monde - et nous ne faisons que commencer à discuter à ce sujet - est la conséquence des tentatives pour implanter cette conception dans les affaires mondiales : la conception du monde unipolaire.

Quel en est le résultat ?

Les actions unilatérales, souvent illégitimes, n'ont réglé aucun problème. Bien plus, elles ont entraîné de nouvelles tragédies humaines et de nouveaux foyers de tension. (...) Les victimes de ces conflits ne sont pas moins nombreuses, au contraire, elles sont bien plus nombreuses qu'auparavant.

Nous sommes en présence de l'emploi hypertrophié, sans aucune entrave, de la force - militaire - dans les affaires internationales, qui plonge le monde dans un abîme de conflits successifs. Par conséquent, aucun des conflits ne peut être réglé dans son ensemble. Et leur règlement politique devient également impossible. »

On a encore du mal aujourd'hui à évaluer les intentions exactes de Poutine ce jour-là ; était-il conscient du fait qu'il ne dénonçait pas seulement l'injustice de la guerre en Irak, mais qu'en s'en prenant au leadership de l'empire américain il lui déclarait la guerre ? Car l'empire ne pourrait plus tenir dans un monde qui deviendrait multipolaire, il s'écroulerait automatiquement. Sa fonction essentielle est de s'assurer un contrôle total et un quasi-monopole sur les ressources naturelles dont il a besoin, ainsi que



l'exploitation à très bas coût de la main-d'œuvre des pays peu développés ; il est donc impensable qu'il accepte un partage des pouvoirs qui mènerait automatiquement à un partage des ressources, ce qui le ruinerait.

Dans ce discours, Poutine faisait allusion à la montée en puissance des BRICS, dont le PNB connaissait déjà une forte croissance, sans pouvoir encore prétendre à rattraper celui des USA. A-t-il voulu donner une leçon de géopolitique, en rappelant aux dirigeants de l'empire qu'ils allaient inéluctablement être rattrapés, et qu'ils devaient déjà en tenir compte ? A-t-il voulu jouer sur le fait que le poids de la Russie, si léger fut-il sur le plan macro-économique, pouvait à lui seul faire pencher la balance en faveur des BRICS sur le plan géopolitique, si la Russie choisissait le camp asiatique plutôt que le camp occidental ? Il a pris la défense de l'Irak ; a-t-il voulu poser la Russie en défenseuse des droits des petites puissances face à la force disproportionnée de l'empire ? A-t-il pensé à commencer à rétablir avec les pays émergents cette sorte de protectorat que l'URSS exerçait sur eux à une certaine époque, de manière à s'en faire des alliés ? Une Russie capable de tenir tête aux USA pouvait être un appui et un recours pour nombre de pays faibles face à la puissance des multinationales qui les exploitent. Il devait probablement penser que les Américains n'oseraient pas s'en prendre franchement à lui, d'une part parce que la Russie est une puissance nucléaire comparable sur ce point aux USA, et d'autre part parce que tous les spécialistes de géopolitique sérieux avertissaient depuis longtemps sur le danger gigantesque qu'il y aurait pour tout le monde occidental si la Russie et la Chine s'alliaient solidement, surtout sur le plan militaire.

Était-il conscient que, dans l'empire romain, il n'y a de place que pour une seule Rome, de même que dans un village il n'y a de place que pour une seule gendarmerie ? S'il en apparaissait une deuxième, obéissant à d'autres lois et défendant d'autres intérêts, l'affrontement deviendrait inévitable. Le monde pouvait rester multipolaire avant la mondialisation, aujourd'hui, ce n'est plus possible. Le monde multipolaire sera un monde en guerre. Il est vrai qu'une vieille théorie nationaliste russe a voulu voir dans Moscou la « troisième Rome », celle qui ne s'écroulera pas. L'idée qu'il allait parvenir à restaurer en Russie la puissance de l'URSS l'a sans doute effleuré. Toujours est-il qu'à partir de ce jour il a été l'homme à abattre pour Washington et la CIA. Or la lutte – quasiment la guerre – qui devait voir s'affronter les deux puissances nucléaires, allait se dérouler sur la base d'une incroyable quantité de très graves fautes d'évaluation et

d'analyse de la situation géopolitique de la planète dans les deux camps, comme toujours dans l'Histoire quand on entre dans des périodes de bouleversements fondamentaux.

Poutine a très fortement surévalué le poids qu'il pouvait prendre à l'intérieur du camp occidental. Le fait de posséder un gigantesque arsenal nucléaire, la position éminemment stratégique de la Russie entre l'Europe et la Chine, l'immensité de ses ressources naturelles, tout cela lui a fait croire qu'il pourrait parler à l'intérieur de l'empire d'égal à égal avec les USA. Il voulait une position de partenariat, non de subordination ; or il n'y a de place dans un empire que pour des subordonnés, des « vassaux » ; comme il l'avait dit lui-même : « Les États-Unis ne veulent pas d'alliés, ils ne veulent que des vassaux ». Cependant, il pensait sans doute que l'alliance avec la Russie était trop importante pour les USA pour que ceux-ci puissent se payer le luxe de la rejeter, et il n'a pas hésité à mettre dans la balance le fait qu'il puisse passer dans le camp chinois. Cela aurait dû suffire pour que les USA lui accordent un certain nombre de faveurs, et une place privilégiée. Or il n'a sans doute pas réfléchi que cela n'était plus possible du moment qu'il se faisait le défenseur, et même le champion, d'un monde multipolaire. Son intérêt et son désir étaient évidemment d'intégrer le camp occidental ; la Russie est européenne dans toutes ses dimensions, et sa place était naturellement à l'intérieur de l'Europe. Mais pour l'intégrer, il était nécessaire qu'elle soutienne le camp occidental en toutes circonstances, et qu'elle abandonne toute velléité d'agir de manière réellement indépendante. Du moment qu'elle prétendait agir à sa guise, et éventuellement soutenir la Chine, pour les USA il n'y avait plus d'autre choix que de la réduire au maximum.

C'est pour ça que dès 2007 ces derniers vont tout faire pour la briser. Mais eux aussi ont commis de graves fautes d'évaluation ; ils ont complètement sous-estimé les capacités de la Russie à leur tenir tête. Ils ont jugé de sa puissance en fonction de critères occidentaux, oubliant que la Russie fonctionnait de manière totalement différente. Ils se sont répétés qu'avec un PIB nominal proche de celui de l'Espagne, ils pourraient l'étouffer économiquement ; ils ont confondu puissance et richesse. Or la Russie a toujours été une grande puissance pauvre, elle n'a jamais été une société de consommation, et l'utilisation qu'elle fait de son PIB ne ressemble pas du tout à ce que font les économies occidentales. Il y a très peu de place dans son PIB pour des objets de luxe ou de loisirs ; l'essentiel est composé du nécessaire : pétrole, gaz, métaux, céréales,

etc. La Russie est quasiment autonome pour tous les biens fondamentaux, et elle ne dépend de ses importations que pour les biens de consommation occidentaux, dont elle peut très bien se passer le cas échéant ; en cas de sanctions économiques, seuls les Russes les plus aisés, ceux qui ont pris le goût du luxe, se trouvent gênés, et encore ; mais l'essentiel de l'économie, qui fonctionne avec des matières premières russes, continue à tourner. En revanche, le pays a énormément investi dans la recherche scientifique, les mathématiques et la physique, ce qui lui a permis de mettre au point ces fameux missiles hypersoniques, entre autres. C'est pourquoi toutes les tentatives de l'attaquer sur ce point ont échoué.

Mais le premier angle d'attaque des Américains a été militaire. Ils ont cherché immédiatement après le discours de Munich a testé la qualité de l'armement russe, dont ils supposaient a priori qu'il devait être techniquement très inférieur à ce qu'ils fabriquaient eux-mêmes. C'est la malheureuse Géorgie qui a été chargé de le vérifier. Depuis l'Union Soviétique, la république de Géorgie tenait dans ses frontières quelques centaines de milliers de personnes qui n'étaient pas géorgiennes : les Abkhazes et des Ossètes. Ceux-ci s'entendaient très mal avec les autorités du pays et souhaitaient disposer d'une certaine autonomie. Poussé par les Américains, le dirigeant pro-occidental M. Saakashvili voulut les réduire par la force, malgré les avertissements très clairs de Moscou qui disait qu'elle interviendrait immédiatement en cas d'attaque armée. Mais le Géorgien passa outre et déclencha les hostilités, comme le dit précisément le rapport officiel de l'Union Européenne :

« Comme l'a conclu la mission d'enquête internationale et indépendante commanditée par l'Union européenne, c'est la Géorgie qui a déclenché les opérations militaires de grande envergure avec le tir de ses moyens d'artillerie sur des objectifs fixes et mobiles dans Tskhinvali, la capitale sud-ossète, le 7 août 2008 à partir de 23h35. Ces tirs avaient pour principaux objectifs les ministères, le siège du gouvernement, le Parlement, les positions des milices sud-ossètes ainsi que des dépôts de munitions et de matériel. (...) »

Il n'est pas non plus impossible que le Président géorgien et son entourage immédiat aient pris pour argent comptant les compliments que leur faisaient sur leur armée quelques-uns de leurs partenaires occidentaux. Ils ont sans doute été abusés par les analyses erronées de certains journalistes de défense qui

écrivait que l'armée géorgienne était la meilleure armée postsoviétique. Enfin, malgré les mises en garde répétées des ambassadeurs occidentaux à Tbilissi, M. Saakashvili a pu interpréter l'aide militaire occidentale et les négociations avec l'Alliance atlantique comme une promesse morale des États-Unis et de l'OTAN à s'engager auprès de la Géorgie en cas de besoin. » (Général Gilles Gallet)

Traduisons : les Américains ont fourni du matériel moderne à la Géorgie, et l'ont poussée à attaquer, de manière à vérifier si leur armement serait efficace face à l'armée russe ; mais l'armée géorgienne a été écrasée en quatre jours ; les armes russes étaient loin d'être complètement dépassées comme le pensaient les Américains. Evidemment, devant la vitesse avec laquelle les Russes avaient vaincu, ils se sont dispensés de venir en aide aux Géorgiens, qui ont tout perdu ; l'Abkhazie et l'Ossétie du sud ont pris leur indépendance, sous la protection de Moscou.

Qu'espéraient les USA avec cette opération ? Probablement déstabiliser Poutine, en tentant de mettre son armée en difficulté, et éventuellement de le faire partir. Peine perdue : le prestige et l'autorité du président russe en sont sortis renforcés, comme ce sera le cas à chaque tentative US de l'affaiblir.

Cependant, en 2008, Poutine accepte de laisser la présidence à son premier ministre, Dimitri Medvedev, pour occuper à son tour le poste de premier ministre. Il tient à marquer son respect pour la constitution qui ne l'autorise pas à effectuer plus de deux mandats consécutifs. Les Américains se calment donc, pensant que leur bête noire est désormais sur la touche. Mais Poutine revient très vite : Medvedev s'écarte aux élections de 2012, et Poutine retrouve la présidence, cette fois pour beaucoup plus longtemps, puisqu'il va porter la durée du mandat présidentiel de quatre à six ans. Le voilà donc au pouvoir peut-être jusqu'en 2024.

Et il a un projet qui ne plait pas du tout aux Américains : constituer une union eurasiatique avec la Biélorussie, le Kazakhstan, et l'Ukraine. Le principe est de reconstituer une entité économique qui fasse, *grosso modo*, la taille de l'Union Soviétique. Cette union prenait pour exemple l'Union Européenne, et visait à créer un grand marché unique, à l'intérieur duquel les capitaux, les hommes, les entreprises et leurs productions, pourraient circuler librement. De fait, depuis la chute de l'Union

Soviétique, seule la Russie avait réussi à retrouver le chemin de la prospérité ; les autres États de l'ex-union demeuraient embourbés dans des difficultés plus ou moins insurmontables. L'Ukraine, en particulier, avait complètement sombré après la crise de 2008 et ne se relevait pas, écrasée qu'elle était par des mafias extrêmement puissantes et une corruption sans exemple. Cette Union Eurasiatique aurait peut-être permis à ses entreprises de trouver un peu d'oxygène.

Mais du point de vue des Américains, il ne s'agissait ni plus ni moins que de reconstituer l'URSS, au moins partiellement, sous la conduite de la Russie, et cela, ils ne pouvaient pas le supporter, pour plusieurs raisons : premièrement, parce que cela aurait renforcé très fortement la position de la Russie en Europe de l'Est, et donc aussi sa position face à l'Europe entière ; deuxièmement, cela aurait donné à la Russie un contrôle quasi-total sur le *Heartland*, tel que défini par Mackinder, et donc, par-delà, un certain contrôle sur l'île Monde ; troisièmement, parce qu'une Russie qui contrôlerait le *Heartland* et serait alliée à la Chine aurait tous les moyens pour phagocyter la puissance américaine. « Nous ne laisserons pas faire ! » s'écria publiquement Hillary Clinton, et effectivement, ils n'ont pas laissé faire.

Leur angle d'attaque fut l'Ukraine, à laquelle ils s'intéressaient de près avant même la chute de l'URSS, et où la CIA était déjà très bien implantée. Mais avant de poursuivre, il faut préciser un certain nombre de points essentiels sur l'Ukraine et ses rapports avec la Russie.

A l'origine, Kiev a été la première capitale de ce qu'on appelait alors la Russie de Kiev ; Moscou et d'autres villes ont été à l'origine des villes fondées par les Kiéviens. A la fin des invasions Mongoles, ce sont les Moscovites qui parviennent à vaincre ces derniers, après s'être alliés avec eux, et à les repousser hors d'Europe. Moscou prend alors la tête du monde russe. Kiev et l'Ukraine furent pour un temps conquises et occupées par les Polonais, jusqu'en 1654, date à laquelle les Moscovites vinrent aider les cosaques à chasser l'occupant, et l'Ukraine devint une province de l'empire. Elle ne s'étendait pas sur le territoire défini aujourd'hui comme l'Ukraine, mais seulement sur la région autour de Kiev, et fut appelée « petite Russie ». La région du Donbass actuel qui borde la Mer Noire, les rives jusqu'à Odessa, ainsi que la Crimée, furent conquises sur les Tatars au temps de Catherine II, et portèrent le nom de « nouvelle Russie ». L'empire fonctionna alors avec trois capitales : Saint-Pétersbourg, la capitale politique et

culturelle, Moscou, la capitale économique, et Kiev, la capitale spirituelle, en raison du prestige de ses églises et de ses monastères, où tout bon orthodoxe se devait d'aller faire un pèlerinage au moins une fois dans sa vie.

Tout alla bien jusqu'à la révolution communiste de 1917 ; mais les Ukrainiens, comme l'ensemble des Russes du sud, refusèrent de reconnaître le gouvernement révolutionnaire, et ils prirent leur indépendance, pour peu de temps ; l'armée rouge écrasa toute résistance, et l'ensemble de la Russie devint communiste. Lénine fonda l'URSS, qu'il organisa, en théorie, sur le modèle des États-Unis : l'URSS était censée être une union de républiques indépendantes qui y adhéraient volontairement ; en réalité, bien sûr, les communistes ne leur demandaient pas leur avis. Lénine dessina donc la République Soviétique d'Ukraine, comme les autres ; mais il suivit un principe très politique : pour éviter toute manifestation de nationalisme, les différentes ethnies qui composent la Russie n'étaient jamais entre elles dans leur république ; Lénine a systématiquement agrandi leurs territoires pour y adjoindre des régions peuplées de Russes, afin d'en garder le contrôle. C'est ainsi que l'Ukraine s'est vue agrandie du Donbass et des régions riveraines de la mer, parce qu'elles étaient peuplées de Russes ; il s'agissait d'empêcher ainsi les Ukrainiens de rester entre eux, et de chercher à prendre leur indépendance. Dans un premier temps, les Ukrainiens acceptèrent la situation, et nombre d'entre eux firent de très belles carrières à l'intérieur du parti communiste, en Russie même.

La catastrophe qui devait séparer les deux peuples fut provoquée par Staline. Désirant forcer les paysans à admettre la collectivisation des terres, il provoqua la révolte des *Koulaks*, les « poings levés », ces propriétaires terriens qui refusaient d'être expropriés, et menacèrent d'affamer les villes. La réaction de Staline fut d'une brutalité – et d'une imbécillité – sans égale. Il fit déporter ou massacrer tous les propriétaires qui résistaient, sans avoir aucune idée des conséquences que cela entraînerait ; prisonnier de son idéologie communiste, il s'imaginait dans son esprit que le fait d'être exploités par des propriétaires supprimait toute motivation chez les ouvriers qui, de ce fait, auraient travaillé très mal ; il supposait que si on les libérait des propriétaires, ils se mettraient alors à travailler pour leur propre compte, dans leur propre intérêt, et donc avec bien plus d'ardeur et d'efficacité. Or, il se passa exactement le contraire : privés de leurs chefs, les ouvriers agricoles abandonnèrent le travail, certains allèrent jusqu'à

manger les chevaux de trait, et dans tout le sud de la Russie les récoltes furent perdues. S'ensuivit une famine épouvantable qui frappa l'URSS entière, mais surtout l'Ukraine et le Kazakhstan. Des millions de gens moururent de faim. Staline mit longtemps à comprendre l'ampleur du désastre causé par ses mesures, et il fallut plusieurs années pour rétablir la situation. Pour nombre d'Ukrainiens, Staline avait délibérément programmé cette catastrophe, connue sous le nom de *Holodomor*, et ils l'accusaient d'avoir voulu provoquer un génocide. Ce n'était évidemment pas le cas, comme le prouvent les mesures prises ensuite pour redresser la situation, mais le mal était fait.

À la suite de cette tragédie, le nationalisme ukrainien se développa très fortement, et Stepan Bandera en prit la tête. Cherchant de l'aide en Europe, il s'allia avec les nazis, dont les thèses anticomunistes et le racisme anti-slave le séduisaient ; dans sa haine pour la Russie, il en oublia que les Ukrainiens sont aussi des Slaves, et donc tout autant concernés que les Russes par le racisme des Allemands. Il fonda l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne, et aida la Wehrmacht à pénétrer en URSS par l'Ukraine. Ses hommes participèrent également à la Shoah par balles : la quasi-totalité de la population juive de Kiev fut massacrée, et à Lviv aucun d'entre eux n'en réchappa. Bandera crut ensuite pouvoir proclamer l'indépendance de l'Ukraine, et mal lui en prit : il fut déporté en Allemagne au camp de Sachsenhausen, et la population ukrainienne fut réduite quasiment à l'esclavage par les Allemands. L'Armée Insurrectionnelle, elle, se réfugia dans les forêts, où elle mena un double combat, dont on peut souligner l'héroïsme, à la fois contre la Wehrmacht et contre l'armée rouge, sans autre armement et équipement que ce que les soldats pouvaient saisir sur les ennemis vaincus. Ils poursuivirent leur lutte contre l'armée rouge bien après 1945.

Après la mort de Staline, Khrouchtchev fut extrêmement soucieux de réconcilier les Ukrainiens et les Russes. Il était lui-même très attaché à l'Ukraine où il avait travaillé dans les mines et fait carrière, et il connaissait très bien le lourd contentieux qui séparait les deux peuples. Pour bien montrer donc que la Russie communiste et moscovite adorait les Ukrainiens, il prit la décision, en 1954, de faire « don » de la Crimée à l'Ukraine, sous prétexte de célébrer le tricentenaire du traité de Pereïaslav, par lequel les cosaques d'Ukraine avaient proclamé leur allégeance à Moscou. Cette cession était censée cimenter la fraternité entre les deux peuples.

À propos de ce fameux « don », quatre remarques sont absolument nécessaires : 1/ cet acte était parfaitement illégal, la Crimée était une république autonome, et Khrouchtchev n'avait aucun droit d'en disposer ainsi, sans lui demander son avis ; 2/ c'était d'autre part un geste purement symbolique, du fait que les républiques n'avaient absolument aucune autonomie dans les faits, et qu'elles étaient totalement soumises à la dictature communiste ; quel que fut le découpage administratif, l'Ukraine comme la Crimée restaient soumises à Moscou ; 3/ la Crimée allait très vite retrouver son statut de république autonome, qui lui permettrait - du moins juridiquement, sinon en réalité - de se séparer de l'Ukraine quand elle le voudrait ; 4/ les Criméens n'ont jamais accepté cette situation, qui les révoltait ; ils disaient : « nous avons été traités comme un sac de pommes de terre » ; et ils n'ont eu de cesse de travailler à leur réintégration dans la Russie.

L'Ukraine donc se retrouvait formée de quatre parties bien distinctes : 1/ la plus à l'ouest, la Galicie, qui auparavant avait appartenu à la Pologne et à l'Autriche, avait été intégrée à l'URSS à partir de 1945 ; c'est dans cette région que la langue ukrainienne est la plus utilisée ; la population y est franchement hostile aux Russes, et une forte minorité y cultive toujours une certaine nostalgie du troisième Reich ; les membres de la division SS « Galicie », qui ont essentiellement combattu contre l'URSS, font toujours l'objet d'un certain culte de sa part ; 2/ au centre, la région de Kiev, où l'on parle plutôt un mélange d'ukrainien et de russe, où le nationalisme est tout de même moins fort qu'en Galicie, et où les sentiments à l'égard de la Russie sont mitigés ; 3/ le Donbass et les rives de la Mer Noire jusqu'à Odessa, peuplés majoritairement de Russes ethniques, où la langue et la culture russe dominant ; la population y est en majorité très hostile aux Ukrainiens ; 4/ la Crimée, qui ne compte plus qu'une très faible minorité de Tatars, essentiellement peuplée de Russes, où la population ne pouvait admettre d'être rattachée à l'Ukraine. Aussi longtemps que cette Ukraine avec ses quatre régions était soumise à la dictature communiste, les rivalités entre les différentes parties de la population ne pouvaient pas s'exprimer, et on peut dire qu'avec le temps elles s'étaient largement estompées ; mais elles étaient toujours là, et il n'était pas très difficile de les réactiver.

Lorsque sous la direction de Boris Eltsine et des communistes moscovites, l'URSS fut démantelée brutalement, sans stratégie ni même réflexion, les républiques soviétiques qui la composaient demeurèrent nécessairement dans la configuration où



Lénine les avait dessinées. Il était impossible dans les circonstances de l'époque de redessiner les frontières de manière à les faire coïncider avec les peuplements ethniques. De la sorte, ce sont plus de 20 millions de Russes qui se sont retrouvés exclus de la Russie, et citoyens de ces nouveaux États où la majorité de la population leur était hostile, du fait de leur haine pour le communisme soviétique.

En Ukraine, la situation a d'abord évolué lentement ; du fait de l'absence préalable de toute vie politique, ce sont des dirigeants communistes qui ont d'abord gouverné le pays ; la Crimée a voulu prendre son indépendance très rapidement, mais Russes et Ukrainiens s'y sont opposés ensemble, les seconds parce qu'ils voulaient la garder, et les premiers également parce qu'ils ne voulaient pas que cela devienne une pomme de discorde entre les deux pays, et que cette Crimée ukrainienne était en quelque sorte comme un trait d'union entre eux, du fait même qu'elle était le symbole de leur amitié. Mais il y avait aussi une autre raison : les Russes savaient très bien qu'il existait en Ukraine un fort courant antirusse, indépendantiste et pro-occidental, encore assez vif dans l'ouest ; avec la population criméenne, les pro-russes étaient à peu près assurés d'avoir la majorité aux élections ; sans eux, la situation eût été plus tendue ; d'autre part, la Crimée avait retrouvé son statut de république autonome, ce qui l'autorisait à se détacher de l'Ukraine aussitôt qu'elle le voudrait, c'est-à-dire aussitôt que la Russie l'accepterait. Pour l'Ukraine donc, sortir de la sphère de Moscou entraînerait automatiquement la perte de la Crimée, qui est une région particulièrement riche et agréable ; celle-ci constituait donc, en quelque sorte, comme une laisse en or avec laquelle Moscou tenait l'Ukraine attachée. Sur le plan militaire, la péninsule demeurait de toute façon sous contrôle russe ; la ville de Sébastopol, où se trouve la base navale de la flotte russe de la mer Noire, conservait un statut spécial qui la plaçait directement sous le contrôle des autorités militaires russes ; en ce qui concerne les forces terrestres, les Russes pouvaient y entretenir jusqu'à 25 000 hommes, contre 15 000 pour les Ukrainiens.

De plus, en 1997, les deux pays s'étaient liés par un grand traité d'amitié, qui a été suivi par environ 400 traités de coopération dans tous les domaines, en particulier militaire, technologique, économique, financier, etc. De la sorte, l'Ukraine demeurait très liée à la Russie, et elle y avait tout intérêt, du fait de la très forte dépendance de son industrie aux technologies soviétiques ; à titre d'exemple, si la construction des avions

Antonov constituait une des plus belles réussites industrielles du pays, la quasi-totalité des brevets appartenait à la Russie.

Les Américains s'intéressaient à l'Ukraine depuis la deuxième guerre mondiale ; du fait des relations extrêmement tendues entre Russes et Ukrainiens depuis la révolution communiste, ils comprenaient qu'il y avait là un point douloureux par lequel ils pourraient affaiblir l'URSS ; à l'époque communiste, ils ne sont arrivés à rien, mais dès l'indépendance les agents de la CIA y ont été très actifs, cherchant à pénétrer au mieux à l'intérieur des structures de l'État, pour y placer leurs hommes. Brzezinski, géopolitologue d'origine polonaise, a été le grand maître de la diplomatie américaine dans les années 1980-1990. Dans son ouvrage mondialement connu, *Le Grand Échiquier*, paru en 1997, il a exposé très clairement la politique que les États-Unis devaient suivre à l'égard de la Russie et de l'Ukraine dans les années à venir.

Selon sa théorie, les États-Unis se devaient d'un côté d'affaiblir le plus possible la Russie, pour l'écarter en tant que concurrent potentiel sur le plan militaire et géostratégique, en la détachant de l'Ukraine, sachant que la principale faiblesse de la Russie était la faiblesse de sa population - moins de 150 millions d'habitants -, alors que l'apport de la population ukrainienne - dans les 50 millions -, pouvait lui permettre d'approcher la taille critique pour devenir réellement une grande puissance. Avec l'Ukraine, la Russie constituait un empire, sans elle, elle n'était plus qu'une puissance régionale.

« A cet égard, l'effort américain porte vers trois régions clefs : l'Ukraine, essentielle avec ses cinquante-deux millions d'habitants et dont le renforcement de l'indépendance rejette la Russie à l'extrême Est de l'Europe et la condamne à n'être plus, dans l'avenir, qu'une puissance régionale. » (Barack Obama reprendra cette expression)

Brzezinski fixait les années 2005 / 2015 comme horizon pour intégrer l'Ukraine à l'intérieur de l'OTAN :

« L'Ukraine constitue cependant l'enjeu essentiel. Le processus d'expansion de l'Union européenne et de l'OTAN est en cours. À terme, l'Ukraine devra déterminer si elle souhaite rejoindre l'une ou l'autre de ces organisations. Pour

renforcer son indépendance, il est vraisemblable qu'elle choisira d'adhérer aux deux institutions, dès qu'elles s'étendront jusqu'à ses frontières et à la condition que son évolution intérieure lui permette de répondre aux critères de candidature. Bien que l'échéance soit encore lointaine, l'Ouest pourrait dès à présent annoncer que la décennie 2005-2015 devrait permettre d'impulser ce processus. Ainsi, les Ukrainiens auraient la certitude que l'extension de l'Europe ne s'arrêtera pas à la frontière ukraino-polonaise. Dès à présent, l'Ouest peut renforcer ses liens de coopération et de sécurité avec Kiev. » (Page 160)

Cependant, Brzezinski comprenait très bien que cette opération pouvait être extrêmement dangereuse, et que l'extension de l'OTAN jusqu'aux portes de la Russie serait inévitablement interprétée par tout le monde comme la progression d'une coalition militaire menée par les États-Unis contre cette dernière ; c'est pourquoi il préconisait, pour éviter que la Russie ne devienne automatiquement une ennemie de l'Occident, de l'intégrer dans l'OTAN en même temps que l'Ukraine, et il fustigeait ceux qui n'en comprenaient pas la nécessité, et continuaient à garder les mentalités issues de la guerre froide :

« À l'évidence, certains des adversaires les plus farouches du projet américain [d'ouvrir l'OTAN aux Russes], en particulier dans les sphères militaires, perpétuent une vision du monde issue de la guerre froide. Ils refusent d'admettre que l'expansion de l'OTAN participe du développement de l'Europe et l'assimilent à la progression, vers le territoire russe, d'une coalition ennemie sous commandement américain. » (Page 137)

Malheureusement, ceux qui lui ont succédé n'ont pas compris ses leçons.

En 2012, donc, Vladimir Poutine revient au pouvoir avec son projet d'union eurasiatique. L'Ukraine se débattait alors dans des difficultés économiques insurmontables. Au début des années 2000, elle avait connu une période de forte croissance, mais la crise de 2008 l'avait fait replonger, et depuis, elle ne s'en sortait pas. Le poids insupportable des mafias et la corruption généralisée paralysaient, et paralysent toujours, toute possibilité de développement. La Russie, elle, avait sorti la

tête hors de l'eau, même si elle était encore loin d'avoir atteint le niveau de développement de l'Europe de l'Ouest. L'Union Eurasiatique pourrait fournir quelques ballons d'oxygène à l'économie ukrainienne.

Les Américains, comme nous l'avons vu, y étaient farouchement opposés, d'autant plus qu'en 2013 les Chinois venaient de dévoiler leur projet des « nouvelles routes de la soie », rebaptisé depuis « la ceinture et la route » ; une Russie maîtresse du *Heartland*, et qui serait partie prenante du projet, pourrait permettre de le développer rapidement. Les États-Unis se verraient alors de plus en plus marginalisés hors de l'Île Monde. Le traité d'Union Eurasiatique devait entrer en vigueur en janvier 2015, il y avait donc urgence pour le gouvernement US ; il lui fallait à tout prix intervenir en Ukraine pour empêcher ce traité, et mettre le plus de désordre possible dans le *Heartland*, tout en occupant les Russes à d'autres problèmes.

La décision de renverser le gouvernement du président Ianoukovitch par un coup d'État, pour le remplacer par des individus attachés aux intérêts américains, fut prise rapidement. C'était une décision à très haut risque. Personne ne pouvait savoir comment réagirait Vladimir Poutine. La possibilité d'une réaction militaire extrêmement rapide, avec invasion immédiate de l'Ukraine, était très réaliste, et ce fut d'ailleurs la première option envisagée par la Russie à l'époque. D'ailleurs, avec le recul, beaucoup de Russes pensent aujourd'hui que c'est ce qu'il aurait fallu faire. Mais la CIA prit le pari que Poutine reculerait devant cette option, parce que d'une part cela rappellerait par trop les pratiques de l'URSS, et que d'autre part la réaction des Ukrainiens devant l'arrivée des chars russes, surtout à Kiev, pourrait être très violente, ce qui entraînerait une véritable guerre entre Kiev et Moscou, ce qui était en soi inconcevable pour Poutine lui-même ; et effectivement, après de longues hésitations, il y renonça.

Hillary Clinton chapeauta le projet, Victoria Nuland fut chargée de son exécution, avec l'assistance de la CIA et de l'ambassadeur américain. Le plan de la CIA se développa dans trois directions : d'une part s'assurer le concours de quelques bandes armées, deuxièmement s'attacher les services d'un certain nombre d'hommes politiques et d'hommes d'affaires ainsi que de la presse par la corruption, ce qui était particulièrement facile, et troisièmement élaborer un discours politique pour berner et entraîner les masses.

Il traînait alors dans les rues de Kiev quelques bandes de jeunes désœuvrés, déscolarisés, à la limite de la clochardisation, qui, pour se donner un semblant d'existence, s'affublaient de décorations nazies, et professaient un ultranationalisme virulent, tout en vitupérant contre la corruption du régime, responsable de la misère du pays. Des agents de la CIA prirent contact avec eux, les groupèrent, les organisèrent, les disciplinèrent, et les formèrent au maniement des armes à feu. Ce fut l'origine et le noyau du bataillon Azov et de quelques autres du même style. En décembre 2013, le sénateur McCain, particulièrement actif dans la préparation du coup, rencontra Oleg Tyahnybok, dirigeant du parti néo-nazi Svoboda, et se mit d'accord avec lui pour faire financer le développement d'Azov par les USA.

D'autre part, Victoria Nuland travailla au corps un certain nombre de députés et d'oligarques pour les persuader de prendre le parti des Américains contre leur président, en leur promettant des investissements fabuleux qui devaient faire redémarrer l'économie du pays. Ces promesses furent accompagnées d'un certain nombre de largesses financières qui devaient servir de preuve de l'engagement américain ; dans une réunion où elle a été filmée à son insu, on l'entend clairement affirmer que les USA avaient dépensé 6 milliards de dollars pour, soi-disant, établir la démocratie en Ukraine, c'est-à-dire chasser le président démocratiquement élu pour le remplacer par un gouvernement formé par les Américains eux-mêmes. Nous savons ainsi ce que coûte un coup d'État aujourd'hui.

Enfin, alors qu'une partie notable de la population espérait que l'Europe pourrait venir en aide à leur pays, Angéla Merkel proposa à Ianoukovitch, non pas une entrée progressive dans l'Union Européenne, mais seulement un contrat de libre-échange, qui fut présenté à la population, à l'aide d'un battage médiatique assourdissant, comme un début d'intégration dans l'Union, alors qu'il n'en était pas question. Ce traité de libre-échange ne présentait que très peu d'intérêt pour l'Ukraine : il aurait facilité les exportations européennes, alors que les produits ukrainiens avaient très peu de chances de se faire une grosse place sur le marché européen ; la seule conséquence qu'on pouvait en attendre, c'était une forte aggravation du déficit commercial de l'Ukraine, et c'est effectivement ce qui arrivera lorsque ce traité sera signé. Après réflexion, Ianoukovitch refusa d'y adhérer, et préféra naturellement la proposition russe, les produits ukrainiens pouvant se vendre beaucoup plus facilement en Russie qu'en Europe de l'Ouest.

Quant à Poutine, il ne vit pas arriver le piège : étant lui-même partisan de la liberté de commerce, il demandait à l'époque un grand traité de libre-échange « de Lisbonne à Vladivostok » ; la seule chose qui le rebutait dans cette affaire c'est qu'un tel traité soit signé avec l'Ukraine seule, et pas aussi et en même temps avec la Russie. Il espérait donc faire le forcing pour l'obtenir. D'autre part, ses rapports avec l'Ouest, dans son esprit, étaient loin d'être mauvais. Il avait toléré sans trop rechigner l'expansion de l'OTAN vers l'Est, malgré les promesses verbales des Américains formulées au temps de Gorbatchev, selon lesquelles l'alliance aurait dû rester dans ses limites du temps de l'URSS. Poutine avait donc accepté de céder à l'OTAN la quasi-totalité de la sphère d'influence de l'URSS, ce qui devait suffire, à ses yeux, à rassurer totalement l'ensemble des pays occidentaux sur ses intentions pacifiques, et son désir de rejoindre leur camp. De plus, il ne savait que trop bien à quel point il était extrêmement utile, voire absolument nécessaire, pour les Occidentaux, de conserver la Russie de leur côté : ils n'avaient évidemment aucun intérêt à la voir partir dans le camp chinois avec son arsenal nucléaire et ses richesses naturelles, en particulier énergétiques. Enfin, il avait précisé à maintes reprises que, s'il avait tout cédé à l'OTAN, il exigeait qu'elle ne touche en aucun cas à l'Ukraine, et qu'il y avait là une ligne rouge à ne pas franchir : que l'OTAN s'en empare, et la Russie considérerait cela comme une déclaration de guerre. Les Européens, en particulier Français et Allemands, - mais pas les Américains -, assuraient de leur part qu'ils avaient parfaitement entendu le message.

En fait, le plan des Américains allait beaucoup plus loin que la question ukrainienne. Il s'agissait beaucoup moins de s'emparer de Kiev que de faire tomber Poutine. Leur idée était que, s'ils parvenaient à détacher Kiev de Moscou, l'image de Poutine dans l'opinion publique russe s'en trouverait tellement dégradée qu'il tomberait aussitôt. Il s'agissait de s'en prendre à son image d'homme fort, ayant rétabli la Russie dans son rang, et capable de garantir désormais la stabilité du monde russe. La CIA était persuadée que même le FSB se retournerait contre lui, et le ferait dégager du pouvoir, ce qui a d'ailleurs failli arriver. Mais les choses ne se sont pas passées comme prévu.

Le coup d'État prit donc Poutine par surprise, alors même que le FSB l'avait mainte fois prévenu, mais il commit la même faute que Staline qui n'avait pas cru le KGB lorsque celui-ci l'avertissait de l'imminence de l'invasion allemande. Il était d'ailleurs extrêmement préoccupé par la préparation des JO de Sotchi, et son souci essentiel était

qu'aucun attentat ne se produise durant cette période ; ces JO constituaient un élément essentiel dans sa stratégie du développement du *soft-power* russe ; il avait réussi à ce qu'aucune nation ne les boycotte comme les jeux de Moscou en 1980, et cela démontrait que la Russie moderne retrouvait toute sa place dans le concert des nations. Le gros des effectifs du FSB fut mobilisé pour assurer la sécurité dans toute la Russie durant ces jeux, qui se déroulèrent effectivement sans incident, mais pendant ce temps-là la CIA s'activait de plus belle en Ukraine.

C'est alors que, début février 2014, le FSB fit circuler sur les réseaux sociaux l'enregistrement d'une conversation téléphonique entre Victoria Nuland et l'ambassadeur des États-Unis à Kiev, Geoffrey Pyatt. Elle expliquait très clairement qui elle voulait placer et à quel poste après le coup d'État, en particulier Arseni Iatseniouk à la tête du gouvernement. Le coup de téléphone se terminait par cette exclamation sans ambiguïté : « *fuck the European* ». Il faut bien sûr s'interroger sur l'utilité pour le FSB de publier cette conversation car, en le faisant, ils avertissaient les Américains qu'ils étaient sur écoute, et les obligeaient ainsi à modifier leur protocole, ce qui allait faire perdre au FSB la possibilité de continuer à les écouter. Ont-ils cru qu'en dévoilant ainsi au monde entier le projet de coup d'État américain, sans la moindre contestation possible, ils les pousseraient à y renoncer ? Le message étant particulièrement insultant pour les Européens, et démontrant que les Américains n'avaient aucun souci ni de leurs intérêts, ni de leur opinion, ils pousseraient les premiers à prendre leurs distances avec les seconds ? Ont-ils imaginé que les Ukrainiens eux-mêmes comprendraient à quel point les Américains étaient en train de les manipuler ? Toujours est-il que, dans les faits, la CIA a continué la préparation de son coup d'État selon les plans établis, sans rien y changer, que celui-ci a bien eu lieu sans que personne ne puisse l'empêcher, et que par la suite, pendant des années, l'ensemble des médias occidentaux ont continué à présenter cet événement comme un soulèvement populaire, malgré la preuve évidente du contraire. Georges Friedmann, président-fondateur de Stratfor, une agence de renseignement surnommée « le cerveau de la CIA », l'a désigné comme « le coup d'État le plus flagrant de toute l'Histoire ».

Concrètement, la propagande US présenta la situation de manière manichéenne, et inventa deux camps, qui n'existaient pas à l'époque mais qui ont fini par exister à force d'y travailler, celui des pro-européens et celui des pro-russes. En réalité, tous les

Ukrainiens, et l'immense majorité des Russes aussi d'ailleurs, étaient pro-européens. En Ukraine, les russophones étaient tout aussi pro-européens que les autres. Poutine lui-même ne s'opposait pas à l'entrée de l'Ukraine dans l'Europe, du moment que celle-ci se serait accompagnée d'une coopération renforcée entre la Russie et cette dernière. Mais la propagande développée par la CIA, s'appuyant sur le fait qu'il y avait deux projets de traités, un de libre-échange avec l'Europe, l'autre d'intégration économique avec la Russie, imposa dans les esprits qu'il existait bien deux camps antagonistes, comme si le fait d'être pro-européen signifiait être antirusse, et celui d'être pro-russe signifiait être antieuropéen, ce qui, à l'époque, était une absurdité.

Un ex-rédacteur en chef du *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Udo Ulfkotte, a révélé dans un livre devenu immédiatement un Best-seller, *Gekauften Journalisten* (Journalistes achetés), comment la CIA avait organisé une campagne d'intoxication monstrueuse pour dresser les opinions publiques européennes contre la Russie, était parvenue à corrompre l'essentiel de la classe journalistique allemande, et comment l'agence avait obtenu d'eux qu'ils « vendent » la guerre avec la Russie à l'opinion publique :

« Les médias allemands et américains essaient d'amener la guerre aux gens en Europe, d'amener la guerre en Russie. C'est le point de non-retour et je vais dire ce que j'ai à dire... Ce que j'ai fait dans le passé est mal, de manipuler les gens, de construire une propagande contre la Russie. »

Le coup d'État fut ainsi organisé : tout d'abord, un énorme battage médiatique pour persuader la population de Kiev que l'Europe tendait les bras à l'Ukraine, mais que le président Ianoukovitch, obéissant aux ordres de Moscou, s'y opposait ; de très grosses manifestations furent organisées, avec en particulier la participation des O.N.G. américaines : la NED aida de nombreuses structures telles que la branche ukrainienne des *Open Society Foundations* (OSF) et l'*Albert Einstein Institution* ; le *National Democratic Institute for International Affairs* (NDI), l'*International Renaissance Foundation* (IRF) ont reconnu publiquement être impliqués dans le renversement du pouvoir et aux manifestations de l'Euromaïdan. Les foules qui manifestaient furent complètement manipulées pour donner une couleur « populaire » au coup d'État en préparation.



Il va sans dire qu'en réalité il n'était absolument pas question d'intégrer l'Ukraine dans l'Europe, comme il n'en est toujours pas question maintenant, malgré l'autorisation qui lui a été donnée de présenter sa « candidature », laquelle ne sera jamais acceptée, en tout cas pas dans un avenir raisonnablement envisageable. Il y a à cela deux très fortes raisons : d'abord le niveau de corruption invraisemblable du pays, et la puissance des mafias qui pourraient se répandre très facilement dans l'Europe en cas d'ouverture complète des frontières ; ensuite la pauvreté extrême du pays et l'État de délabrement avancé de ses infrastructures : si l'Ukraine entrait dans l'Europe, elle drainerait automatiquement une part très importante des subventions qui bénéficient aujourd'hui en particulier à la Pologne et aux Pays Baltes, lesquels s'en trouveraient aussitôt privés ; ces pays soutiennent aujourd'hui l'Ukraine autant qu'ils le peuvent, dans la mesure où cela nuit à la Russie, mais ne permettrait pas un instant qu'elle entre dans l'Europe ; ceci étant évidemment le grand non-dit du Parlement de Bruxelles.

Ensuite, quantité de jeunes désœuvrés furent poussés, moyennant finances et subsides, à installer des tentes et des baraques sur la place de Maïdan, et à y demeurer jour et nuit pendant des semaines ; ce fut Petro Porochenko qui fut chargé de distribuer l'argent américain, en son nom propre évidemment. Celui-ci avait fait fortune dans le chocolat et la confiserie au temps des privatisations sauvages, et fait partie de cette élite d'oligarques mafieux milliardaires qui infestaient et infestent toujours autant l'Ukraine que la Russie. Il avait failli connaître des ennuis avec la justice, et s'en était sorti avec l'aide des Américains, qui en avaient fait leur agent ; dans la correspondance de l'ambassadeur US à Kiev, révélée par WikiLeaks, il est désigné comme « *our insider in Kiev* ». Ces jeunes installés sur la place furent poussés à devenir de plus en plus violents tous les soirs, de manière à faire monter la tension à son maximum.

Enfin, lorsque tout fut prêt, profitant de l'absence momentanée du président Ianoukovitch qui était parti à Kharkiv, le 20 février, ordre fut donné aux jeunes du bataillon Azov, qui avaient été installés, avec armes et bagages, dans l'hôtel Ukraine qui domine le Maïdan, de tirer à balles réelles sur la police antiémeute, les fameux « Berkout » ; plusieurs policiers tombèrent, et leurs camarades répliquèrent également à armes réelles. Aussitôt, le Parlement fut réuni, le président absent fut accusé d'avoir donné l'ordre de tirer sur la foule, et les députés votèrent sa déchéance. Il ne restait plus qu'à mettre en place le gouvernement formé par Victoria Nuland.

Arseni Iatseniouk avait été choisi comme premier ministre du fait de ses liens très forts avec les États-Unis, où il possédait une villa somptueuse et résidait souvent. Il avait présenté sa candidature aux élections présidentielles de 2010, durant laquelle, soutenu par les USA, il avait dépensé près de 70 millions de dollars pour sa campagne. Mais cela n'avait pas suffi, et le personnage restait extrêmement impopulaire. Selon certaines sources invérifiables, il serait un haut gradé de la secte de scientologie. Comme président du parlement, fut mis en place Olexandre Tourtchinov, pasteur d'une église baptiste américaine, donc un agent américain aussi. La nouvelle ministre de l'économie fut Natalia Iaresko, de nationalité américaine, et naturalisée ukrainienne pour l'occasion. Le propre fils de Joe Biden, vice-président des USA, fut nommé au conseil d'administration de Burisma Holdings, le plus important producteur privé de gaz du pays. En quelques jours, l'Ukraine devenait une colonie américaine.

La question du sort de la Crimée se posa immédiatement. Pour la Russie, il n'était évidemment pas question d'abandonner la péninsule avec le port de Sébastopol qui abrite la flotte de la Mer Noire, par laquelle elle peut accéder à la Méditerranée. Et de même, pour les Criméens, il n'était plus question de rester attachés à l'Ukraine ; ils n'avaient jamais admis cette situation, et attendaient depuis longtemps l'occasion d'y mettre fin. Depuis 1997, il n'était pas un président qui ne se soit engagé à ramener la Crimée dans la Russie. Mais il fallait faire vite : les nouveaux dirigeants de Kiev connaissaient le problème, et tentèrent très rapidement de paralyser le Parlement de la péninsule. Peine perdue : les militaires russes, en majorité dans la péninsule, s'emparèrent des bâtiments officiels, de manière à permettre aux institutions civiles de Crimée de fonctionner, sans interférence ukrainienne. Ils furent aidés en cela par les militaires ukrainiens eux-mêmes qui préférèrent dans leur grande majorité passer du côté russe ; ils arrachèrent leurs insignes ukrainiens, et passèrent à cause de cela pour des « petits hommes verts ». Avec une certaine précipitation, un référendum fut organisé, jugé conforme à la constitution de la Crimée par le conseil constitutionnel de celle-ci, et le rattachement à la Russie fut approuvé à une majorité écrasante de plus de 96 % des voix. Un sondage réalisé plus tard par l'institut américain Gallup confirma que ce résultat correspondait bien au désir de la population. Il n'y avait d'ailleurs rien de plus normal : il n'y avait qu'une très faible minorité de Criméens qui se considéraient comme Ukrainiens.

Évidemment, les Américains auraient souhaité que la péninsule demeure ukrainienne, - mais ils savaient très bien que cela aurait été trop beau pour eux -, pour y installer une base navale. L'Ukraine était déjà une très belle prise, mais stratégiquement ce n'était pas suffisant. Il était impératif de contraindre la Russie à intervenir, pour pouvoir défaire Poutine d'une manière ou d'une autre. Ce furent les organisations d'extrême-droite ukrainiennes qui eurent à s'en charger. Il existait alors toute une nébuleuse de groupuscules ultranationalistes, imbibés d'idéologie néonazie, comme le fameux « secteur droit », soutenant des thèses racistes sur la supériorité des Blancs, ce qui n'était pas pour déplaire aux suprémacistes américains. Électoralement, ils ne représentaient que 3 % de la population ukrainienne, mais tout de même 17 % en Galicie. Leurs chefs se virent confier la direction des trois ministères de la défense, de la police, et de la justice, avec les services secrets.

Leur première tâche consista à se livrer à des provocations meurtrières contre les populations russophones. Devant ces exactions, et refusant le coup d'État qui avait chassé un président pour lequel elles avaient massivement voté, les *oblasts* (régions) du Donbass proclamèrent leur indépendance dès le mois d'avril. Qualifiés de terroristes, et victime d'une opération militaire brutale menée par le gouvernement de Kiev, les indépendantistes furent rapidement contraints d'en venir eux-mêmes aux armes. Le 2 mai, à Odessa, une cinquantaine de militants pro-russes et anti-Maïdan furent tués au cours d'affrontements avec des militants ultranationalistes d'extrême-droite ; l'enquête, menée par un ministre de la justice lui-même détenu par un des responsables du secteur droit, conclut que les militants en question étaient eux-mêmes coupables de leur propre massacre.

Très rapidement, le conflit tourna à la guerre ouverte entre les régions indépendantistes et le gouvernement de Kiev, et la Russie se trouva contrainte d'intervenir. Elle n'envoya pas l'armée à proprement dire, mais des hommes, des armes, du matériel, de l'argent, et une aide humanitaire conséquente pour les soutenir. Cette opération n'était évidemment pas légale au regard du droit international, mais d'une part le coup d'État de Kiev ne l'était pas non plus, pas plus que l'intervention armée contre les indépendantistes, et d'autre part Poutine ne pouvait pas abandonner à leur sort des populations russes ethniquement et linguistiquement, et les laisser massacrer par des milices d'extrême droite. On entra dans la première phase de la guerre du

Donbass, mais avec elle, et sans que le monde ne semble s'en rendre compte, c'était la troisième guerre mondiale qui commençait.

Les Américains n'avaient certainement pas pleinement conscience de l'effrayante machine infernale qu'ils venaient d'enclencher. Selon leur plan, ce conflit devait mener rapidement à la chute de Poutine, et à l'effondrement de la Russie. Le retour de la Crimée à la Russie fut présenté au monde entier comme une invasion militaire, Poutine fut comparé à Hitler se lançant dans une guerre de conquête de l'Europe, et cela servit de prétexte pour prendre de très lourdes sanctions économiques contre la Russie ; dans la foulée, les principaux organismes financiers occidentaux lancèrent contre le rouble une attaque sans précédent, avec l'idée qu'il allait tout simplement s'effondrer et disparaître, laissant l'économie russe en ruines. Celui-ci perdit rapidement plus de 60 % de sa valeur, et Barack Obama crut pouvoir triompher très vite et s'exclama : « l'économie russe est en lambeaux ! » Malheureusement pour lui, la banque centrale de Russie était dirigée depuis 2013 par une femme absolument remarquable, Elvira Nabioullina, considérée depuis comme la meilleure directrice de banque centrale du monde. Elle mena la bataille financière de main de maître, et la gagna en moins d'un mois ; le rouble se redressa vivement, et tous ceux qui l'avaient joué à la baisse en furent pour leurs frais ; le seul George Soros y laissa plus de 5 milliards. Nabioullina en profita au passage pour racheter à très bas prix des quantités d'actifs russes qui étaient alors dans les mains des compagnies occidentales, pour les ramener dans les mains de l'État russe.

Quant à l'autorité politique de Poutine, non seulement elle ne s'effondra pas, mais elle monta en flèche. Les Russes ne lui en voulurent pas de la perte de l'Ukraine, comme on aurait pu s'y attendre ; ils considérèrent au contraire que le retour de la Crimée était en soi une très grande victoire, qui les satisfaisait pleinement. Les difficultés permanentes avec l'Ukraine les avaient sans doute échaudés, et ils réagirent comme si le détachement de celle-ci était un soulagement plus qu'une perte. De fait, sur le plan financier, pour la Russie, c'était plutôt une bonne opération ; depuis l'indépendance, le soutien à l'Ukraine coûtait à la Russie en moyenne 10 milliards par an. Nombre de Russes pensèrent que, si les Occidentaux tenaient tant à l'annexer, c'était leur affaire.

Cependant, pour le camp occidental, cette aventure ukrainienne allait se révéler un désastre historique sans précédent, probablement plus grave encore que la deuxième guerre mondiale. Désormais, les espoirs que les Russes avaient pu placer dans leur rapprochement avec l'Europe étaient définitivement détruits. L'Occident n'était plus un allié, mais bel et bien un ennemi, qui avait déclenché contre eux la guerre, alors même qu'ils recherchaient son amitié. Les Américains n'avaient pas réfléchi au fait qu'ils n'avaient pas de droit à l'erreur dans cette opération. Or ils n'avaient pas réussi du tout ni à abattre Poutine ni à faire s'écrouler l'économie russe, lesquels ressortaient terriblement renforcés de l'épreuve. Il n'y avait désormais plus aucun remède contre la terrible conséquence géopolitique de cette entreprise lamentable : la Russie allait désormais se tourner complètement vers la Chine, et leur alliance allait constituer la plus grave menace contre le monde occidental depuis son origine.

#### Les quatre piliers de la puissance changent de camp

La cause essentielle du besoin de l'empire de s'attaquer à la Russie d'abord, - mais surtout à la Chine ensuite, car c'est elle qui est vraiment le concurrent le plus redoutable, la Russie n'étant qu'une force d'appoint bien que particulièrement dangereuse -, c'est que les quatre piliers de la puissance : la supériorité des armes, de la science, de la finance, et du rayonnement dans le monde, ont commencé à changer de camp. Depuis la fin du XV<sup>e</sup> siècle, l'Occident a assis sa domination de la planète sur ces quatre piliers, et jusqu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle il ne semblait pas envisageable qu'une autre région du monde puisse lui contester la suprématie dans ces domaines ; au contraire, il semblait que l'écart entre l'empire et le reste du monde ne ferait que se creuser avec le temps.

Mais le décollage technologique de la Chine, qui remonte à 1978, à commencer à devenir très visible et franchement inquiétant pour les USA à partir de 2010, quand celle-ci a rejoint les meilleures compagnies américaines dans le domaine des

superordinateurs :cette année-là, Tianhe-1est devenu le supercalculateur le plus rapide au monde, capable de soutenir une vitesse de calcul de 2,5 pétaFLOPS3, devant le supercalculateur Jaguar ; depuis, Américains, Japonais, et Chinois ne cessent de se disputer la suprématie mondiale dans ce domaine.

Lorsqu'à partir de 1978 la Chine s'est ouverte aux investissements étrangers, le mot d'ordre était clair : acquérir les technologies occidentales. Comment les entreprises américaines et européennes ont-elles pu faire pour ne pas voir arriver le danger ? Trois réponses à cela : premièrement, un *a priori* stupidement raciste ; les Occidentaux ne croyaient pas que les Asiatiques pourraient arriver à leur niveau, et encore moins les dépasser ; deuxièmement, une confiance exagérée dans leurs propres capacités à innover sans cesse ; ils se sont auto-persuadés qu'ils pouvaient bien vendre aux Chinois leurs technologies du moment, ils trouveraient mieux ensuite, et ce qu'ils auraient vendu deviendrait obsolète ; troisièmement, l'habileté des Chinois qui ont joué sur la concurrence, et ont contraint les entreprises occidentales à vendre le plus de technologie possible, pour pouvoir prendre les marchés, en s'épuisant mutuellement ; c'est ainsi par exemple que la concurrence féroce que se sont livrée les Français et les Allemands pour vendre leurs trains à grande vitesse à mener les Français à vendre finalement toute la technologie ; les Chinois n'ont acheté que fort peu de machines à la France, et se sont lancés eux-mêmes dans la construction ; en quelques années, ils sont parvenus à dépasser les Français au niveau technologique, et la Chine est aujourd'hui le pays le mieux équipé du monde en TGV, et de très loin, avec plus de 36 000 km de voies en service.

L'idée que l'avance technologique de l'Occident était acquise pour toujours a été une erreur fatale, la même qui consiste toujours à se reposer sur ses lauriers. Les Chinois ont parfaitement intégré la nécessité de la recherche, et loin de se contenter de « copier », ils ont surtout cherché à innover. Entre 2006 et 2017, ses dépenses en recherche et développement (R&D) ont bondi de 37,7 à 260,5 milliards de dollars. La progression du nombre de brevets déposés a également explosé : La Chine, qui ne déposait pratiquement pas de brevets en 1990, en a déposé 1,4 million en 2018. Tout ceci est le fruit d'une volonté très claire, et d'une planification organisée par le parti communiste.

Les progrès du pays dans l'ensemble des domaines stratégiques ont été fulgurants.

C'est d'abord dans l'espace – domaine particulièrement symbolique de la puissance d'une nation depuis que les Américains ont marché sur la Lune -, que ces progrès sont les plus frappants. En quelques années, la Chine a pratiquement tout rattrapé : elle est la seule nation à posséder sa propre station spatiale, « Tiangong » (« palais céleste »), alors que l'ISS a été le fruit de la collaboration de l'ensemble des Occidentaux avec la Russie ; elle l'a construite en un an et demi, contre douze pour l'ISS ; elle est la seule à avoir posé et fait travailler un robot sur la face cachée de la Lune, d'où elle a rapporté des échantillons ; elle est entrée dans le club très fermé des nations capables d'envoyer des hommes dans l'espace, après la Russie et les USA ; en 2021, elle a fait atterrir un robot sur Mars ; elle a créé son propre réseau de satellites de géolocalisation ; tout ceci a de quoi donné des « sueurs froides » aux Américains, comme le font remarquer les spécialistes ; tous ces domaines étaient naguère leur chasse gardée.

Or, si toutes les puissances spatiales rêvent aujourd'hui de retourner sur la lune, c'est parce qu'il s'y trouve une énorme quantité d'Hélium3, un isotope rarissime sur terre et au très fort pouvoir énergétique ; si l'on parvenait, avec des robots, à le ramener sur terre à un coût raisonnable, les problèmes énergétiques de la planète seraient définitivement résolus. Pour l'instant, c'est encore de la science-fiction ; mais dans trente ou cinquante ans ? Le premier qui y parviendra disposera d'une énergie parfaitement propre et pratiquement sans limite.

Elle est également leader dans le domaine de la fusion nucléaire, qui sera peut-être une des principales sources d'énergie dans l'avenir : elle n'a pas moins de six réacteurs à fusion nucléaire expérimentaux en état de fonctionnement. L'un d'eux, le tokamak supraconducteur expérimental avancé surnommé *East*, a battu un record en maintenant un plasma chauffé à plusieurs dizaines de millions de degrés pendant plus de dix-sept minutes. Là aussi, elle est la plus avancée pour résoudre le problème fondamental de l'énergie, même s'il reste encore au minimum des décennies de recherche.

Elle est la première à avoir maîtrisé la technologie de la 5G, et la plus avancée sur la route de la 6G, cent fois plus rapide. Elle a déposé 35% des brevets dans ce domaine. C'est là encore une fois un espace fondamental pour l'avenir, et la maîtrise des communications. Seul celui qui maîtrisera ces technologies pourra les contrôler. On comprend pourquoi les USA ont voulu imposer un black-out à la vente des produits chinois concernés dans le monde occidental. Mais l'Occident risque de se retrouver devant un dilemme cornélien : ou bien adopter la technologie chinoise, et passer sous son contrôle, ou bien la refuser, et se voir complètement distancé technologiquement par les pays qui les utiliseront.

La question est d'autant plus dramatique et urgente que la Chine est également leader dans l'Intelligence Artificielle, pour laquelle elle possède 75 % des brevets. Couplée avec la 6G, l'IA donnera peut-être à la Chine une supériorité écrasante dans quantité de domaines : sciences, ingénierie, communication, maîtrise de l'espace, etc. S'il ne parvient pas à rattraper son retard, l'Occident est en passe d'être marginalisé.

Il faut encore ajouter les progrès spectaculaires – et d'ailleurs catastrophiques -, accomplis dans le domaine des manipulations génétiques. La recherche progresse en Chine de manière anarchique. Un scientifique, He Jiankui, a d'ailleurs été condamné à trois ans de prison pour avoir mis au monde des bébés génétiquement modifiés, qui devaient être capables de résister au Sida, en utilisant la technique des « ciseaux génétiques ». Ce genre de pratiques ne peut pas ne pas nous faire penser à Frankenstein. Il n'en reste pas moins que la liberté, et même l'anarchie, qui semble « piloter » la recherche génétique en Chine risque de lui donner encore une fois une énorme avance sur la science occidentale.

Et ce n'est pas fini : la politique de grands travaux menée actuellement va permettre de sortir une grande partie du pays et de la population des grandes difficultés où elle se trouve toujours. En particulier, la construction d'un réseau gigantesque de canaux à travers tout le pays qui reliera les plus grands fleuves va permettre d'apporter enfin l'eau potable à toutes les régions qui en manquent, et sont ainsi freinées dans leur développement. Dans quelques années, ce sera toute la Chine qui sera réveillée, et plus seulement quelques centaines de millions d'hommes.



L'industrie chinoise se retrouvera bientôt dans une position qu'aucun pays n'a encore jamais connue : une technologie de très haut niveau avec une main d'œuvre à bon marché très abondante. Depuis les années soixante-dix, les puissances occidentales qui étaient technologiquement développées tiraient d'énormes bénéfices de l'exploitation de la main d'œuvre à bas coût des pays peu ou pas développés ; aujourd'hui, les entreprises chinoises ont atteint les niveaux de performance des occidentales, mais ce sont elles qui vont avoir à disposition cette main d'œuvre à bas coût, sans devoir aller la chercher ailleurs. Elles vont cumuler les avantages d'un haut niveau de développement et de capacités de production à très bas coût. Il est facile, à partir de là, de déduire à quel point l'économie chinoise risque de dominer l'ensemble de la planète. Le capitalisme occidental a du souci à se faire.

Sur le plan financier, la situation n'est pas meilleure. A partir des accords de Bretton-Woods, le dollar est devenu la monnaie de référence de toute l'économie mondiale. L'essentiel des transactions commerciales et financières se sont faites en dollars, et l'ensemble des banques centrales comme des banques privées l'ont utilisé comme monnaie de réserve. Et c'était bien normal : au sortir de la deuxième guerre mondiale, le PIB américain représentait à lui seul la moitié du PIB de la planète. C'était donc de loin la monnaie à la fois la plus solide et la plus utile, et elle était au départ garantie sur l'or. Mais avec le temps la position du dollar s'est de plus en plus dégradée. La garantie sur l'or a d'abord été abandonnée ; puis les réserves financières américaines ont fondu, en même temps que la dette grimpait à des hauteurs himalayennes. Quant à la supériorité de la puissance industrielle des USA, elle ne cesse de s'éroder face à ses concurrentes ; le PIB américain ne représente plus que 20% de celui du monde, et en 2025 celui des 5 BRICS dépassera celui du G7. Dans ces conditions, la position du dollar dans le monde ne se justifie guère plus que par l'habitude prise, mais il faut bien comprendre qu'avoir des réserves en dollar revient en réalité aujourd'hui à posséder des parts de la dette américaine, rien de plus.

A l'époque de Bretton-Woods, l'économie américaine n'avait pas besoin que le dollar soit la monnaie de référence ; c'était plutôt les USA qui rendaient un service au monde, mais cela ne leur était pas très utile. Or la situation a complètement changé, en particulier ces dix dernières années ; pour financer leur déficit budgétaire colossal, les Américains ont eu recours largement à la « planche à billets », et ce, de plus en plus ;

c'est au point qu'actuellement, sans ce recours, l'État se retrouverait rapidement en faillite, et manque d'ailleurs de l'être régulièrement. Il est donc devenu vital pour les USA que leur dollar demeure la principale monnaie de réserve, pour éponger ces masses monétaires qu'ils mettent en circulation.

Or la Russie a entamé une véritable croisade contre celui-ci, en réaction contre l'immixtion des USA dans les affaires ukrainiennes. Elle s'est débarrassée de ses réserves en dollars, en invitant d'autres États à en faire autant, ce qui n'est pas pour rien dans la guerre sans merci que Washington mène actuellement contre Moscou. La guerre économique que les Occidentaux ont lancée en 2022, et qui officiellement serait due exclusivement à l'invasion de l'Ukraine, est en réalité très largement motivée par cette autre question absolument essentielle. Les Américains ont voulu frapper très fort, et couler l'économie de la Russie, pour punir de manière exemplaire tout État qui contesterait la place privilégiée du dollar dans l'économie mondiale. Ce faisant, ils ont sorti des armes impensables, et ont commis l'irréparable ; ils ont gelé les réserves que la banque nationale de Russie détenait chez eux, et obtenu des Européens qu'ils en fassent autant ; le gel en question n'est d'ailleurs pas très différent d'une véritable confiscation, car on ne suppose pas que le dégel puisse avoir lieu dans un délai envisageable. Les sommes se montent à plus de 300 milliards. Ils ont de plus coupé les banques russes du système de paiement international Swift. Ce sont là des armes extrêmement dangereuses, et qu'on ne peut utiliser qu'une seule fois ; le fait que les Américains y aient eu recours démontre à quel point ils se savent au bord de la catastrophe. En effet, il est vital pour une banque que ses clients aient une confiance absolue en elle, sinon ils n'y placent plus leur argent ; qu'une banque confisque l'argent de certains clients, et tous les autres s'en vont aussitôt. De même pour le système Swift : les partenaires financiers de la Russie qui se sont mis à utiliser soit le système russe, soit le système chinois, continueront de le faire dans l'avenir, et vont ainsi permettre d'assurer leur développement au détriment de l'occidental.

L'opération s'est donc révélée désastreuse : non seulement les finances russes ne se sont pas écroulées sous ces mesures que les Occidentaux présentaient comme une « bombe atomique », mais le rouble a rebondi très rapidement pour atteindre une valeur une fois et demie supérieure à celle qu'il avait avant. Cela a démontré à tout le monde que la puissance de la finance occidentale est bien plus faible qu'on ne le croyait. Et la

Russie a contre-attaqué : elle a exigé ensuite le paiement du gaz en roubles, et poussé d'autres États, ceux des BRICS en particulier, à ne plus utiliser le dollar dans leurs échanges, mais leurs propres monnaies. La dédollarisation de l'économie mondiale vient donc de prendre un énorme coup d'accélérateur ; pour nombre de pays il devient urgent de ne plus garder trop de réserves en dollars, et de ne plus l'utiliser dans leurs transactions. Sa part dans les réserves et les transactions internationales est en train de baisser partout dans le monde ; le rouble, le yuan, la roupie, prennent davantage de place et vont en prendre de plus en plus désormais, dans un mouvement qui va aller en s'accéléralant. Aujourd'hui, la volonté de toutes les puissances émergentes est très claire : s'émanciper de la domination de la monnaie américaine pour valoriser la leur, et il est en train de se créer une internationale des monnaies non-reconnues aujourd'hui comme monnaies de réserve. En se servant du dollar comme arme politique, les USA l'ont condamné comme monnaie de réserve, ils ont donné tous les arguments nécessaires à tous ceux qui veulent changer le système, et les conséquences pour l'avenir des finances américaines sont incalculables.

La supériorité technologique comme économique et financière est donc en train de changer de camp ; mais il y a nettement plus dangereux pour l'Occident : la supériorité militaire aussi en fait autant. Jusqu'en 2016, la suprématie américaine dans le domaine de l'armement était incontestée, même si la Russie possédait un arsenal nucléaire comparable, et technologiquement très au point ; celle-ci devait céder le pas dans tous les autres domaines militaires. Les capacités de projection de l'armée américaine, du fait de la puissance de sa marine et de ses porte-avions, restent incomparables.

Or, en 2016, les Russes ont réalisé un saut technologique essentiel : ils ont réussi à mettre au point ce que les Américains cherchaient en vain depuis trente ans, des missiles de croisière hypersoniques. Les missiles balistiques ordinaires ont une trajectoire en ogive qui passe par l'espace, ce qui les rend facilement détectables, et certains systèmes anti-missiles peuvent éventuellement les détruire avant qu'ils ne reviennent dans l'atmosphère. Les missiles de croisière volent à basse altitude, sont donc difficilement repérables, mais les frottements dans l'atmosphère les empêchent d'aller à des vitesses au-delà de mach 3, ce qui les rend également vulnérables à des

défenses anti-missiles. En 2016, les russes ont réussi à mettre au point des missiles de croisière capables de voler à basse altitude dans l'atmosphère à des vitesses de mach 7, mach 10, voire mach 27 lors d'un essai vraiment exceptionnel. De plus, ceux-ci ont la capacité de modifier leur trajectoire en fonction de la présence d'éventuels radars de détection. Tout cela rend impossible leur interception. Ce sont aujourd'hui les armes les plus efficaces qu'on ait jamais produites, et les Russes en ont quasiment l'exclusivité, même si les Chinois ont eux aussi réussi des essais à plus de mach 5. Les essais américains se sont révélés jusqu'à présent peu concluants : leur meilleure performance, en mars 2022, un missile volant à mach 5, le *Hypersonic Air-breathing Weapon Concept* (Hawc), sur un peu plus de 500 km, a été réalisé à 20 000 mètres d'altitude, ce qui n'en fait pas vraiment un missile de croisière, et il reste bien lent comparé au mach 20 du missile *Avangard* des Russes. Ces missiles peuvent aussi bien être équipés de têtes nucléaires que de charges conventionnelles.

Encore plus redoutables particulièrement pour la marine, les missiles Zircon, « tueurs de porte-avions », furtifs et volant à mach 8 : ils ont été conçus spécialement pour frapper et détruire les porte-avions américains. Une douzaine de ces engins, équipés de charges nucléaires tactiques, suffiraient donc pour anéantir quasiment tout l'US Navy. Jamais celle-ci n'a eu à faire face à une pareille menace, qui peut lui interdire absolument toute opération.

Dernier sorti dans l'arsenal russe, le missile Sarmat, équipé de dix têtes nucléaires, et capable de vitrifier une surface grande comme la France ; l'industrie russe devrait en avoir produit une cinquantaine à l'automne 2022. Toutes ces armes vont mettre la Russie en position de réaliser ce que les militaires redoutent par-dessus tout et appellent une « frappe décapitante », c'est-à-dire la possibilité pour un État de frapper d'un seul coup et par surprise la totalité des centres nerveux stratégiques d'un adversaire sans lui laisser le temps de réagir et de frapper en retour pour punir l'agresseur. Jusqu'à présent, il était impossible à une puissance nucléaire d'en attaquer une autre sans que celle-ci n'ait le temps de répondre ; les satellites de détection avaient toujours le temps de repérer la frappe, et les autorités politiques et militaires avaient toujours disposé du nombre de minutes nécessaires – au moins une -, pour déclencher à leur tour une réponse proportionnelle, qui devait dissuader tout agresseur. Les missiles hypersoniques changent la donne. Avec eux, il devient possible de frapper

simultanément et par surprise l'ensemble des points stratégiques d'une puissance nucléaire sans lui laisser le temps de réagir ; pour les USA, ils sont au nombre d'environ trois cents, dont la Maison Blanche, le Pentagone, les 20 sous-marins lanceurs d'engins, les bases de missiles du Nevada, les trois bases militaires, dans le Wyoming, le Dakota du Nord, et le Montana, d'où peuvent être lancés les missiles Minuteman III, les bases aériennes abritant des missiles nucléaires, etc. (Pour la Russie, c'est beaucoup plus compliqué, les missiles russes étant placés sur des camions qui se déplacent sans cesse sur tout le territoire).

Les USA ont commis une faute fatale en se surarmant de manière monumentale ; ils ont cru, sous l'influence d'intérêts privés bien compris, que plus ils dépenseraient, plus ils auraient d'armes en quantité, plus ils domineraient la course aux armements. Au temps de la guerre froide, ils avaient effectivement réussi à entraîner l'Union Soviétique dans cette course qui l'a complètement ruinée ; celle-ci s'efforçait de maintenir un budget militaire qui fasse au moins la moitié de celui des USA, ce qui lui était impossible financièrement, et elle s'est ruinée. Poutine n'a pas laissé la Russie commettre une deuxième fois la même erreur ; le budget de la défense est toujours resté très modeste, de la taille de celui de la France. Par contre, les Russes ont investi beaucoup plus dans la recherche scientifique ; ils ont mis à contribution leurs mathématiciens – l'école russe de mathématique est la meilleure du monde depuis le XIX<sup>e</sup> siècle -, et leurs physiciens, et c'est grâce à cela qu'ils sont parvenus à mettre au point leurs missiles hypersoniques. Ils ont parié sur la science contre les dépenses, et ils ont gagné.

Alors que jusqu'à présent la dissuasion était essentiellement américaine, depuis quelques années elle est surtout russe. Si la Chine détient les deuxième et troisième piliers de la puissance, la Russie détient désormais le premier, le plus redoutable. C'est pourquoi tous les géopoliticiens s'accordaient sur ce point essentiel : ne surtout pas laisser se développer d'alliance entre ces deux pays, parce qu'elle pourrait être fatale à l'Occident ; or c'est fait.

Reste le quatrième pilier, celui du rayonnement culturel, du *soft-power*, de la séduction par la propagande ; c'est le rôle que joua la religion chrétienne dans la colonisation du monde par les Européens du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> S., le mythe de la « civilisation européenne » au XIX<sup>e</sup> S., et le cinéma d'Hollywood au XX<sup>e</sup>. Le monde

occidental est persuadé de détenir toujours ce quatrième pilier, parce qu'il serait le défenseur de la « démocratie », et des valeurs humanistes.

C'est oublier d'abord qu'on ne peut avoir ce quatrième pilier que si l'on a d'abord les trois autres. Il consiste effectivement à persuader les peuples soumis que si l'on a la Force, c'est parce qu'on est d'abord le Bien. Le principe fondamental du quatrième pilier consiste à faire accepter leur soumission aux peuples les plus faibles en leur faisant croire que cette soumission est un progrès culturel qui leur sera bien utile. Mais sans la soumission à la Force, il n'existe plus.

Dans les pays occidentaux, la concurrence entre les États-Unis d'un côté avec leurs alliés et la Chine de l'autre est souvent présentée comme un combat de civilisation entre la démocratie et la dictature, et comme la première respecterait les libertés individuelles, elle serait le camp du Bien, alors que l'autre serait évidemment le camp du Mal. C'est une présentation qui n'est pas absolument fausse, mais qui masque une réalité fondamentale. Si le capitalisme libéral défend les libertés individuelles, ce n'est pas par humanisme, mais par souci d'efficacité ; le moteur du capitalisme c'est le profit ; pour que le système tourne bien, il faut que chacun se donne au maximum dans son activité, et c'est l'espoir du profit qui motive chacun ; les libertés individuelles qui sont accordées à tous ont en fait essentiellement pour but de libérer les énergies au maximum. L'idée fondamentale est que les gens s'investiront d'eux-mêmes au maximum s'ils ont toute liberté d'agir et peuvent espérer tirer le plus gros profit possible de leur activité. De même en ce qui concerne l'innovation : une des idées fondamentales du système capitaliste libéral est que les gens se montrent d'autant plus inventifs qu'ils sont libres de penser et d'agir à leur guise ; la liberté provoque la créativité et l'invention. A l'inverse, il est posé que si les gens sont contraints de travailler pour la collectivité, et dans une direction fixée par l'État, ils perdent leur enthousiasme, et deviennent beaucoup moins créatifs. Tout ceci a l'air parfaitement logique, et s'est révélé d'ailleurs assez exact dans l'Histoire jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle, malgré quelques très belles réussites du système soviétique dans le domaine spatial en particulier.

Mais le capitalisme d'État inventé par les Chinois ces dernières décennies se révèle bien plus efficace que le capitalisme libéral, non seulement dans le domaine de la production quand il faut pousser la croissance économique, mais surtout dans celui de l'innovation. La Chine s'offre depuis cinquante ans des taux de croissance annuels

dépassant les 8%, bien au-delà des taux Américains, et surtout des taux Européens, qui stagnent lamentablement ; or, cette croissance qui a d'abord été due aux investissements occidentaux, est aujourd'hui entraînée par l'innovation. En 2021, pour la première fois dans l'Histoire de la science moderne, ce sont les articles chinois qui ont été les plus souvent cités dans les revues spécialisées.

Cette capacité nouvelle de la Chine à innover énormément dans tous les domaines relève bien de son nouveau modèle de société. Tout commence à l'école, où les élèves sont strictement encadrés, soumis à une forte discipline, mais aussi motivés parce qu'on leur inculque un très fort sentiment patriotique ; ils sont éduqués à travailler non pour eux seuls mais pour la collectivité tout entière, et ils adhèrent au système parce que la croissance est effectivement là, et qu'ils en voient les bénéfices tous les jours. Les élèves des grandes villes chinoises comme Shanghai ont aujourd'hui les meilleurs résultats du monde, alors qu'Américains, Anglais, ou Français se traînent dans le bas du tableau.

Ensuite, l'État investit très fortement dans la recherche, et en planifie les programmes en fonction des intérêts économiques et stratégiques du pays, sans les laisser à l'initiative des seules entreprises, qui possèdent aussi quand même une marge de manœuvre assez large. Sur ce plan, la Chine a retenu les meilleures leçons de la planification soviétique. De même, les infrastructures et l'urbanisme sont l'objet d'une planification rigoureuse du parti communiste. Les grands travaux contribuent fortement à assurer le plein emploi et à booster la croissance.

Or, au chapitre innovation, il faut encore faire un constat douloureux. Aux USA, aujourd'hui, la moitié des licornes – ces start-up valorisées à plus d'un milliard de dollars -, sont créées par des immigrants qui n'ont pas été éduqués dans le système universitaire américain, mais à l'étranger, essentiellement en Inde, Russie, Asie du sud-est. Les universités indiennes sont aujourd'hui de grandes pourvoyeuses de chercheurs américains ; la Russie « exporte » plus de 40 000 cerveaux par an. Mais combien de temps cela va-t-il durer ? Lorsque les économies de ces pays se seront suffisamment développées pour retenir l'élite de leur jeunesse, que deviendra la recherche et l'innovation aux États-Unis ?

Pour la première fois de leur Histoire, ceux-ci se trouvent confrontés à un modèle économique plus performant que le leur. Jusque-là, la « société ouverte » chère à K. Popper avait l'immense mérite d'être aussi la plus dynamique ; le XX<sup>e</sup> siècle a vu s'opposer des sociétés ouvertes et libérales à des régimes fermés et dictatoriaux, les premières se développant de manière bien plus efficace que les secondes, sans comparaison possible ; or depuis vingt ans nous voyons un nouveau modèle surgir, ouvert et dirigiste, qui se révèle encore plus efficace. Quand la Chine a commencé à se développer, tout le monde était persuadé qu'elle allait automatiquement se démocratiser et adopter le modèle libéral américain ; les manifestations de Tienanmen semblaient d'ailleurs aller dans ce sens. Mais il n'en est plus du tout question aujourd'hui ; pourquoi la jeunesse chinoise se laisserait-elle séduire par un modèle de développement, peut-être plus agréable à vivre, mais bien moins performant ? La montée en puissance de la Chine n'est pas seulement un défi économique, c'est surtout un problème de modèle de civilisation.

C'est pourquoi l'idée que l'Histoire serait nécessairement et toujours du côté des démocraties libérales est de plus en plus douteuse. Récemment, en parlant de la question ukrainienne, le président Macron invitait la Chine à se désolidariser de la Russie et à se mettre « du bon côté de l'Histoire » ; il fait partie de ces Occidentaux qui n'ont pas encore compris que, pour les Chinois, le « bon côté de l'Histoire » c'est le leur, et sûrement pas celui d'un Occident qui les a précipités dans un déclin historique catastrophique. Sans compter que pour faire accepter à tous les autres pays que l'Occident serait le camp du Bien, il faudrait en même temps leur faire admettre que les USA ont le droit de faire des coups d'État où et quand ils veulent ; ça pourrait se révéler difficile.

Selon l'amiral Charles Richard, la Chine est en « capacité de défier systématiquement les États-Unis sur tous les plans : militaire, économique, technologique et diplomatique ».

Le quatrième pilier de la puissance risque donc aussi de changer de camp.



## La marche à la guerre

La guerre est donc devenue inévitable entre les deux camps, l'Occident étant au bord de l'effondrement face à la concurrence du bloc économique des BRICS, et surtout de l'alliance russo-chinoise. « L'amitié de la Chine pour la Russie ne connaît aucune limite » a prévenu le président Xi Jinping, et il faisait très clairement allusion au conflit en Ukraine. Et il a bien raison : si la Russie perd face aux USA, la cible suivante sera la Chine. Pour elle, donc, il est impératif que la Russie gagne, et elle fera tout pour cela. La seule question qui se poserait serait de savoir si cette guerre pourrait rester purement économique et financière, ou si elle ne va pas dégénérer en conflit militaire planétaire. Mais en fait, la question ne se pose pratiquement plus : la guerre au sens militaire du terme a déjà commencé, et ce en 2014. Le monde ne semble pas s'en rendre compte, car, du fait de la terreur atomique, la mise à feu est extrêmement lente, contrairement à ce qui s'est passé en 1914 où le conflit s'est étendu à la vitesse d'une traînée de poudre. Pourtant, en réalité, dans les deux camps, les militaires s'activent.

Mais revenons à l'origine de cette guerre mondiale, dont tout le monde fait semblant de croire qu'elle serait très localisée, alors qu'il s'agit fort peu d'une guerre de la Russie contre l'Ukraine, mais surtout de l'OTAN contre la Russie.

En 2014, suite au coup d'État qui a porté au pouvoir à Kiev un gouvernement ultra-nationaliste et très fortement antirusse mis en place par les Américains, et notamment Victoria Nuland, la région du Donbass, ethniquement russe et russophone, a voulu prendre son indépendance pour rejoindre la Russie, à l'instar de la Crimée. Ce qui l'y poussait surtout était d'abord que ses habitants ne pouvaient accepter de voir renverser un président pour lequel ils avaient voté massivement, ensuite que Kiev prétendait imposer l'ukrainien comme seule langue officielle pour tout le pays, contrairement à la constitution, et enfin qu'ils avaient toujours eu des relations très difficiles avec les Ukrainiens du centre et de l'ouest, pour quantité de raisons.

Immédiatement, et contrairement à toutes les lois internationales, le gouvernement de Kiev a voulu résoudre la question en envoyant l'armée, ce qui n'est pas son rôle ; celle-ci a d'ailleurs globalement refusé d'y aller, et finalement, sur le terrain, seuls les bataillons nouvellement formés d'Azov, de Dniepr, du Secteur Droit, et d'autres

formations similaires, des milices d'extrême-droite auto-formées, se sont retrouvés face aux indépendantistes, qui ont reçu de l'autre côté un soutien de la Russie, en hommes, armes, argent, et biens divers.

Sans véritable formation militaire, et en l'absence d'une direction stratégique, les miliciens nationalistes ont commis rapidement une énorme faute : ayant réussi à percer le front des indépendantistes, ils se sont engouffrés dans la brèche massivement, qui s'est refermée derrière eux, les enfermant dans une nasse où ils allaient se faire massacrer. Angela Merkel et François Hollande ont volé à leur secours, et ont tout fait pour amener Poutine à la table des négociations, à Minsk ; contre l'engagement signé de Porochenko d'écrire une nouvelle constitution ukrainienne qui accorderait une large autonomie au Donbass, et la garantie donnée par la France et l'Allemagne que les accords seraient bien appliqués, Poutine céda sur l'opération en cours, et les miliciens de Kiev purent repartir sans être massacrés.

Mais les accords de Minsk ne connurent jamais le plus petit début de réalisation. De la constitution promise, pas une lettre ne fut écrite, et le parlement de Kiev refusa absolument de reconnaître les accords en question. Bien au contraire, le répit obtenu fut utilisé pour renforcer considérablement l'armée afin de prendre une revanche toute militaire. La guerre aurait peut-être pu être évitée si les Européens étaient parvenus à faire respecter les accords de Minsk ; c'était la toute dernière chance. Mais les USA ne le voulaient à aucun prix : leur but immédiat était de s'installer en Ukraine au plus près des frontières russes. La question de l'adhésion formelle du pays à l'OTAN fut laissée de côté, non parce que les USA ne voulaient pas froisser la Russie, mais parce qu'ils voulaient seulement se servir de ce pays contre la Russie, sans que cela n'ait l'air d'engager les Européens. D'abord, pour l'intégrer, il aurait fallu obtenir un vote à l'unanimité des membres, ce qui était loin d'être évident ; mais surtout les USA n'avait absolument pas besoin que l'Ukraine soit dans l'OTAN pour s'installer eux en Ukraine, et c'est ce qu'ils ont fait. En huit ans, ils ont transformé complètement l'armée ukrainienne pour en faire une annexe de la leur ; ils ont formé les hommes et les cadres, au rythme de 10 000 par an d'après leurs propres déclarations, les ont équipés avec leurs armes, les ont entraînés à les manier, et surtout les ont préparés, idéologiquement et tactiquement, à résister à l'intervention russe qu'ils allaient provoquer. Canadiens et Britanniques ont également participé à cette formation.

Le but des USA était d'ailleurs moins de chercher une guerre avec la Russie, que d'avoir un excellent prétexte pour provoquer une guerre économique, qui avait échoué la première fois en 2014, mais qu'ils comptaient relancer avec bien plus de vigueur. Le calcul était encore le même : provoquer un conflit, et s'en servir politiquement pour imposer des sanctions économiques au pays qui devaient l'étouffer, ce qui devait entraîner mécaniquement la chute de Poutine. Après cela, ils auraient mis en place un gouvernement de fantoches incapables, dirigé par exemple par Alexei Navalny, et la Russie serait retournée aux années Eltsine. Ils en auraient profité pour la faire éclater, en détachant la Sibérie – ce qu'ils appellent « décoloniser la Russie » -, et leurs multinationales auraient alors eu les mains libres pour s'y installer et y faire la loi, comme dans les pays arabes.

Du côté russe cependant, le coup d'État de Kiev signifiait déjà la guerre, du fait qu'il a entraîné la colonisation de l'Ukraine par les forces de l'OTAN, et tandis que les Américains préparaient le renouvellement de leur guerre économique, les Russes de leur côté relançaient les recherches sur les missiles de croisière hypersoniques, dans la perspective d'une véritable guerre atomique avec les USA. C'était logique : ils n'avaient pas, eux, les moyens de leur livrer une guerre économique ; la seule force de dissuasion – ou de punition -, qu'ils pouvaient utiliser était la guerre nucléaire. Il leur fallait démontrer aux USA que même si ceux-ci parvenaient à les écraser économiquement, ils auraient à s'en repentir sévèrement. C'est ce qu'ils appellent une « réponse asymétrique ».

Leurs progrès ont été fulgurants : en deux ans les problèmes scientifiques étaient résolus, et dès 2019 ils étaient en mesure de lancer la production en série de ces engins. Cette prouesse technique et scientifique a surpris les Américains, qui, probablement, n'en croyaient pas les Russes capables. Ils tentent depuis de rattraper leur retard, mais sans grand succès pour l'instant. Cependant, devant ce fait, il leur a fallu redéfinir leur position : allaient-ils tenter de faire la paix, et se retirer d'Ukraine pour satisfaire les Russes, de manière à écarter le danger, au moins aussi longtemps qu'eux-mêmes n'auraient pas trouvé la parade militaire ? ou pouvaient-ils essayer de passer en force quand même, en se disant qu'ils ne seraient pas longs à les rattraper ? Les promesses de Lockheed Martin, - qui reçut un beau budget pour cela -, de mettre au point rapidement un missile hypersonique performant leur a donné l'audace de prendre ce risque, et

Donald Trump a très vite annoncé qu'il allait être bientôt prêt. Mais le projet *Dark Eagle* risque de connaître les mêmes aventures interminables que le F35, et pendant ce temps les Russes perfectionnent leurs engins inexorablement.

Or l'arrivée de ces missiles n'est pas qu'une nouvelle étape dans l'histoire de la dissuasion, c'est un bouleversement complet. Jusqu'à présent, aucune puissance ne pouvait déclencher la guerre nucléaire contre une autre sans que celle-ci ne l'aperçoive assez tôt pour pouvoir répliquer immédiatement. C'était le principe MAD : *Mutual Assured Destruction* ; celui qui attaque est certain d'être détruit à son tour ; il faut donc être fou pour tirer. Mais ces missiles changent complètement la donne : avec eux, il devient envisageable de tirer le premier et de détruire l'adversaire par surprise, sans qu'il n'ait eu le temps de voir venir ni de réagir. C'est ce que les militaires appellent une « frappe décapitante ». Pour l'instant, seuls les Russes semblent capables de produire ces missiles de manière industrielle, mais nous ne savons rien ni du coût, ni du temps nécessaire pour les produire, ni des stocks dont ils peuvent disposer. D'autre part, ils n'ont pas encore vraiment de raison d'attaquer en premier, ni de vouloir détruire les USA. Mais que se passera-t-il le jour où les Américains en seront également capables, dans le climat de tension qui est le nôtre ? A ce moment, ne sera-t-il pas fou de ne pas tirer le premier pour s'assurer une victoire définitive, sachant que celui qui ne le fera pas n'aura pas l'occasion de répliquer ? Avec les missiles balistiques traditionnels, il fallait être fou pour tirer le premier ; avec les missiles hypersoniques, il faut être fou pour ne pas tirer le premier.

C'est à la lumière de ces considérations qu'il faut lire les messages envoyés par Poutine aux USA fin 2021. Le scénario a été clairement ordonné : le 16 novembre, la Russie a reconnu avoir effectué un tir d'essai, la veille, contre l'un de ses vieux satellites en orbite, confirmant les accusations de Washington ; en décembre 2021, Vladimir Poutine annonçait un tir d'essai réussi d'une salve de missiles Zircon anti-porte-avions ; dans la foulée, Poutine exposait aux USA ses exigences concernant l'OTAN : il lui demandait d'abandonner toutes les positions acquises depuis 1997, sous peine d'une réponse militaire appropriée. En clair cela signifie ceci : la Russie est capable d'abattre les satellites militaires américains, indispensables à leur armée pour fonctionner ; elle est également capable de couler l'essentiel de leur flotte ; elle n'a donc pas l'intention d'attendre que les USA possèdent aussi des missiles hypersoniques pour passer à

l'action. L'éventualité d'une agression préventive russe contre l'armée des USA était déjà sur les bureaux bien avant la reprise de la guerre en Ukraine en 2022.

C'est ce qui rend le conflit actuel particulièrement terrifiant. Car dans cette guerre entre la Russie et l'Ukraine, il y en a en fait deux : une première, entre la Russie et le gouvernement de Kiev, et la deuxième, celle que les Occidentaux mènent contre la Russie, pour l'user économiquement, et même pour l'abattre si possible. Il n'est pas nécessaire pour les Russes de gagner franchement la première, qui ne les intéresse que peu, mais il leur est impossible de perdre la deuxième ; c'est celle-là, et celle-là seule qui est vraiment importante.

Revenons donc au déclenchement de cette « opération spéciale », comme l'a baptisée Poutine. Le président russe n'a pas décidé par une belle nuit de lancer cette opération sur un coup de tête ; il y avait de nombreuses causes à cela.

D'abord, la présence de l'OTAN en Ukraine est particulièrement inquiétante pour la Russie : de quoi cette stratégie d'approche est-elle l'annonciatrice ? Les États-Unis possèdent suffisamment d'armes de dissuasion pour n'avoir pas à craindre une attaque de la Russie, qui elle-même n'a jamais cherché qu'à s'intégrer au mieux dans le monde dit « libre », en adhérant à l'OMC par exemple ; s'approcher au plus près des frontières n'a aucune utilité dans une logique de prévention des conflits, du moment que la dissuasion existe, et d'autant plus que Poutine n'avait pas trop rechigné quand la Pologne puis les Pays Baltes avaient adhéré à l'OTAN. À l'inverse, si les USA voulaient provoquer un conflit ouvert avec la Russie, sur un autre sol que le leur, ils ne pouvaient pas trouver mieux. Le soutien extrêmement fort apporté à la minorité ukrainienne antirusse, et l'intégration dans l'armée des milices d'extrême-droite est à cet égard particulièrement inquiétant.

La Russie considère l'Ukraine, en particulier la région de Kiev, comme son berceau historique ; elle avait prévenu l'OTAN qu'elle ne tolérerait pas que celle-ci s'y installe, qu'il y avait là une « ligne rouge » à ne pas franchir, et l'OTAN n'en a tenu aucun compte ; certes, l'Ukraine est un État indépendant, mais extrêmement lié à la Russie sur les plans historique, culturel, et même ethnique ; les Russes affirment qu'ils ne font qu'un seul peuple, et d'ailleurs Vladimir Zelensky avait repris cette idée dans sa campagne présidentielle pour obtenir les voix des russophones. « Vous n'êtes pas encore

dans la maison, mais vous êtes déjà dans le jardin », a dit Poutine aux dirigeants de l'OTAN, pour leur faire comprendre qu'en s'emparant de ce pays ils avaient de fait déclenché la guerre contre la Russie elle-même.

Ensuite, des rapports circulaient affirmant l'existence en Ukraine de laboratoires militaires travaillant sur des armes biologiques, qui sont normalement prohibés par les traités internationaux. Des Ukrainiens qui y travaillaient avaient alerté le FSB. L'invasion du Donbass a permis de confirmer l'existence de ces laboratoires, les Russes en ayant trouvé une vingtaine, dont ils ont fourni les preuves à l'ONU. Pourquoi de tels laboratoires aux frontières russes ? Ces nouvelles étaient d'autant plus inquiétantes que des scientifiques américains s'étaient livrés auparavant à des collectes d'échantillons d'ADN des populations de toute la Russie. Officiellement, il s'agissait de recherches sur les migrations des peuples ; mais ces échantillons ne pouvaient-ils pas être récupérés par les laboratoires militaires en question pour tester des maladies qui n'infecteraient que les populations russes, et pas les autres ? Evidemment, cela n'a pas été prouvé, mais la Russie pouvait-elle raisonnablement attendre de voir, avant de mettre fin à l'activité de ces laboratoires ? Dans le doute, fallait-il ne rien faire ?

De plus, d'autres bruits couraient, dont le FSB avait eu vent, selon lesquels les USA se préparaient à installer des armes nucléaires tactiques en Ukraine, comme ils en ont en Allemagne. Là aussi, ce n'était peut-être qu'une rumeur infondée ; mais encore une fois, fallait-il attendre que cela se fasse pour réagir ? Poutine avait lancé des avertissements très clairs contre une telle action, mais les Américains n'ont jamais rien proposé qui puisse rassurer la Russie sur cette question.

Il y avait aussi les plaintes des populations du Donbass contre les exactions commises par les milices d'extrême-droite, en particulier les bombardements contre les civils ; cela durait depuis huit ans ; la population russe demandait à ce que les gens du Donbass soit protégés, et c'est l'opposition qui a poussé le gouvernement à reconnaître l'indépendance des républiques séparatistes. Poutine n'a donc fait que céder à son opinion publique.

Finalement, en décembre 2021, les Ukrainiens, sous la conduite des Américains, ont concentré de grandes quantités de troupes dans le Donbass ; à son tour, la Russie a placé des troupes tout autour de l'Ukraine pour l'encercler ; ce n'était pas la première

fois que cela arrivait, et cela s'était toujours terminé par le retrait des troupes ukrainiennes d'abord, et des russes ensuite. Tout le monde s'attendait à ce que le même scénario se répète, mais ce ne fut pas le cas ; les troupes ukrainiennes passèrent à l'offensive contre les indépendantistes. Poutine ne pouvait pas les laisser se faire écraser, car, cette fois, vu le niveau des équipements militaires fournis par l'OTAN à l'armée ukrainienne, ils n'avaient plus aucune chance de s'en sortir. Après bien des hésitations, Poutine se résolut à passer à l'attaque.

Suivant les partis-pris de chacun, les analyses de cette décision varient beaucoup. Pour les uns, la majorité des Occidentaux et une minorité des Russes, c'était une ingérence insupportable dans les affaires intérieures de l'Ukraine, et une tentative de conquête militaire et brutale d'un État souverain ; pour d'autres, en particulier des universitaires, Poutine était tombé dans le piège où les Américains voulaient l'entraîner, chose d'autant plus surprenante que depuis huit ans il s'y refusait absolument ; pour d'autres, la majorité des Russes, la guerre était devenue de toute façon inévitable, et il n'y avait plus qu'à y aller. Mais d'autres enfin, la plus petite minorité, avaient une autre vue des choses : loin de tomber dans le piège tendu par les Américains, Poutine aurait parfaitement anticipé les événements, il y aurait préparé aussi bien l'économie de son pays que son armée, il se serait assuré de ses alliances, en particulier des côtés chinois et indiens, et il aurait précipité les événements pour piéger les Occidentaux avant que ceux-ci ne le piègent.

Le premier fait qui permet d'argumenter cette thèse est que Russes et Chinois ont signé ensemble, sitôt les opérations commencées, un nouvel accord pour la construction d'un troisième gazoduc devant relier les deux pays ; il y en a déjà un en service, Force de Sibérie, qui part du sud-est de la Russie ; le doublement de celui-ci était déjà acté ; mais ce troisième possède la particularité de devoir partir des mêmes champs gaziers qui se trouvent dans le nord-est et qui alimentent normalement l'Allemagne et l'Europe, via Nordstream1, et potentiellement Nordstream2. Les discussions sur ce troisième tuyau avaient donc commencé longtemps avant le début des opérations, puisque tout était prêt le 25 février. D'autre part, il est clair que le projet n'est pas seulement d'alimenter la Chine, mais aussi de couper éventuellement le gaz aux Européens. De plus, les réserves de devises engrangées par la Russie, plus de 600 milliards (dont 300 ont été gelés), doivent lui permettre de tenir longtemps sans plus avoir besoin d'exporter vers

l'Europe, le temps précisément que le troisième gazoduc soit construit, et que la Chine prenne le relais des livraisons.

Il n'est donc pas impossible que la décision d'envahir l'Ukraine ne soit pas seulement une réponse à la situation propre de ce pays, mais qu'elle soit surtout un élément fondamental dans une stratégie globale de renversement de l'ordre mondial dominé par l'Occident ; si les Américains de leur côté imaginaient que provoquer la Russie permettrait de lui infliger des sanctions, Poutine de son côté a peut-être vu dans ce conflit la possibilité de provoquer la coupure complète de l'approvisionnement énergétique de l'Europe en réponse aux sanctions qu'il voyait venir. La stratégie qui se dessine est la suivante : provoquer brutalement une très grosse crise économique sur le vieux continent et en particulier en Allemagne, très dépendante de l'énergie russe, pour casser l'Union européenne inféodée aux USA, obliger chacun des États à composer séparément avec la Russie, et ne pas leur laisser d'autre alternative que d'entrer dans l'alliance économique des Russes et des Chinois pour pouvoir survivre.

Ce qui peut rendre cette stratégie efficace est qu'en réalité les Américains ne peuvent en aucun cas venir au secours des Européens, quoi qu'on raconte à ce sujet ; de fait, s'ils produisent énormément de gaz et de pétrole, ils en consomment tout autant, et sont à peine auto-suffisants. Seule la Russie est en mesure de fournir en énergie une industrie aussi puissante et vorace que celle de l'Allemagne. Pour l'instant, les USA la tiennent sous leur coupe politiquement et militairement, mais ils ne sont guère utiles économiquement, sinon par l'ouverture de leur marché, mais cela ne fournit pas d'énergie. En leur coupant le gaz, les Russes peuvent espérer les amener rapidement à résipiscence.

Cela fonctionnera-t-il donc ? Peut-être, mais il y a un très gros obstacle, précisément la tutelle militaire des USA. De fait, bien plus que l'Ukraine, c'est l'Allemagne qui est au cœur du conflit, une Allemagne riche, très riche, mais totalement impuissante, sans armée, et sans ressources. La Russie peut l'étouffer économiquement, les États-Unis l'occupent militairement. Sans compter qu'elle est également tributaire de la Chine pour quantité de fournitures. Ce qui se joue donc sur le sol ukrainien n'est pas le sort de celle-ci, mais celui de l'Europe et surtout celui de l'Allemagne. Si l'OTAN parvient à infliger de très lourdes pertes à l'armée russe, cela provoquera peut-être d'importants mouvements sociaux en Russie, et pourra mener à la chute de Poutine ; son successeur



se verra sans doute contraint de composer avec les Occidentaux avant que l'économie européenne ne sombre, et les ressources énergétiques de la Russie pourront alors peut-être passer sous leur contrôle et échapper à la Chine. C'est le plan des Américains. Dans le cas contraire, si l'armée russe tient bon, - et elle n'a pas besoin de plus, et assez longtemps pour que l'industrie allemande décline jusqu'à l'effondrement, les conséquences en Europe seront catastrophiques. On risque alors de voir se dissoudre totalement la cohésion du camp occidental, et les États Européens se rallier les uns après les autres à l'alliance russo-chinoise.

On comprend donc qu'aucun des deux camps ne peut envisager de perdre cette guerre en Ukraine, car ils y jouent tous les deux leur survie, et on ne voit pas, dans ces conditions, comment on pourrait éviter une « montée aux extrêmes » ; sitôt que le combat semblera pencher d'un côté ou de l'autre, le camp en danger redoublera d'effort, et on en arrivera inévitablement à sortir toujours des armes plus efficaces, jusqu'à une éventuelle catastrophe. Les deux camps envisagent d'ailleurs sérieusement l'option d'une guerre préventive ; la difficulté étant que pour la lancer il faut être absolument certain de la gagner immédiatement et de manière absolue ; la plus petite erreur d'analyse serait absolument fatale pour le camp qui la déclencherait.

D'autre part, nous voyons bien aujourd'hui qu'il n'y a plus aucune tentative de limitation des armements nucléaires, tous les accords passés qui visaient à assurer la sécurité du monde ont été abandonnés, plus personne n'ose encore parler de construire une architecture de sécurité globale pour l'Europe ou pour le monde ; tout se passe comme si la perspective de la guerre nucléaire était admise par tout le monde, comme une sorte de fatalité contre laquelle on ne pourrait désormais plus rien. La seule question qui se pose dans chaque camp n'est plus que de savoir comment et quand gagner la guerre, de manière totale et définitive.

Que font donc les Russes aujourd'hui ? Poutine a déclaré que les choses sérieuses n'avaient pas encore commencé ; qu'est-ce que cela signifie ? Impossible à dire, mais à la lumière ce que nous savons déjà, nous pouvons raisonnablement redouter qu'ils soient en train de préparer les stocks nécessaires à une attaque surprise et de grande ampleur des installations militaires de l'OTAN, à l'aide de missiles hypersoniques, de manière à opérer une « frappe décapitante ».

Thomas Gomart, a fait remarquer très justement que c'est désormais la fin de « l'exception européenne », qu'elle s'est imaginée que le monde allait évoluer « à son image », qu'elle a vécu jusqu'à présent dans une bulle qui risque fort d'éclater, « dans un environnement beaucoup plus brutal, beaucoup plus violent que ce à quoi elle s'était préparée ». Il y a fort à redouter que c'est en fait tout le monde occidental qui est concerné, et particulièrement les USA.

## Autour du monde

Devant la perspective du bouleversement complet de l'ordre mondial, comment réagiront les autres pays de la planète ?

Les États-Unis ont obtenu un vote quasi-unanime à l'ONU pour condamner l'invasion de l'Ukraine, et en ont déduit assez vite que le reste du monde allait se ranger dans le camp occidental contre la Russie, et que celle-ci allait se retrouver isolée. C'était aller un peu vite en besogne, car, dès qu'il a fallu passer à des actions concrètes qui pouvaient avoir un impact sur l'économie, la plupart des pays du monde se sont récusés, laissant les Occidentaux seuls avec leurs sanctions. Quasiment aucun pays d'Asie, ni d'Afrique, ni d'Amérique du Sud n'a suivi. De fait, il est très peu probable que les pays occidentaux parviennent à rallier le reste du monde à leur cause, autrement qu'en gagnant d'abord la guerre contre la Russie, et en cassant ensuite les ambitions chinoises. Toute une propagande très largement diffusée et martelée sur toutes les antennes présente la situation comme une lutte entre les régimes démocratiques et régimes autoritaires, voire dictatoriaux, mais s'il est indéniable que les libertés publiques sont nettement mieux protégées dans les premiers que dans les seconds, cela ne joue en réalité aucun rôle sur le plan géopolitique. Même si la Chine était tout aussi démocratique que les USA, cela ne changerait rien à leur rivalité, ni au désir de la seconde de prendre la place des premiers ; c'est un combat pour la suprématie mondiale totalement indépendant des régimes de ces deux puissances. Or, dans ce combat,

l'influence politique de la Russie est essentielle, et qu'elle se place dans l'un ou l'autre camp change complètement la donne.

Faisons donc un tour d'horizon planétaire pour voir comment le problème est perçu dans les différentes régions du monde.

En Amérique du Sud, la vie politique des États se divise comme en Europe en une droite libérale et une gauche socialiste, mais à cette distinction classique s'ajoute une donnée supplémentaire qui est essentielle. La droite libérale est de fait pro-USA, et elle soutient et est soutenue par les multinationales nord-américaines qui sont très actives, aussi bien financièrement que politiquement ; depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, elles dominent de fait le continent dont elles exploitent les richesses naturelles à bon compte. La différence de développement qu'ont connu les deux Amériques du Nord et du Sud s'explique essentiellement par le désordre politique qui a toujours régné dans la deuxième – par exemple, la Colombie a connu plus de cent-vingt coups d'État au cours de son Histoire -, lequel désordre a souvent été entretenu par le grand frère du Nord, qui en a profité pour placer ses pions. L'instabilité politique a permis aux grandes compagnies américaines d'accroître leur influence, et elles ont souvent fait la pluie et le beau temps dans des pays où les différentes factions avaient besoin de financement pour mener leurs luttes.

Dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, l'influence des partis politiques socialistes ou communistes, plus ou moins influencés par l'URSS, est devenue extrêmement importante, et a représenté un gros danger pour les compagnies américaines. La révolution de Cuba a donné le coup d'envoi d'un mouvement politique d'une importance capitale pour tout le continent, et que Washington a combattu de toutes ses forces. Les gouvernements de gauche avaient en effet pour pilier de leur politique économique et sociale de nationaliser les ressources naturelles, comme le pétrole au Venezuela, afin que les bénéfices servent à financer leur politique sociale ; mais cela revenait de fait à renvoyer les multinationales nord-américaines qui les exploitaient, et envoyaient les bénéfices à la Bourse de New-York. Ce n'est pas, en fait, par peur du communisme que les USA ont combattu les forces de gauche, mais plus précisément pour protéger leurs intérêts financiers. Pour ce faire, les populations soutenant souvent les partis de gauche qui pouvaient arriver démocratiquement au pouvoir, les USA ont systématiquement soutenu les dictatures militaires qui leur étaient favorables. C'est ainsi que nombre

d'États ont dû subir des régimes épouvantables et sanglants, notamment le Chili, où le président Salvador Allende fut renversé par le général Augusto Pinochet avec l'aide de la CIA – ce qui n'empêchait pas les USA de dénoncer la dictature castriste à Cuba.

Avec la chute de l'influence de l'URSS dès la fin des années soixante-dix, les partis de gauche ont perdu une grande part de leur potentiel, et les dictatures n'ayant plus de raison d'être, elles sont tombées les unes après les autres, sur le modèle de l'Argentine qui est parvenue à construire une démocratie après la guerre des Falkland en 1982. Dans la suite, la démocratie libérale s'est imposée plus ou moins sur l'ensemble du continent, à l'exception de Cuba qui continue toujours de tenir tête à l'Oncle Sam.

Mais les problèmes sont revenus très vite pour les USA avec l'élection de Hugo Chavez à la présidence du Venezuela en 1998. Défendant l'idée d'un socialisme bolivarien – il faut comprendre par là indépendant de tout autre État, sous-entendu des USA en particulier -, il entreprit d'utiliser la manne pétrolière pour financer une politique sociale très ambitieuse ; le Venezuela possède en effet les plus grandes réserves de pétrole du monde (mais il s'agit d'un pétrole bitumeux de mauvaise qualité, difficile à exploiter et à raffiner). Le résultat fut très contrasté : d'une part, il est parvenu à reloger décentement la quasi-totalité de la population dont une grande partie vivait dans des bidonvilles ; d'autre part, il a dû entrer en conflit avec les compagnies dont il siphonnait les bénéfices, en particulier les multinationales occidentales : Exxon, BP, Total... mais aussi avec la compagnie nationale Petróleos de Venezuela ; il s'ensuivit une désorganisation complète de la production qui connut une courbe désastreuse. Les USA entrèrent en guerre ouverte contre lui, et l'attaquèrent de toutes les manières pour obtenir sa chute ; mais Chavez, très populaire, réussit à se maintenir jusqu'à sa mort. Son successeur, Nicolas Maduro, a poursuivi sa politique sociale et anti-US, et a de même été l'objet d'attaques formidables de la part des USA : tentatives de coups d'État, d'assassinats, rien ne lui a été épargné, mais malgré les sanctions extrêmement sévères qui ont plongé le pays dans une crise économique épouvantable, il a toujours gardé une popularité suffisamment forte pour se maintenir en place.

Or la Russie n'y est pas pour rien, et c'est bien grâce à elle qu'il y est arrivé. La pire sanction prise par les USA a consisté à interdire à toutes les banques du monde de réaliser des transactions en Bolivar, sous peine d'être exclues du marché américain et du système Swift. De ce fait, il n'y avait plus qu'à se débarrasser le plus vite possible de

cette monnaie, ce qui a entraîné automatiquement sa chute catastrophique ; même au Venezuela, les gens étaient contraints de changer leur paye en Bolivar sitôt qu'ils la percevaient, et comme personne n'en voulait, la chute se précipitait de manière infernale ; le dollar est monté à quatre millions de bolivars ! Mais le Venezuela a réussi à tenir quand même grâce à des prêts russes et chinois, et il commence à s'en sortir enfin cette année (2022).

Le soutien de la Russie a été aussi techniquement déterminant. En 2019, profitant de ce que les oppositions étaient devenues majoritaires à l'assemblée, les USA tentèrent de renverser Maduro pour mettre en place le président de l'assemblée, Juan Guaido. Un élément essentiel du coup d'État fut la gigantesque panne d'électricité provoquée par une attaque informatique sur l'ensemble du réseau vénézuélien, en provenance des USA évidemment, même si ceux-ci n'avaient toute implication, et prétendaient que la panne d'électricité était seulement due au mauvais entretien de celui-ci. Cette panne devait paralyser toute l'économie du pays, et faire tomber le président. Moscou dépêcha alors une équipe d'informaticiens qui parvinrent à mettre fin aux attaques des hackers américains de la CIA, et à rétablir le fonctionnement normal du réseau électrique. Il fut ainsi clairement démontré que la panne était bien due à une attaque informatique, et pas à un défaut d'entretien. Maduro parvint encore à se maintenir au pouvoir. Il est d'ailleurs à noter en passant que la CIA n'a plus réussi de coup d'État depuis celui de 2014 à Kiev ; elle a échoué au Venezuela à plusieurs reprises, ainsi qu'en Biélorussie en août 2020, et enfin en Russie en janvier 2021. John Bolton a lui-même avoué publiquement sur CNN qu'il avait participé à la préparation de plusieurs coups, et que cela n'était pas si facile qu'on se l'imaginait. Il sait de quoi il parle.

L'exemple du Venezuela a été extrêmement instructif pour l'ensemble des partis de gauche en Amérique du Sud. Il a montré qu'il était possible, avec l'aide de la Russie, et aussi de la Chine, de tenir tête à Washington. La crise terrible que ce pays subit depuis des années à cause des sanctions imposées par les USA pouvaient décourager complètement les électeurs de gauche, et les effrayer par avance de ce qui les attendrait s'ils portaient au pouvoir un gouvernement hostile aux intérêts américains. Mais le Venezuela est parvenu à s'en sortir, et cela redonne du tonus à toutes les gauches sud-américaines : le jeune progressiste Gabriel Boric a été élu président du Chili en 2022 ; au Mexique, en 2018, c'est Andrés Lopez Manuel Obrador qui a gagné ; en Argentine, les

péronistes sont revenus avec Alberto Fernández ; en Bolivie en 2020, le Mouvement vers le socialisme (MAS) est arrivé au pouvoir ; au Pérou, José Pedro Castillo Terrones, représentant de la gauche radicale, est élu à l'arraché en 2021 ; et au Brésil Lula fait son grand retour au pouvoir. Dans ce pays, d'ailleurs, le président Bolsonaro, homme très à droite, attaché au libéralisme, allié des États-Unis, dont le principal ministre Paulo Guedes appartient au groupe des « Chicago boys », est allé rendre visite à V. Poutine après l'invasion de l'Ukraine pour renforcer les liens économiques, et s'assurer que les livraisons d'engrais russes ne seraient pas ralenties ; la solidarité à l'intérieur des BRICS l'emporte sur tout autre considération.

Le continent est tout entier en train de basculer ; pour la première fois, les cinq principales économies du continent sont gouvernées par la gauche, or ces mouvements de gauche sont généralement assez hostiles aux intérêts des multinationales nord-américaines ; dans le cadre d'une recomposition du leadership planétaire, ils seraient très heureux qu'une alliance russo-chinoise les libère de l'emprise de l'Oncle Sam. Face à la guerre en Ukraine, les leaders des mouvements de gauche en Amérique du Sud ont une forte tendance à accuser l'Otan d'être responsable du conflit. L'Argentine a d'ailleurs exprimé son souhait de rejoindre les BRICS. Quant à l'idée que le camp nord-américain serait celui de la liberté et de la démocratie, vu l'histoire de ces pays, elle a peu de chances de les convaincre.

Venons-en maintenant à l'Afrique sub-saharienne ; longtemps condamnée au sous-développement, elle possède maintenant quantité de régions qui commencent à sortir la tête de l'eau, et connaissent une croissance économique remarquable, même si celle-ci a sérieusement été entravée par l'épidémie de Covid. Plusieurs pays affichent des taux de croissance supérieurs à 5%. Là aussi, les investissements chinois n'y sont pas pour rien. La Chine y construit des infrastructures gigantesques ; entre 2016 et 2020, elle y a investi 200 milliards, ce qui représente près du tiers des travaux réalisés sur le continent. Ceux-ci s'inscrivent bien sûr dans l'immense projet des « routes de la soie », et visent à donner à la Chine un certain contrôle sur les flux de marchandises, et en particulier de matières premières, à travers le continent, et en direction des océans. Elle a construit ou modernisé 10 000 km de voies ferrées, 100 000 km de routes et

autoroutes, 66 000 km de lignes électriques, une centaine de ports, toutes installations dont elle reste très souvent l'actionnaire principal.

Les relations avec la France, qui demeurent très importantes, n'en sont pas moins fortement remises en question ; on est de fait dans une situation qu'il faut bien qualifier de néocoloniale ; la dépendance à l'égard de Paris demeure très forte dans l'ensemble des pays francophones, en particulier du fait de la monnaie, le franc CFA, adossé à l'Euro. Si les pays de la zone CFA ont en général une croissance supérieure à la moyenne africaine, ils sont en revanche derrière les pays anglophones, qui profitent mieux de la mondialisation ; il semble bien que l'influence persistante de la France ne constitue pas le meilleur moteur possible. Cette dernière s'attache surtout à ses propres intérêts, et en particulier aux chefs d'État qui les soutiennent ; loin de défendre la démocratie, la France entretient les meilleurs rapports avec des dictateurs qui demeurent au pouvoir durant des décennies, comme Idriss Déby, président du Tchad de 1990 à 2021. Il suffit de regarder les quelques cinquante interventions militaires de la France en cinquante ans pour mesurer son poids dans les affaires de ces pays.

Or cette présence constante ne fait pas l'unanimité dans les populations. Les journaux africains dénoncent régulièrement cette forme de néocolonialisme qui entraverait le développement économique. C'est ce qui explique que quelques pays fassent désormais appel à la Russie pour remplacer les militaires français : elle a l'avantage de ne pas avoir de passé colonialiste, et n'a pas non plus d'intérêts économiques très forts à défendre dans ces pays ; ses entreprises n'en sont pas encore à chercher à les coloniser. Le fait même qu'elle soit une puissance industrielle de second rang la rend moins dangereuse pour les Africains que la France. Il y a donc une opportunité à saisir, et sa présence s'affirme de plus en plus. Une quarantaine de dirigeants africains se sont rendus au sommet Afrique-Russie à Sotchi en 2019, et Serguei Lavrov sillonne depuis régulièrement le continent. Même si les échanges économiques demeurent encore faibles en comparaison des échanges avec la France, la Russie apparaît de plus en plus comme une alternative possible à l'ex-puissance coloniale en termes de partenariat stratégique.

Si on considère donc ensemble ces trois facteurs : rejet de l'ancienne puissance coloniale, présence militaire accrue des Russes, très forte présence de la Chine dans les investissements, on voit clairement quelle tendance se dessine actuellement, et quel

parti pourrait préférer l'Afrique Noire dans la compétition pour le leadership planétaire. L'alliance russo-chinoise pourrait bien paraître comme un partenaire garantissant mieux l'indépendance et le développement du continent.

Pour bien comprendre la logique de l'évolution politique de l'Afrique, et par delà de tous les pays qui ont eu à subir d'une manière ou d'une autre le joug occidental, il faut voir la position de l'Afrique du Sud, particulièrement révélatrice de ce que les Occidentaux ne comprennent pas. On pourrait se demander ce que celle-ci fait dans les BRICS, avec les Russes et les Asiatiques. La raison remonte à la période de l'apartheid. A cette époque, les USA, très justement, avait utilisé la méthode des sanctions économiques contre le régime raciste de Pretoria, pour le contraindre à mettre fin à cette situation intolérable – ce qui n'était pas sans présenter un petit côté amusant, de voir les USA qui venaient tout juste d'abolir eux-mêmes leurs lois raciales aller faire ainsi la leçon à leurs semblables, mais passons. Les sanctions se sont montrées efficaces pour une très rare fois dans l'Histoire, Pretoria a cédé, Nelson Mandela est passé du statut de bagnard à celui de président de la République, et la nation arc-en-ciel a vu le jour, donnant enfin à la justice une occasion de triompher en politique. Ce nouvel État n'aurait-il pas dû en être éternellement reconnaissant à l'Oncle Sam, et demeurer pour longtemps dans son orbite géopolitique ? Or c'est le contraire qui s'est produit : l'Afrique du Sud a rejoint le camp des nations révisionnistes, qui contestent la suprématie américaine ; pourquoi ? Parce que l'humiliation du pays qui a dû céder à une puissance étrangère et se laisser imposer sa politique l'a emporté sur toute autre considération, même quand les Noirs se sont retrouvés au pouvoir. Le réflexe de défense de l'indépendance nationale face à la tutelle étrangère l'a emporté contre tout le bien que l'Amérique avait pu faire à cette nation. Blancs et Noirs se sont réunis autour de cette question, qui a transcendé tous les problèmes de racisme. Voilà la vraie leçon que les Américains devraient retirer de toutes leurs interventions hors de leurs frontières.

Passons au monde arabe, où nous retrouvons des tendances similaires, en plus grave. Seul le Maroc, à l'extrême ouest, et la petite Tunisie demeurent très attachés à l'alliance avec la France. L'Algérie continue à ruminer sa haine de l'ex-colonisateur, et se fournit en armes auprès de Moscou depuis des décennies. Elle vient récemment d'effectuer des manœuvres militaires conjointes avec la Russie en Méditerranée,



montrant ainsi clairement quel camp elle avait choisi. La Lybie a été détruite par l'OTAN, et l'Égypte est retournée à ses sympathies pour la Russie, avec laquelle elle effectue aussi des manœuvres militaires en Méditerranée régulièrement. Algérie et Égypte pourraient d'ailleurs rejoindre le groupe des BRICS dans un avenir proche.

Dans le Golfe, la situation est beaucoup plus contrastée ; l'Arabie Saoudite entretient des liens très forts avec les USA auxquels elle achète pour des dizaines de milliards d'armes en tous genres, et elle abrite des bases militaires américaines depuis la guerre du Koweït ; de plus, elle a besoin du soutien des USA dans sa guerre contre le Yémen – guerre qui ne suscite d'ailleurs de leur part aucune émotion particulière, contrairement à celle d'Ukraine, même si tous les observateurs s'accordent à y voir la « pire catastrophe humanitaire » actuellement en cours. Pourtant, l'Arabie Saoudite, de même que les Émirats Arabes Unis, se sont montrés très réticents pour condamner l'invasion de l'Ukraine ; bien plus grave : ils se sont mis d'accord avec Moscou pour « améliorer la sécurité énergétique mondiale », ce qui signifie en clair qu'ils se mettront d'accord pour contrôler les tarifs du pétrole dans le monde selon le mode qui les arrangera au mieux, et au détriment des clients occidentaux. La solidarité des pays producteurs de pétrole face aux pays consommateurs l'emporte de loin sur la relation privilégiée avec les USA, ce qui constitue un véritable tournant dans la géopolitique mondiale. Les choses vont d'ailleurs encore plus loin : l'Arabie Saoudite semble d'accord pour abandonner le dollar au profit du Yuan dans son commerce avec la Chine, ce qui porterait un coup très dur à la puissance de ce dernier.

Pour le journaliste américain Fareed Zakaria, il est clair que les Arabes se satisfont de la perte de leadership des États-Unis :

« La Pax Americana des trois dernières décennies est terminée. Vous pouvez en voir les signes partout. Considérez le fait que les dirigeants des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite –deux pays qui dépendent de Washington pour leur sécurité depuis des décennies– ont refusé de prendre les appels téléphoniques du président américain ! »

Il est clair que la gestion désastreuse des questions arabes, et surtout de la Syrie, par les USA leur a fait perdre une très grande part de leur autorité. La Russie s'est

imposée dans la région comme un partenaire plus intéressant depuis qu'elle maîtrise la Syrie, dont les Émirats demandent le retour dans la ligue arabe. Ils n'ont d'ailleurs pas reculé dans leur volonté de s'équiper avec le matériel chinois pour la 5G, malgré les objurgations de Washington, qui a refusé depuis de leur livrer des F35. On voit donc que les relations se détériorent rapidement.

Le ministre des affaires étrangères des Emirats a ainsi déclaré récemment :

« Il est toujours important pour nous de garder le cap et de nous assurer que les relations entre la Russie et les EAU progressent. Il ne fait aucun doute que nous visons le développement systématique de ces relations et la diversification des domaines de la coopération bilatérale afin qu'elle réponde aux intérêts tant de nos citoyens que des institutions étatiques. »

A la suite de l'affaire Khashoggi, Joe Biden s'était promis de faire de l'Arabie Saoudite un « État paria » ; il s'est trouvé contraint de faire marche arrière pour demander à ce pays d'augmenter sa production pétrolière ; le « check » qu'il a échangé avec Mohammed Ben Salmane a sonné comme une véritable reddition diplomatique. Malgré cela, il n'a rien obtenu, et les Arabes se sont moqués de lui. L'Arabie Saoudite s'est d'ailleurs mise d'accord avec la Russie pour baisser leur production pétrolière, faire remonter les cours, ce qui permettra à la Russie de soutenir encore plus facilement son effort de guerre. Il semble donc bien que l'Arabie souhaite la victoire militaire de la Russie contre l'Otan. Même si leurs échanges sont beaucoup moins importants qu'avec les USA, il semble que les pays du Golfe privilégient désormais leurs relations avec la Russie et la Chine ; pour eux, c'est l'avenir, et la relation avec les USA, le passé. Ils se comportent désormais comme si le renversement du leadership mondial était une chose acquise, et ils se réorganisent pour défendre leurs intérêts dans ce futur cadre.

Alors que les Américains ont aujourd'hui des relations très tendues avec tous les pays de la région, la diplomatie russe au contraire réussit à entretenir de bons contacts avec tout le monde. Elle a des relations de confiance avec les Arabes, Israël, l'Iran, et même la Turquie qui lui a acheté des systèmes de défense anti-missiles S 400, malgré la colère de Washington. La Turquie demande aussi son adhésion aux BRICS, en même temps que l'Iran. La Russie apparaît comme un facteur de paix dans une région du monde ultra lassée de tous les conflits militaires entretenus par les USA depuis quarante

ans, et là aussi, le fait qu'elle soit beaucoup moins puissante économiquement présente une sécurité pour ces pays, qui n'ont pas à craindre son hégémonie comme celle des Américains.

Avec l'Asie, la question est beaucoup plus simple : la plus grande partie du continent s'est réunie dans L'Organisation de Coopération de Shanghai, qui regroupe désormais la Chine, la Russie le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, l'Inde, le Pakistan, et l'Iran. En surface, en population, et en richesses naturelles, c'est de très loin la première organisation du monde, et sa vocation est tout autant économique que militaire. Ses différents États possèdent 20 % des ressources mondiales de pétrole, 38 % du gaz naturel, 40 % du charbon, et 30 % de l'uranium. Elle est encore loin cependant de constituer une organisation aussi solide que l'OTAN : ses membres ne sont liés par aucune obligation de solidarité en cas de conflit, et elle se contente pour l'instant de coordonner les efforts militaires, essentiellement par l'exercice de manœuvres conjointes.

Dans cette organisation, la Russie joue un rôle diplomatique absolument fondamental et central : en effet, les relations entre l'Inde et la Chine sont assez tendues, à cause d'une question frontalière dans le nord-est du plateau tibétain ; les deux pays se disputent la souveraineté sur la région de l'Aksai Chin, ainsi que sur l'Arunachal Pradesh ; en 2020, les armes ont parlé, et ont fait des dizaines de morts côté indien, sans qu'on sache si les Chinois ont eu aussi des pertes. Entre les deux pays, c'est la Russie qui fait le tampon ; la confiance qu'ils lui accordent, et les liens d'intérêts qu'elle sait tisser entre eux tous, permet de maintenir à l'arrière un conflit qui sans cela pourrait s'envenimer.

La Russie est ainsi parvenu à soudé le bloc asiatique en y adhérant pleinement ; c'était évidemment son intérêt depuis longtemps, mais cela l'est devenu bien plus depuis que l'Europe l'a rejetée ; elle a par nature une double façade européenne et asiatique, comme l'illustre son aigle à deux têtes qui regarde des deux côtés du monde ; culturellement, la Russie est européenne, et c'est évidemment dans le camp occidental qu'elle cherchait des alliés ; mais l'attitude des Occidentaux à son égard ne lui a pas laissé le choix ; quant aux Asiatiques, ils la voient rejoindre leur camp avec un bonheur

sans mélange : rien ne pouvait renforcer et souder autant leur continent que l'arrivée de la première puissance nucléaire du monde ; en particulier, pour la Chine, qui n'avait rien d'autre à craindre dans son développement que la menace militaire américaine, cette alliance est une bénédiction.

On voit donc que la Russie, si faible soit-elle économiquement, n'en est pas moins au cœur de toutes les questions diplomatiques qui peuvent inquiéter Washington. Très loin d'être une puissance régionale, elle est capable de faire basculer le centre de gravité du monde de l'Amérique vers l'Asie, et elle le fait. Elle est en train de prendre la tête d'une coalition informelle des anciennes colonies françaises et anglaises, et des pays sous sanctions américaines, ou pouvant craindre de l'être, c'est-à-dire d'une large partie du monde, qui souffre du leadership occidental et voudrait bien lui échapper. C'est pourquoi, pour les États-Unis, elle est l'ennemi numéro 1, celui qu'il faut abattre en priorité absolue. Dans cette guerre en Ukraine, celle-ci n'a de fait pratiquement aucune importance, ce n'est pas d'elle dont il s'agit, elle n'est rien d'autre que l'adresse du champ de bataille dans la guerre que l'OTAN livre à la Russie, mais elle n'intéresse pas plus les Occidentaux que le Yémen ou le Tibet. L'objectif est d'user la Russie au maximum, et par tous les moyens, hormis la guerre nucléaire.

C'est dans ce cadre qu'il faut étudier la question de Taïwan, qui présente de nombreuses similitudes avec celle de l'Ukraine. Là aussi, les États-Unis se moque d'elle autant que du Tibet ; la question pour eux est de trouver un moyen d'user la puissance chinoise, et cette île présente toutes les caractéristiques utiles. Historiquement, elle fait partie de la Chine, et personne ne le conteste. Le Kuomintang – parti nationaliste chinois – de Tchang Kaï-chek s'y est réfugié en 1949 après sa défaite contre les troupes communistes de Mao. Jusqu'en 1971, son gouvernement était reconnu par les Occidentaux comme le seul légitime de la Chine entière, et elle occupait à ce titre un siège à l'ONU. Mais les Américains voulant se réconcilier avec la Chine, elle perdit ce siège au profit du gouvernement communiste, qui fut alors reconnu comme le seul légitime du pays entier, Taïwan comprise. C'était une condition *sine qua non* posée par Mao pour accepter l'ouverture vers l'Occident. Depuis, l'ensemble des nations refusent de reconnaître l'indépendance de l'île, même si celle-ci est acquise de fait. La situation est acceptée par tout le monde, y compris par la Chine elle-même, puisque les

entreprises taïwanaises ont pu y installer des usines pour profiter du bas coût de la main d'œuvre ; cependant, il doit rester entendu qu'un jour l'île reviendra dans le giron de la Chine continentale.

En réalité, il n'y a donc pas de raison objective de voir un conflit se développer sérieusement, puisque le *statu quo* convient à tout le monde ; pas de raison, certes, sauf si on veut développer un conflit pour lui-même, et dans ce cas Taïwan présente une situation idéale : il suffirait en effet de pousser l'île à proclamer officiellement son indépendance pour que la guerre éclate aussitôt ; le gouvernement de Pékin est très clair sur cette question. Or, si Taïwan proclamait son indépendance et que la Chine entrait en guerre, celle-ci lui poserait les mêmes énormes problèmes qu'à la Russie dans son conflit avec l'Ukraine : s'agissant d'un territoire qu'elle désirerait récupérer pour elle-même, il ne serait pas question pour elle d'utiliser des armes de destruction massive, ni même de frapper les infrastructures civiles, mais seulement des objectifs militaires avec précision, et sans faire de dégâts autour. Taïwan étant une île, il lui serait assez facile de se protéger puisqu'elle verrait l'adversaire arriver de loin, et avec des fournitures copieuses et régulières de munitions de la part des États-Unis, le conflit pourrait durer très longtemps en fatiguant l'économie chinoise, suffisamment pour l'empêcher de poursuivre son développement à un rythme rapide. L'objectif des USA n'étant pas d'anéantir le concurrent, mais seulement de conserver sa position de leader, le résultat atteint serait suffisant pour eux.

Les deux situations de l'Ukraine et de Taïwan sont stratégiquement liées, et la Chine le sait bien, qui observe très attentivement ce qui se passe dans le premier cas pour préparer sa réaction, dans le cas où les hostilités devraient être déclenchées dans le deuxième. La Chine tient d'ailleurs très fortement à pouvoir récupérer un jour son île pour une raison stratégique essentielle. La mer de Chine est généralement peu profonde, et peu propice au déploiement d'une flotte de guerre importante ; Taïwan a l'avantage de posséder une face sur le Pacifique, qui pourrait être bien utile pour la flotte chinoise en plein développement, d'autant plus utile que la marine américaine constitue aujourd'hui le principal danger pour la Chine à l'intérieur de la mer qui borde sa face sud-est, et qu'elle considère comme sienne. Dans la configuration actuelle, il est beaucoup plus aisé à la flotte américaine de pénétrer la mer de Chine, puisqu'elle est

alliée de Taïwan, qu'à la flotte chinoise de se déployer au centre du Pacifique. Avoir des bases à Taïwan changerait la donne pour la marine chinoise.

La question est d'autant plus importante que l'approvisionnement en pétrole de la Chine, en provenance du Golfe, passe par le détroit de Malacca qui, même en temps de paix, présente de graves dangers, puisqu'il est un des plus hauts lieux de la piraterie dans le monde. Les marines des pays avoisinants – Malaisie, Indonésie, et Singapour - y font plus ou moins respecter l'ordre autant qu'elles le peuvent. Il serait donc assez facile à la marine américaine de bloquer ce détroit pour priver la Chine d'une part essentielle de son approvisionnement pétrolier, étouffer son économie, et surtout lui interdire de mener une guerre de grande ampleur, qui nécessiterait de grandes quantités de pétrole. A l'heure actuelle, la Chine ne peut pas envisager de se lancer dans un conflit majeur avec ses voisins – Taïwan compris - sans l'aval des États-Unis. C'est pourquoi il lui serait indispensable, militairement parlant, de disposer de bases navales dans le Pacifique pour pouvoir contrer rapidement une éventuelle intervention hostile des USA. Maintenant, la question qui se pose est la suivante : si le conflit en Ukraine devait durer, et que la Chine vienne en aide massivement à la Russie, les USA pourraient-ils fermer le détroit de Malacca, et s'ils le faisaient, comment la Chine réagirait-elle ? et si d'autre part la Russie se trouvait en situation d'avoir vraiment besoin de l'aide chinoise, comment celle-ci pourrait-elle lui refuser son aide, sachant que si la Russie perdait en Ukraine, la Chine perdrait du coup son meilleur allié militaire ?

Tout cela, non pas pour tenter de prédire ce qui pourrait avoir lieu, car c'est impossible, mais pour montrer à quel point les questions des affaires étrangères sont aujourd'hui toutes étroitement imbriquées les unes dans les autres, de sorte que toute action imprudente peut déclencher une cascade de conséquences imprévisibles, et potentiellement catastrophique. La guerre en Ukraine peut mettre demain le feu, non seulement à l'Europe, mais même en Asie. La Russie, nous l'avons vu, est au centre de l'écheveau planétaire des relations internationales, et déclencher un conflit d'envergure avec elle provoquera irrémédiablement une réaction en chaîne dans l'ensemble du monde.

## Où va le monde ?

Où va le monde ?

Pour tous les géopolitologues, s'il y avait une faute que les Occidentaux ne devaient surtout pas faire, c'était d'envoyer la Russie dans les bras de la Chine ; pour Jack Matlock, ancien ambassadeur des États-Unis en URSS, rejeter la Russie a été la pire des fautes que l'Occident ait commis contre lui-même depuis 2 000 ans. La guerre entre l'Occident et la Russie a commencé en 2014, avec le coup d'État américain à Kiev ; il est ridicule de se demander, comme le font beaucoup de nos politiciens et journalistes pour se voiler la face et minimiser auprès du public l'importance des dégâts, si nous allons vers une nouvelle guerre froide ; nous sommes bel et bien en guerre, et dans une guerre chaude. Les Occidentaux sont effectivement belligérants en Ukraine : les masses d'armes qui sont livrées se montent à 15 milliards par mois ; c'est dire qu'il n'y a plus actuellement que des armes et des munitions occidentales dans ce pays. Comment va-t-elle se terminer ? nul ne saurait le prédire, et toutes les options sont aujourd'hui sur la table, y compris une guerre nucléaire mondiale. La seule chose de sûre, c'est que rien ne se passe comme les stratèges le souhaitaient, pas plus d'un côté que de l'autre. Poutine a dû s'imaginer qu'il suffirait à son armée d'entrer en Ukraine pour jeter la panique dans le pays et que Kiev se rende, et il s'est passé le contraire ; les Occidentaux étaient persuadés que leurs sanctions feraient s'écrouler la monnaie et l'économie russes, et il s'est passé le contraire : le rouble a pris 50% de plus, et les bénéfices que le pays tire des hydrocarbures ont explosé. On s'imaginait que le monde entier se rallierait à la cause ukrainienne, et il est resté indifférent à une guerre qui ne le concerne pas. Le monde est devenu infiniment trop complexe pour nos stratèges, et nous sommes entrés dans une zone de turbulences historiques impossible à maîtriser.

Les USA ne contrôlent plus rien : jusqu'au printemps 2022, ils étaient encore persuadés qu'ils contrôlaient au moins les flux de la finance mondiale, ce qui stratégiquement était essentiel ; mais leur tentative de faire s'écrouler le rouble s'est soldé par un échec invraisemblable et sans précédent ; ils ont malheureusement pour eux fait la démonstration au monde que le domaine de la finance échappait désormais à leur contrôle. Ils ne contrôlent pas plus les flux des marchandises et des matières

premières : les Russes parviennent à vendre leurs produits énergétiques partout dans le monde, et en tirent même des bénéfices énormes, malgré toutes les tentatives d'embargo. L'armée étatsunienne a dû abandonner l'Afghanistan, la Syrie, et il n'est pas question pour elle d'envoyer des hommes en Ukraine. Leur tentative d'imposer au monde d'adopter leurs sanctions contre la Russie s'est heurtée à un mur. Il n'y a plus que l'Europe qui leur obéisse, et cela pourrait ne pas durer.

Car le plan qui a été vendu aux Européens pour leur faire accepter de renoncer au moins momentanément au pétrole et au gaz russes consistait à faire tomber rapidement Vladimir Poutine, à mettre à sa place un gouvernement pro-occidental, suite à quoi l'énergie pourrait de nouveau couler à flots. Mais il faudrait que ce plan se réalise rapidement, car l'Europe sera incapable de tenir longtemps sans énergie. Les possibilités de substitution du gaz russe sont purement de la propagande : les États-Unis consomment quasiment tout ce qu'ils produisent ; ce ne sont pas le Venezuela ni l'Iran qui vont aller au secours des Occidentaux qui les sanctionnent jusqu'à les étouffer, pas plus que l'Arabie Saoudite qui profite autant qu'elle peut de la montée des cours ; l'Azerbaïdjan pourra fournir au mieux 10 milliards de mètres cubes dans trois ans, de même pour l'Algérie ; or il faut en trouver plus de 200 milliards par an. La Russie, elle, au vu de ses réserves financières, et compte tenu de ce qu'elle vend par ailleurs, peut tenir trois ans sans rien vendre aux Européens. Une course contre la montre est engagée, et si les Occidentaux ne parviennent pas à faire tomber Poutine rapidement, l'économie allemande d'abord, et à sa suite toutes les européennes vont se retrouver à genoux. Elles s'écrouleront comme dans un jeu de dominos. Quelle sera alors la réaction des populations ? On n'a jamais vu de peuple se laisser étouffer par pure amitié pour un autre. Nulle part on n'acceptera une montée catastrophique des prix et du chômage pour faire plaisir à Kiev.

Si le plan américain ne fonctionne pas, et à l'heure actuelle c'est un échec complet, les Européens seront bien obligés de négocier avec Poutine, et il sera alors en position de dicter ses conditions. C'est alors que les Européens constateront que les Américains faisaient payer à l'Europe seule le prix de leur politique, et cela risquera de se retourner contre eux, et de provoquer un vaste mouvement anti-américain. Or ils ont déclenché la 3<sup>e</sup> guerre mondiale en pensant qu'ils contrôlaient encore l'essentiel des relations dans le monde. Ils ne peuvent plus reculer, mais ils viennent de découvrir qu'ils n'avaient pas



non plus les moyens d'avancer. Les voilà en guerre avec une puissance nucléaire en possession d'armes qui dépasse les leurs technologiquement.

Si les premiers combats ont lieu sur le sol ukrainien, rien ne dit que la guerre se limitera toujours à ce seul terrain ; personne ne peut céder, et l'escalade est inévitable. Jusqu'où s'étendra-t-elle ? les Européens sont-ils prêts à engager le combat chez eux ? Bien sûr que non. Les Russes, de leur côté, sont-ils prêts à user de l'arme nucléaire s'ils sentent que leur sécurité est en danger ? Bien sûr que oui. Tous les observateurs sérieux et sincères – donc pas ceux qui pérorent sur les plateaux de télévision -, affirment sans ambiguïté que le danger n'a jamais été aussi fort qu'aujourd'hui, et que la menace augmente de jour en jour.

Vladimir Poutine l'a dit très clairement : quand le combat est inévitable, il faut frapper le premier. Nous allons tout droit vers l'épreuve de force définitive qui verra sortir au moins un grand vaincu, et plus probablement deux. Le survivant se proclamera vainqueur, et le monde se rangera derrière lui. Or là aussi, le plus probable est qu'en cas de guerre ouverte entre la Russie et les USA, le vainqueur sera la Chine.

L'un ou l'autre peut-il donc céder maintenant pour éviter la catastrophe ? Non, car cela serait de toute manière catastrophique pour celui qui abandonnerait la lutte. Il faudrait un miracle pour que se préserve l'équilibre actuel du monde. La stratégie américaine d'abattre d'abord la Russie pour contenir ensuite la poussée de la Chine a d'ores et déjà échoué. C'était dans les années quatre-vingt-dix ou au début des années deux mille qu'il fallait intégrer la Russie complètement et définitivement dans le camp occidental ; elle ne demandait que ça, et c'était facile, et cela n'aurait rien coûté, au contraire. Mais l'avidité des multinationales, qui ne désiraient rien d'autre que la dépecer à leur profit, a empêché les stratèges de la géopolitique de réaliser leurs plans ; or ce sont elles qui détiennent le vrai pouvoir à Washington. La création d'un immense espace ceinturant tout l'hémisphère nord, réunissant les deux plus grandes puissances nucléaires, et pourvu abondamment de ressources naturelles, aurait permis de contenir la croissance chinoise et de maintenir la suprématie de l'Occident sur le monde pour encore cent ans peut-être. La CIA s'est laissée déborder par sa propre aile droite, les « faucons », et les multinationales ; comme il était évident que les intérêts stratégiques des USA allaient de pair avec ses intérêts économiques, l'agence n'a pas bien évalué le

danger ; or, dans ce cas précis, il fallait impérativement que les intérêts stratégiques imposent leur loi aux intérêts économiques, et c'est le contraire qui s'est passé.

Mais on ne peut plus revenir en arrière ; loin de retarder la prise de pouvoir par la Chine sur la plus grande partie du monde, l'agressivité américaine, les sanctions contre la Russie, qui devaient ralentir la montée en puissance du géant asiatique, ne vont que l'accélérer brutalement. L'Histoire, de toute manière, penchait en sa faveur ; il aurait repris sa place naturelle de première puissance mondiale, quoi qu'il advînt. Mais cela aurait pu se produire plus tard, plus lentement, dans des circonstances bien plus favorables pour les Occidentaux, qui auraient eu le temps de s'adapter et de préserver l'essentiel de leurs intérêts. Maintenant, ils vont s'entre-détruire comme ils l'ont déjà fait durant les deux premières guerres mondiales, et la Chine n'aura plus rien d'autre à faire qu'à ramasser les ruines.